



# Trajectoires féminines et mobilisation d'exilées à Bogotá.

Des destins déplacés aux futurs éclairés



*Marjorie Gerbier-Aublanc*



## **Éditions de l'IHEAL, collection « Chrysalides »**

**IHEAL** (Institut des Hautes Études de l'Amérique latine),  
Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3  
• Directeur : Sébastien VELUT

**CREDA** (Centre de Recherche et de Documentation sur les Amériques),  
UMR 7227 (CNRS/Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3)  
• Directeur : Sébastien VELUT

### **IHEAL-CREDA**

28, rue Saint-Guillaume  
75007 Paris  
Tél. : (33) (1) 44 39 86 60  
Courriel : [iheal.edition@univ-paris3.fr](mailto:iheal.edition@univ-paris3.fr)

- Responsable des publications : Olivier COMPAGNON  
[olivier.compagnon@univ-paris3.fr](mailto:olivier.compagnon@univ-paris3.fr)
- Secrétariat d'édition : Joëlle CHASSIN avec Isabelle DECHAMPS
- Assistante d'édition : Marie-Lorraine BACHELET
- Directrice de la collection : Renée FREGOSI
- Créateur de la collection : Christian GROS

### **Diffusion**

Direction de l'information légale et administrative  
23, rue d'Estrées  
75345 Paris Cedex 07  
Tél. : (33) (1) 40 15 70 10  
Télécopie : (33) (1) 40 15 68 00  
[www.ladocumentationfrancaise.fr](http://www.ladocumentationfrancaise.fr)

### **Conception graphique**

La Souris, [www.lasouris.org](http://www.lasouris.org)

Photo de couverture  
Graffiti mural, anonyme, Ciudad Bolivar, Bogotá  
© Marjorie Gerbier-Aublanc

ISBN : 978-2-915310-73-3 ISSN 1961-1250  
Collection « Chrysalides », n° 11, éditions de l'IHEAL, 2013.

*J'aurais aimé que mon père,  
parti trop tôt, puisse lire ce travail.*

*Je lui dédie ces quelques pages*

*avec tout mon amour...*



## Remerciements

---

Résultat d'un investissement sans relâche, ce travail n'aurait pu voir le jour sans l'aide et le soutien précieux de nombreuses personnes.

Je tiens à remercier en premier lieu l'ensemble des femmes du collectif *Yo Mujer* qui m'ont ouvert les portes de l'association, de leur maison, de leur vie, de leur intimité ; qui m'ont fait partager leurs histoires d'hier et d'aujourd'hui, leurs espoirs de demain...

Je remercie tout particulièrement mes colocataires de Bogotá et très chers amis, ma petite Jenny – toujours présente –, Arthur, Marion, Ibon, Lucien, Dulce et Isabela qui m'ont soutenue et m'ont accompagnée psychologiquement et physiquement tout au long de ce travail de terrain. Je remercie Viviana Gutierrez avec qui j'ai réalisé de nombreux entretiens au cours de mes derniers mois à Bogotá, partageant réflexions, interrogations et quelques frayeurs.

Je remercie Sandrine Revet qui a répondu sans hésiter à mes appels de détresse et m'a donné de précieux conseils tant pour mon terrain qu'à mon retour ; Virginie Laurent qui m'a permis de conserver une certaine distance face à mon objet alors que j'étais sur le terrain ; María Emma Wills qui m'a fait découvrir des textes passionnants et m'a mise en relation avec l'anthropologue Donny Meertens à laquelle j'adresse un remerciement particulier pour sa grande disponibilité, son écoute, ses conseils et l'opportunité

qu'elle m'a donné de participer à un groupe de recherche de l'Université Nationale de Colombie, Género, Cuerpo y Conflicto. Je la remercie aussi pour ses écrits qui ont guidé mes réflexions depuis bientôt trois ans. Je remercie également Polymnia Zagefka et María-Eugenia Cosío Zavala qui ont pris le temps de me rencontrer et de me conseiller dans mon travail d'analyse.

Je remercie particulièrement mon directeur de recherche, Christian Gros, qui m'a laissé la liberté de mener cette recherche comme je l'entendais et m'a soutenue dans mon obstination à réaliser ce long travail de terrain. Je le remercie de la confiance qu'il m'a accordée et de m'avoir, à son insu, permis d'avancer sur le sentier de ma vie.

8

Je remercie du fond du cœur ma maman qui m'a transmis sa force et m'a toujours soutenue et encouragée quelle que soit ma décision, me laissant la liberté de mener une vie en accord avec mes rêves.

Je remercie chaleureusement mes amis, mes deux Vanessa, Gaëlle, Laurence, Sylvie, Marion, Romain, Janeth, Jacko et ma sœur Laureen qui m'ont patiemment écoutée parler de ma recherche et du reste, des centaines de fois, tout en me conseillant du mieux qu'ils pouvaient. Un remerciement particulier à ma petite Vilaca qui a minutieusement relu cet écrit et m'a fait part de ses précieuses observations, à Vanessa, Nelly et Stéphanie qui m'ont aidée à récupérer mon manuscrit lorsque je pensais l'avoir perdu.

Je remercie mes grands-parents et ma marraine qui sont toujours là pour moi et m'accompagnent où que je sois, même s'ils n'adhèrent pas toujours à mes choix ; mes grands-parents qui ont, d'une certaine façon, inspiré l'aventurière que je suis.

Je remercie Marie et Françoise qui m'aident à être et à sentir ; à me trouver mieux équipée quand le chemin, parfois, n'est pas trop clair ou même lorsqu'il est difficile.

Je remercie enfin toutes les personnes qui m'ont, de près ou de loin, accompagnée tout au long de ma route, en France, au Mexique, en Colombie ou ailleurs...

## Sommaire

---

<b>Remerciements</b> .....	7
<b>Préface</b> .....	13
<b>Introduction</b> .....	15
Rencontre avec l'association .....	15
Le déplacement forcé en Colombie .....	17
État des lieux de la littérature scientifique autour du déplacement forcé en Colombie .....	20
L'association <i>Yo Mujer</i> .....	22
Localité 19, <i>barrio</i> Sierra Morena .....	23
Un terrain à deux vitesses .....	25
Méthodologie d'enquête .....	26
Difficultés de terrain .....	28
Délimitation du sujet .....	34
Problématique et hypothèses de recherche .....	35

### CHAPITRE 1

<b><i>Destins déplacés : trajectoires féminines des campagnes vers les villes</i></b> .....	39
Environnement rural et récits de femmes .....	39
Socialisation primaire des jeunes filles .....	40
<i>Famille et relations de genre</i> .....	43
<i>Un univers de silence</i> .....	56
<i>L'engagement associatif</i> .....	59

Guerre sale et déplacements forcés en milieu rural .....	62
À l'origine du déplacement .....	63
<i>Des conditions de l'exil: de l'incompréhension au départ</i> .....	64
<i>Des conséquences du déplacement forcé</i> .....	70
Le changement de contexte de vie:	
l'arrivée des déplacés en ville .....	74
À la découverte de l'inconnu .....	75
<i>L'expérience de situations limites</i> .....	77
L'invasion de Maria Yali .....	82
<i>De la complexité de l'insertion sociale</i> .....	82
<i>L'expérience de la ville au féminin</i> .....	85

## CHAPITRE 2

**Du sens à la mise en récit: le collectif**

<b>comme espace d'identifications</b> .....	91
<i>Yo Mujer, une association de femmes</i> en situation de déplacement forcé .....	91
<i>De la reproduction à l'origine de la naissance</i> .....	92
<i>Yo Mujer, une association de femmes</i> .....	95
<i>De l'articulation d'une identité objective</i> <i>et d'expériences communes</i> .....	100
De la solidarité à l'origine du sujet .....	102
<i>La socialisation du risque: l'aide aux déplacées</i> .....	103
<i>De la solidarité à la réalisation de soi</i> .....	117
Lien social: le sens des autres .....	124
<i>Du discours collectif à la mise en récit individuelle</i> .....	130
<i>Les ateliers: la mise en mots</i> .....	130
<i>Manifestations et mise en scène symbolique</i> .....	140
<i>Du discours au récit: la reconstitution des souvenirs</i> .....	147

## CHAPITRE 3

**Démocratie à la maison et sur la place publique:**

<b>une approche empirique de la reconnaissance</b> .....	159
Démocratie à la maison: vers une nouvelle expérience de la famille .....	159

<i>De la révision des systèmes de genre</i> .....	160
<i>Un changement résiduel</i> .....	174
Démocratie sur la place publique : à la découverte de la citoyenneté .....	180
<i>Quand le domestique devient juridique</i> .....	180
<i>Quand l'épreuve devient juridique</i> .....	188
<b>Conclusion</b> .....	205
L'invention de la ville... réinstallation et projections, le temps du futur .....	205
Le collectif comme moteur de projections .....	206
Expérience sociale et temporalités vers la reconstruction du futur .....	208
Identité de genre en milieu urbain : tension entre rôles traditionnels et discours global .....	210
De la subjectivation à l'individuation : la construction du sujet à partir de l'épreuve du déplacement et de l'engagement associatif .....	214
Destins déplacés, futurs éclairés : quelques réflexions finales .....	221
<b>Bibliographie</b> .....	225



## Préface

---

Après avoir mené un travail de terrain remarquable dans un des quartiers les plus difficiles d'accès de Bogotá, Marjorie Gerbier Aublanc nous propose un texte excellent concernant le destin de femmes d'origine rurale déplacées par la guerre interne qui sévit depuis des années dans ce pays. Un texte qui tranche avec la production désormais relativement abondante sur ce sujet en Colombie. À partir des témoignages recueillis au sein d'un collectif d'accueil « YO Mujer », ce livre nous restitue la trajectoire de ces femmes victimes depuis le moment traumatique ayant entraîné leur déplacement forcé jusqu'à leur progressive reconstruction en milieu urbain, une reconstruction leur permettant de se projeter positivement au sein de la ville d'accueil. On peut ainsi voir comment, à la suite du déracinement et de l'exil et grâce au travail remarquable mené par ce collectif, ces femmes sont amenées à réfléchir sur ce qu'étaient leur position sociale et leur habitus comme femmes rurales au sein de leur famille d'appartenance et à prendre conscience de leur possible et nécessaire autonomie. Une autonomie ou « empoderamiento » qui les conduit à prendre distance avec les formes classiques de la domination masculine auxquelles elles auraient pu difficilement échapper sans un tel déracinement. Finalement, sans oublier un seul instant le coût élevé qu'elles ont été amenées à payer pour une guerre qui n'était pas la leur

et dont elles sont les premières victimes, on comprend que le déracinement peut s'avérer aussi pour elles une opportunité. Mais pour qu'un processus de « subjectivation positive » puisse avoir quelque chance de se produire, mieux vaut que ces femmes soient encadrées par d'autres qui, après avoir connu un sort comparable, ont trouvé la force de construire un lieu d'accueil solidaire capable de produire chez elle une telle transformation. Morale: l'individu(e) pour se produire a besoin de la solidarité du groupe (élicatif) et de liens (choisis).

Ajoutons que ce livre est fort bien écrit et que Marjorie Gerbier Aublanc a su aller chercher, chaque fois que nécessaire, les référents théoriques pertinents dont elle avait besoin pour éclairer sa recherche. Le résultat est là: un vrai travail de sociologue qui combine empathie avec son sujet et mise à distance nécessaire pour l'analyse.

*Christian Gros*

*Professeur de sociologie, directeur de recherche*

## Introduction

---

### Rencontre avec l'association

15

Mercredi, 14 heures. Je suis dans le bus, le *Transmilenio H15* en direction du *Portal Tunal*. Au terminus je dois prendre un autre bus qui me mènera vers les locaux de l'association. « Prends l'*alimentador* qui indique Sierra Morena, le 6-3 », m'a expliqué Doña Teresa, « tu descends au dernier arrêt ». Le bus s'enfonce dans la montagne, je ne sais pas vraiment où je vais. Les arrêts n'ont pas de nom. Ils sont déterminés par des adresses incompréhensibles, *Transversal 56 Calle 78 Carrera 46...* Le chauffeur me dit de descendre, nous sommes arrivés à destination. J'observe tout autour de moi. Quelques personnes passent et me regardent du coin de l'œil. La vue sur Bogotá est imprenable. En aval, j'aperçois des rues, des habitations collées les unes aux autres. Les maisons sont en béton, modestes certes, mais je m'attendais à pire. En amont, le paysage est quelque peu différent. Des maisons poussent ça et là, à flanc de montagne, comme des champignons qu'une bourrasque de vent pourrait décrocher à tout moment. Je suis tout de même surprise du calme qui règne ici...

Une petite dame brune me fait de grands signes, elle court vers moi, essoufflée. C'est Doña Teresa, la présidente du collectif. Elle me salue chaleureusement, m'explique qu'elle a des problèmes

de diabète qui la fatiguent beaucoup et m'invite à la suivre. J'enregistre le chemin, « tout droit puis seconde à gauche et c'est le numéro 69 ». Je dois me souvenir. Nous pénétrons dans les locaux et montons directement au second étage. Elle me prie de m'asseoir dans le fauteuil, elle prendra la chaise. Je proteste, elle insiste. Nous entamons la conversation, elle me raconte...

C'est samedi, il est 10 heures, une quinzaine de femmes sont présentes. Je les rencontre enfin! Celles qui me connaissent déjà me reçoivent avec un grand sourire, les autres m'observent, curieuses. Doña Teresa me présente à trois d'entre elles comme une étudiante française venue les aider. Elles me serrent chaleureusement la main et me souhaitent la bienvenue. Puis Teresa ajoute que je voudrais leur parler à toutes « pour qu'elles me racontent ce qui s'est passé ». Silence... Elles me regardent méfiantes. J'essaie tant bien que mal de me sortir de cette situation embarrassante. Une femme vient vers moi, « Eh ben, bienvenue quand même! ».

Les discussions vont bon train. Elles m'encerclent et m'interrogent, certaines s'éloignent de moi. Qu'est-ce que je fais ici? Comment j'ai découvert l'association? Pourquoi elles ne m'ont jamais vue auparavant? Ma présence les surprend mais mon intérêt pour elles les interpelle. Elles m'invitent aux manifestations mensuelles, je n'ai plus à négocier ma présence. Deux d'entre elles s'affairent aux fourneaux. C'est l'heure du repas. Elles me servent, la première, un plat débordant de riz et de lentilles. En début d'après-midi les étudiants de la formation aux carrières sociales de l'université du *Minuto de Dios* arrivent. Certains emmènent les enfants à la *Comparteca*<sup>1</sup>. D'autres invitent les femmes à monter dans le bureau, l'atelier informatique va commencer. Les femmes me disent de venir le lendemain parce qu'« ils vont distribuer des aliments à tout le monde ».

---

1. Salle du foyer d'accueil où se déroulent activités éducatives et ludiques pour les enfants des femmes déplacées.

Elles veulent que je prenne des photos pour pouvoir montrer les besoins des populations déplacées. La journée se déroule comme un samedi dans les locaux de *Yo Mujer*. Ateliers, repas, discussions, rires, pleurs. Il est 17 heures, chacune rentre chez elle.

Le regroupement de ces femmes n'est pas anodin. Si elles semblent *a priori* ne partager d'autre caractéristique que la précarité économique, une expérience commune les rassemble toutes, celle de l'exil. Des centaines d'individus en situation de déplacement forcé se réfugient chaque jour à Bogotá, absorbés par cette capitale qui les rend anonymes aux yeux de tous. Une épreuve traversée passée sous silence. C'est en ce sens que les femmes de l'association *Yo Mujer* œuvrent quotidiennement dans l'espoir de se reconstruire un futur en ville et de rendre visible la réalité d'une catastrophe humanitaire.

17

## Le déplacement forcé en Colombie

En 2009, la Colombie compte environ 45 millions d'habitants, parmi lesquels 4 915 579 individus en situation de déplacement forcé, soit un peu plus de 10 % de la population nationale. Les femmes et jeunes filles représenteraient 52 % de ce total sachant que 54 %<sup>2</sup> de l'ensemble des déplacés auraient moins de 18 ans. C'est donc une majorité de femmes et d'enfants qui se voient contraints de fuir quotidiennement la violence des milieux ruraux.

« Est appelée "déplacée" toute personne qui s'est vue forcée à migrer à l'intérieur du territoire national, abandonnant sa localité de résidence ou ses activités économiques habituelles parce que sa vie, son intégrité physique, sa sécurité ou ses libertés personnelles ont été rendues vulnérables ou se trouvent directement menacées, à l'occasion d'une des

2. Statistiques émises en 2009, pour les 25 dernières années, par la CODHES, *Consultoría para los Derechos Humanos y el Desplazamiento*, Voir site internet : [www.codhes.org](http://www.codhes.org).

situations suivantes quelle qu'elle soit : conflit armé interne, troubles et tensions intérieurs, violence généralisée, violation massive des droits de l'homme, infractions au droit international humanitaire ou tout autre circonstance qui émaneraient des situations antérieures et qui pourraient altérer ou altèrent profondément l'ordre public<sup>3</sup>.

18 La différence fondamentale entre migrants et déplacés est le caractère non volontaire de la migration, l'absence de projets individuels, familiaux ou communautaires et l'absence de projections pour une vie meilleure, sans oublier la violation des droits humains et la non-possibilité de retour des exilés [Meertens, 2006]. Le déplacement forcé est à la fois une arme et une conséquence du conflit armé sévissant en Colombie depuis plus de quatre décennies. À la différence des autres pays touchés par ce phénomène, la Colombie connaît un taux de migrations internes particulièrement élevé. En effet, les victimes cherchent traditionnellement refuge hors des frontières nationales. Dans le cas colombien, les migrations ont principalement lieu depuis les campagnes vers les villes. Alors que les chiffres officiels indiquent une réduction des déplacements à la suite de la *politique de consolidation de la sécurité démocratique* mise en œuvre depuis le début de la présidence Uribe Vélez (2002-2010), 49% du total de la population déplacée se serait vus contraints de migrer depuis 2002 [Codhes, 2010]. C'est donc toute une partie de l'histoire contemporaine de ce pays qui est passée sous silence, rendant ainsi invisible au niveau national et international la trajectoire d'une « masse citadine inerte et sans espoir » [Agier, 1999 : 7].

M. Agier [2009] nous propose une analyse du rôle de la mémoire dans la compréhension de la situation sociopolitique du pays. La mémoire serait, selon l'anthropologue, un moteur

---

3. Loi 387 du 18 juillet 1997, Titre 1, Article 1.

de destruction et de situations violentes, une « sorte de personnage » qui porterait la responsabilité de la souffrance. Ainsi, une « culture de la violence » aurait émergé, générant une série de pratiques, de représentations, d'arrangements quotidiens à partir desquels les citoyens seraient contraints d'apprendre à vivre avec la guerre. La violence politique en Colombie remonte au partage des espaces de pouvoirs entre les deux partis officiels, libéraux et conservateurs. Leur confrontation a rythmé la vie politique nationale dès la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Avec l'assassinat du président du parti libéral, Jorge Eliécer Gaitán, le 9 avril 1948, commence la période la plus sombre de l'histoire colombienne, connue sous le nom de *la Violencia*. Cette guerre fratricide est à l'origine de plus de 200 000 morts et d'environ deux millions de déplacés. Les historiens situent cette période entre 1948 et 1964 mais force est de constater que le conflit interne actuel se présente comme la continuation de ce sanglant affrontement. Il semblerait qu'à partir de ce temps historique, la violence se soit instituée « comme un état durable dans la vie de chacun » [Agiar, 2000 : 93]. D. Pécaut [2001 : 23] ajoute que la vie sociale colombienne a été marquée par l'instabilité et la terreur et décrit cette violence endémique ou « prosaïque » comme une « expérience de laquelle tout paraît dériver ». Pour mettre fin à ces affrontements, les deux partis majoritaires concluent un accord d'alternance au pouvoir en 1958. La mise à l'écart d'une partie des citoyens par ce « Front National », en vigueur jusqu'en 1974, va pousser, dès le début des années 1960, des communautés paysannes, indigènes ou encore certains intellectuels urbains à se constituer en groupes armés, clairement inspirés des mouvements marxistes/guévaristes révolutionnaires fleurissant à la même époque sur l'ensemble du continent latino-américain. Dans le même temps, se mettent en place des forces d'auto-défense qui s'unissent, au début des années 1980, pour lutter contre les enlèvements et les impôts révolutionnaires imposés aux propriétaires terriens et aux narcotrafiquants par les groupes guérilleros.

Ainsi, c'est une multitude d'acteurs armés légaux et illégaux qui perpétue depuis plusieurs décennies violence et terreur sur l'ensemble du territoire colombien. Si certains refusent de reconnaître que le pays est en « guerre », que des régions entières sont soumises à la tutelle de groupes armés et que les habitants sont « pris en otage », il est clair que la Colombie vit un conflit paraissant sans fin, au sein duquel on distingue difficilement combattants et civils [Suarez, 2007]. Cela est d'autant plus observable en zone rurale que le contrôle des terres et des ressources naturelles est un enjeu central du conflit [Rolland, 2007]. Actuellement, les confrontations guérilla/paramilitaires ne comportent plus de langage politique, ce qui rend d'autant plus floues les frontières entre délit politique et délit de droit commun [Sanchez, 2009]. En effet, 90 % des victimes de cette « guerre sale », « de basse intensité » seraient des civils [Agier, 2009 : 105].

Les déplacements forcés des campagnes vers les moyennes et grandes villes sont devenus autant une arme de guerre qu'un instrument de contrôle social des populations rurales. À l'œuvre depuis plusieurs décennies, ce n'est que depuis juin 1997, avec la promulgation de la loi 387, que l'importance sociodémographique et humanitaire de ce phénomène est institutionnellement reconnue.

### **État des lieux de la littérature scientifique autour du déplacement forcé en Colombie**

Axe de recherche récent pour la communauté scientifique, c'est à l'aube du troisième millénaire que les chercheurs commencent à s'intéresser à la question du déplacement forcé en Colombie. On comprend que l'absence de travaux antérieurs soit en lien direct avec la non-visibilité du phénomène. La loi 387 de 1997 marque tant la reconnaissance institutionnelle que la naissance de l'intérêt scientifique pour la thématique. Une décennie plus tard, de nombreux ouvrages, articles et recherches universitaires

ont vu le jour du côté latino-américain, comme nord-américain ou européen.

Les études menées jusqu'au début des années 2000 portaient majoritairement sur la dimension individuelle du processus de résilience/reconstruction qu'implique l'exil. Précisons que le déplacement forcé en Colombie est principalement d'ordre individuel et familial. Les auteurs parlent de déplacement « au compte-gouttes » [Agier, 2002; Meertens et Segura, 1999; Pécaut, 1999]. Cette problématique a donc plutôt été étudiée depuis ses conséquences à savoir les ruptures identitaires, le délitement du tissu social et la complexité de l'insertion urbaine des nouveaux arrivants [Agier, 1999; Meertens, 2000; Pécaut, 1999; Rojas, 1998; Uribe, 2000] ainsi qu'à partir de sa dimension psychologique [Abella et Rángel, 2008; Chávez et Falla, 2004; Demera, 2007; Jiménez *et al.*, 2003; Palacio *et al.*, 2001; Palacio et Madariaga, 2006; Riaño, 2006]. Les déplacés étaient alors perçus comme des individus contraints de se reconstruire dans le « dénuement », récepteurs passifs de l'attention étatique. L'ensemble de ces études mettait en lumière l'isolement des populations déplacées en milieu urbain, vivant dans la méfiance et l'anonymat, hors de tout processus organisationnel.

L'anthropologue D. Meertens s'impose comme la pionnière du regard croisé entre études de genre et déplacement forcé, faisant ressortir l'impact différencié, pour l'homme et la femme, du déracinement et de la réinstallation en milieu urbain. Elle présente une perspective nouvelle du processus de reconstruction envisageant les femmes déplacées non plus comme des victimes passives mais comme les actrices de la reconstruction. À la suite de ses travaux, la perspective du genre a été l'objet d'un intérêt particulier [Himelda, 2001; Mazo, 2001; Rojas, 2003; Segura, 1998]. Le déplacement a, par ailleurs, été considéré comme une stratégie de résistance des populations rurales face au conflit armé [Osorio, 2001].

Depuis quelques années, les manifestations collectives de populations déplacées sont devenues visibles, attirant ainsi l'attention de la communauté scientifique. Ces mobilisations suscitent en effet de nouvelles interrogations, dans la mesure où elles entrent *a priori* en contradiction avec les logiques individuelles observées précédemment. Quoique peu nombreuses, les recherches autour de ces initiatives sont principalement le fait d'étudiantes et croisent perspectives de genre et/ou raciale [Cabezas, 2004; Mendoza, 2002; Moreno, 2003; Solano, 2004; Ureña, 2007] et dimension collective du processus de reconstruction post-déplacement.

L'analyse proposée dans cet essai entre dans la continuité des travaux précédents, articulant perspective de genre et action collective. L'importance numérique de la population féminine déplacée, les contrastes entre relations de genre en milieu rural et urbain ainsi que les conséquences différenciées de l'exil attestent de la pertinence d'un tel choix. Ajoutons que la dimension associative du phénomène reste encore peu explorée. J'entends par association les regroupements spontanés de populations en situation de déplacement forcé et non les ONG locales, nationales ou internationales intervenant auprès de ce type de population. Ces collectifs, plutôt récents, manquent de visibilité au sein de l'espace public, d'autant plus lorsqu'ils sont exclusivement composés de femmes.

### **L'association *Yo Mujer***

Après quelques explorations bibliographiques sur la thématique des mouvements féminins pour la paix, domaine initial de mes recherches, j'ai découvert le sujet du déplacement forcé qui m'a très rapidement convaincue. Aussi ai-je décidé d'effectuer un échange universitaire à Bogotá. Tout juste arrivée, j'ai découvert par le biais d'un communiqué municipal l'existence d'un listing des collectifs féminins de la ville parmi lequel figurait le nom

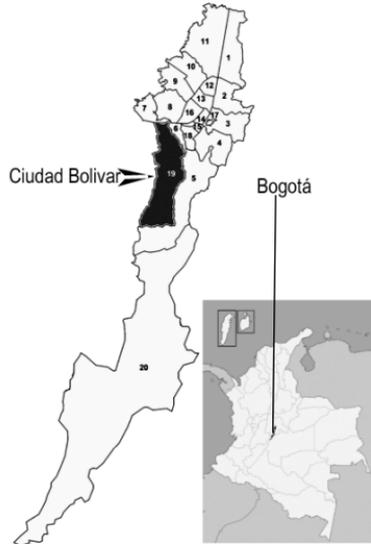
d'une association de femmes en situation de déplacement forcé, *Yo Mujer*. J'ai pris contact avec la présidente et celle-ci m'a ouvert les portes de son institution. Dans le même temps j'ai rencontré, à l'Université des Andes, la politologue Maria Emma Wills Obregón qui m'a mise en contact avec l'anthropologue Donny Meertens. Cette dernière m'a immédiatement proposé d'intégrer l'équipe de recherche *Género, Cuerpo y Conflicto*<sup>4</sup> qu'elle venait de constituer au sein de l'Université Nationale de Colombie. J'apprenais ainsi que mon sujet de recherche était novateur et que l'association *Yo Mujer* était l'une des rares de la ville à s'être constituée à l'initiative de femmes en situation de déplacement forcé. C'est une organisation qui compte officiellement plus de 200 femmes, même si seule une vingtaine d'entre elles s'y investissent effectivement.

23

### Localité 19, *barrio Sierra Morena*

« Ciudad Bolívar, ton être proclame égalité et justice sociale, depuis les campagnes ils ont peuplé ton sol, histoire récente, héritage sacré.<sup>5</sup> »

Née en 2003, cette association se situe dans le micro-quartier Sierra Morena de la localité Ciudad Bolívar. Il me semble indispensable de



4. Genre, Corps, Conflit.

5. Premier couplet de l'hymne de la localité composé par le maître Enrique Augusto Córdoba Cifuentes, consultable en ligne: <http://www.alcaldiabogota.gov.co/sisjur/normas/Normal.jsp?i=34972>.

présenter brièvement ce contexte sociogéographique au lecteur afin qu'il saisisse toute la portée de l'analyse à venir. Bogotá, plateau de la Cordillère Orientale<sup>6</sup>, est divisée en 20 localités. La localité n° 20, Sumapaz, est un territoire majoritairement rural. Les 19 autres localités composent le territoire urbain. Ciudad Bolívar, localité 19, est située au sud-ouest de la ville. La zone urbaine de Ciudad Bolívar<sup>7</sup> se trouve entre 2400 et 3100 mètres d'altitude. Cette localité voit le jour à partir des années 1940, à la suite d'importants mouvements migratoires, exode rural ou déplacement forcé. Les populations rurales occupent alors illégalement le territoire. Celui-ci sera officiellement habilité à partir de 1983, dans le cadre du *Plan Ciudad Bolívar* mis en place au cours du mandat du Maire Augusto Ramírez Ocampo. Cette localité est peuplée de populations à faibles revenus. Quelques bandes rattachées aux divers groupes armés y sont présentes mais ne causent *a priori* pas grand dérangement. En revanche, juste au-dessus de Sierra Morena, se trouve d'un côté le micro-quartier Caracolí et de l'autre Altos de Cazucá qui marquent la limite de Bogotá avec la municipalité de Soacha. Ces deux micro-quartiers sont des zones d'habitations précaires et d'invasions<sup>8</sup>, contrôlés par les membres de plusieurs bandes armées. Il faut savoir que Ciudad Bolívar est la première zone réceptrice de populations déplacées à Bogotá parmi les quatre localités, Usme, Kennedy, Bosa et Ciudad Bolívar, accueillant quotidiennement les nouveaux arrivants. Ce secteur de la ville reçoit environ 70 % des individus qui, ayant fui leur département d'origine, cherchent refuge à Bogotá.

---

6. Branche de la Cordillère des Andes.

7. Ciudad Bolívar possède une extension territoriale de 12 998,46 hectares. 73,52 % de la localité sont considérés comme zone rurale contre 24,91 % de zone urbaine.

8. Les invasions sont des concentrations urbaines résultant de l'occupation illégale de terrains proches de la ville.

## Un terrain à deux vitesses

J'ai réalisé un travail de terrain de huit mois au sein de l'association *Yo Mujer* et auprès de ses membres. Mon expérience s'est déroulée en deux temps. Les premiers mois ont été dédiés à la prise de contact et à la négociation de ma présence au sein du collectif. Les femmes étaient très ouvertes et disponibles. Elles ont rapidement accepté mes visites régulières et me conviaient aux diverses activités. Il m'a fallu environ deux mois pour accéder aux récits de vie individuels.

Bogotá, comme toute métropole, est une ville économiquement et socialement divisée. De ce fait, j'évoluais quotidiennement au sein de pôles opposés. Les cours suivis à l'université des Andes me propulsaient dans un univers de grande richesse économique et scientifique, cette institution accueillant « l'élite » économique, politique et sociale du pays. Mon travail de terrain réalisé dans les quartiers périphériques de la ville auprès d'une « masse urbaine, inerte, invisible et sans recours » [Agier, 1999] me confrontait à une réalité de précarité économique poignante. D'ordinateurs portables, i-phones et gardes du corps, je passais à la faim, au froid, à l'humidité des logements et à la violence des conditions de vie. Épuisée par tant d'inégalités, je décidai de m'éloigner de cet environnement après cinq mois de terrain.

Je pris un bon mois de recul géographique et psychologique quant à l'expérience que je venais de vivre. Puis, ressourcée, je me replongeai dans ce travail de terrain passionnant. Ayant terminé mon semestre universitaire, cette seconde étape se déroula de façon plus linéaire. Je n'avais plus à négocier ma place parmi ces femmes qui m'accueillaient à bras ouverts et m'ouvraient les portes de leur intimité familiale. Je pus alors réaliser de nombreux entretiens à domicile.

Les 25 femmes que j'ai rencontrées constituent mon échantillon de population. Elles ont entre 23 et 65 ans et étaient toutes majeures au moment de leur exil, allant de six mois à

12 ans. Elles sont toutes mères de famille, ayant entre deux et 11 enfants. 14 sont mariées et 11 sont veuves ou séparées.

## Méthodologie d'enquête

Mon travail de collecte de données a été particulièrement riche dans la mesure où j'ai tissé des relations intimes avec la plupart des femmes de l'association. J'ai pu alterner méthodes de travail ethnographique et sociologique. Par l'observation participante, méthodologie principalement mobilisée au cours des premiers mois, j'ai pu collecter de nombreuses paroles de femmes, me rendre compte de leur quotidien et du fonctionnement du collectif. Je ne résidais pas à Ciudad Bolívar mais j'y passais le plus clair de mon temps et dormais régulièrement chez l'une de ces femmes, dans le quartier d'invasion des Altos de Cazucá. La tenue minutieuse de mon journal de terrain m'a permis de conserver tous les détails observés et enregistrés au cours des conversations informelles. J'ai pu réaliser quatre entretiens formels au cours de cette première étape ainsi que deux entretiens collectifs au sein des locaux de l'association. Assister à plusieurs assemblées du collectif m'a encouragée à organiser une rencontre entre une classe d'étudiants d'économie de l'Université des Andes, leur professeur et les femmes de l'association. Désirant mettre en place un projet productif, celles-ci souhaitaient que je les aide. N'ayant aucune compétence dans le domaine, les mettre en relation avec des économistes était une solution alternative. Les femmes m'ont conviée aux diverses mobilisations publiques auxquelles elles participaient. J'ai assisté aux rassemblements statiques et silencieux des derniers mardis de chaque mois organisés par le collectif *Ruta Pacífica*. Je me suis mêlée à la prise symbolique de la Cour Constitutionnelle, l'*Abrazo a la Corte*, et à la grande marche indigène, la *Minga*, du mois de novembre 2008. J'ai également été invitée à la fête organisée pour les Quinze ans de la fille de Luz Marina, une

des femmes de l'association. Autant d'événements qui m'ont permis de me rendre compte du quotidien de ces femmes et des tenants et aboutissants de l'identité de genre dans un tel contexte socioéconomique, culturel et politique. Le contact privilégié établi avec le leader et plusieurs autres femmes a facilité la reconstitution progressive de leur récit de vie. J'ai, par ailleurs, eu la chance de suivre plus particulièrement le parcours de l'une d'elles, Maria Yali, depuis son arrivée à Bogotá en août 2008 jusqu'à mon départ de Colombie, fin avril 2009. Des questionnaires préparés par le professeur d'économie de l'université des Andes, portant sur les critères familiaux et les conditions de vie socioéconomiques des femmes, m'ont permis de collecter un ensemble de données objectives. J'ai, en parallèle, réalisé un travail de recherche bibliographique au sein des différentes universités de Bogotá. Grâce aux archives et statistiques émises par l'institution gouvernementale *Acción Social* et par l'ONG nationale CODHES, en charge de la problématique du déplacement forcé, j'ai pu m'informer des caractéristiques nationales du phénomène. Enfin, j'ai eu accès aux documents formels de l'association *Yo Mujer* ainsi qu'aux bulletins mensuellement émis dans le cadre de la *Mesa de Trabajo de Bogotá* et de la *Casa de la Mujer*. Le deuxième temps de mon travail de recherche a été consacré principalement à la réalisation d'entretiens formels, au domicile même des femmes. Je continuais néanmoins à me rendre régulièrement à l'association. J'ai eu la chance d'y rencontrer Viviana Gutierrez, une étudiante en carrières sociales de l'Université *Externado* de Bogotá, qui réalisait également un travail de recherche auprès des femmes de l'association *Yo Mujer*. Elle disposait d'un questionnaire ciblant les caractéristiques de l'*empoderamiento* proposées dans l'ouvrage de M. León [1997]. Nous avons donc réalisé conjointement une vingtaine d'entretiens à l'occasion de déjeuners et visites diverses chez les femmes de l'association. J'avais, pour ma part, certaines interrogations à clarifier, un ensemble de thèmes plus spécifiques à aborder, mais

je m'adaptais aux différentes situations d'entretien, n'ayant pas au préalable défini de questionnaire précis. J'ai ainsi bénéficié des entretiens semi directifs et de la rigueur de Viviana. Je n'avais pas encore de problématique clairement établie. Je commençais à émettre quelques réflexions mais je ne savais pas réellement où j'allais. J'évoluais au fil des découvertes.

Le lecteur comprendra donc que j'ai pu récolter un *corpus* de données empiriques et bibliographiques extrêmement dense au cours de ces huit mois de terrain et qu'il m'a fallu au moins le même laps de temps pour en analyser objectivement le contenu.

## Difficultés de terrain

28

Doña Teresa, la présidente de l'association, souhaitant tout particulièrement m'aider a involontairement dressé devant moi de nombreuses barrières dans le premier temps de ma présence auprès des femmes. Je cite mon journal :

«À la fin de l'atelier, Doña Teresa me présente à trois femmes comme une étudiante française qui allait les aider. Elles me souhaitent chaleureusement la bienvenue. Et Teresa ajoute que je voulais discuter avec chacune d'entre elles pour qu'elles me racontent ce qui leur était arrivé. Et là, les sourires se sont éteints et elles ont changé d'attitude envers moi. J'ai donc tenté de leur expliquer que je voulais surtout discuter de l'association et de ce qu'elles réalisaient en son sein. Alors Doña Belen m'a dit: "et ben, bienvenue quand même!"<sup>9</sup> »

«Doña Teresa était occupée à remplir des papiers pour demander des prolongements d'aides pour les femmes (aliments, loyers) à Acción Social [...] Plusieurs femmes sont arrivées et montaient rejoindre le leader dans le petit

---

9. Extrait du journal de terrain, 13 septembre 2008.

bureau. Teresa m'a dit "Parle avec ces femmes, elles sont de l'organisation, elles sont déplacées". Mais le contexte était tellement frustrant! Bruyant, au milieu de tout le monde dans le bureau. C'est parti d'une bonne intention de Doña Teresa qui voulait m'aider mais au final c'était des entretiens imposés aux femmes et à moi-même car je ne pouvais ni me dérober ni refuser au risque de remettre en question ma place, mon travail. Je n'avais pas négocié moi-même ces entretiens et les femmes qui ne me connaissaient pas encore n'avaient pas envie de me raconter leurs histoires. J'étais vraiment gênée et j'ai essayé de leur expliquer qu'elles n'étaient pas obligées de me parler, que je ne voulais pas m'immiscer dans leur intimité mais que je souhaitais simplement qu'elles me parlent de l'association. Elles me répondaient par mono phrases et dès qu'elles avaient fini de parler, essayaient de s'échapper! La frustration totale<sup>10</sup> » !

29

Ces deux extraits soulignent d'une part la difficulté de la négociation des entretiens et la difficulté d'aborder l'expérience du déplacement forcé avec les femmes. Il s'agit en effet d'une épreuve traumatisante qui éveille en elles une série de souvenirs pénibles. La négociation des entretiens a, dans ce sens, été problématique tout au long de mon travail de terrain, même si la confiance instaurée en fin de séjour a grandement favorisé échanges et confidences. C'était ma première expérience de terrain en tant qu'apprentie sociologue et je ne maîtrisais pas encore cet outil de collecte de données. Je me sentais coupable de les renvoyer, par mes questions, à leurs expériences de vie malheureuse.

Il m'a fallu environ un mois pour rencontrer l'ensemble des membres actifs de l'association. Dans les premiers temps, mes interactions se déroulaient avec Doña Teresa, les familles

---

10. Extrait du journal de terrain, 8 septembre 2008.

du foyer et quelques femmes qui venaient régulièrement. Ces débuts ont été positifs dans la mesure où ils m'ont permis de prendre connaissance du fonctionnement « officiel » de l'association et du discours institutionnel véhiculé par ses membres. J'ai également pu dans ce temps accompagner la présidente aux rendez-vous avec *Acción Social* et *ACNUR*. J'ai ainsi pu observer la complexité des interactions entre les déplacés et les institutions. Après avoir fait la connaissance de la majorité des femmes qui, étonnées de ne m'avoir pas connue plus tôt, me parlaient volontiers, j'ai pu me rendre compte des interactions entre les membres actifs, les moins actifs, les nouveaux arrivants et la présidente. Solidarité, écoute, conflits et rumeurs meublaient alors mon quotidien.

30

Mon identité de femme m'a permis de nouer des liens intimes avec mes interlocutrices mais la contrepartie de cette riche expérience humaine a été une empathie démesurée envers ce public. Confrontées à de nombreuses injustices, propulsées dès leur arrivée à Bogotá dans un univers de grande précarité socioéconomique sans oublier les expériences individuelles de la violence en milieu rural, ces femmes et leurs récits de vie ont constitué un lourd bagage qu'il m'a fallu porter tout au long de cette aventure. La prise de distance s'est donc révélée être une épreuve particulièrement délicate. Je rentrais chez moi trop chargée de l'intensité des récits de mes nouvelles amies. Une expérience riche en informations et en apprentissage mais une expérience humaine avant tout ! J'insiste sur ce point car il s'agit là de la principale difficulté vécue au cours de ce travail de terrain.

Une autre difficulté est celle de mon statut au sein de cette association. Étudiante et française, ces deux caractéristiques m'ont, dès le départ, mise dans une position parfois délicate. Certes cette « identité » était pour moi un passe-partout dans le sens où je ne présentais aucun risque d'appartenance à l'un des groupes armés ou à l'un des partis politiques. J'étais, de plus, une

représentante symbolique de ce collectif dans le sens où je les accompagnais quotidiennement dans les diverses institutions, rencontres et manifestations. Étrangère, « éduquée », d'une classe sociale supérieure à la leur, j'étais la « mascotte » qu'elles se plaisaient à présenter comme « la docteur française qui nous aide ». Mais quelles aides ? Je ne pouvais malheureusement pas faire grand-chose. Cependant, ma nationalité me précédait et j'étais la représentante des financements de l'Union Européenne et des ONG françaises. On me demandait régulièrement de « parler aux ONG et à l'ambassade » pour obtenir des financements. Au sein de l'association, on m'appelait *doctora*. J'avais au début beaucoup de mal à entendre ce qualificatif puis je me suis aperçue qu'en Colombie c'est ainsi qu'on appelait les individus qui avaient étudié. Je n'étais cependant pas très à l'aise avec l'image associée à ce *doctora*. En effet, on m'accordait toujours la meilleure place pour m'asseoir, à chaque repas j'étais servie la première et on me donnait la meilleure vaisselle tout en s'excusant du peu qu'on m'offrait. De plus, lorsque les femmes faisaient le ménage, je devais lutter pour qu'elles me laissent prendre un balai ou une éponge sous prétexte que « c'est un travail difficile qui abîme les mains »<sup>11</sup>. Je n'étais néanmoins pas passive face à cette distance sociale et réalisais au quotidien les travaux domestiques à leurs côtés. Nous avions différentes représentations des tâches manuelles. Pour moi, nullement ingrat, cet ouvrage me permettait, au contraire, de nouer des liens et d'entrer plus profondément en contact avec les femmes. Pour elles, il s'agissait d'une activité dégradante qui ne me correspondait pas. Je pense néanmoins que ma présence continue et le fait de rester dormir régulièrement dans un quartier comme Altos de Cazucá a largement joué en ma faveur dans le sens où cette distance sociale s'est progressivement atténuée.

11. Réponse que m'a fournie Teresa alors que je souhaitais l'aider à nettoyer le foyer d'accueil.

32 Une des difficultés de réaliser un travail auprès de populations en grande précarité économique est le fait que les petits détails de notre confort quotidien nous trahissent parfois. Je portais, les premiers jours, une petite gourmette héritée lors du décès de mon père et qui était pour moi particulièrement symbolique. Il est vrai que, dans un premier temps, je n'en percevais pas la valeur économique. Néanmoins, un jour où je contribuais aux tâches ménagères, une jeune fille me demanda si je n'allais pas abîmer ma gourmette avec les produits. Par la suite, à plusieurs reprises, les femmes me mirent en garde contre le risque de porter un tel bijou dans ce quartier. Je me suis donc résolue à le mettre de côté le temps de mon travail de terrain. J'ai réalisé alors que j'avais tendance à oublier les comforts et les facilités de ma vie même si je tentais de lutter quotidiennement contre cette attitude. Le lecteur pensera certainement qu'il n'y a rien d'exceptionnel à cette anecdote. Néanmoins, je suis persuadée que cette différence socioéconomique a eu un impact fondamental dans la relation d'empathie qui s'est créée avec les femmes de cette association et dans mon rapport à moi-même au cours de ce terrain.

Une dernière difficulté, contextuelle cette fois, a été rencontrée lors du second temps de mon travail de recherche. Les quartiers récepteurs de populations déplacées sont des zones périphériques de la ville, passablement dangereuses. Je n'ai, par chance, jamais eu de problèmes majeurs en me rendant seule dans ces quartiers. Cependant, ma première visite à Maria Yali dans le quartier d'invasions des Altos de Cazucá m'a permis d'envisager les risques que j'encourais. En effet, alors qu'une vingtaine de minutes de marche séparaient l'avenue principale du domicile de cette femme, logement situé dans une cuvette entre deux collines sur un terrain non habilité à la construction, un jeune homme sortit ostensiblement son arme à feu. Je venais de chez cette femme pour prendre mon bus, accompagnée de deux de ses enfants quand le jeune homme nous emboîta le pas,

son pistolet à la main, et nous suivit sur une centaine de mètres. Il ne s'est fort heureusement rien produit d'alarmant. Il s'agissait, je suppose, d'une simple démonstration de pouvoir et de marquage territorial. Néanmoins, les règles étaient clairement établies. Ce danger permanent s'est profondément transformé du fait de la campagne de « nettoyage social »<sup>12</sup> mise en œuvre par le groupe paramilitaire *Aguilas Negras* au cours des derniers mois de mon travail de terrain. La terreur avait repris place dans le quotidien des femmes et de leurs familles, et je dois l'avouer, dans le mien également. Je commençais à réaliser les nouveaux dangers auxquels je m'exposais quotidiennement en me rendant seule dans les périphéries de Bogotá et en y restant la nuit. Le « nettoyage social » était présent dans toutes les conversations, des citadins des périphéries comme de ceux de la ville générique. Néanmoins, la rencontre d'une étudiante colombienne et la réalisation conjointe de la dernière étape de cette recherche ont considérablement apaisé mes craintes. Selon les avis distribués à l'ensemble de la population, le couvre-feu imposé était établi à 10 heures du soir. Néanmoins, à Bogotá le soleil se couche à 18 h 30 et il ne fait pas bon traîner dans les rues la nuit tombée. Je souhaiterais faire part au lecteur d'une anecdote supplémentaire qui m'a fait craindre pour ma vie. J'allais rentrer en France trois jours plus tard et Viviana et moi avons rencontré trois femmes au cours de cette journée. Nous sortîmes de chez Ana Luisa à 19 h 30. Il faisait nuit et je devais retrouver Maria Yali et ses enfants dans le quartier d'invasions des Altos de Cazucá. Il me fallait donc prendre un bus près des locaux de l'association, qui se trouvaient à quelques pas du domicile d'Ana Luisa. Nous partîmes à pied, Viviana tenant à m'accompagner, quand nous nous rendîmes compte que nous étions perdues... Il était plus

12. Le nettoyage social est une pratique réalisée par des paramilitaires ou policiers à la retraite, parfois engagés par des sociétés de sécurité, qui se font payer quelques milliers de pesos pour éliminer les indésirables, les gamins des rues, les mendiants, les drogués et les dealers, les prostituées ou toute personne considérée comme telle.

de 20 heures et nous étions perdues dans les ruelles sinueuses d'un quartier périphérique de Bogotá en pleine campagne de « nettoyage social ». Les papiers distribués annonçaient la mort des prostituées. Nous étions deux femmes et il faisait nuit, le parallèle était clair. Il faut préciser au lecteur que ce « nettoyage social » n'était pas une rumeur mais que quotidiennement des personnes étaient assassinées. Les femmes de l'association tout comme mes connaissances du centre-ville me contaient chaque jour de nouvelles anecdotes comme la mort de quatre personnes la nuit précédente ou l'assassinat de tel voisin. Par chance, les quartiers périphériques de Bogotá se trouvent à flanc de montagne, nous décidâmes donc de couper cette montagne en aval et de descendre, nous finirions bien par tomber sur une avenue...

L'ensemble de ces anecdotes et ce long aparté sur mon travail de terrain est pour moi nécessaire. Huit mois de terrain difficiles méritent d'être transmis au lecteur afin que ce dernier réalise pleinement le contexte dans lequel cette recherche a été effectuée.

### **Délimitation du sujet**

Ce mémoire est centré sur l'étude d'un collectif de femmes en situation de déplacement forcé. Rappelons que le genre est une catégorie analytique relationnelle, historique et hiérarchique [Meertens, 2006] définie de façon plus complexe comme « un élément constitutif des rapports sociaux fondés sur des différences perçues entre les sexes » et comme « une façon première de signifier des rapports de pouvoirs » [Scott, 1996 : 281]. Mener une étude dans une perspective de genre nous invite donc à analyser, dans leur contexte et par une comparaison dynamique, la construction des rôles masculins et féminins et des identités sexuées [Maruani, 2005]. Les femmes sont à envisager comme un groupe social défini à partir du sexe biologique et de la construction socioculturelle du féminin en relation avec celle du

masculin [Scott, 1996; Maruani, 2005; Meertens, 2006]. Le «genre» est à entendre comme un «processus socioculturel de construction de la différence sociale» [Cosío et Rozée, 2009]. Les difficultés d'accès aux discours des hommes constituent une première limite de ce travail. L'analyse des relations de genre est donc réalisée exclusivement depuis le discours et les représentations des femmes.

La perspective ethnique a délibérément été laissée de côté dans la mesure où cette variable n'était pas significative pour l'étude de ce collectif. Favorisant l'analyse de la reconstruction de projets de vie du point de vue social et psychologique, la dimension économique de ce processus n'est pas non plus considérée. Enfin, mon travail de terrain ne m'a pas permis d'entrer directement en contact avec les alliés du collectif, l'ensemble de cette étude est donc réalisée depuis l'association *Yo Mujer*, au travers d'expériences et de pratiques quotidiennes de ses membres.

Ce travail ne prétend pas avoir une quelconque portée généralisante. Il s'agit de l'étude d'une micro-population, d'un collectif, d'un processus. Je tiens également à préciser que les situations rapportées sont le fait d'un regard, le mien, celui d'une apprentie-chercheuse, parfois trop investie dans son objet d'étude.

## Problématique et hypothèses de recherche

Les travaux abordant le sujet des associations de femmes en situation de déplacement forcé proposent pour la plupart une analyse en termes de pouvoir et d'*empoderamiento*<sup>13</sup> de leurs membres. J'ai moi-même été séduite par ce concept dans la

13. Concept soulignant le processus d'acquisition d'un pouvoir-d'agir [Cosío, Rozée, 2009], entendu comme un «processus de transformation par lequel l'individu acquiert pouvoir et contrôle pour prendre ses propres décisions et atteindre ses objectifs propres» [San Pedro, 2006 : 2] lequel peut passer par la participation au sein d'organisations et d'activités communautaires [Zimmerman, 2000 : 47]. Pour plus d'informations sur le sujet, consulter la compilation d'articles de Magdalena León [2007].

première étape de ma recherche. Néanmoins, la prise de position politique, orientée vers un féminisme nord-américain, ne me semblait pas rendre compte objectivement de la réalité que j'observais alors dans le sens où cet axe thématique se confondait avec le discours véhiculé au sein de ces organisations. Sans prétendre remettre en question la qualité des recherches effectuées précédemment, je me risquerai néanmoins à interroger l'utilisation du concept d'*empoderamiento* comme problématique centrale de ces travaux. Il m'est particulièrement complexe de soutenir cette position dans le sens où mon travail en est, d'une certaine façon, imprégné. Il me semble que le problème fondamental de ce concept est l'idée de pouvoir au sens foucauldien du terme qui en ressort. Je préfère pour ma part envisager les processus observés en termes de subjectivation [Dubet, 1994], processus impliquant une certaine réflexivité ou distance à soi et une certaine activité critique face à ses expériences biographiques.

Trois événements biographiques sont fondamentaux dans la trajectoire sociale de ces femmes : le déplacement forcé, le changement de contexte de vie (des campagnes vers les villes) et l'introduction au monde associatif. Prenant en compte les «schémas socioculturels» [Meertens et Segura, 1997] et les «systèmes de genre» [Charlier, 2006 ; De Barbieri, 1991 ; Scott, 1996] au sein desquels elles ont été socialisées avant l'exil, ce travail a pour objet l'analyse du processus d'insertion des femmes dans leur nouvel environnement. Nous nous appuyerons sur leurs discours et leurs représentations, les manifestations individuelles et collectives ainsi que l'observation de leurs pratiques de *rebusque*<sup>14</sup> pour rendre compte du processus de reconstruction de projets de vie à Bogotá.

---

14. Expression colombienne que l'on peut traduire en français comme les stratégies informelles, la recherche d'issue de survie.

Plusieurs interrogations résultent de cette première réflexion. Quelles sont les singularités du déplacement forcé au féminin? Comment ces femmes entrent-elles en contact avec l'association et quelle signification donnent-elles à cette affiliation? Quel est le type de discours véhiculé par le collectif? Quels types d'interactions se mettent en œuvre entre association et individus? Peut-on parler de transformations des rôles/statuts féminins/masculins et comment les appréhender? À quelle logique d'insertion en milieu urbain répond l'expérience associative? Comment s'articulent déplacement forcé, changement de contexte de vie et participation associative dans la redéfinition de projets de vie des femmes déplacées?

Ces interrogations nous amènent à définir deux objectifs fondamentaux de cette analyse. Nous nous intéresserons tout au long de cet essai à l'articulation des dimensions collectives et individuelles dans la redéfinition de projets de vie des femmes en situation de déplacement forcé. Nous tenterons également de comprendre le lien entre participation associative et insertion des femmes en milieu urbain.

Deux hypothèses nous permettront de répondre à ces objectifs. L'association de femmes en situation de déplacement forcé apparaît comme une «zone de cohésion sociale»<sup>15</sup> [Castel, 1996 : 17] au sein de laquelle les participantes articulent socialisation rurale, chocs biographiques et pratiques urbaines comme stratégie d'appropriation de leur nouvel environnement. En dépit de l'expérience traumatique de l'exil, l'environnement urbain et la participation associative semblent être propice à l'amorce d'un processus d'*individuation* au féminin. Ce concept est à entendre comme le développement d'une subjectivité individuelle qui permet une projection dans l'avenir à partir de l'expérience passée, puisant dans un collectif un ensemble

15. On peut ici s'inspirer du concept de «désaffiliation» de Robert Castel [1996] et considérer l'association comme «espace de réaffiliation».

d'éléments significatifs pour le présent [Agier, 1999 ; Simondon, 2005 ; Veith, 2005].

Le déplacement forcé est un processus multidimensionnel qui ne s'achève pas au moment de l'arrivée en ville [Meertens, 2001]. La complexité de ce phénomène requiert l'analyse du parcours des femmes depuis leur commune d'origine jusqu'aux locaux de l'association *Yo Mujer*. Trois temps biographiques fondateurs en ressortent, à savoir la socialisation en milieu rural, l'exil et l'arrivée en milieu urbain, l'ensemble de ces éléments étant perçu depuis l'expérience des femmes. L'association, envisagée comme un espace d'interaction et d'identification, est le cadre d'une relation dialectique entre discours collectif et expériences individuelles, à partir de laquelle les femmes analysent rétrospectivement les « schémas socioculturels » intériorisés. À la suite de la réinstallation en ville, deux espaces d'action – la famille et les institutions – deviennent pour les femmes déplacées propices à de nouvelles expériences citoyennes.

Nous tenterons ainsi de comprendre dans quelle mesure une organisation sociale destinée à faire face à l'urgence peut se convertir en espace d'interactions donnant lieu à un *agir concerté* non soumis à l'immédiateté des nécessités vitales [Patrón, 1998]. C'est dans ce sens que nous explorerons la participation associative singulière de ces femmes et leur processus de reconstruction de projets de vie à Bogotá.

## **Destins déplacés : trajectoires féminines des campagnes vers les villes**

La vie en milieu rural, l'épreuve du déplacement forcé et l'arrivée en ville sont trois étapes biographiques fondamentales pour les femmes de l'association *Yo Mujer*. C'est à travers leur récit que nous explorerons leur expérience de vie. Nous articulons analyses diachronique et synchronique pour rapporter ces trois éléments formant le contexte de leur reconstruction après le déplacement.

### **Environnement rural et récits de femmes**

L'objet de cette première sous-partie est d'observer l'environnement social ou le « schéma socioculturel » de genre [Meertens et Segura, 1997] au sein duquel les femmes évoluaient avant l'exil.

### **Socialisation primaire des jeunes filles**

Rappelons que la socialisation est l'ensemble des processus structurels et biographiques qui assurent la construction des identités sociales [Dubar, 1991]. La famille et l'école sont généralement les deux institutions de la socialisation primaire des individus. Voyons comment s'est opéré ce processus pour notre échantillon de femmes déplacées.

Le niveau scolaire maximum atteint par les femmes, avant le déplacement, est le secondaire. Si l'on transpose au système scolaire français, cela équivaut au niveau troisième. Néanmoins, 20 femmes, soit 80 % de l'échantillon, n'ont pas dépassé le primaire. Parmi celles-ci, deux n'ont jamais été à l'école, quatre ont été scolarisées un an et cinq ont suivi les deux premières années de primaire. 11 femmes, soit 44 % de l'échantillon, ont atteint un niveau scolaire équivalent au CE<sup>1</sup>. Il est nécessaire de préciser que toutes étaient majeures au moment du déplacement. Nous ne disposons malheureusement pas de données nous permettant de comparer le niveau de scolarité de ces femmes à celui de leurs époux. Néanmoins, les récits soulignent un faible niveau de scolarité général dans les campagnes, même si cet espace semble plus ouvert aux hommes qu'aux femmes.

«À mon époque, on savait qu'au plus on nous envoyait à l'école jusqu'à ce qu'on finisse le primaire. Après ça, il fallait partir de la maison et aller travailler au village ou en ville, ou rester à la ferme si on en avait les moyens. Vers 17 ans, on allait vivre avec quelqu'un ou on se mariait.» (*Rosa Maria, 64 ans, séparée, originaire du Tolima, déplacée en 2002*)<sup>1</sup>.

«Quand j'étais petite, ma maman est morte et comme on m'avait baptisée, j'ai été élevée par mes parrains. Mais pas question de m'envoyer à l'école! Quand on était enfant, on nous mettait une émission de radio à 5 heures du matin

1. Extrait d'un entretien réalisé le 14 avril 2009, à son domicile.

avec un cahier et on devait étudier! On nous disait que si on n'apprenait pas c'est parce qu'on ne voulait pas parce qu'ici on avait tout pour étudier. [...] Aux filles, on nous enseigne toutes les choses de la maison. Pourquoi nous envoyer à l'école? S'ils disent que la femme n'est pas faite pour ça.» (*Mercedes, 44 ans, séparée, originaire du Tolima, déplacée en 2004*)<sup>2</sup>.

«Ils disent que ça ne sert à rien de nous envoyer étudier parce qu'après on part avec le petit copain et on abandonne les études!» (*Yeni Paula, 26 ans, mariée, originaire du Tolima, déplacée en 2005*)<sup>3</sup>.

La famille apparaît donc comme l'espace principal de socialisation des jeunes filles en milieu rural. La grande majorité des femmes de notre échantillon sont issues de familles paysannes. La charge de travail, dans ce type de système productif, est telle que les parents font appel à la collaboration de leurs enfants. Dès leur plus jeune âge, les jeunes filles sont mobilisées pour remplir diverses tâches. Elles rapportent la dureté de leur éducation, la participation obligatoire à l'économie familiale ne laissant que peu de temps aux préoccupations infantiles. Comme le souligne Y. Verdier [1979: 174], réalisant l'ethnographie d'un village français, Minot:

«Retenons de ce temps de prime éducation [...], qu'il s'agit d'apprendre à travailler, et que le principe mis en œuvre est celui de la soumission à l'autorité. Les enfants ne sauraient rester oisifs, ils obéissent à une succession d'ordres, de tâches à accomplir.»

2. Extrait d'un entretien réalisé le 16 avril 2009, à son domicile.

3. Extrait d'un entretien réalisé le 22 avril 2009, à son domicile.

Les récits suivants laissent paraître l'assignation aux jeunes filles de tâches ayant trait à la reproduction du foyer, telles le soin des enfants, la cuisine ou encore le ménage.

«À partir d'environ 7-10 ans, j'ai dû commencer à faire le ménage et aider à élever mes neveux, j'étais la dernière... [...]. Depuis toute petite, on m'a confié des responsabilités qui n'étaient pas les miennes mais c'est comme ça...

MGA: Et vous n'avez jamais été à l'école?

J'ai seulement fait un an, c'est là que j'ai à moitié appris à lire et à écrire, et j'ai arrêté les études. C'est-à-dire que j'ai fait cette année et ensuite j'ai été m'occuper d'enfants, j'ai travaillé comme nourrice [...]» (*Norita, 56 ans, séparée, originaire du Tolima, déplacée en 2002*)<sup>4</sup>.

«Moi j'ai grandi à la campagne et je devais me lever à 3 heures du matin, mettre l'eau à chauffer pour les ouvriers et comme je vous l'ai dit, j'ai dû élever mes frères et sœurs. "Prépare la *colada*<sup>5</sup>, fais le ménage, fais ci, fais ça! Va chercher une banane, va chercher du bois" et bon, nous on n'a pas connu les jeux. Ça n'existait pas! Moi je passais mon temps à ça [*au travail*].» (*Luz Marina, 39 ans, mariée, originaire du Tolima, déplacée en 2002*)<sup>6</sup>.

Ces deux extraits sont issus des témoignages d'une mère, Norita, et de sa fille, Luz Marina. On observe ici la reproduction par Norita de l'éducation qu'elle a reçue enfant. Cet exemple nous montre que la socialisation des fillettes se fonde sur l'identification à la mère et l'imitation des fonctions domestiques assumées par

4. Extrait d'un entretien réalisé le 14 avril 2009 à son domicile.

5. Boisson ayant une consistance de bouillie à base de lait ou d'eau et d'avoine ou de farine.

6. Extrait d'un entretien réalisé le 19 avril 2009 à son domicile.

cette dernière. Dès leur plus jeune âge, les jeunes filles intègrent en milieu rural une identité de genre en accord avec les rôles assignés aux femmes au sein de la sphère familiale. Ces tâches sont une obligation pour les jeunes filles et comportent une valeur morale et normative: se tenir tranquille et intégrer les responsabilités d'une maîtresse de maison, épouse et mère de famille [Verdier, 1979]. Ces rôles, faisant intervenir des techniques exclusivement féminines – éduquer les enfants, laver, cuisiner – sont des savoir-faire partagés par toutes les femmes dans le cadre quotidien de leur vie familiale et délimitent une «culture féminine avec ses techniques propres, ses traditions, son langage, son échelle de maîtrise, sa topographie, ses rythmes.» [Verdier, 1979 : 80].

### ***Famille et relations de genre***

Dans les campagnes, les relations de genre se situent à l'intérieur d'un système patriarcal institutionnalisé au sein duquel sont définies les identités féminines et masculines à partir de l'interprétation des différences sexuelles biologiques ou de la «valence différentielle des sexes» [Héritier, 1996]. Dans ce type de «système de genre» [Charlier, 2006; De Barbieri, 1991; Scott, 1996], l'homme incarne la figure hégémonique du chef de famille et la division sexuée des tâches établit une séparation claire entre rôles masculins et féminins. C. Turbay et A. Rico Alonso [1994] parlent de «situation de genre» pour évoquer les relations qui s'établissent entre hommes et femmes, lesquelles déterminent leur insertion et participation dans les divers espaces de la société.

Qu'il s'agisse du père ou de l'époux, les déplacées nous rapportent qu'elles devaient obéissance à l'homme de la maison. Hommes et femmes ont intériorisé ce «système de genre» au cours de leur socialisation primaire et les «conditions de genre» qui en découlent. On entend ce dernier concept comme «le monde des représentations socialement construites autour des situations de genre et du “devoir être” sur les caractéristiques “inhérentes” ou “propres” au genre tant sur le plan du comporte-

ment social que personnel ou individuel » [Maruani, 2005 : 15]. Les hommes « ordonnent, prennent les décisions ». Les femmes « n'osent pas, gardent le silence » face à la figure masculine.

« Nous à la campagne, par exemple avec le père de ma fille aînée, moi j'ai beaucoup souffert, il me maltraitait beaucoup, mais moi je pensais que c'était notre destin en tant que femme [...] c'est pour ça que je ne racontais mes problèmes à personne, je gardais le silence [...]. Chez mon père aussi, il nous disait "faites ça et ça". On n'était que des enfants et il nous faisait faire des travaux qui n'étaient pas de notre âge et nous, on n'était là que pour obéir. Se taire et obéir, rien de plus! » (*Ana Silvia, 43 ans, mariée, originaire du Cundinamarca, déplacée en 2002*)<sup>7</sup>.

« Une nuit il m'a dit que sa mère lui avait appris qu'on ne donnait pas de tendresse et d'amour à sa femme, qu'on ne lui donnait rien d'autre que des ordres. » (*Norita, 56 ans, séparée, originaire du Tolima, déplacée en 2002*)<sup>8</sup>.

« Moi à la ferme je n'osais rien lui demander, j'avais peur d'aller lui parler. Avant il s'énervait beaucoup! [...] Lui, c'est mon premier petit copain, je suis partie avec lui à 15 ans et je suis restée avec lui depuis. Je voyais les familles et je me disais, ça doit être super d'avoir un mari qui te donne tout mais je suis partie vivre avec lui et je n'osais rien lui demander. [...] On n'avait même pas de télévision, rien! On avait à la ferme, une gazinière – ça on en avait besoin – et un petit poste de radio mais rien d'autre! Rien! Je ne faisais rien d'autre que travailler [*rires*] [...] Pour moi, avant, la femme devait rester avec son mari, faire ce que lui disait son mari parce que c'était comme ça! C'est ce

7. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

8. Extrait d'un entretien réalisé le 14 avril 2009 à son domicile.

qu'on m'avait dit là-bas! C'était le mari qui commandait et on devait se taire et obéir! Cuisiner, garder la maison propre et attendre qu'il rentre, tout bien faire pour qu'il ne s'énerve pas. Parce qu'il n'y avait personne pour nous défendre. Il arrivait fatigué, il lui fallait son repas, son linge, alors que si moi j'arrivais fatiguée... tant pis pour moi! Moi je pensais qu'une femme devait être l'esclave de son mari.» (*Yeni Paola, 26 ans, mariée, originaire du Tolima, déplacée en 2005*)<sup>9</sup>.

E. Goffman [2004] analyse ce type de situations sociales où la hiérarchie est marquée par la subordination, l'obéissance et la domination, comme des rapports parents enfants. Il semble à travers ces témoignages que la femme soit diminuée en tant que sujet, « infantilisée » dans ses rapports à l'homme. Celui-ci doit en contrepartie assumer un « rôle parental » marquant sa position hiérarchique. Bien qu'évidente entre père et fille, cette relation se perpétue entre époux. Cette observation nous renvoie au principe de soumission à l'autorité en lien avec les rôles intériorisés par les femmes au cours de leur socialisation primaire [Verdier, 1979]. En effet, hommes et femmes réalisent des tâches complémentaires. Les femmes sont cependant tenues à une conduite plus modeste, en accord avec les normes sociales.

La division sexuée des tâches en milieu rural marque une dichotomie forte entre « rôles de genre ». On entend par là les tâches ou fonctions assignées en accord avec les idées, perceptions ou valeurs sociales et culturelles de ce que doit être le féminin et le masculin. Conformes aux « conditions de genre », ces rôles sont intégrés au cours du processus de socialisation primaire [Luna, 1991]. On retrouve ici la dichotomie femme-espace privé/homme-espace public [De Barbieri, 1991] où les

9. Extrait d'un entretien réalisé le 22 avril 2009, à son domicile.

fonctions féminines se focalisent, dans le cadre de la sphère domestique, autour de la maternité et du « soin » de l'autre.

« [...] C'était la femme à la maison, la femme qui faisait tout ou plutôt qui devait tout faire, et pas l'homme! Moi, là-bas je ne travaillais pas, je restais à la maison, le travail c'était à la maison. Travailler à l'extérieur? NON! Moi j'étais de la maison, je m'occupais des enfants. Oui, je passais mon temps à m'occuper des enfants. Et l'homme... ben il travaillait pour nous rapporter tout ce qu'il fallait pour la maison [...] il ne changeait pas une couche, rien! Passer le balai, laver par terre, rien! Mon mari, jamais! C'était moi qui devais tout faire!» (*Ana Luisa, 56 ans, veuve, originaire du Caldas, déplacée en 2003*)<sup>10</sup>.

46

Le témoignage d'Ana Luisa souligne la complémentarité des rôles masculin-féminin où l'homme doit assurer la survie économique du foyer tandis que la femme est chargée de sa reproduction sociale. Dans le même courant que F. Héritier [1996], L. Luna [2003] considère que les rôles de genre s'établissent à partir des différences sexuelles anatomiques, c'est-à-dire de la capacité des femmes à enfanter. La maternité consacrerait la différence entre rôles masculins et féminins dans le sens où elle a historiquement été définie et reconnue au-dessus de tout autre fonction sociale. L'historienne parle de «maternalisme» ou «d'hypervalorisation de la maternité» au fondement de la construction des rôles de genre [Luna, 2003 : 67]. «Socialisation du biologique» et «biologisation du social» [Bourdieu, 1998 : 15] se conjuguent pour faire apparaître une construction sociale naturalisée, les «genres» en tant qu'*habitus* sexués. Cette opération apparaît à tous, y compris aux femmes, comme «naturelle» parce que conforme aux croyances collectives de la communauté et justifie la division sexuée des tâches. «[...] La force de l'ordre

---

10. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

masculin se voit au fait qu'il se passe de justification : la vision androgyne s'impose comme neutre et n'a pas besoin de s'énoncer dans des discours visant à la légitimer» [Bourdieu, 1998 : 15]. Cette séparation « naturelle » entre travaux masculins et féminins est renforcée par un principe hiérarchique comme nous l'avons souligné précédemment. Les travaux des hommes « valent » plus, sont mieux reconnus socialement et économiquement que ceux des femmes. C'est ainsi que, pour certains auteurs féministes, la division sexuée du travail est le nœud essentiel de l'oppression des femmes. C. Delphy [1998], d'inspiration marxiste, fait l'analogie entre système patriarcal et capitaliste, les deux ayant pour elle une base économique. En effet, dans ce mode de production domestique les hommes et les femmes se trouvent constitués en tant que classes. La femme fournit à son mari des biens et services domestiques en échange, non d'une rémunération comme dans le mode de production capitaliste mais d'un entretien, le mari pourvoit à ses besoins. La femme est exploitée par son époux car « cet échange suppose une disponibilité infinie contre un entretien non garanti » [Bereni *et al.*, 2008 : 114]. C'est sur cette base que la famille se constitue comme un lieu de rapports de pouvoir où l'homme représente l'autorité suprême. C'est d'ailleurs dans ce sens que l'on entend, dans ce travail, les rapports parents enfants évoqués par E. Goffman [2004]. Prolongeons la théorie du patriarcat de C. Delphy [1998] en ajoutant que la frontière entre tâches « féminines » et « masculines » est parfois floue. Si l'homme ne participe aucunement aux labours domestiques, la femme doit en général seconder son époux dans le milieu agricole, son travail étant soumis au mandat masculin. Le travail agricole des femmes est perçu comme une contribution, les tâches accomplies étant socialement et économiquement dévalorisées. L'homme est aux yeux de tous, y compris de son épouse, le pourvoyeur économique officiel du foyer. Ce dernier assure, dans la plupart des cas, la gestion monétaire et l'ensemble des transactions professionnelles ou d'ordre privé.

«Moi, avant, je ne sortais jamais de la maison, seulement pour aider mon mari dans les champs. Pour rien je ne sortais de la maison, jamais! C'était lui qui achetait tout. Je n'ai presque jamais touché d'argent, juste une fois quand j'ai dû sortir parce qu'il n'était pas là, j'ai pris de l'argent et fait des courses mais sinon jamais! [...] À la campagne, la femme doit travailler avec son mari, s'occuper des enfants et entretenir la maison. Là-bas, on est esclave de la cuisine et des enfants. Mon mari s'énervait si je n'allais pas travailler avec lui mais quand on rentrait il ne m'aidait en rien! Même enceinte je devais l'aider aux champs, cuisiner, entretenir la maison et m'occuper des enfants. Lui, il ne faisait rien!» (*Yeni Paola, 26 ans, mariée, originaire du Tolima, déplacée en 2005*)<sup>11</sup>.

«Laissez-moi vous dire que quand j'étais avec mon mari, je ne faisais rien d'autres que de cuisiner pour les travailleurs, me lever à l'aube, à 3 heures du matin pour préparer le petit-déjeuner, le déjeuner, le repas, les enfants, le mari, le repas, le linge, ceci et cela, et rien d'autre! Quand j'étais malade, quand j'étais vraiment malade et que je ne pouvais plus me lever, celui-là [son mari], de temps en temps, faisait à manger, lavait et rangeait la maison, s'occupait des enfants, là oui! Mais sinon jamais! [...] Mais moi, je devais travailler, semer l'engrais, *machetear*<sup>12</sup>, récolter le café, je l'aidais à faire tout ça [...] [rises] mais le problème, *mija*<sup>13</sup>, c'est que moi je travaillais mais je n'ai jamais reçu un peso, c'était toujours lui, moi je n'ai jamais eu un peso [...] c'était lui qui gérait tout, tout! Il nous achetait toutes nos affaires, nos vêtements. Si j'avais besoin, je ne lui disais pas j'ai besoin

11. Extrait d'un entretien réalisé le 22 avril 2009, à son domicile.

12. Norita utilise ici l'expression *machetear* pour désigner une tâche qu'elle réalisait aux champs, «donner des coups de machettes», tâche qui semble à première vue plutôt masculine.

13. Contraction de «*mi hija*» signifiant «ma fille», terme affectueux en Colombie.

de chaussures, j'ai besoin de petites culottes, j'ai besoin de [rires] rien! Quand il descendait vendre le café, il rapportait des vêtements pour les uns et pour les autres. [...] c'est sa mère qui lui avait dit, enfin avant les gens disaient qu'à une femme, on ne lui laissait pas avoir d'argent. La femme ne pouvait pas, elle ne pouvait pas diriger la maison parce qu'alors que deviendrait l'homme? Alors il me donnait l'opportunité d'avoir mes poules, à moi, de vendre les œufs, de vendre les poules [...] Lui me disait, si tu veux avoir ça ou ça, alors travaille! Débrouille-toi pour obtenir ce que tu veux! Travaille! Mais qu'est-ce que je faisais? Je ne travaillais pas peut-être? Mais que la femme travaille, ça on ne l'avait pas en tête, alors ce travail il passait inaperçu<sup>14</sup>. Moi je n'ai jamais reçu un peso. Ma responsabilité, mon travail c'était me lever, m'occuper des enfants, coucher avec lui, les servir tous, rien de plus! [...] Mais pour moi c'était normal, je le voyais alors comme le superhomme!» (Norita, 56 ans, séparée, originaire du Tolima, déplacée en 2002)<sup>15</sup>.

49

Le témoignage de Norita renforce l'ensemble des propositions théoriques mentionnées précédemment. Les rôles de genre dérivés de l'interprétation de la « valence différentielle des sexes » se traduisent selon F. Héritier [1996] en domination masculine.

« On en connaît bien désormais le mécanisme : pour que les femmes qui possèdent le privilège "naturel", biologique, de la procréation ne puissent le traduire en pouvoir social, les sociétés communautaires [c'est-à-dire les hommes y exerçant le pouvoir] ont inventé des dispositifs (mythiques, rituels et institutionnels) leur assignant une position dominée et une identité négative. » [Héritier, 1996 : 40].

14. « *Pero como uno no lo tenía en la cabeza pues el trabajo era por debajo de la mesa* ».

15. Extrait d'un entretien réalisé le 14 avril 2009 à son domicile.

L'administration de l'argent est nettement associée à la direction du foyer, fonction masculine « naturalisée » justifiant l'autorité de l'homme. Comme le souligne Norita, la femme ne pouvait disposer d'argent propre parce que sinon « que deviendrait l'homme? ». M. E. Cosío et V. Rozée [2009] rappellent ainsi :

« Le rôle masculin de pourvoyeur de ressources économiques a toujours une forte valeur symbolique, chez les hommes comme chez les femmes, associée à l'idée de protection, de représentation de la famille, de responsabilité et de masculinité. » [Cosío, Rozée, 2009 : 127].

50

Norita précise que « c'est sa mère qui lui avait dit, enfin avant les gens disaient qu'à une femme, on ne lui laissait pas avoir d'argent ». Cette citation met en valeur le rôle de la mère dans la transmission des représentations de genre à son fils. À plusieurs reprises les femmes de notre échantillon évoquent qu'elles devaient obéissance à leur belle-mère qui symbolise alors la figure masculine, par sa position de mère de l'époux. De plus on peut imaginer que, son cycle de fécondité étant terminé, la mère de l'époux n'est plus soumise aux mêmes normes sociales qu'une femme féconde mais qu'elle acquiert alors une position plus élevée dans la hiérarchie des genres. Y. Verdier [1979] souligne, dans son ethnographie de Minot, que l'homme passant les bornes de la répartition des tâches est assimilé à un « fantoche », atteint dans sa masculinité et devient risible. À l'inverse, on ne dit rien de l'épouse qui travaille aux champs dans la mesure où la femme est faite pour tout faire et peut tout faire sans que sa féminité soit remise en cause [Verdier, 1979]. Reprenant le récit de Norita, on s'aperçoit clairement que cette dernière réalise à la ferme des tâches symboliquement masculines comme utiliser la machette, mobilisant ainsi la force physique, caractéristique « naturelle » de l'homme. Y. Verdier [1979] interprète ce phénomène en soulignant que la répartition des tâches est

certaines inégales mais au profit de la femme dont la sphère d'action recouvre largement celle de l'homme, le chevauchement étant à sens unique. Néanmoins, l'ethnologue note qu'en contrepartie de leur puissance, les femmes sont séparées, isolées, soumises à l'autorité masculine. Les récits de vie des femmes nous révèlent en effet une domination masculine à tous les niveaux de la vie sociale, au sein de la famille, de la ferme mais également dans le cadre de leur mobilité géographique [Meertens, 2000].

« Là-bas, parfois je passais jusqu'à deux ou trois ans sans aller au village! Alors imaginez-vous [...]. Il ne me laissait pas donner mon opinion, ni faire quoi que ce soit, parce qu'il me disait que celui qui commandait c'était lui et que la seule chose que je pouvais décider c'était ce que j'allais faire à manger. » (*Luz Marina, 39 ans, mariée, originaire du Tolima, déplacée en 2002*)<sup>16</sup>.

« Ça nous était tellement difficile de descendre au village parce qu'un véhicule montait le matin et l'autre l'après-midi. Et comme c'était une route de montagne qui montait et descendait, pleine de virages [...]. De toute façon, je ne prenais jamais un peso pour me payer le transport parce que sinon il me disputait et il me demandait pourquoi j'étais sortie sans le lui dire. » (*Norita, 56 ans, séparée, originaire du Tolima, déplacée en 2002*)<sup>17</sup>.

Ces deux extraits mettent en évidence l'éloignement géographique des lieux d'habitation des femmes. En effet, la plupart d'entre elles vivaient dans des hameaux à plusieurs heures de route des villages. Ce fait peut expliquer leur cantonnement à l'univers familial au sein duquel la hiérarchie de genre organise la vie quotidienne. L'ensemble des actions féminines semble

16. Extrait d'un entretien réalisé le 19 avril 2009 à son domicile.

17. Extrait d'un entretien réalisé le 14 avril 2009 à son domicile.

soumis au contrôle du chef de famille. Les femmes ne disposent généralement que d'un pouvoir de décision limité à la sphère domestique, univers de souveraineté et d'autonomie féminine [Verdier, 1979], comme le souligne Luz Marina. Le vocabulaire employé par Norita dans ce dernier extrait « sinon il me disputait » met en évidence la hiérarchie des relations de genre et le caractère parental de l'homme. La femme, assimilée et s'assimilant alors à une enfant, a peur de se faire « disputer ». En effet, la domination masculine prend parfois la forme d'une « autorité tyrannique » [Meertens, 2001].

Le système de genre patriarcal accorde les pleins pouvoirs au chef de famille masculin. La réduction de la femme au rôle de procréatrice et la violence domestique sont deux pratiques permettant aux époux de réaffirmer leur position au sein de la famille.

« C'est à toute heure, à tout moment, ils nous maintiennent comme *une mule sous une charrette*! C'est ce que disent les hommes, que pour tenir une femme, il faut la maintenir chargée comme un fusil! Quelle vulgarité des hommes! Comme quand on attrape un cheval avec un lasso et qu'on le tient bien fermement, qu'on ne le lâche plus, qu'il ne peut plus bouger. Eh bien! ils disent que pour la femme, pour l'assujettir au foyer, qu'elle ne puisse plus partir, il faut qu'elle soit enceinte et c'est comme ça qu'ils m'ont soumise, c'est comme ça que cet homme me gardait. Mon Dieu, combien de fois j'ai voulu partir, combien de fois... et à chaque fois je tombais enceinte! Quand j'étais libre, il me traitait bien mais dès que j'étais enceinte [*rires*] c'était une vie terrible... » (*Norita, 56 ans, séparée, originaire du Tolima, déplacée en 2002*)<sup>18</sup>.

---

18. *Ibid.*

Le témoignage de Norita est fort de sens. Le vocabulaire et les expressions employés par cette femme – « une mule sous une charrette », « chargée comme un fusil », « attrape un cheval avec un lasso », « tenir fermement », « ne le lâche plus », « ne peut plus bouger », « assujettir », « soumise » – sont les symboles d'une domination violente, presque animale. La maternité, et plus particulièrement la grossesse, est à travers ce récit associée à un rapport de domination particulier. On en revient alors aux réflexions de F. Héritier [1996 : 40] qui souligne que « le privilège naturel de la procréation » se traduit en « pouvoir social », « assignant [aux femmes] une position dominée et une identité négative ». Identité négative et position dominée sont omniprésentes dans le récit de Norita. Elle assimile ici la femme à une « mule » et à « un cheval », bêtes de travail utilisées dans les champs, soumises aux ordres de l'homme. L'idée du « fusil chargé » souligne la violence de cette pratique et l'impuissance de la femme à son encontre. Enceinte, elle est en effet vulnérable et se sent d'autant plus dépendante de son époux qu'il est le père d'un enfant supplémentaire. Quand les familles sont déjà nombreuses, il devient de plus en plus improbable qu'une femme quitte son mari – pourvoyeur économique de la famille – n'envisageant pas d'élever seule ses enfants. On voit bien à travers cet exemple comment l'interprétation de différences biologiques entre les sexes peut justifier des pratiques de domination masculine. Mais la hiérarchie entre les genres se traduit également en violence physique. La majorité des femmes interrogées font état de telles expériences dans leur vie conjugale. Il est évident que la violence domestique n'est pas caractéristique des milieux ruraux ni même de la Colombie. Néanmoins, il est pertinent d'analyser cette pratique comme « expérience sociale » des femmes [Dubet, 1994] avant le déplacement forcé.

« En général, je souffrais seule. Par exemple, avec le papa de ma fille aînée, j'ai vécu presque neuf ans et avec lui c'était presque toujours des expériences amères mais moi je n'allais

nulle part faire valoir mes droits parce qu'en tant que personne, celui-là m'avait complètement annulée. C'était ce que lui disait et rien de plus! Donc il me maltraitait, me battait [...], moi je ne le supportais plus parce qu'il me traitait très mal mais je me disais, non! Je vis avec lui, j'ai une fille avec lui, je dois rester avec lui et ne pas donner le mauvais exemple à ma fille pour qu'elle ne souffre pas d'être sans son père. Alors je souffrais, j'endurais la maltraitance tant physique que psychologique ou verbale [...]. Dans ma famille, on savait bien que je souffrais, que j'endurais beaucoup de choses. Je n'ai jamais demandé d'aide nulle part [...]. Par exemple, il m'attrapait avec violence et m'obligeait à être avec lui, et moi je pensais que c'était normal parce que c'était mon conjoint. [...] J'ai tout enduré, en personne je l'ai vécu, violée par mon conjoint, maltraitée quotidiennement, je supportais tout en silence parce que je me disais il faut endurer je vis avec lui et c'est comme ça! C'était mon destin, non? Je souffrais comme ça et je ne demandais d'aide à personne, ni à la justice, ni à mes proches. Je n'en parlais à personne.» (*Ana Silvia, 43 ans, séparée, originaire du Cundinamarca, déplacée en 2002*)<sup>19</sup>.

«Un jour, il m'a presque blessée avec un couteau, j'étais enceinte de quatre mois, j'ai cru que je l'avais perdu! Non, non, non! Moi je n'en n'avais pas la moindre idée. Imaginez-vous à 14 ans! J'ai grandi sans ma mère, ma maman est morte quand j'étais toute petite. Ça a été très dur pour moi! Je demandais à mes amies et elles me disaient que ça ne devait pas se passer comme ça [...], que mon mari ne pouvait pas me maltraiter comme ça. Il me maltraitait physiquement et aussi avec les mots. Moi je ne connaissais

19. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

pas mes droits. Je ne savais rien de tout ça!» (*Doris, 35 ans, mariée, originaire du Tolima, déplacée en 2006*)<sup>20</sup>.

«Alors il a dit “tu iras parce que c’est comme ça sinon tu vas en recevoir une!” Je lui ai dit que je n’irais pas et que s’il allait me frapper qu’il le fasse, parce que c’était l’homme de la maison et qu’il en avait le droit, que personne ne l’en empêcherait! “Tu peux me battre, bats-moi! Mais je n’irai pas!” Et il lève la main, me donne un coup et s’en va! Eh bien moi aussi je suis partie! Je suis descendue chez ma mère. [...] C’est là que mes frères et sœurs ont commencé à me reprocher d’avoir été me faire faire des enfants pour les faire garder par ma mère et ils ont créé des problèmes, alors j’ai prié... “Aidez-moi Seigneur pour que cet homme revienne et que mon foyer se reforme, aidez-moi à élever ces enfants.” Et il est réapparu du jour au lendemain. Et bon, je me suis décidée à vivre la vie qu’il me fallait supporter!» (*Norita, 56 ans, séparée, originaire du Tolima, déplacée en 2002*)<sup>21</sup>.

55

La loi du silence et l’impuissance semblent s’imposer du côté des femmes qui perçoivent certes la violence conjugale comme injuste et douloureuse mais n’y voit rien de plus que l’expression du pouvoir institutionnalisé de leur époux. Dénoncer ne leur vient même pas à l’esprit car la violence physique envers les femmes est une expérience commune, presque normalisée. De plus, les récits d’Ana Silvia et de Doris mettent en évidence que l’ignorance des recours empêche toute action. C’est le destin de la femme que d’exister à travers ses fonctions domestiques, comme le soulignent Ana Silvia et Norita, et la violence intra-familiale n’est qu’une expression de la hiérarchie des genres.

20. Extrait d’un entretien réalisé le 08 avril 2009, dans sa boutique.

21. Extrait d’un entretien réalisé le 14 avril 2009 à son domicile.

Norita le met d'ailleurs en évidence en évoquant que «c'était l'homme de la maison, il en avait le droit et personne ne l'en empêcherait». La violence domestique est, en effet, utilisée par ces derniers comme un droit, celui de disposer du corps de leur épouse. La maltraitance conjugale paraît donc être socialement admise, jusque dans les familles, qui gardent le silence et n'interviennent pas dans le cas d'Ana Silvia, ou vont jusqu'à culpabiliser la victime, dans le cas de Norita.

### **Un univers de silence**

D'après les témoignages, les réseaux de sociabilité des femmes en milieu rural semblent se limiter à la famille, aux amies et aux voisins. Les récits des femmes nous apprennent qu'elles échangeaient, à travers ces réseaux, des services réciproques selon le modèle du don/contre don [Mauss, 2007] et partageaient leurs problèmes matériels du quotidien.

«Si j'avais besoin de quelque chose, j'en parlais à la voisine, une femme qui nous aidait quand on avait besoin de *panela*<sup>22</sup>, de riz... mais je ne parlais à personne d'autre. J'étais une femme qui parlait peu.» (*Yeni Paola, 26 ans, mariée*)<sup>23</sup>.

Cependant, les questions d'ordre privé se résolvait plutôt au sein de l'espace familial<sup>24</sup>, étaient confiées à leurs proches amies ou n'étaient pas exprimées du tout. Comme l'évoque Yeni Paola, les femmes parlaient peu.

«Je réglais tout avec mon époux ou si ma mère était là avec ma mère. Moi, aux voisins, je ne parlais presque pas de mes problèmes parce que parfois ça créait des ragots et moi je

---

22. Jus de la canne à sucre solidifié utilisé en cuisine, comme tisane ou comme sucrerie en Colombie.

23. Extrait d'un entretien réalisé le 22 avril 2009, à son domicile.

24. Seules trois femmes sur 25 nous affirment qu'elles se sentaient en confiance avec leur époux et se confiaient à lui.

n'aime pas ça!» (*Marisol, 30 ans, mariée, originaire du Meta, déplacée en 2008*)<sup>25</sup>.

«Moi j'allais voir ma mère. Maman j'ai besoin de ci, j'ai besoin de ça [...]. Quand j'avais mon commerce, j'avais beaucoup d'amies, j'aimais beaucoup être en contact avec les gens, vous comprenez? Mais ma vie personnelle je la réservais à ma famille.» (*Marta, 33 ans, séparée, originaire du Valle del Cauca, déplacée en 2006*)<sup>26</sup>.

«Moi je ne racontais mes problèmes à personne et je ne parlais à personne. Je gardais le silence [...]. Il arrivait qu'aux proches, aux amies, occasionnellement à quelqu'un de la famille, on raconte "tiens il m'arrive ceci, il m'arrive cela" mais rien de plus.» (*Ana Silvia, 43 ans, mariée, originaire du Cundinamarca, déplacée en 2002*)<sup>27</sup>.

Ces témoignages semblent mettre en évidence une sociabilité limitée des femmes dans les villages, ces dernières échangeaient peu d'informations entre elles au-delà des services mutuels d'ordre matériel. Marta est la seule femme à évoquer un réseau d'amies étendu, tout en rappelant qu'elle avait alors un commerce. On peut donc s'interroger sur la nature de ses amitiés. Au cours de nos discussions formelles et informelles, j'ai cherché à savoir quels étaient les sujets de conversation des femmes en milieu rural. Le tableau suivant reprend les réponses formulées librement par les 25 femmes interrogées.

25. Extrait d'un entretien réalisé le 15 avril 2009, à son domicile.

26. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

27. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

**Tableau 1 : Conversations de femmes**

Je n'avais pas d'amies	7
Je ne parlais pas de mes problèmes à mes amies	6
Je parlais de mes problèmes matériels et de la vie quotidienne	7
Je parlais du conflit armé	2
Je parlais de mes problèmes personnels et des questions de femmes	3
Total	25

Sources : données propres collectées au cours de l'enquête de terrain (août 2008-avril 2009).

Presque le tiers des femmes interrogées nous confie qu'elles n'avaient pas d'amies, pas de contacts avec le monde extérieur à leur famille du fait de l'isolement, de l'éloignement géographique de leur domicile ou parce qu'elles étaient plutôt introverties.

« Non, là-bas c'était très isolé, que des montagnes et des fermes, et quand on nous invitait, c'était en famille »  
(*Mercedes, 44 ans, séparée, originaire du Tolima, déplacée en 2004*)<sup>28</sup>.

« Non, là-bas, moi j'étais très secrète, comment vous dire... très repliée sur moi [...], moi je dis, des amis? Je n'ai pas d'amis! Des connaissances peut-être mais des amis, non! »  
(*Luz Marina, 39 ans, mariée, originaire du Tolima, déplacée en 2002*)<sup>29</sup>.

Les femmes paraissent donc, dans leurs relations sociales, principalement tournées vers l'espace domestique et l'environnement familial au sens large. L'isolement des femmes évoqué par Y. Verdier [1979] se retrouve ici tant au niveau des réseaux de sociabilité que de la participation associative.

28. Extrait d'un entretien réalisé le 16 avril 2009, à son domicile.

29. Extrait d'un entretien réalisé le 19 avril 2009 à son domicile.

### **L'engagement associatif**

MGA: Là-bas vous faisiez partie d'une association – politique, municipale, de parents d'élèves, religieuse –, d'un groupe de femmes, ou autre?

« Non, celui qui faisait partie du Conseil c'était mon mari. » (Ana Luisa, 56 ans, veuve, originaire du Caldas, déplacée en 2003)<sup>30</sup>.

« Non, là-bas ça n'existe pas ça! À la campagne? Non! » (Luz Marina, 39 ans, mariée, originaire du Tolima, déplacée en 2002)<sup>31</sup>.

« Noooooon! *Mija*, non! Jamais! Là-bas c'était seulement rester enfermée dans cette maison, l'aider à récolter le café, l'aider à *machetear*, élever les enfants, être à son service quand il le décidait, quand il rentrait, l'attendre, qu'il reparte, qu'il arrive, tout! Ah mon Dieu! [...] Lui, il a commencé à travailler comme conseiller municipal, alors il est allé habiter au village et c'est là qu'il en a trouvé une autre [...] comme il m'avait, moi la mule<sup>32</sup> à la maison, qui travaillait et qui lui remettait tous les gains! » (Norita, 56 ans, séparée, originaire du Tolima, déplacée en 2002)<sup>33</sup>.

D'après ces récits, l'expérience associative semble être, en milieu rural, plutôt le registre des hommes. On retrouve ici la dichotomie de la théorie du patriarcat associant les femmes à la sphère privée et les hommes au domaine public [De Barbieri, 1991, 1993; Gregorio, 1998; Tarrés, 1989]. Les femmes, pour

30. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

31. Extrait d'un entretien réalisé le 19 avril 2009 à son domicile.

32. Norita utilise de nouveau le terme mule, *burra*, pour se désigner ce qui souligne la représentation négative qu'elle avait d'elle-même.

33. Extrait d'un entretien réalisé le 14 avril 2009 à son domicile.

la plupart, avaient peu accès au monde associatif. 18 femmes sur 25 affirment n'avoir jamais participé à un collectif avant le déplacement. Les autres faisaient principalement partie d'associations de type religieux ou socio-familial, engagement à la lisière entre sphère privée et espace public, par lequel elles prolongeaient les rôles qui leur étaient traditionnellement assignés. C'est en particulier le cas des femmes membres d'associations de parents d'élèves, inscrites à *Familias en Acción* ou membres du collectif *Madres Comunitarias*<sup>34</sup>. Dans les associations de parents d'élèves, certaines femmes occupaient des postes de gestionnaires, de trésorières et prenaient activement part aux décisions et à la mise en place de projets. Mais l'idée qui ressort des témoignages de ces femmes est que ce pouvoir de décision était, dans le prolongement de leurs fonctions domestiques, exclusivement en lien avec leur progéniture. Trois d'entre elles assistaient également aux conseils locaux, souvent introduites par leur époux. Elles n'y prenaient que rarement la parole et ne prenaient pas part aux décisions. Olvis Rosa, dont l'époux était leader indigène de son village, a également fait partie d'un groupe de femmes artisanes, lequel s'est désagrégé au bout de deux mois, à cause de jalousies entre les intégrantes. Ce cas nous renvoie à l'idée selon laquelle les collectifs de femmes ne peuvent perdurer au sein des villages car «les femmes sont séparées, divisées, rivales» [Verdier, 1979 : 340]. Néanmoins, cette réflexion peut être nuancée par l'exemple de Teresa, présidente de l'association *Yo Mujer*. Elle a débuté dans une association de parents d'élèves à la suite des encouragements de son époux. Puis elle a intégré et est devenue représentante départementale du collectif ANMUCIC, *Association Nationale de Femmes Paysannes et Indigènes de Colombie*. Cette femme a, ensuite, été élue conseillère municipale mais nous reviendrons, dans un prochain point, sur

34. Deux programmes sociaux rattachés à l'État. *Familias en Acción* est destiné à venir en aide aux familles défavorisées en milieu rural et urbain. *Madres Comunitarias* est un projet rattaché à l'Institut Colombien de Bienestar familiar, destiné aux enfants dont les situations familiales sont précaires.

la biographie de ce leader. Le récit de vie de cette dernière se détache, en effet, de la tendance présentée précédemment, surtout en ce qui concerne sa vie conjugale, mais il est à noter que Teresa dispose d'un niveau de scolarité légèrement supérieur à celui des autres femmes. On peut également supposer qu'elle a évolué dans un environnement socio-économique différent car elle me confie à plusieurs reprises ne jamais avoir cuisiné, ni préparé un café avant le déplacement. On imagine alors qu'elle avait des employés ce qui lui permettait de se destiner à des occupations s'écartant des fonctions domestiques traditionnelles.

Une hiérarchie entre les genres se dégage nettement de cette première sous partie. Les hommes sont socialement définis comme étant chefs de famille et à la tête de la gestion économique. Ils disposent d'une liberté de mouvement et de temps pour des relations et activités extra-domestiques. Ils utilisent parfois leur position pour justifier une « autorité tyrannique » sur leur femme et enfants. Les relations de marché, l'économie monétaire, l'information et les institutions formelles ou entités communautaires sont donc le patrimoine quasi exclusif des hommes. En effet, leur épouse évolue dans un cadre vital presque essentiellement centré sur les relations et le travail domestique ainsi que sur la maternité. Elles se meuvent principalement au sein de l'espace privé, incluant foyer et activités agricoles familiales, lesquelles sont soumises au mandat masculin. Leur vie se caractérise par un « isolement géographique et social », les « limites de leur "monde", de leurs contacts avec la société étant données par les chefs de familles masculins » [Meertens, Segura, 1997 : 364]. Ces observations mettent en évidence la façon dont les femmes passent de leur destin biologique à leur destin social suivant les normes que la société leur impose à différentes étapes de leur vie et qui sont censées induire tout le développement ultérieur de leur existence [Verdier, 1979 : 80]. Néanmoins, le déplacement forcé vient quelque peu remettre en question ces destins féminins et masculins tout tracés.

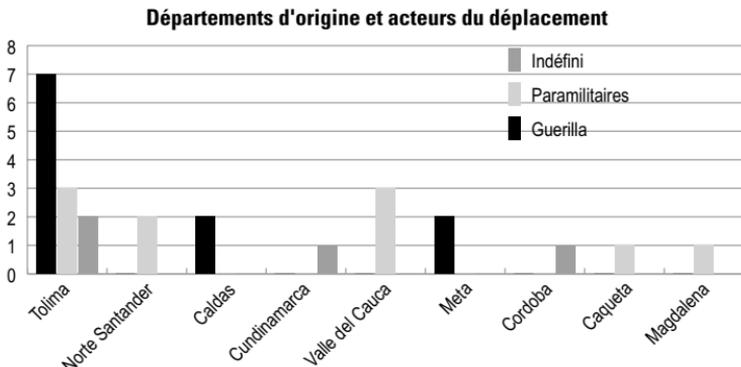
## Guerre sale et déplacements forcés en milieu rural

«Un réfugié était censé être une personne obligée de chercher refuge car elle avait agi d'une certaine façon ou soutenu certaines opinions politiques. Certes, il est vrai que nous avons dû chercher refuge, mais nous n'avons rien fait et la majorité d'entre nous n'a jamais rêvé d'avoir une opinion politique radicale. Avec nous, la signification du terme "réfugié" a changé.» [Arendt, 1943 : 100].

Dans les zones rurales, le contrôle de la terre et des ressources naturelles alimente une «guerre sale», au sein de laquelle on distingue difficilement combattants et civils. M. Agier [2002] parle ainsi de population «prise en otage» au sein des communautés occupées par les groupes armés. Terreur, contrôle social et menaces sont autant de méthodes utilisées par les acteurs du conflit pour affirmer quotidiennement leur hégémonie. La terreur en Colombie est, selon Éric Lair [1999 : 67], «une stratégie décentralisée et qui n'est plus institutionnalisée visant à détruire le tissu social et à imposer un contrôle absolu sur une communauté». C'est dans un tel contexte que les familles sont amenées à fuir. Depuis la sanglante période de la *Violencia* (1948-1964), le déplacement forcé s'est imposé comme une pratique particulièrement efficace dans le maintien d'un état de terreur et le renforcement du contrôle social au sein des communautés occupées. La citation d'H. Arendt [1943] présentée en début de paragraphe illustre parfaitement le cas colombien. Malgré leur appartenance commune à des secteurs ruraux pauvres et intermédiaires, les déplacés constituent un groupe particulièrement hétérogène reflétant la violence multiforme qui sévit dans le pays [Agier, 2000]. Le statut de déplacé ne dérive d'aucune caractéristique commune, ethnique ou politique, mais revêt un caractère circonstanciel, celui de vivre dans une région en dispute entre acteurs armés [Meertens et Segura, 1999 ; Pécaut, 1999].

### À l'origine du déplacement

Les acteurs du conflit ainsi que l'origine géographique des déplacés sont multiples, le territoire colombien comprenant de nombreuses régions « en marge » géographique et politique. D'après le diagnostic local de la localité Ciudad Bolívar pour 2007, le Tolima serait le premier département d'origine des familles déplacées réinstallées à Bogotá. Cette tendance se retrouve au sein de l'association *Yo Mujer*, 12 des 25 femmes de notre échantillon ayant dû fuir ce département. Le graphique suivant nous donne un aperçu des responsables du déplacement et de l'origine géographique des femmes de l'association *Yo Mujer*.



Sources : données propres collectées au cours de l'enquête de terrain (août 2008-avril 2009).

Les groupes guérilleros seraient à l'origine de 11 déplacements contre dix pour les paramilitaires. Dans quatre cas, les femmes n'ont pas pu identifier le groupe armé les ayant expulsées. Voyons à présent dans quelles conditions les femmes de l'association *Yo Mujer* ont été déplacées.

### **Des conditions de l'exil: de l'incompréhension au départ**

Pour les groupes armés, le déplacement forcé est une stratégie de guerre permettant d'évacuer un territoire et d'affaiblir les soutiens réels ou supposés de l'ennemi. C'est un mécanisme de pression politique, de contrôle social ou une conséquence inévitable du conflit dont la faute revient inévitablement à l'ennemi mais qui frappe des populations innocentes pour la plupart [Meertens et Segura, 1997 : 24]. Cette persécution politique n'a pas de sens pour les civils, leur lieu de résidence devenant la scène d'un conflit auquel ils ne s'identifient pas [Pécaut, 1999].

«Nous, on avait une boutique et on vendait à tout le monde, aux soldats et aux autres, jusqu'à ce que ma fille commence à sortir avec l'un d'eux. C'est à ce moment qu'une voisine m'a dit qu'on parlait de nous, qu'on était des *sapos*<sup>35</sup>. On nous a menacés. Qui? Je ne sais pas parce qu'il y avait les deux groupes donc on est parti. Nous, on ne comprend rien à toute cette violence! Ils se battent entre eux et on ne sait même pas pourquoi. Et celui qui en ressort le plus blessé c'est le plus innocent, le pauvre paysan. Nous, on ne prend pas parti, on n'est d'aucun bord, on veut juste vivre en paix.» (*Doris, 35 ans, mariée, originaire du Tolima, déplacée en 2006*)<sup>36</sup>.

En Colombie, les déplacements sont principalement individuels et familiaux. On parle de déplacements «au compte-gouttes» [Agier, 2002; Meertens et Segura, 1997; Pécaut, 1999]. La guerre donne lieu à des affrontements entre groupes armés qui se déroulent au sein des villages occupés, comme nous l'explique Marisol. Les familles doivent donc fuir pour rester en vie.

---

35. Terme argotique qui prend ici le sens de «collabo» ou «balance»

36. Extrait d'un entretien réalisé le 08 avril 2009, dans sa boutique.

«Au milieu des coups de feu... nous, on est sorti *agachaditos*<sup>37</sup> et en courant! Et mon mari, il avait la petite dans les bras et on courait au milieu des coups de feu. Et puis, on enjambe un mort et puis un autre et on court! C'est terrible! Les coups de feu ont commencé à 5 heures du matin et il était 2 heures de l'après-midi et les tirs ne cessaient pas. Et plus ça allait, plus ils tiraient et envoyaient des bombes. Non! Alors c'est quand tout le monde a dit que notre heure était venue, qu'il fallait partir! Alors on s'est réuni et on s'est enfui.» (*Marisol, 30 ans, mariée, originaire du Meta, déplacée en 2008*)<sup>38</sup>.

La perte d'un proche est fréquente en situation de guerre. Les hommes tombent plus communément sous les balles des acteurs armés que leurs épouses par leur position de chefs de famille et leur rôle actif au sein de l'espace public. La mort de l'époux implique souvent l'exil de sa famille. Les groupes armés ont continuellement besoin de renflouer leurs effectifs. Afin d'assurer le renouvellement des troupes, en plus des engagements volontaires, ils procèdent ainsi au recrutement forcé de jeunes garçons et de jeunes filles. De nombreuses familles sont donc amenées à migrer vers les villes afin de protéger leurs enfants. Magdalena et son époux, 65 et 68 ans, ont dû fuir le département du Tolima en 2003 pour sauver leur petit-fils de 12 ans «qu'ils voulaient emmener». Mais lorsqu'un individu s'engage dans l'un des groupes armés, c'est sa famille entière qui devient l'ennemi du groupe adverse.

«On était au village et puis sa nièce est partie avec la guérilla. Donc les paramilitaires venaient et nous disaient qu'ils allaient en finir avec toute la famille parce qu'elle était partie avec eux. Puis ils sont arrivés avec une liste [...], ils

37. Adjectif du verbe *agachar* signifiant se baisser, s'incliner, et pouvant être traduit ici par «le dos courbé».

38. Extrait d'un entretien réalisé le 15 avril 2009, à son domicile.

savaient tout, qui était le fils, qui était l'oncle, ils savaient parfaitement qui on était et connaissaient la vie de chacun [...], alors ils nous ont donné trois jours pour partir! Et nous on est venu ici.» (*Ana Silvia, 43 ans, mariée, originaire du Cundinamarca, déplacée en 2002*)<sup>39</sup>.

Lorsque l'on vit au sein d'une communauté occupée, il est nécessaire de faire très attention à la nature de ses fréquentations. Être en contact avec un membre ou sympathisant d'un groupe armé ou avec une personne soupçonnée de l'être, c'est s'exposer au danger.

«Je viens de Praderas, à côté de Cali, c'est une zone de négociation, démilitarisée. Là-bas, on ne peut rien faire ni à la guérilla, ni aux paramilitaires. [...] Moi j'ai été déplacée par les paramilitaires. [...] On avait un genre de boulangerie, un petit commerce grâce auquel on pouvait vivre et il se trouve qu'on avait besoin d'un boulanger en urgence. Alors on reçoit un homme mais on ne va pas lui poser de questions personnelles, ce qui nous intéresse c'est son CV et qu'il travaille bien, c'est tout! C'est un manque de respect de lui poser plus de questions. Et le gars était informateur de la guérilla! Et il se camouflait à la boulangerie! Et ils l'ont attrapé presque à côté du magasin et ils l'ont tué! Comme ils avaient commencé à faire des recherches, ils savaient qui on était. Alors ils nous ont donné 48 heures! Mais en 48 heures, on ne peut rien faire. Je suis donc partie avec mon gros ventre et le peu de vêtement qu'on a pu emporter.» (*Marta, 33 ans, séparée, originaire du Valle del Cauca, déplacée en 2006*)<sup>40</sup>.

39. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

40. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

«Leidy était mariée avec un soldat mais mes deux filles vivaient avec moi [...]. Ils sont arrivés en pleine nuit et nous ont dit de partir sans même nous laisser nous habiller ni emporter de vêtements. On est parti toutes les trois en chemise de nuit. Mon fils s'était engagé dans l'armée un peu avant car il ne voulait pas intégrer la guérilla.» (*Ana Luisa, 56 ans, veuve, originaire du Caldas, déplacée en 2003*)<sup>41</sup>.

Dans certains cas, les acteurs armés imposent aux jeunes filles ou aux femmes seules leur futur époux. Si ces dernières refusent de se soumettre, l'exil peut représenter leur seule chance de survie.

«Moi, je ne suis pas le genre de femme qui se laisse faire. Je n'ai pas voulu *me laisser monter*<sup>42</sup>. Le Président du village me menaçait. Celui-ci, c'est un paramilitaire. C'est tous des paramilitaires là-bas. [...] Ils ont défoncé ma porte en plein milieu de la nuit et nous ont menacés mes enfants et moi. Ils m'ont dit qu'il ne voulait plus jamais me revoir dans le coin sinon ils nous violeraient et nous tueraient tous, mes enfants et moi!» (*Maria Yali, 28 ans, veuve, originaire du Valle del Cauca, déplacée en 2008*)<sup>43</sup>.

En Colombie, la persécution de militants politiques ou associatifs est une pratique fréquente. Leur assassinat ou expulsion permet aux acteurs armés de resignifier leur pouvoir en évinçant une opposition potentielle. C'est le cas, par exemple, d'Olvis Rosa<sup>44</sup> et de son époux, ancien leader indigène du département du Bolívar, déplacés en 2007 sans avoir pu identifier leur tortionnaire. Cet exemple est relativement intéressant dans la mesure où l'engagement de l'un des conjoints et les menaces qui

41. Extrait d'un entretien réalisé le 18 octobre 2008 dans les locaux de l'association *Yo Mujer*.

42. On peut, une fois de plus, souligner le parallèle entre la femme et l'animal.

43. Extrait d'une discussion informelle dans les locaux de l'association en septembre 2008.

44. Entretien réalisé le 15 avril 2009 à son domicile.

en résultent sont des révélateurs de « situations de genre » [Turbay et Rico, 1994]. Dans le cas d'Olvis Rosa, le statut politique de son époux est à l'origine de leur exil. Lorsque l'homme est mis en danger par ses activités publiques, l'ensemble de sa famille le soutient. Rappelons qu'en contexte rural, la femme est socialement dépendante de son époux, lequel incarne la figure du chef de famille. Il apparaît donc naturel dans l'imaginaire des populations rurales que la femme s'exile aux côtés de son mari. De plus, une femme seule devient une proie d'autant plus vulnérable pour les acteurs armés qu'elle représente l'ennemi et que son époux ne peut plus la protéger. Lorsque c'est la femme qui occupe un poste important au sein de la communauté, les relations de genre qui se mettent en place sont tout autres.

« Quand le danger est survenu, Emiro m'a demandé de me retirer de tout ça et j'ai refusé. Il m'a demandé si j'aimais plus l'association que lui et il m'a menacée de me quitter. Je lui ai dit de partir! » (*Teresa, 56 ans, mariée, présidente de l'association Yo Mujer, originaire du Norte Santander, déplacée en 1996 et 1998*)<sup>45</sup>.

Dans ce cas de figure, la femme évolue dans un espace traditionnellement masculin, la sphère politique. Pour son époux, les menaces et la proximité du danger constituent une remise en cause fondamentale de son rôle masculin au sein du couple. Soutenir son épouse et s'exiler à ses côtés remettrait d'une certaine façon en question la hiérarchie de genre traditionnelle, l'époux occupant alors dans l'imaginaire social un statut secondaire au sein du couple. Refuser le déplacement et abandonner sa femme dans cette épreuve lui permet de redéfinir sa position de « preneur de décision » non soumis aux activités de son épouse. F. Reysoo [2001 : 13] envisage les « situations de conflit armé comme analyseurs des rapports de genre ». Ces contextes sont, en effet, propices

45. Extrait d'une conversation informelle, octobre 2008.

à l'exacerbation des représentations traditionnelles de genre caractérisées par la suprématie masculine [Mazo, 2001]. Ajoutons qu'au sein des territoires occupés, « c'est une bataille entre hommes qui se livre sur le corps des femmes » [CIDH, 2006]. Les violences sexuelles sont des pratiques de guerre courantes permettant à l'acteur armé d'humilier l'ennemi. Rappelons qu'au sein des sociétés patriarcales, la sexualité des femmes symbolise l'honneur des hommes de leur camp [Meertens, 2005]. Mais les violences sexuelles renforcent également la domination du masculin sur le féminin, aspect constitutif des « systèmes de genre » traditionnel. Des viols sont souvent réalisés collectivement par les membres d'un bataillon et sont rarement dénoncés par leurs victimes. Alors qu'à l'époque de la *Violencia*, viols et mutilations sexuelles étaient les principales armes des bourreaux, le conflit actuel a révélé de nouvelles formes de violence générique comme l'esclavage sexuel ou les fiançailles forcées [CIDH, 2006; Meertens, 2005]. Ce danger se perpétue au cours du déplacement forcé. 43% des femmes et jeunes filles, déplacées dans le cadre du conflit interne, auraient été victimes de diverses formes de violence générique [CIDH, 2006 : 17]. Les femmes engagées sont les premières victimes de ce type de violence. Au cours du mois d'octobre 2008, la représentante du collectif *Ruta Pacífica de Mujeres* du département d'Antioquia a été assassinée par un groupe paramilitaire après avoir subi diverses agressions sexuelles. Viols et tortures sexuelles revêtent alors un caractère symbolique particulier. Ces pratiques sont utilisées par l'acteur armé pour humilier l'ennemi et lui imposer sa suprématie. Mais lorsque l'ennemi est une femme, les violences sexuelles sont un moyen de réaffirmation de l'hégémonie masculine et un châtiment contre le protagonisme politique et social de la femme. Il s'agit alors de combattre cette « citoyenneté menaçante » [Meertens, 2005], de rétablir la hiérarchie entre les genres et de ramener la femme à ses « champs d'action » traditionnels [Tarrés, 1989], dans ce cas la sphère de l'intime. Par leur engagement politique les femmes remettent en

cause la dichotomie traditionnelle réservant le règne politique et économique à l'homme et destinant les femmes aux espaces domestiques, aux états émotionnels et spirituels [Mc Clintock, 1993]. La violence sexuelle permettrait donc de rétablir les rôles de genre traditionnellement inspirés de la « valence différentielle des sexes » [Héritier, 1996].

### ***Des conséquences du déplacement forcé***

Le déplacement forcé est associé au « déracinement » [Meertens, 2000]. Les témoignages présentés dans le point précédent soulignent l'immédiateté de la fuite. Les acteurs armés donnent quelques jours, quelques heures ou quelques minutes aux familles pour partir. Quels que soient l'ultimatum et les conditions de terreur dans lesquelles il se déroule, l'exil engendre de nombreuses pertes. Les biens, maison, ferme, champs et animaux sont laissés à l'abandon, aux soins d'un proche ou aux mains des bourreaux.

« On a tout laissé là-bas! On avait un lac avec du poisson, tout est perdu! Tout, tout est resté là-bas. On a à peine réussi à emporter nos vêtements... et les enfants et on est parti! » (*Ana Silvia, 43 ans, mariée, originaire du Cundinamarca, déplacée en 2002*)<sup>46</sup>.

« Ce jour-là, on est parti sans rien emporter de la maison, on a même dû laisser les poules. Ah, mes petites poules! J'avais tellement de petites poules, une centaine, c'était des pondeuses [...] et on a tout laissé, les poules tout... et la maison, tout... la cuisinière, le poêle à bois, les casseroles, les lits. On est parti avec ce qu'on avait sur le dos et rien de plus! Pas de valise! Rien parce que... *uy* non! Les balles pleuvaient! » (*Marisol, 30 ans, mariée, originaire du Meta, déplacée en 2008*)<sup>47</sup>.

46. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

47. Extrait d'un entretien réalisé le 15 avril 2009, à son domicile.

À ces pertes matérielles viennent se greffer de nombreuses pertes humaines et « non tangibles », comme la perte des repères quotidiens constitutifs de l'identité sociale [Meertens, 2000 ; Pécaut, 1999]. Le deuil est multiple pour les exilés qui voient se déliter l'ensemble des « médiations qui fondaient leur existence sociale » et, par là, disparaître toute une « série de personnes et de choses qui avait un sens » [Agier, 2002]. Douleur, terreur et perte de sens s'articulent donc au déplacement forcé. Certaines familles sont obligées, au moins dans un premier temps, de laisser leurs enfants derrière elles. C'est le cas d'Olvis Rosa et de son époux, leader indigène de sa communauté, parents de huit enfants. Ils ont dû fuir précipitamment leur village en juillet 2007. Leurs enfants les ont rejoints trois jours plus tard. Marta a, quant à elle, dû laisser ses quatre enfants à ses parents et a fui avec son époux alors qu'elle était enceinte. Elle n'a pu retrouver ses enfants que trois semaines plus tard, le temps de trouver un toit pour sa famille. Son fils aîné, face à la précarité des conditions de vie, a préféré partir vivre chez ses grands-parents. Laisser ses enfants derrière soi implique pour la mère un état de « dénuement » total [Agier, 2002] dans la mesure où la maternité est un marqueur constitutif de l'identité féminine en milieu rural. Il arrive aussi fréquemment que le père – chef de famille – disparaisse au moment du déplacement, assassiné par les groupes armés ou abandonnant sa famille. C'est alors tout le schéma de socialisation qui est remis en question pour leur épouse.

« Alors il a dit non, qu'il n'acceptait pas ce déplacement, qu'il n'était pas préparé pour ça et il est parti! [...] Je me suis retrouvée seule avec mes enfants à charge et en plus enceinte. » (*Marta, 33 ans, séparée, originaire du Valle del Cauca, déplacée en 2006*)<sup>48</sup>.

48. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

« Il a commencé à dire que c'était de ma faute, qu'on avait tout perdu à cause de moi, que tout était de ma faute! Moi je lui disais qu'au moins on était en vie et que si on était resté on serait sûrement mort! Il m'a dit qu'il aurait mieux fait de s'engager avec eux! Mais moi qu'est-ce que j'aurais fait avec les enfants? Alors il est parti et m'a laissée sans rien! » (*Mercedes, 44 ans, séparée, originaire du Tolima, déplacée en 2004*)<sup>49</sup>.

Le déplacement forcé implique un changement de place, de lieu géographique, accompagné d'une expérience subjective mais non moins tangible de perte et déracinement [Meertens, 2001]. « Ce sont les symboles détruits d'une identité banale qui fondait l'humanité quotidienne de chacun des habitants » [Agier, 2002 : 32]. « L'identité » peut être envisagée comme « à la fois une auto-construction et une catégorie imposée par les autres, une condition, un statut, une étiquette, une arme, un bouclier, un blason, un fonds de mémoires [...] » [Malkki, 1992 : 37] ou comme un « ensemble de processus qui vise à former une image de soi en relation à un "autre" défini sur la base de critères d'affiliation et d'appartenance » [Odgers, 2001 : 26]. Cette dernière définition rejoint celle de l'identité sociale d'H. Tajfel [1981 : 292] envisagée comme « la partie de l'auto-conception d'un individu dérivée de la connaissance de son appartenance à un groupe social et de la valeur émotionnelle associée à cette appartenance ». Ce dernier oppose l'identité sociale à l'identité personnelle qui se construit par « appropriation subjective de l'identité sociale » et correspond à la « conscience qu'a le sujet de son individualité, de la définition de soi ». Le terme « déplacé » suggère un « mouvement inachevé, en suspens, un instant et un état intermédiaires entre un point de départ et un point final – d'arrivée ou de retour – inaccessible » [Agier, 2002 : 56] lequel plonge les

49. Extrait d'un entretien réalisé le 16 avril 2009, à son domicile.

exilés dans « un état d'indéfinition et finalement dans un espace-temps plus ou moins durable d'anomie: une vie sans *nomos*, sans loi stable qui intégrerait leur destin à celui de l'humanité en général ». À la suite du déplacement, les individus doivent faire face à la rupture du tissu familial et communautaire, perdant tout lien avec leur système « d'affiliation sociale » [Castel, 1995]. L'idée de « déracinement » [Agier, 1999 ; Meertens, 2000] illustre le fait que les populations soient « violemment arrachées » au territoire au sein duquel elles avaient construit leurs réseaux sociaux, économiques et culturels. Cela les plonge ainsi dans cet état d'anomie décrit par Émile Durkheim au début du xx<sup>e</sup> siècle, au moment du premier capitalisme et de l'exode rural. L'anomie signifie littéralement « absence d'assignation » et se traduit par la négation de la condition de sujet de droit, de la citoyenneté des déplacés. La désaffiliation de Robert Castel [1995], conséquence de l'hypermodernité, situe cette « perte d'assignation » au sein d'un groupe d'ayants droit qui, normalement, est supposé dispenser les sécurités de base [Furtos, 2009]. Au sentiment d'appartenance à une communauté, tant rurale que nationale, s'oppose un sentiment de « flottement » [Agier, 2002] dans l'espace et dans le temps. Le déplacé peut alors être associé à « un bateau sans baie » [Meertens, 2000]. D. Pécaut [1999] reprend le concept d'« apatrides » développé par H. Arendt<sup>50</sup>. En effet, « leur expulsion n'est pas liée à une opposition politique mais à une appartenance à des catégories négatives basées sur des caractéristiques considérées “naturelles” parce qu'ils sont nés dans “la mauvaise catégorie de race ou de classe” » [Arendt, 1984 : 278]. Le déplacement les plonge dans un état de « non droit », leur disgrâce étant celle d'avoir cessé d'appartenir à une communauté [Uribe, 2000]. C'est donc tant l'identité sociale que personnelle ainsi que les référents mémoriels qui sont mis en suspens.

50. Les réflexions de H. Arendt portent sur la condition des « déplacés » de la Seconde Guerre mondiale.

Ce choc biographique est traumatique pour tous. Néanmoins, hommes et femmes vivent ce processus avec une intensité différente [Himelda, 2001 ; Meertens, 2000]. L'ensemble des pertes – humaines, matérielles ou symboliques – délimitait l'univers social et géographique des femmes en milieu rural. Ces ruptures sont donc d'autant plus significatives d'un point de vue féminin qu'elles étaient les marqueurs d'une identité sociale fortement différenciée. Les hommes avaient, en effet, accès à un monde géographique et social plus étendu. On comprend alors que les rôles de genre et la division sexuée des tâches se trouvent fortement remis en question par le déplacement forcé. Le déracinement et les fragmentations familiales imposent ainsi de nouveaux défis aux femmes. Leur époux doit également faire face à de nouvelles fonctions si tant est que le couple survit au déplacement.

### **Le changement de contexte de vie : l'arrivée des déplacés en ville**

L'acte de migrer des campagnes vers les villes est considéré par M. Agier comme le premier temps de l'identité des réfugiés, le temps de la destruction, des trajectoires de vie brisées marquées par des blessures physiques et morales. L'arrivée en milieu urbain est alors associée au second « temps fondateur d'un nouveau type de vie errante », à savoir le « confinement ». Les déplacés sont en transit, dans l'attente, « au bord des villes », dans un état de « flottement liminaire » [2002 : 13]. « Voici des sujets humains qui ne sont plus là-bas, d'où ils sont venus [...] et qui ne sont pas davantage ici ; le temps suspendu s'accompagne d'un état d'apesanteur avec la perte des lois de la gravitation psychosociale qui, normalement, fixent une personne sur cette terre, en ce lieu, à cette époque, avec ce *socius*, en qualité de sujet » [Furtos, 2009 : 9].

### **À la découverte de l'inconnu**

À l'immédiateté de la fuite s'ajoute l'indétermination de la destination. Où aller? Dans notre cas, les familles se sont dirigées vers Bogotá par souci de proximité de leurs villages d'origine ou à l'inverse d'éloignement maximal des zones de violence; d'autres dans l'espoir d'y retrouver certains proches ou simplement par manque d'options. Quelle que soit la raison, diverses représentations sont associées à cette destination. Les exilés s'imaginent que la taille de la ville leur assurera un certain anonymat et les protégera des représailles. Bien que la migration ne s'accompagne d'aucun projet concret, Bogotá est perçue comme un espace d'opportunités.

« Nous, on cherchait un endroit où on ne pourrait pas nous retrouver facilement et Bogotá ben, Bogotá c'est grand donc on est venu là. En plus, il peut y avoir plus d'opportunité de travail, on pourrait peut-être s'en sortir mieux ici avec les enfants et leur donner un avenir meilleur. Parce que par là-bas, on ne sait pas et c'est tellement difficile d'étudier. Après le primaire, on arrête. Au moins ici, ils auraient plus de chance d'étudier. » (*Yeni Paula, 26 ans, mariée, originaire du Tolima, déplacée en 2005*)<sup>51</sup>.

L'arrivée à Bogotá provoque néanmoins, dans un premier temps, un sentiment de « désorientation », tant géographique que sociale, pour les nouvelles arrivantes et leur famille.

« Quand on arrive, on est un peu... dans les nuages au début, comme désorienté. On se dit "et maintenant, qu'est-ce que je vais faire? À quoi je vais servir?" » (*Ana Silvia, 43 ans, mariée, originaire du Cundinamarca, déplacée en 2002*)<sup>52</sup>.

51. Extrait d'un entretien réalisé le 22 avril 2009, à son domicile.

52. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

«Je me demandais où on allait arriver, mon dieu! Où est-ce qu'on allait bien pouvoir arriver? Et est-ce qu'on nous hébergerait? Et comment on ferait pour manger? Nous, on n'avait pas un peso en poche! Dans ces conditions-là on pense beaucoup, où aller, comment s'organiser pour manger, pour dormir? J'implorais l'aide de Dieu! Et cette tristesse, cet ennui, cette douleur du début! C'est tellement dur! Tellement dur! [*sanglots*] Ça vous fend le cœur! Certaines nuits après avoir couché les enfants, je m'asseyais et je pleurais... cette situation est terrible!» (*Marisol, 30 ans, mariée, originaire du Meta, déplacée en 2008*)<sup>53</sup>.

76

«Le plus dur, c'est de vivre sa douleur et sa tristesse dans un lieu inconnu. [...] On me disait d'aller voir un psychologue parce que je passais mon temps à pleurer, les nerfs me lâchaient, je pensais qu'ils nous poursuivaient. [...] On est arrivés ici à l'aventure, comme des mendiants, on ne connaissait rien. On arrive ici comme si on avait les yeux bandés, on ne connaît pas les adresses.» (*Ana Luisa, 56 ans, veuve, originaire du Caldas, déplacée en 2003*)<sup>54</sup>.

«On est arrivés à la gare routière, mais pour attendre qui? Et il était déjà 9 heures du soir... On était là, seuls, sans savoir que faire ni où aller.» (*Yeni Paula, 26 ans, mariée, originaire du Tolima, déplacée en 2005*)<sup>55</sup>.

Le sentiment de désorientation est amplifié, comme le soulignent ces témoignages, par la douleur du déracinement. Ces femmes ont tout perdu et sont perdues dans un espace de ville inconnu, où elles ne savent pas se mouvoir et dont elles ignorent les codes. Bogotá leur apparaît, tout d'abord, comme un « monde

53. Extrait d'un entretien réalisé le 15 avril 2009, à son domicile.

54. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

55. Extrait d'un entretien réalisé le 22 avril 2009, à son domicile.

opaque et désorganisé» au sein duquel elles sont confrontées à une série d'agressions sonores et visuelles, au bruit, à la pollution et au chaos. La ville est alors perçue comme « un univers minéral, de béton et d'asphalte, de terre et de briques, sans arbre, sans animaux » [De Geoffroy, 2004 : 291].

### ***L'expérience de situations limites***

La violence vécue et le déplacement forcé ont généré la formation d'un contexte de méfiance généralisée qui se prolonge au sein de l'espace urbain. Anonymat et isolement donnent, dans un premier temps aux nouveaux arrivants, un espoir de sécurité. Néanmoins, la ville révèle rapidement son autre face.

Les nouveaux arrivants se dirigent généralement vers les quartiers sud de la métropole. Dans notre cas, les femmes et leurs familles se sont réinstallées dans la localité 19, Ciudad Bolívar, à la « périphérie des périphéries », « au bord du monde », dans « la ville hors des murs » [Agier, 1999 ; Ardila, 2006]. La ségrégation géographique est alors une réalité supplémentaire à laquelle sont confrontées les familles déplacées [Palacio et Madariaga, 2006 ; Pécaut, 1999]. Bogotá, comme la plupart des grandes villes, illustre clairement le « grand partage » entre modernité et archaïsme, réussite et échec, intégration et exclusion, évoqué par M. Agier [1999], les habitants de la ville générique comme ceux des périphéries ayant intégré l'opposition nord/sud. De plus, la capitale n'est qu'un refuge précaire car elle abrite des infiltrés des divers groupes armés, en plus d'un taux de délinquance urbaine très important [Pécaut, 1999]. Selon le diagnostic local de 2007, s'appuyant sur les informations du DANE de 2001, les agressions représenteraient la première cause de mortalité des habitants de cette localité. Les femmes prennent donc progressivement conscience de cet état de fait.

« J'ai voulu repartir là-bas parce qu'une voisine m'a dit qu'on parlait de nous ici. On a reçu des menaces, on ne sait même pas pourquoi ! Parce qu'on dort à la boutique la nuit.

J'ai pris peur donc je ne dors presque plus ici, j'envoie mon fils monter la garde. Ils disent qu'on cache des armes ici! Vous voyez, on essaie de s'en sortir et on nous menace! La seule chose qu'on veut c'est vivre en paix!» (*Doris, 35 ans, mariée, originaire du Tolima, déplacée en 2006*)<sup>56</sup>.

«Moi, en ce moment, ce dont j'ai le plus besoin c'est de donner un toit à mes enfants! Leur offrir une meilleure qualité de vie parce que ce quartier, je ne discrédite pas ce quartier mais ici... [*tout bas*] il y a beaucoup de gens qui ont dû partir, quitter leurs maisons et partir.» (*Marta, 33 ans, séparée, originaire du Valle del Cauca, déplacée en 2006*)<sup>57</sup>.

78

Les menaces et la terreur se prolongent, comme le soulignent Doris et Marta, dans les quartiers périphériques de Bogotá. La violence est donc une réalité qui poursuit ces familles et face à laquelle elles sont impuissantes. C'est dans ce contexte qu'elles doivent trouver les moyens de se reconstruire. Ajoutons à cela que les familles déplacées, ayant tout abandonné, passent de l'autosuffisance au manque. Dans leur village d'origine, elles possédaient animaux, lopins de terre et produisaient leurs propres aliments.

«Là-bas on est habitué à être dans sa maison, chez soi, pauvrement mais on ne manque de rien! Et arriver ici, on est tellement désorienté! On se demande qu'est-ce qu'on va bien pouvoir faire! [...] Et la ville c'est terrible parce qu'il faut tout acheter, l'eau, tout! Alors qu'à la campagne c'est pas comme ça! Pour moi tout était tellement dur! Un changement total! De la campagne vers la ville c'est vraiment un changement total, pour tout! Parce qu'à la campagne, on veut de la *yuca*<sup>58</sup> et hop! On va au champ...

56. Extrait d'un entretien réalisé le 08 avril 2009, dans sa boutique.

57. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

58. Manioc.

une banane? Le bananier est dans le jardin! Un poulet? Il y en plein dans le patio! Des œufs? On a tout! Alors qu'ici il faut tout acheter! Et là-bas, il nous manque quelque chose, on va demander au voisin, à la voisine et on nous le prête, nous l'offre. Mais ici il faut tout acheter!» (*Marisol, 30 ans, mariée, originaire du Meta, déplacée en 2008*)<sup>59</sup>.

Vivre en ville suppose des frais supplémentaires auxquels ces familles ne sont pas préparées. 45,1% des familles déplacées à Ciudad Bolívar vivent dans des conditions de précarité extrême, entassées à plus de trois personnes par pièce<sup>60</sup>. 71% sont locataires, les 29% restant «partagent des logements au sein desquels ils ne sont ni locataires ni propriétaires». Avant le déplacement, 87% d'entre elles possédaient un logement propre. Il est à noter que seulement 67% des familles déplacées à Ciudad Bolívar seraient à même de garantir trois repas quotidiens, 19% ne bénéficieraient pas de système protection de santé et 49% des mineurs n'auraient pas de place dans les institutions scolaires. Ajoutons à ces chiffres – qui nous donnent une idée des conditions de vie des déplacés à Ciudad Bolívar – que beaucoup de familles, sans logement ou n'ayant pas les moyens de payer mensuellement un loyer et des charges, opèrent des invasions<sup>61</sup> de terrains dans des zones non constructibles et à hauts risques sanitaires et environnementaux. Il est commun, en parcourant la localité en bus, d'apercevoir à flanc de montagne des petites habitations qui paraissent pouvoir se décrocher à tout instant. Les familles s'orientent vers cette localité dans l'urgence et construisent leur maison sans aucune planification préalable. Il faut entendre l'invasion comme un moyen de stabiliser le quotidien, de le rendre prévisible, de se projeter dans l'avenir

59. Extrait d'un entretien réalisé le 15 avril 2009, à son domicile.

60. Diagnostic de la localité de 2007 réalisé à partir des données du DANE 2001.

61. Les invasions sont des concentrations urbaines résultant de l'occupation illégale de terrains proches de la ville.

[Bataillon et Merklen, 2009]. Cette pratique de relogement est fortement chargée de symbole car les familles redeviennent propriétaires. La propriété privée est, selon R. Castel [2001a], reprenant la théorie de l'appropriation de J. Locke, un support permettant à l'individu d'exister par lui-même, de ne dépendre de personne. Pour les déplacés, redevenir propriétaire signifie recouvrer une certaine dignité et se reconstruire de nouveaux repères géographiques. C'est une façon de s'approprier son nouvel environnement. L'arrivée en ville est, dans un premier temps, synonyme de précarisation des conditions de vie [Riaño, 2006]. M. Agier [1999 : 13] qualifie cette forme particulière d'urbanisation de « ville-nue », « zone de transition où la question d'humanité se pose dans la mesure où les individus regroupés en son sein sont arrivés aux dernières limites de la survie ayant survécu à la mort ». Le déplacement est alors associé à l'idée de « déshumanisation » [Agier, 2002 ; Pécaut, 1999]. Le sentiment de dignité des individus est mis en cause dans de telles conditions de vie, la dignité étant un concept juridique désignant ce qu'il y a d'humain dans l'homme [Pavia, 1999 ; Mazo, 2001].

« Moi ce que je veux c'est une forme de vie digne pour les enfants, parce que ce que l'on vit ça n'est pas digne ! Dormir sur le sol n'est pas digne, habiller mes enfants avec des vêtements qu'on nous offre – d'accord ils ne sont pas nus – mais ça n'est pas digne pour eux, ça non ! Vivre dans une maison sans sortie d'égouts ! [...] » (*Marta, 33 ans, séparée, originaire du Valle del Cauca, déplacée en 2006*)<sup>62</sup>.

Le phénomène du déplacement forcé illustre parfaitement ce que G. Bataillon et D. Merklen [2009] qualifient de « situations limites ». La précarité remet donc en cause la capacité de l'homme « de jouer à l'humain avec d'autres humains » [Furtos, 2009 : 9] et implique « l'absence ou le sentiment d'absence ou

62. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.





82

d'affaiblissement des protections face aux principaux risques sociaux, notamment le chômage et la pauvreté» [Castel, 2003 ; Paugam, 2007 : 959].

### **L'invasion de Maria Yali**

C'est au mois de novembre 2008 que Maria Yali et ses cinq enfants ont décidé « d'envahir » un terrain dans un quartier des Altos de Cazucá, situé à la frontière entre Ciudad Bolívar et la municipalité de Soacha. Loyer et charges représentant des frais trop élevés, la construction d'une « maison » paraissait mieux convenir à la famille qui redevenait ainsi « propriétaire » de son logement.

#### ***De la complexité de l'insertion sociale***

« À la ferme, j'avais des amies et elles venaient à la maison et m'apportaient plein de choses, de la *panela*, des avocats ! Là-bas, on s'aidait beaucoup les uns les autres. Si un jour je n'avais pas d'argent, et bien j'allais à l'épicerie et on me

vendait quelque chose et je payais ce que je pouvais... ici non! Ici on ne sait même pas qui est son voisin!» (*Ana Luisa, 56 ans, veuve, originaire du Caldas, déplacée en 2003*)<sup>63</sup>.

La ville est un espace anonyme au sein duquel les nouveaux arrivants ont du mal à trouver leur place. Socialisés dans un contexte rural où la solidarité communautaire prime, les déplacés doivent faire face à l'indifférence des citoyens. Ils sont également confrontés à la discrimination et au rejet des communautés d'accueil. L'identité des déplacés accumule, en effet, une série de stigmates dont ceux de la violence et de l'illégalité [Agier, 2000]. «La stigmatisation est un processus par lequel des acteurs ou des institutions relèvent des traits de certains individus aux fins de les différencier et de les inférioriser. Un trait ne devient un stigmaté que par la valeur négative qui lui est conféré dans une interaction. La stigmatisation vise à discréditer une personne ou un groupe de personnes.» [Goffman, 1975 ; Rea Tripiet, 2008 : 60]. «À tort ou à raison la suspicion règne souvent parmi la population des zones d'accueil : à ses yeux, les déplacés sont moralement souillés par la guerre sale qu'ils ont fuie ; guerre dont ils sont autant les représentants que les survivants» [Agier, 2009 : 104].

«Ils disent que si on a été déplacé c'est bien pour quelque chose!» (*Norita, 56 ans, séparée, originaire du Tolima, déplacée en 2002*)<sup>64</sup>.

«Parfois on entend, "ah ces déplacés!" Je ne me souviens plus où on est allé avec mon beau-frère, pour chercher un logement, quand on était encore au foyer. Le monsieur nous a demandé combien on était. On a dit six! Il a dit que non, que ça faisait trop de monde et que si on était déplacés,

63. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

64. Extrait d'une discussion informelle dans les locaux de l'association, 1<sup>er</sup> novembre 2008.

il nous louait encore moins! Nous on n'avait pas dit qu'on était déplacés mais on dirait que ce monsieur en nous regardant s'en est rendu compte, alors il a dit qu'il nous louerait encore moins! Alors on a préféré partir. Il y a des gens qui pensent que si on est partis c'est parce qu'on a mal agi! Mais ça n'a rien à voir! On part parce qu'on n'a pas le choix... pour rester en vie!» (*Marisol, 30 ans, mariée, originaire du Meta, déplacée en 2008*)<sup>65</sup>.

«Les déplacés on les voit comme des bandits alors que les déplacés ce sont les plus travailleurs. Les paysans travaillent et travaillent pour nourrir ceux de la ville mais ceux-là les voient comme des bandits.» (*Teresa, 56 ans, mariée, présidente de l'association Yo Mujer, originaire du Norte Santander, déplacée en 1996 et 1998*)<sup>66</sup>.

Les déplacés sont soumis à la discrimination collective et à la méfiance sociale et politique des populations locales qui continuent de les associer aux acteurs armés. Ils sont stigmatisés comme potentiellement dangereux et incarnent la figure de «l'outsider» [Elias et Scotson, 1997]. Leur insertion sociale et professionnelle est donc particulièrement difficile.

«Quand on va se présenter pour un emploi et qu'on voit notre CV, on nous dit "ah mais vous n'avez même pas terminé le primaire"! Et ensuite ils voient d'où on vient et nous disent "en plus vous êtes déplacée! On n'a pas de travail pour vous!" » (*Maria Yali, 28 ans, veuve, originaire du Valle del Cauca, déplacée en 2008*)<sup>67</sup>.

65. Extrait d'un entretien réalisé le 15 avril 2009, à son domicile.

66. Extrait d'une discussion informelle dans les locaux de l'association, 1<sup>er</sup> novembre 2008.

67. Extrait d'une discussion informelle à son domicile en novembre 2008.

Ces nouveaux actifs, sans emploi, renforcent la pression sur le marché du travail – formel ou informel – ce qui alimente la discrimination. « La présence de ces étrangers avive la concurrence pour l'obtention de ressources rares » [Osorio, 2001 : 80], le chômage étant un fléau insurmontable pour les habitants de ces quartiers. Ces nouveaux urbains sont donc dans l'obligation de se débrouiller, d'improviser, d'imaginer des formes de liens, de valeurs morales et de petits boulots, autant de stratégies de survie leur permettant « d'inventer leur ville » [Agier, 1999 : 158]. Pour l'anthropologue, les déplacés illustrent une forme nouvelle d'urbanisation et une difficulté également nouvelle à trouver un mode d'insertion dans les villes d'arrivée.

### ***L'expérience de la ville au féminin***

Intéressons-nous plus particulièrement à l'insertion urbaine des femmes déplacées. Le diagnostic local de Ciudad Bolívar pour 2007 nous informe que la population déplacée réinstallée dans cette localité est majoritairement féminine, à 51 %, et que 52 % de ces femmes sont chefs de foyer. Dans l'ensemble du pays, quatre familles en situation de déplacement forcé sur dix auraient pour chef de famille une femme [CIDH, 2006 : 17]. Ce type de structures familiales doit faire face à un phénomène d'appauvrissement et les femmes en milieu urbain sont extrêmement vulnérables. Nombre d'entre elles doivent quotidiennement repousser les avances d'hommes leur proposant de les protéger et d'entretenir leurs familles contre une vie de couple. Leur intégrité sexuelle est donc en danger perpétuel. Ces femmes doivent, de plus, assumer de nouvelles responsabilités et investir des espaces inconnus. Elles sont confrontées à de multiples difficultés, comme par exemple l'orientation en ville ou encore le manque de soutien moral et économique. Mais devenir « chef de famille » modifie également la perception que les femmes peuvent avoir d'elles-mêmes [De Suremain, 1998]. Dans ce sens, le contexte urbain favorise la révision des rôles et

des fonctions sexués au sein de la famille brisant les comportements traditionnels associés à la théorie du patriarcat. On peut considérer qu'au-delà de l'épreuve traversée, les femmes « bénéficient » d'un certain degré d'émancipation en milieu urbain, devenant les « actrices de la reconstruction » [Meertens, 2001]. C'est à elles d'assumer la responsabilité de la survie familiale et la redéfinition d'une identité sociale positive dans un contexte urbain inconnu et hostile. Ce phénomène s'étend à l'ensemble des familles déplacées, que les femmes soient seules ou en couple. En effet, au moment de la reconstruction, les opportunités pour les hommes et pour les femmes paraissent s'inverser. Les hommes sont victimes d'un taux de chômage extrêmement fort, leurs compétences agricoles étant difficilement mobilisables en milieu urbain. Cela les destitue de leur rôle de « pourvoyeur économique » qui asseyait la suprématie masculine en zone rurale. Au contraire, les femmes semblent mieux dotées pour s'insérer dans le monde professionnel, formel ou informel. Leurs compétences domestiques, dans le prolongement de leurs routines traditionnelles, sont mises au service d'autrui et deviennent des activités rémunérées leur permettant d'assurer la survie familiale et impliquant une revalorisation du travail domestique féminin [Himelda, 2001 ; Meertens, 2001 ; Rojas, 2003]. Malgré les traumatismes, la pauvreté, le manque d'espace et de temps pour faire le deuil de l'expérience vécue, la ville offre des perspectives nouvelles aux femmes déplacées. Elles voient, en effet, leurs horizons et leur espace d'autonomie s'élargir [Meertens, 2001] et la dichotomie traditionnelle homme-espace public/femme-espace privé se briser. La ville est donc vécue de façon distincte selon le genre. Alors que les hommes cherchent du travail et sollicitent des aides institutionnelles, les femmes organisent la reconstruction familiale au quotidien faisant appel au secteur informel comme « stratégie de survie » [Meertens, 2001]. L'informalité, plus qu'une caractéristique économique, constitue pour elles, dans un premier temps, un véritable mode

de vie [Castillo, 1998], depuis la formation d'un nouveau réseau social à l'apprentissage des codes urbains et de l'orientation en ville.

« Je me levais à 2 heures du matin, pour préparer le petit-déjeuner de mes enfants et je partais travailler dans une petite rue un peu plus bas en direction de San Francisco. Après avoir préparé le petit-déjeuner, je préparais les *arepas*<sup>68</sup> avec ma fille et je sortais les vendre dans la rue de 7 heures du matin jusqu'à environ 7 heures du soir. Petit à petit je me suis fait ma clientèle et les gens aimaient beaucoup mes *arepas* alors ils m'ont dit de mettre du fromage dedans alors j'en mettais. Puis est arrivé le temps des épis de maïs mais ça rapportait pas beaucoup. Alors on m'a dit d'aller acheter le maïs à Abastos et là oui, ça a donné plus de résultats. » (Norita, 56 ans, séparée, originaire du Tolima, déplacée en 2002)<sup>69</sup>.

« Non! J'étais tellement gênée! Parce qu'on n'a pas l'habitude de faire ça! On y est allées avec une dame qui était au foyer aussi, mais aucune de nous ne savait faire. Alors on est arrivées là-bas et on était perdues et gênées [rires]. On n'osait pas demander [rires]. Alors j'ai demandé à un homme s'il pouvait nous offrir quelques oignons alors il nous en a donnés deux et hop! Dans le sac! C'est là qu'on s'est aperçues qu'il y avait beaucoup de gens en train de se servir dans des paniers où il y avait des oignons, des pommes de terre, de tout! Alors, ben on leur a demandé et on les a imités. Ils nous ont dit "allez-y, ramassez parce que ça, ils l'ont jeté exprès pour qu'on le ramasse sinon ça part à la poubelle". Alors c'est comme ça qu'on a rempli deux grands sacs et qu'on est rentrées. On a rapporté des oignons, des

68. Galettes de maïs qui peuvent être garnies d'ingrédients divers.

69. Extrait d'un entretien réalisé le 14 avril 2009 à son domicile.

carottes, des tomates, de tout! De la bonne nourriture pour le foyer d'accueil!» (*Marisol, 30 ans, mariée, originaire du Meta, déplacée en 2008*)<sup>70</sup>.

88

Ce dernier témoignage rapporte l'expérience de nouvelles arrivantes à *Corabastos*, grand marché alimentaire de la ville où s'approvisionnent les déplacés et les nombreuses familles pauvres de la capitale. Il s'agit là d'un « lieu anthropologique » au sens de M. Augé [1992] dans l'imaginaire des déplacés réinstallés à Bogotá qui se remémorent en souriant leur expérience au sein de cet « espace de relations et de mémoire » [Agier, 1999 : 53]. On s'aperçoit ici des diverses stratégies de survie immédiate activées par les femmes, qui perdent la peur ou la honte de faire des choses inhabituelles pour pouvoir nourrir leur famille. Lorsque ces femmes retrouvent des proches à Bogotá, elles tentent, tout d'abord, de faire appel à eux afin d'organiser la survie quotidienne de leur foyer. Elles iront par exemple vendre des *arepas*<sup>71</sup> avec une belle-sœur ou lui demanderont de s'occuper des enfants pendant leur temps de travail. Néanmoins, dans un contexte urbain caractérisé par des conditions de vie précaires, ces « liens forts » n'apportent pas toujours le soutien escompté. Une série de « liens faibles » révèle en ville un potentiel intégrateur non négligeable [Granovetter, 1973]. Il s'agit de personnes ayant connu le déplacement, de voisins, de commerçants ou d'individus rencontrés au hasard des institutions constituant des « ponts » vers de nouvelles opportunités pour les femmes déplacées. Tout un réseau de connexions interindividuelles permettant à ces femmes de s'orienter en ville ou d'assurer la survie matérielle de leur famille.

« Nous, quand on est arrivées, on est arrivées dans un quartier où il y avait beaucoup de déplacés et eux ils connais-

---

70. Extrait d'un entretien réalisé le 15 avril 2009, à son domicile.

71. *Ibid.*

saient déjà alors ils nous disaient “allez là-bas, faites ça”! Et pour trouver du travail aussi, grâce aux gens qui nous disent qu'ils cherchent quelqu'un. Parfois dans le bus, dans la rue, un voisin qui vous le dit. [...] On allait à Abastos chercher à manger et une dame que je ne connaissais pas mais qui a vu la situation m'a proposé de lui faire son ménage et de m'occuper de ses enfants et comme elle travaillait là-bas, en échange, elle me donnait de la nourriture!» (*Luz Marina, 39 ans, mariée, originaire du Tolima, déplacée en 2002*)<sup>72</sup>.

Au milieu des dangers de la ville, de la précarité et de la discrimination, un nouveau type de solidarité voit le jour. C'est dans ce sens que M. Agier émet le concept de «ville bis» émergeant de la «non-ville», «ville plus complexe qui naît au cœur des pratiques citadines», «synthèse d'expériences d'une citoyenneté plus fluide et plus réelle que la ville elle-même dans leur forme et institutions» [1999 : 9-12]. Ces réseaux d'entraide s'avèrent néanmoins fragiles et inconstants. Il est donc assez difficile pour ces femmes de se reconstruire en ville un réseau de sociabilité stable, «l'agir rationnel» souvent associé à une forme d'individualisme étant au centre de l'action des individus. Les ruptures, tant des conditions matérielles que de la subjectivité, contrebalancent cependant la condition de victime des femmes déplacées avec celle de sujet actif de la reconstruction [Meertens, 2004].

L'ensemble des études ayant été réalisé jusqu'à présent sur le thème du déplacement forcé dans une perspective de genre s'en tient aux conclusions de Donny Meertens. Les femmes déplacées en milieu urbain, disposant d'un certain potentiel d'action informelle, assurent la survie familiale. La transformation des rôles traditionnels de genre, résultant du déplacement forcé, remet en cause les systèmes de genre patriarcaux au sein desquels les femmes ont été socialisées. Notre étude cherche, dans ce sens,

72. Extrait d'un entretien réalisé le 19 avril 2009 à son domicile.

à aller plus loin. L'intérêt de cette première partie tient donc tant à poser le contexte qu'à faire apparaître une contradiction. Nous présentons, à partir de leurs récits de vie, des femmes silencieuses, ayant intériorisé la suprématie masculine, ne remettant pas en cause le système de genre traditionnel, traumatisées de plus par le déplacement forcé. Or les témoignages nous permettant de tracer ces portraits sont chargés d'une symbolique particulière. Ces femmes nous content et se racontent. Elles se décrivent hier comme elles se perçoivent aujourd'hui. La force de leurs témoignages contredit, d'une certaine façon, les faits rapportés. On s'imagine clairement que leur discours aurait été tout autre si nous nous étions rendues quelques années auparavant dans leurs villages d'origine. L'arrivée en ville coïncide pour ces femmes avec la rencontre d'une association, *Yo Mujer*. Elles réalisent en son sein un travail de mise en récit que nous présenterons dans la continuité de notre étude. Nous proposerons donc, en seconde partie, une analyse de ce collectif de femmes en situation de déplacement forcé.

## **Du sens à la mise en récit : le collectif comme espace d'identifications**

Le collectif forme un contexte particulier pour les femmes déplacées réinstallées à Bogotá. Alors que M. Agier [1999] souligne la difficile insertion des déplacés dans les villes d'arrivée, l'association que nous allons présenter nous permet d'envisager l'intégration urbaine sous un angle différent. Porteur d'identité, de sens et de discours, le regroupement des femmes impulse la mise en récit des expériences de vie passées.

### ***Yo Mujer*, une association de femmes en situation de déplacement forcé**

La présentation de ce collectif est essentielle car il constitue l'environnement de base au sein duquel j'ai réalisé mon travail de recherche. Par sa naissance et les problématiques qu'il soulève, il se présente comme une « condition de signification » [Simondon, 2005] pour les femmes de notre échantillon.

### **De la reproduction à l'origine de la naissance**

Les connexions entre déplacés – les « liens faibles » [Granovetter, 1973] que tissent les femmes au sein des quartiers périphériques de Bogotá – amènent Norita, Luz Marina, Ana Silvia, Rosa Maria et Teresa à intégrer de façon individuelle un collectif mixte de population déplacée peu après leur arrivée en ville. Teresa en devient rapidement la vice-présidente, le leader de ce groupe étant un homme. Ce collectif dispose d'un foyer d'accueil où est hébergée Norita avec ses trois enfants et de nombreuses autres familles. Être membre de cette association sous-entend payer de nombreux frais pour l'obtention d'une carte de membre obligatoire ou encore le dépôt des dossiers de demande de subventions à la reconstruction. D'après les témoignages des cinq femmes, ces documents ne sont pas acheminés par le président vers les institutions concernées. Les femmes rapportent que les relations de genre au sein de ce collectif sont à l'image des systèmes de genre à l'œuvre dans les sociétés rurales: elles ne sont jamais convoquées aux assemblées et n'ont pas le droit à la parole. Leurs fonctions au sein de cette organisation s'inscrivent dans la continuité du rôle reproductif qui leur est traditionnellement assigné à savoir préparer le repas et vendre des aliments pour générer des revenus collectifs qu'elles remettent au président de l'association. Au cours de l'année 2003, la *Casa de la Mujer*<sup>1</sup> commence à mettre en place des ateliers de formation juridique pour les femmes déplacées: formations en droit reproductif et sexuel, informations sur la violence domestique et générique, communications diverses autour des droits de la femme. Les cinq femmes nous racontent que le président de l'association refuse de les laisser se réunir entre elles. Face à leur opiniâtreté, ce dernier les expulse du collectif fin décembre. Teresa, la vice-

1. Association visant à contribuer à la transformation des conditions de vie des femmes et à l'instauration de la paix et de la démocratie en Colombie. Elle développe des programmes d'action politique et d'éducation à la démocratie et à l'exercice de la citoyenneté des femmes.

## Portrait d'une femme leader emblématique



Originaire du département du Norte Santander, elle est très vite familiarisée avec le milieu associatif. Dès 1980, sur les conseils de son époux, elle intègre une association de parents d'élèves et organise les femmes en son sein. Elle intègre par la suite l'Association nationale de Femmes Paysannes et Indigènes de Colombie (ANMUCIC) et devient représentante départementale du collectif. Elle sera élue, en 1994, conseillère municipale du Zulía et intégrera le Comité de sélection de l'INCORA à cette même période. Son engagement communautaire et son opposition aux pratiques de corruption à l'œuvre au sein du municipio lui vaudront menaces et tentatives d'assassinat. Alors que son décès est publiquement annoncé, Teresa fuit une première fois vers Cúcuta en 1996. Puis persécutée et craignant pour sa vie, elle se réfugie à Bogotá en 1998. Là, elle intègre une association mixte de population déplacée, dont le président est un homme.

La Casa de la Mujer commence à mettre en place des ateliers destinés aux femmes, ce qui n'est pas du goût du président. Ce petit

groupe de femmes est expulsé du collectif en 2003 et fonde alors l'association *Yo Mujer* à la tête de laquelle est élue Doña Teresa.

Elle est aujourd'hui devenue le leader emblématique et inamovible de ce collectif parce que la plus engagée et expérimentée de tous ses membres. De par son expérience de l'organisation communautaire et une solide formation juridique, elle tisse un réseau d'alliés tant humanitaires que politiques et est connue de toutes les institutions gouvernementales et non gouvernementales de Bogotá. Cette femme peut être considérée comme le point d'origine de l'ensemble des réseaux du collectif *Yo Mujer*.

Aujourd'hui cette organisation est vitale pour elle et ne pourrait subsister sans sa présence et son investissement. Les membres de cette association peuvent être

caractérisés d'intermittents. Ils participent « en pointillé ». Teresa est celle qui demeure et continue d'œuvrer au quotidien pour venir en aide aux nouveaux arrivants. Elle a toujours le mot ou le sourire qui réconfortent. Les bénéficiaires et membres de l'association la considèrent comme une « mère symbolique », celle à qui ils doivent beaucoup. D'autres jaloussent sa position mais ne cherchent pas pour autant à la remplacer. Il n'est pas exagéré de parler de personni-

fication de l'association autour de cette figure qu'est Doña Teresa. Il est fréquent qu'individus et institutions confondent la figure de cette femme leader et celle de l'association, parlant de « chez Doña Teresa ». Entre amour, reconnaissance, ragots et jalousie, Doña Teresa est incontestablement l'emblème de ce collectif.

La photo de fond, la représentant parée d'un bandeau aux couleurs de la Colombie, symbolise son engagement citoyen.

94

présidente, est également reconduite et devient le leader de ce petit groupe de femmes. Six familles, dont celle de Norita, se trouvent de nouveau sans logement. Les expulsées s'allient alors à Teresa et prennent l'initiative de reloger temporairement ces familles. La Corporation *Casa de la Mujer* les soutient dans leur démarche en leur prêtant 500 000 pesos (170 euros). Le 24 décembre au soir, elles dénichent une maison – qui deviendra plus tard le foyer d'accueil de l'association *Yo Mujer* – et après avoir payé le loyer, préparent un repas leur permettant de fêter « dignement » Noël. Cette anecdote, rapportée de façon similaire par les cinq femmes, est particulièrement significative dans le sens où l'expulsion à laquelle procède le président du collectif mixte reflète non seulement les « systèmes de genre » à l'œuvre en milieu rural mais également les pratiques de contrôle social des acteurs armés dans les régions occupées. Par cette action, le président réaffirme son pouvoir sur les femmes, leur rappelant qu'elles sont soumises au mandat de l'homme, non plus chef de famille mais président de l'association. Il impose également son

contrôle sur l'ensemble des membres du collectif, mettant en évidence que quiconque s'opposerait à ses décisions serait exclu. Les femmes expulsées réagissent pour faire « face à l'urgence de la situation » sans projet associatif concret. Néanmoins, l'organisation *Yo Mujer* acquiert un statut officiel dès les premiers mois de l'année 2004 et Teresa en devient la présidente officielle.

### **Yo Mujer, une association de femmes**

« Je n'aurais jamais pensé faire partie un jour d'une association et encore moins de femmes! Je ne comprenais pas très bien ce que faisaient toutes ces femmes quand elles se réunissaient. [...] Entre femmes on se comprend mieux, on a plus confiance et à chaque fois qu'on a travaillé avec des hommes, on a eu des problèmes. Les hommes s'imposent comme les leaders et veulent nous enfermer, nous dominer nous, les femmes. "Vous ne savez pas! Taisez-vous! Ne parlez pas!" Maintenant on leur dit, excusez-moi mais si nous savons! Vous voulez qu'on vous explique? [*rires*] parce que les femmes, Si! On peut le faire!» (*Luz Marina, 39 ans, mariée, noyau fondateur de Yo Mujer*)<sup>2</sup>.

« Un groupe de femmes?... parce que les hommes sont tellement macho. Eux, ils ne nous écoutent même pas, ne veulent rien recevoir de nous, ne nous laissent participer en rien! Eux, ils pensent que les femmes on ne vaut rien! Qu'il n'y a qu'eux, que leur parole qui vaut quelque chose! Alors que maintenant en tant que femme, on sent qu'on a du pouvoir aussi, qu'on a droit à la parole et au vote, qu'on peut nous écouter et qu'on est capable de revendiquer nos droits sans avoir peur! Alors qu'avec le mari ou avec l'homme, si je dis quelque chose, je l'offense et il peut

2. Extrait d'une discussion collective dans les locaux de l'association le 13 septembre 2008.

s'énerver, me frapper ou il peut me renvoyer, m'expulser. Un groupe de femmes sait comment est une femme, ce dont une femme a besoin donc on peut s'aider mutuellement. Avec les hommes c'est différent!» (*Norita, 56 ans, séparée, noyau fondateur de Yo Mujer*)<sup>3</sup>.

Voici deux des explications que les femmes m'ont proposées lors d'une discussion collective au sein des locaux de l'association alors que je cherchais à comprendre pourquoi une organisation de femmes. Ces témoignages soulignent le regard critique des femmes face aux systèmes de genre au sein desquels elles ont été socialisées. On voit bien à travers la réflexion de Norita comment est mise en parallèle l'expérience des rapports de genre dans son couple et dans le collectif mixte, «avec le mari ou avec l'homme [...] je l'offense, et il peut s'énerver, me frapper ou il peut me renvoyer, m'expulser». Luz Marina comme Norita font valoir l'identification entre femmes et les «auto-compréhensions» de genre qui donneraient lieu à l'action [Brubaker, 2001]. Ces témoignages dénotent l'acquisition d'une «conscience de genre». Défini comme «les manifestations de cette nouvelle subjectivité féminine liées aux mutations fondamentales que subissent les vieilles perceptions que ces femmes avaient d'elles-mêmes, de leurs rapports aux hommes et à la société», ce terme désigne «un ensemble significatif de traits qui marquent cette nouvelle perception des femmes: le sentiment d'appartenir à une catégorie aussi bien biologique que sociale et de partager avec le reste des femmes des destins et des intérêts communs; le sentiment de malaise ou d'injustice face à la condition féminine; l'aspiration à l'amélioration de cette condition [...]» [Varikas, 1991 : 29].

Le choix du nom de l'association *Yo Mujer – Moi Femme* – est également chargé d'une signification forte prolongeant l'idée

3. *Ibid.*



précédente. Ce patronyme rend compte du « processus historique par lequel ces femmes furent amenées à réélaborer les données objectives de leur existence, à contester la signification sociale qui était accordée à celle-ci, et à construire dans ce processus une identité collective leur permettant d'agir en tant que groupe pour transformer leur position. » [Varikas, 1991 : 29]. Alors que l'analyse d'E. Varikas s'applique au cas des femmes de la Grèce post-

indépendante de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le « processus historique » dont elle parle est ici à envisager à l'échelle microsociale. Le déplacement forcé, les fragmentations familiales et la prise de conscience des inégalités de genre par les femmes sont à l'origine de la formation d'un collectif véhiculant un discours spécifique sur le genre. L'affiche de présentation de l'association réalisée par les femmes à l'aide d'étudiants de l'Université Nationale de Bogotá illustre assez clairement cette « subjectivité située » [Brubaker, 2001 : 77] ou « conscience de genre » [Varikas, 1991]. En effet, le logo central représente une femme, cheveux au vent, la tête dans les nuages, symbole de liberté et de rêves. Le nom de l'association *Yo Mujer* est disposé au centre de l'affiche. En majuscule, caractères gras et taille de police supérieure au reste des inscriptions, le *YO – JE* – incarne une individualité féminine forte que l'on peut ici associer à la « conscience de genre ». Même s'il s'agit d'une association de femmes en situation de déplacement forcé, l'identité de genre semble, dans la construction de ce poster, prédominer sur l'épreuve du déplacement. En fond, le ciel bleu parsemé de nuages laisse à penser que ces derniers vont se disperser et laisser place à un avenir « ensoleillé », porteur de changements. Les photos autour du logo central illustrent les diverses activités réalisées au sein du collectif, sur lesquelles nous reviendrons dans une prochaine sous-partie. Cette appellation *Yo Mujer – Moi Femme* – contient, de plus, une force médiatique non négligeable. Rappelons que, depuis 1975, les Nations unies ont accordé une attention spécifique au statut familial, politique, économique et aux vulnérabilités spécifiques du genre féminin, en particulier dans les milieux défavorisés. La décennie 1990 a également été marquée par de nombreuses conférences internationales comme la Conférence du Caire (1994), privilégiant une approche différenciée des politiques publiques selon le genre. De nombreuses ONG locales, nationales et internationales ont alors choisi d'orienter leurs actions dans cette direction. C'est dans ce prolongement que le gouvernement municipal de la ville de Bogotá a mis en place au début des années 2000 un

département spécialement dédié aux thématiques de genre, cette problématique investissant ainsi officiellement l'espace public. Bien que la société civile colombienne n'ait cessé de mettre en valeur le rôle et le statut des femmes à tous les niveaux de la société, c'est son appropriation par les pouvoirs publics qui lui donnent cette visibilité. L'imposition de cette thématique suit donc une logique Top-Down, depuis les institutions gouvernementales vers la société civile. Cette parenthèse est intéressante car la naissance et le nom du collectif s'inscrivent dans cette mouvance. Le choix d'une telle désignation fait référence à l'appropriation subjective d'une identité objective, « être femme ». Laissant de côté la connotation négative du concept, on peut alors faire ressortir l'instrumentalisation ou l'utilisation pragmatique [Hoffman, 2000] d'une identité de genre par les membres du collectif afin d'accéder à de nouveaux espaces d'opportunité.

« Ben, on avait l'expérience de cette association mixte et en plus, on s'est dit que peut-être on obtiendrait plus d'aides, non? Alors c'est pour ça qu'on a eu l'idée de monter une association de femmes » (*Teresa, 56 ans, présidente de l'association Yo Mujer*)<sup>4</sup>.

« [...] Elle [Teresa] était vice-présidente là-bas mais beaucoup de choses ne lui paraissaient pas normales alors elle nous a parlé, en cachette, et elle nous a dit que nous aussi les femmes on pouvait s'associer, on pouvait s'en sortir. Que si beaucoup d'entre nous s'unissaient, on pouvait obtenir beaucoup en tant que femmes. Et qu'il y avait des endroits où on écoutait plus les femmes. Peut-être parce qu'on porte le drapeau du foyer, des enfants parce que le mari travaille et certaines n'en ont plus. Alors on est plus au courant de ce qui concerne les enfants, le foyer et on s'inquiète plus des besoins de la famille,

4. Extrait d'un entretien réalisé le 25 août 2008 dans les locaux de l'association *Yo Mujer*.

on est obligées de frapper à toutes les portes...» (*Ana Silvia, 43 ans, mariée, noyau fondateur de Yo Mujer*)<sup>5</sup>.

Le récit d'Ana Silvia est intéressant car cette femme cherche des explications à l'attention spécifique de certaines institutions envers le genre féminin. Justifiant cet intérêt par la grande proximité de la femme au foyer, elle la ramène ainsi à ses fonctions de mère et d'épouse. Néanmoins, on sent la portée qu'Ana Silvia accorde à ces fonctions lorsqu'elle parle par exemple de «porter le drapeau du foyer». On perçoit à travers ces deux témoignages que Teresa est l'instigatrice de cette «conscience de genre». Ce leader connaît bien le poids de ces problématiques, par ses expériences associatives passées. C'est ainsi qu'elle a cherché à éveiller le regard critique des femmes alors qu'elles faisaient partie de ce collectif mixte et qu'elle les a encouragées à s'associer et à mettre en avant collectivement leur identité de genre sur la scène publique. Les expériences de vie des femmes en milieu rural, la répétition de ce «système de genre» au sein de l'association mixte, les interactions avec Teresa ainsi que les ateliers proposés par la *Casa de la Mujer* sont autant d'éléments qui soulignent le passage de l'identité de femme comme catégorie objective à cette «conscience de genre» subjective, à ce «sens pratique», «cette représentation, à la fois cognitive et affective, que les gens ont d'eux-mêmes et du monde social» [Bourdieu, 1980b: 135].

### **De l'articulation d'une identité objective et d'expériences communes**

À la catégorie objective de «femme» et à la «conscience de genre» qui en résulte vient s'ajouter l'épreuve commune du déplacement forcé. «L'auto-compréhension groupale» [Brubaker, 2001], comme sentiment d'appartenance à un groupe particulier, limité et solidaire, s'en trouve d'autant plus renforcée. En effet, ces femmes appartiennent

5. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

nant à une catégorie commune, partageant un attribut, celui d'«être femme». Ce groupe peut alors s'envisager à partir du concept de «communalité» [Brubaker, 2001 : 78] ou «*catness*» [Tilly, 1978] ces individus étant assignés à une catégorie identitaire par des propriétés objectives. De plus, la «conscience de genre» s'articule à l'expérience du déplacement forcé. La conjugaison de ces deux éléments établit un panel d'expériences partagées, une «connexité» se traduisant par des attaches relationnelles liant ces femmes entre elles. C'est à partir de cette «connexité» que C. Tilly [1978] parle de «*netness*» ou réseau de sociabilité volontaire. Néanmoins, ni la communalité ou *catness* ni la connexité ou *netness* prises séparément ne suffisent à engendrer la «groupalité». Ce sentiment d'appartenir à un groupe particulier, limité et solidaire [Brubaker, 2001 : 78] résulte de la conjugaison de ces deux éléments. C'est là l'idée qu'a avancée C. Tilly [1978], en s'appuyant sur le concept de «*catnet*» (catégorie réseau) créé par H. White [1965] dans son analyse des structures sociales. L'association *Yo Mujer* puise sa particularité dans la conjugaison de propriétés objectives et d'expériences partagées, ce qui lui a permis dès le départ de se tisser un réseau d'alliés particulièrement dense. L'articulation des thématiques du déplacement forcé et du genre attirent, en effet, de nombreuses institutions et ONG, intéressées tant par l'aspect humanitaire que politique de ce collectif. Il n'y aurait aucun intérêt à énumérer l'ensemble des alliés de l'association *Yo Mujer*. Cependant, nous pouvons les classer en deux catégories, les alliés «humanitaires» et les alliés «politiques». Les alliés humanitaires sont ceux qui interviennent principalement pour pallier la précarisation des conditions de vie des femmes et de leur famille suite au déplacement forcé. Il s'agit par exemple des diverses universités, églises et fondations ou institutions supra-gouvernementales. Les alliés politiques s'intéressent plus particulièrement aux thématiques de genre et aux revendications juridiques. On trouvera principalement dans ce groupe la Corporation *Casa de la Mujer* et l'ensemble de son réseau. Il faut savoir que certaines institutions de ce réseau travaillent en parallèle les problématiques

de genre et du conflit armé comme c'est le cas de la *Ruta Pacífica de Mujeres*. Il est important de souligner la particularité de ce réseau d'alliés afin de mettre en évidence les interactions plurielles entre ses acteurs.

## De la solidarité à l'origine du sujet

*« Il ne peut exister de société humaine sans solidarité entre ses membres, morale partagée par tous qui constitue en quelques sortes un roc indestructible : le fondement de toute vie sociale »*  
[Mauss, 1950 : 263].

102 La solidarité semble être une valeur centrale du collectif *Yo Mujer*. Du latin «solidus» – entier, consistant –, nous définirons dans un premier temps la solidarité comme une action conjointe, une responsabilité collective face à la réalité de l'altérité et de la nécessité de l'autre; comme la « capacité d'une personne ou d'un groupe de personne d'aider les autres » [Gomez, 2005 : 173].

« [...] Aider les gens! Parce qu'il y a des personnes qui arrivent déplacées et qu'on retrouve sous un pont, n'ayant ni à manger, ni où dormir, ni rien! Et une cantine pour les enfants parce qu'ici il y a beaucoup d'enfants qui arrivent! Rien qu'une famille peut être composée de dix personnes, le couple et huit enfants! Non, non, non, c'est terrible! C'est pour ça surtout qu'on fait ce qu'on fait, par solidarité! »  
(*Ana Luisa, 56 ans, veuve, engagée volontaire*)<sup>6</sup>.

Ce témoignage illustre le discours collectif de l'organisation *Yo Mujer*. Cette association, soutenue par son réseau d'alliés humanitaires, cherche à faire face et à neutraliser les risques auxquels sont soumises les femmes et leurs familles à la suite d'un

---

6. Extrait d'un entretien réalisé le 18 octobre 2008 dans les locaux de l'association *Yo Mujer*.

déplacement forcé. S. Paugam [2007, p. 951] qualifie ce type d'action de « socialisation du risque », responsabilité avant tout collective ou sociale, qui « passe à la fois par la reconnaissance de l'ensemble des facteurs sociaux des inégalités et la recherche de moyens pour les réduire ».

### ***La socialisation du risque : l'aide aux déplacées***

Les institutions du collectif et les différentes actions menées en son sein sont les supports de cette « socialisation du risque ». L'activité de l'association tourne principalement autour de deux institutions, le foyer d'accueil, *la Esperanza de nuestros sueños*<sup>7</sup>, et sa cantine populaire (voir encadré *Arrêt sur image*). Le foyer est le pivot du collectif. En effet, l'association est née de cette institution. De plus, ses bénéficiaires constituent de potentielles associées comme nous le verrons dans un prochain point. Le foyer accueille les femmes et leurs familles dès leur arrivée en ville. D'après les membres de l'association, cette entité aurait accueilli jusqu'à 76 personnes en même temps. La cantine est le lieu où sont pris les repas. Les familles sont accueillies pour une durée d'un à deux mois selon les cas de figure. Reloger et nourrir temporairement les nouveaux arrivants sont des stratégies employées par l'association « pour faire patienter les populations en difficultés dans des mesures conçues pour pallier des situations d'urgence » [Paugam, 2007 : 950].

On retrouve ici l'idée de « solidarité humanitaire » s'exerçant « dans des cas de grande détresse » et se manifestant « dans des rapports de proximité immédiate avec la souffrance » [Paugam, 2007 : 966]. Le règlement interne du foyer, de la cantine et du fonctionnement général de l'association est défini au sein du Comité, institution composée de 12 femmes parmi lesquelles la présidente de l'association.

---

7. L'espoir de nos rêves.

### Arrêt sur image

Les locaux de l'association sont situés dans une « rue » en pente rejoignant les hauteurs de Sierra Morena au Collège du quartier (voir photo ci-dessous).



habitable. Le collectif dispose de deux maisons. Le numéro 69 du trottoir de gauche correspondant à la cantine populaire et aux bureaux. Sur le trottoir de droite, quelques mètres plus bas, se trouve une seconde maison, le foyer d'accueil à l'origine de la formation du collectif (voir photo ci-contre). En 2005, la cantine populaire voit le jour, financée par l'association Manos Creadoras et la Banque Alimentaire Mondiale. Dans un premier temps, les deux institutions sont situées dans un même local. C'est à partir de 2007 que cantine et bureaux sont transférés en face du foyer d'accueil (voir photo ci-dessous). Il s'agit également du lieu où se déroulent les réunions et assemblées.



La rue est divisée en deux rangées de maisons en briques donnant chacune sur un trottoir-escaliers coupant la pente de la montagne pour la rendre



L'entrée se fait directement dans la cuisine-cantine. À l'étage, un couloir mène à trois petites pièces, deux chambres utilisées par Doña Teresa et sa famille et un petit bureau. La présidente vit au quotidien dans ces locaux pour prévenir les cambriolages et être présente au cas où de nouvelles familles se présenteraient au foyer. Au fond du couloir on découvre un petit bureau. Il s'agit du lieu d'administration et de gestion du collectif. Cette pièce est composée d'une petite table, d'un fauteuil, de deux chaises et d'un ordinateur, reçus de la Fondation Minuto de Dios. C'est ici qu'ont lieu les ateliers informatiques et de formation administrative. On y trouve quelques livres portant sur les thèmes du déplacement forcé et du droit des femmes. Les documents papiers sont entassés dans la petite commode sans organisation apparente. La seconde maison est plus grande. À l'entrée se trouve une petite pièce vide que les femmes voudraient transformer en salle d'attente. À droite, quelques marches à descendre nous mènent dans un premier

dortoir, assez sombre, composé de cinq lits superposés (voir photo ci-dessous).



À mi-étage sur la droite se trouve la Comparteca des enfants, salle de jeux éducatifs où se déroulent les sessions de soutien scolaire et d'activité d'éveil que les étudiants de «travail social» de l'Université Minuto de Dios organisent quotidiennement (voir photo ci-dessous).



Au premier étage on trouve deux autres dortoirs, meublés de lits superposés et une salle de bains. Il

est à noter que ces locaux n'appartiennent pas à l'association. Un loyer de 450 000 pesos (150 euros) pour les deux maisons est à verser mensuellement par le collectif. Il faut ajouter à cette somme l'ensemble des charges en eau, électricité et téléphone. L'association ne perçoit aucun revenu régulier, seul un don de 200 000 pesos mensuel (70 euros) vient alimenter ses caisses. L'eau a été coupée dans le foyer d'accueil, pour non-paiement, durant plusieurs mois. Acción Social et les autres institutions concernées y dirigeaient de nouveaux arrivants bien que le ministère de la Santé ait déclaré que le foyer ne pouvait plus recevoir de famille. Le foyer d'accueil de l'association Yo Mujer est en effet utilisé par les entités en charge des déplacés à Bogotá comme lieu unique d'accueil des nouveaux arrivants. La présidente doit s'engager auprès d'Acción Social qu'à chaque famille accueillie, elle rend service sans but lucratif. En ce sens, l'institution gouvernementale s'assure que l'organisation ne lui réclamera aucune compensation financière. Face aux demandes de subventions de l'association, les autorités ont

maintes fois réaffirmé son caractère privé et l'indépendance de ses activités des problématiques d'ordre public. On peut donc parler dans ce cas de transfert de responsabilité des autorités vers la société civile.

Il y a toujours quelques femmes présentes dans les locaux de la cantine, cuisinant (voir photo ci-dessus), lavant du linge ou le sol. Il s'agit des mères de familles tout justes arrivées ou de volontaires. Néanmoins cet espace ne se remplit que les samedis, lorsque les femmes se réunissent pour parler, dans le cadre des assemblées



ou pour préparer des sucettes en chocolat qu'elles vendront individuellement. L'ambiance est alors plutôt festive, on partage, on s'exprime, on débat, on s'insurge et on se confie.

« C'est le comité qui reçoit les gens qui arrivent. Nous, on leur explique les règles qu'il y a ici quand une personne déplacée arrive. Par exemple on leur explique les repas, les chambres, quand ils arrivent on leur montre leur lit, on leur donne les horaires des repas. Ensuite ils nous demandent où ils doivent aller, à quel endroit. Et nous, on les aide aussi » (*Ana Luisa, 56 ans, veuve, engagée volontaire*)<sup>8</sup>.

« Nous, on étudie les cas des familles qui arrivent! Si une femme chef de famille arrive seule avec ses enfants alors oui! Si l'homme arrive avec son épouse et leurs enfants alors oui! Si un homme arrive seul avec ses enfants parce qu'on a tué son épouse alors oui! Mais nous, on ne veut pas d'hommes seuls! Ni de femmes seules non plus d'ailleurs parce que ça peut causer des problèmes, parce que des fois on nous envoie des gens camouflés qui sont chargés d'observer ce qu'on fait ici! [...] Alors nous, on discute de tout ça dans le comité et entre nous toutes on prend les décisions. » (*Marta, 33 ans, séparée, ancienne bénéficiaire, ex-vice présidente*)<sup>9</sup>.

« [...] Il y a eu une époque où on avait imposé ce critère [...] mais moi je leur ai dit que ce que l'on cherchait c'était l'harmonie de la communauté et comment pouvait-il y avoir harmonie si on acceptait les femmes mais pas leurs époux! Donc on a revoté et cette nouvelle règle a été acceptée que ça soit la famille entière avec le mari! [...] On a mis ça dans le règlement, on s'est toutes assises et on a décidé que la famille pourrait rester deux mois le temps d'obtenir les aides humanitaires, de s'orienter, d'aller aux ateliers mais après on a décidé que non! Parce que des fois les familles restent deux mois et après elles ne veulent plus partir! Donc

8. Extrait d'un entretien réalisé le 18 octobre 2008 dans les locaux de l'association *Yo Mujer*.

9. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

à la fin, on a décidé que ça ne serait qu'un mois. Et on a aussi mis en place des compromis entre les familles bénéficiaires et les membres du comité. Par exemple, qu'il fallait aider à nettoyer le foyer, aider à préparer les repas, prévenir les femmes des ateliers à venir parce que parfois elles ne sont pas au courant et donc elles n'y vont pas, assister aux réunions, ne pas rentrer tard la nuit, prendre ses repas à des heures précises. Les aliments doivent être préparés dans des casseroles communautaires, on ne veut pas que chacun prépare individuellement son repas [...] Notre engagement à nous, c'est les orienter, les aider mais aussi participer aux différentes tâches quotidiennes. Parce qu'on ne peut pas arriver au foyer et leur donner des ordres comme Pinochet! Nous aussi on doit les aider à la cuisine, au ménage. Moi aussi je participe à tout ça, chacun doit le faire un jour par semaine. Moi c'est les dimanches parce que la semaine je n'ai pas le temps.» (*Teresa, 56 ans, mariée, présidente de l'association Yo Mujer*)<sup>10</sup>.

On voit bien à travers ces récits quel type de décisions sont prises au sein du Comité et quelles sont ses fonctions. Le témoignage de Marta nous présente le type de famille hébergée au sein du foyer d'accueil. Ana Luisa, Marta et Teresa nous transmettent ici le discours du collectif. La présidente souligne, par son témoignage, sa position au sein de l'association lorsqu'elle nous rapporte «mais moi je leur ai dit [aux membres du Comité]», «moi aussi je participe à tout ça». Les membres du comité peuvent être d'anciennes bénéficiaires ou des engagées volontaires, actives au sein de l'association. Rappelons que pour la plupart, ces femmes n'étaient pas familiarisées à l'environnement associatif avant le déplacement.

10. Extrait d'un entretien réalisé le 23 avril 2009 dans un café du centre-ville de Bogotá.

« Quand je suis arrivée ici j'ai été à la UAO et la *doctora* Oxana m'a demandé si je voulais suivre des ateliers [...] ; elle m'a dit "vous devriez vous mettre dans une association" [...] alors j'y ai été et j'ai rencontré Teresita pendant les ateliers et je suis devenue membre de l'association [...]. Moi ici je fais partie du Comité. Au début je venais tous les mois aux assemblées et Teresa me disait : "Ana Luisa, inscrivez-vous au Comité ou postulez comme vice-présidente ou trésorière". Mais j'avais l'impression que je n'étais pas capable, pas formée pour ces choses-là. Puis un jour, elle est tombée malade, on l'a opérée et j'ai été lui rendre visite. C'est là que je me suis dit que j'allais devenir plus active dans l'association pour l'aider, que j'allais m'inclure au Comité et que je verrais bien comment ça se passerait ! [...] Depuis tout ce temps, je suis dans le Comité et ça me fait vraiment du bien de faire partie de ces espaces ! » (*Ana Luisa, 56 ans, veuve, engagée volontaire*)<sup>11</sup>.

109

Ana Luisa ne se sentait, dans un premier temps, « pas capable, pas formée pour ces choses-là ». Cette femme nous faisait part, dans le premier chapitre, de la division marquée des espaces de genre au sein de sa famille. Participer activement au sein de ce collectif représente alors un changement important dans son rapport à l'espace public ainsi que dans son rapport à elle-même. En effet, devenir membre du Comité lui permet d'amorcer la redéfinition d'une identité individuelle positive, c'est-à-dire « du sentiment d'avoir une qualité, de pouvoir influencer sur les êtres et les choses, de maîtriser l'environnement et les représentations de soi favorables en rapport aux autres » [Malewska, 2002 : 125]. Plusieurs types d'acteurs entrent en interaction par le biais de l'association. Nous venons d'évoquer les bénéficiaires et les membres du comité. Le contact entre les déplacées et le collectif

11. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

se noue par l'intermédiaire de rencontres individuelles, liens forts ou liens faibles [Granovetter, 1973] ou d'institutions.

« Mon mari avait un frère à Bogotá. Alors il l'a appelé et il lui a demandé comment on pouvait être dans une situation comme la mienne! Il nous a dit d'aller à Bogotá, qu'il allait voir comment il pourrait nous aider, qu'il y avait un foyer et une dame qui s'appelait Teresa, que c'était une femme au grand cœur [...] Donc on est arrivés ici et mon beau-frère nous attendait pour nous emmener au foyer. Nous, on ne connaissait rien ni personne ici et alors Teresa, une personne magnifique, nous a reçus, nous a préparé un repas, nous a donné des couvertures et nous a installés, nous a donné des lits... C'est vraiment une très belle personne... » (*Marisol, 30 ans, mariée, ancienne bénéficiaire*)<sup>12</sup>.

« Nous, on est arrivés à la gare routière à 9 heures du soir. On était seuls là-bas et un homme est arrivé et nous a demandé si on attendait quelqu'un, un proche ou un ami venant nous chercher. Alors on a dit que non, qu'on ne connaissait personne ici, qu'on ne savait pas où aller! Il nous a demandé si on arrivait déplacés. On a dit que oui, avec notre petite valise devant nous [...] alors il nous a donné pour payer le bus et nous a dit d'aller vers le sud mais qu'il fallait faire attention avec les enfants parce qu'il y avait beaucoup de voleurs. Dieu merci cet homme nous a conseillés, il nous a dit d'aller à Sierra Morena, que ça n'était pas si dangereux par là-bas et qu'on pourrait peut-être trouver un appartement [...] alors on a passé la nuit un peu plus bas que Tres Esquinas dans la rue [...] et le lendemain quelqu'un a été prévenir Teresa qu'une famille avec

12. Extrait d'un entretien réalisé le 15 avril 2009, à son domicile.

des enfants venait d'arriver» (*Yeni Paula, 26 ans, mariée, ancienne bénéficiaire*)<sup>13</sup>.

«Moi en arrivant j'ai été me déclarer à l'UAO de Tunjuelito [...] Alors le fonctionnaire m'a dit qu'il connaissait le foyer d'accueil d'une femme au grand cœur! Il m'a dit d'y aller parce que j'en avais pour 45 jours avant d'apparaître dans le système [...]. Je suis arrivée là-bas avec ma lettre et je me souviendrai toujours de cette nuit, elle m'attendait et elle m'a dit: "Vous êtes Marta? Venez! Entrez!" Elle m'avait préparé du riz avec des lentilles [...]. Je suis restée au foyer pendant trois mois puis j'ai continué à travailler avec Doña Teresa. Au bout d'un mois je lui ai demandé si elle me laissait aller au parc avec les enfants et leur apprendre à peindre ou quelque chose comme ça parce que ces pauvres enfants mouraient d'ennui! [...] Et c'est comme ça que j'ai commencé. J'allais aux assemblées des femmes, j'aidais beaucoup Doña Teresa, j'ai acquis sa confiance et quand elle devait s'absenter, elle me laissait les clés, elle disait aux gens "c'est elle qui se charge de tout", elle me faisait confiance! Après elle m'a demandé si je voulais m'investir plus dans l'association et j'ai dit oui.» (*Marta, 33 ans, séparée, ancienne bénéficiaire, ex-vice présidente*)<sup>14</sup>.

111

Les chemins vers le collectif sont divers et mettent en interactions plusieurs types d'acteurs, à savoir les femmes déplacées, les membres de l'association, le réseau de connaissance des individus et les institutions étatiques. Le récit de Marta souligne le passage de bénéficiaire à acteur au sein de l'association, par la mise en place d'activités avec les enfants. Nous allons à présent nous arrêter sur les actions menées dans le cadre de cette organisation.

13. Extrait d'un entretien réalisé le 22 avril 2009, à son domicile.

14. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

L'accompagnement social est une «forme d'action fondée sur l'idée qu'il faut être proche pour pouvoir aider vraiment une personne en difficulté, qu'il ne suffit pas de lui donner des droits mais qu'il faut pouvoir la suivre dans sa trajectoire individuelle» [Paugam, 2007 : 966]. C'est bien là l'objet des femmes auxquelles nous nous intéressons. L'État donne des droits aux déplacés. L'association en suivant «leur trajectoire individuelle» les accompagne tout au long de leur processus de reconstruction.

«Au sein de l'organisation, ce qu'on espère c'est avoir la capacité de recevoir et de venir en aide aux gens et ce qu'on espère aussi c'est que toutes les femmes puissent avoir leur propre maison et leur projet productif, vous comprenez? Leur projet de vie bien organisé! C'est ça qu'on espère!»  
(Teresa, 56 ans, mariée, présidente de l'association *Yo Mujer*)<sup>15</sup>.

Ayant elles-mêmes traversé cette épreuve les femmes reconnaissent les difficultés et besoins premiers des nouveaux arrivants. L'accompagnement et l'orientation se font à quatre niveaux : l'aspect géographique de la ville, l'orientation juridico-administrative des déplacés, l'accès aux besoins de première nécessité et la perspective psycho-émotionnelle de l'épreuve.

«C'est au niveau de la ville et des institutions... parce que beaucoup de gens ne savent pas où se trouve la UAO, la *Personería*. Alors on les guide pour tout et parfois on les accompagne même. On va avec la personne pour qu'elle déclare, pour qu'elle connaisse *Acción Social*, qu'elle sache où ça se trouve. Et très souvent, quand on voit qu'elles en ont besoin, on leur donne des ateliers sur le deuil. On leur fait sentir qu'elles ne sont pas seules, que nous aussi on ressent leur douleur et qu'on doit l'affronter ensemble, cette

---

15. Extrait d'un entretien réalisé le 23 avril 2009 dans un café du centre-ville de Bogotá.

douleur, ce deuil!» (*Teresa, 56 ans, mariée, présidente de l'association Yo Mujer*)<sup>16</sup>.

Comme nous l'avons abordé dans la première partie de ce travail, l'arrivée à Bogotá provoque un sentiment de désorientation des femmes déplacées, leur monde géographique étant plutôt limité dans les villages d'origine.

« Quand on arrive de la campagne, on ne connaît rien. Bogotá est une ville tellement grande que ça nous fait peur! [...] Quand je suis arrivée? Teresa m'emmenait partout, elle m'accompagnait à tous mes rendez-vous. Par exemple, quand j'ai dû aller à *Mencoldes*, je lui ai dit "Teresita, moi à tout ça, aux adresses je n'y comprends rien". Elle devait aller à une réunion mais elle m'a emmenée là-bas, m'a laissée à *Mencoldes* et est partie à sa réunion. Avant de partir elle m'a dit: "Vous voyez, c'est là-bas qu'on est descendues alors vous y retournez et vous traversez et c'est de l'autre côté qu'il faudra prendre le bus pour rentrer". Elle m'a écrit sur un papier de prendre un bus en direction de Sierra Morena ou Cazucá parce que évidemment quand je suis arrivée, je ne connaissais pas... et je me perds tout le temps [*rires*] mais ça y est je comprends un peu mieux les adresses, j'apprends. » (*Marisol, 30 ans, mariée, ancienne bénéficiaire*)<sup>17</sup>.

Prendre le bus et se rendre à ses rendez-vous est une épreuve quotidienne qui nourrit le sentiment de désorientation et de peur. C'est pourquoi les femmes de l'association expliquent minutieusement aux nouvelles arrivantes comment s'orienter à Bogotá. Dès leur arrivée en ville, les déplacées doivent déclarer leur situation aux autorités gouvernementales afin d'obtenir les

16. *Ibid.*

17. Extrait d'un entretien réalisé le 15 avril 2009, à son domicile.

aides d'urgence et les subventions à la reconstruction auxquelles elles ont droit.

« Ils ont prévenu Teresa qu'une famille était arrivée avec des enfants [...] alors elle nous a dit qu'on devait commencer par aller nous déclarer parce qu'elle ne pouvait pas nous recevoir sans la lettre. Alors elle nous a aidés, m'a payé le bus et m'a accompagnée là-bas ! Elle m'a dit "Allez, on y va !" J'ai dit : "Non ! Ça me fait peur, j'ai trop peur d'y aller !" Elle m'a dit : "Ne vous inquiétez pas, il ne vous arrivera rien là-bas et en plus, comme ça vous pourrez rester ici au foyer" [...]. Alors elle m'a accompagnée à la UAO de Puente Arranda. Elle devait aller à un rendez-vous mais elle est revenue me chercher et m'a ramenée au foyer parce que moi je ne connaissais pas. Elle s'occupait de nous et était attentive à ce qu'on obtienne les aides rapidement, elle nous aidait à trouver des aliments qu'on distribuait dans le quartier. »  
(*Yeni Paula, 26 ans, mariée, ancienne bénéficiaire*)<sup>18</sup>.

Une première observation est qu'au sein de l'association, même lorsqu'elles arrivent avec leur époux, ce sont les femmes qui sont amenées à déclarer et c'est à elles que l'on propose les ateliers. Yeni Paola est en effet arrivée avec son époux et ses trois enfants, tout comme Marisol. On se souvient des témoignages de Yeni Paola, tout au long du premier chapitre, qui se décrivait comme une femme qui parlait peu et ne sortait jamais de son foyer et de la ferme. On comprend alors combien l'aventure urbaine peut lui faire peur. Il arrive, comme nous le verrons ensuite, que certains maris suivent un atelier aux côtés de leur épouse. Ces derniers sont acceptés dans le foyer lorsqu'ils sont accompagnés de leur famille mais c'est aux femmes que l'on apporte les aides et le soutien au sein du collectif. Les époux en bénéficient cependant directement ou indirectement. Lorsque

---

18. Extrait d'un entretien réalisé le 22 avril 2009, à son domicile.

les aides institutionnelles traînent, l'association mobilise son réseau d'alliés humanitaires pour pourvoir des biens de première nécessité aux nouveaux arrivants.

« Moi quand j'ai déclaré on ne m'a pas donné le bon d'urgence et on m'a dit qu'il fallait que j'attende 45 jours pour apparaître à l'écran et voir si on était rejeté ou non. On a attendu deux mois... Alors Teresa a appelé la Croix Rouge pour voir s'ils pouvaient m'aider [...], c'est là qu'ils nous ont donné une couverture à chacun parce qu'on n'en avait pas, là-bas il faisait chaud et on est arrivé avec nos petits gilets. Ils nous ont donné des casseroles, un bon alimentaire... et Teresita a aussi appelé *Mencoldes* et eux aussi nous ont donné trois mois d'aliments. » (*Marisol, 30 ans, mariée, ancienne bénéficiaire*)<sup>19</sup>.

115

Nous nous souvenons de l'expérience de Marisol à Corabastos qui, accompagnée d'une autre femme du foyer d'accueil, est allée récupérer des aliments qui allaient être jetés. Ce marché est un lieu très fréquenté par les nouveaux arrivants. Les femmes de l'association les y introduisent régulièrement car c'est un lieu de provisions alimentaires importantes.

« Je leur disais "Allez! On y va! Je vais vous montrer, moi aussi j'ai dû passer par là!" Et je leur montrais comment faire, je les accompagnais, je les emmenais à l'abattoir aussi et on allait chercher de la viande, des abats... » (*Marta, 33 ans, séparée, ancienne bénéficiaire, ex-vice présidente*)<sup>20</sup>.

Comme nous l'avons évoqué précédemment, le déplacement est un événement particulièrement traumatique pour les femmes des milieux ruraux qui ont subi un déracinement total, des actes de violences et de nombreuses pertes. Dans ce sens, le collectif *Yo*

19. Extrait d'un entretien réalisé le 15 avril 2009, à son domicile.

20. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

*Mujer* s'associe à son réseau d'alliés pour proposer aux nouvelles arrivantes des ateliers de soutien psychologique, les accompagnant dans le deuil de l'épreuve vécue.

«En leur apportant cette confiance... parce qu'il y a des personnes qui arrivent très traumatisées parce que le déplacement a été très dur. Il y a des femmes à qui on a tué l'époux ou les enfants, d'autres qui ont été violées ou battues alors elles arrivent vraiment traumatisées et elles ont vraiment peur, très peur! Alors nous, on doit leur redonner cette confiance, leur faire comprendre que tout ça a été très dur mais que la vie continue et qu'il faut lutter, ensemble, toutes unies... » (*Ana Silvia, 43 ans, mariée, noyau fondateur*)<sup>21</sup>.

«Et là-bas tous les vendredis, j'allais à un atelier qui durait toute la journée de 7 heures du matin à 5 heures de l'après-midi [...], on nous demandait comment ça s'est passé quand on a fui, qu'est-ce qu'on a ressenti quand on a dû tout laisser derrière soi, qu'est-ce qu'on a ressenti en arrivant à Bogotá, le changement, tout! On jouait, on dessinait ce qu'on avait perdu, alors moi j'ai dessiné ma petite maison, mes petites poules, mon petit cochon, j'ai dessiné le cacaoyer, la plantation de bananes, tout ça... et chacun dessinait ce qu'il avait laissé et à partir de ça, on jouait, on nous posait des questions. C'était ça l'atelier.» (*Marisol, 30 ans, mariée, ancienne bénéficiaire*)<sup>22</sup>.

Les activités menées dans le cadre du collectif et de son réseau sont donc multiples. Elles englobent les divers aspects du déplacement forcé et de la réinsertion en milieu urbain. Comme le soulignait le témoignage de Teresa en début de paragraphe, les actions mises en place visent avant tout la redéfinition de projets

21. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

22. Extrait d'un entretien réalisé le 15 avril 2009, à son domicile.

de vie pour les femmes et leur famille à la suite du déplacement forcé.

### **De la solidarité à la réalisation de soi**

La solidarité est une « relation humaine, interpersonnelle et sociale dont la rationalité, la volonté, le sentiment et le compromis sont au service d'objectifs, de tâches et de travaux communautaires, associatifs, solidaires et mutuels ; dans le cadre de ces actions collectives, nous trouvons et obtenons satisfaction et réalisation personnelle » [Valencia, 2005 : 188]. Cette précision du concept de solidarité sous-entend une idée de « réciprocité ». Les femmes agissent en vue d'un objectif collectif, pour venir en aide aux nouvelles arrivantes. Néanmoins, elles ont également des attentes individuelles qui ne trouvent réponse qu'au travers du collectif. En plus d'agir auprès des nouvelles arrivantes, les femmes travaillent collectivement afin d'accéder aux aides à la reconstruction, à savoir la subvention pour l'achat d'un logement et le financement d'un projet productif.

« Quand on voit la situation dans laquelle on se trouve, on cherche le moyen de s'en sortir. Cet espace est très important parce qu'on est mises au courant de ce qui se passe. Moi j'ai beaucoup appris. Et par ce biais, on trouve des solutions à nos problèmes, on obtient des informations, on découvre des lieux et on rencontre des gens. Et à travers le foyer, on a pu faire passer le paquet de dossier pour l'aide au logement et le projet des poules aussi. » (*Ana Luisa, 56 ans, veuve, engagée volontaire*)<sup>23</sup>.

« C'est par là qu'on réussit à faire respecter nos droits ! Parce que, comme dit le dicton, une hirondelle à elle seule ne fait pas le printemps. Moi j'en avais ras-le-bol d'être là-bas et de réclamer seule ! Alors je me suis dit que toutes ensemble,

23. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

on pouvait obtenir ce dont on avait besoin! C'est ça qui m'a le plus motivée! Ensemble on peut exiger plus et ainsi trouver des solutions.» (*Luz Marina, 39 ans, mariée, noyau fondateur*)<sup>24</sup>.

Le collectif est donc perçu par ses membres comme un vecteur d'informations, un espace au sein duquel il est possible d'obtenir des réponses, des solutions et d'exiger que soient respectés les droits des déplacés. Mais, pour ce faire, les femmes doivent se mobiliser collectivement, participer activement au sein du collectif. Les volontaires s'efforcent donc de motiver les nouvelles arrivantes afin de les intégrer pleinement aux objectifs de la communauté.

118

«Parce qu'on doit beaucoup lutter, pas seulement pour soi-même mais aussi pour les autres. Parce qu'il y a des personnes qui sont plus vulnérables, qui ont plus de mal à aller de l'avant alors elles ont besoin de notre soutien, de notre aide, de ce qu'on peut leur apporter comme information. [...] Moi par exemple quand j'allais à l'UAO, je discutais avec les gens et ils me disaient "Une association? Pour quoi faire?" Je leur expliquais que là-bas, on se réunissait nous, les femmes, qu'on était associées, qu'on était un groupe qui pouvait les orienter pour un droit de pétition, une tutelle par exemple. Que plus on serait nombreuses et plus rapidement on nous écouterait. C'est ça qu'on leur dit aux autres.» (*Ana Silvia, 43 ans, mariée, noyau fondateur*)<sup>25</sup>.

«Eh bien je leur dis qu'on a besoin de femmes qui nous aident, qui s'occupent des nouveaux arrivants. Je leur dis que si aujourd'hui elles ne sont pas passées par ce foyer, demain elles peuvent passer par un autre, on ne sait jamais,

---

24. Extrait d'un entretien réalisé le 19 avril 2009 à son domicile.

25. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

que si elles ne tendent pas la main aujourd'hui alors jamais on ne la leur tendra! Parce que c'est comme ça qu'on se fait connaître et qu'on obtient l'aide d'autrui. C'est comme si vous voyez passer quelqu'un qui a faim et que vous ne lui donnez même pas un verre d'eau, à quoi vous pouvez vous attendre en retour! Alors je leur dis ça pour qu'elles réagissent! [...] Une autre stratégie est d'expliquer aux femmes l'importance de faire partie de l'organisation, l'importance d'apprendre, de se faire connaître [...] leur dire que ce n'est pas parce qu'on est des femmes qu'on doit obligatoirement rester à la maison, faire à manger à son époux et faire le ménage, non! On doit apprendre aussi, apprendre à dire ce qu'on a à dire, apprendre à parler! Parce qu'il y a des femmes qui ont peur de parler en public! Alors moi je leur explique l'importance de parler! [...] Je leur dis qu'il faut qu'on *prenne en main*<sup>26</sup> la situation pour ne dépendre de personne et pour pouvoir soutenir nous-mêmes nos projets.» (*Teresa, 56 ans, mariée, présidente de l'association Yo Mujer*)<sup>27</sup>.

Ces témoignages nous présentent les diverses stratégies des femmes de l'association pour attirer de nouveaux membres. Un peu à l'image des missionnaires, elles mettent en avant les actions menées collectivement, les bénéfices individuels obtenus mais également l'idée d'altruisme, l'aide à autrui qui donnera lieu par la suite à une relation de réciprocité. Elles appellent à l'empathie des populations déplacées et à la solidarité des femmes entre elles. Elles rallient de nouvelles adhérentes parmi les bénéficiaires de l'association mais également au sein des institutions et dans leurs quartiers d'habitation. Les femmes apportent aides et soutien aux nouvelles arrivantes, se soutiennent entre elles mais en tirent également un profit personnel bien réel. Dans ce sens,

26. Traduit de l'espagnol « *tenemos que empoderarnos de la situación* ».

27. Extrait d'un entretien réalisé le 23 avril 2009 dans un café du centre-ville de Bogotá.

le récit de Marta nous permet de comprendre la logique de la reconnaissance de soi en tant que sujet [Agier, 1999].

«Moi ça me fait vraiment plaisir! Parce que j'ai été la dernière à postuler pour le logement parce qu'à ce moment-là je partais à 5 heures du matin faire la queue là-bas et je rentrais à 5 heures de l'après-midi! Mais j'arrivais satisfaite parce que je les aidais à remplir leurs formulaires, parce qu'il y a des gens qui ne savent pas les remplir! Grâce à ça, j'ai été élue vice-présidente parce qu'ils me disaient "grâce à toi j'ai obtenu ce projet", ils se disaient que moi j'étais quelqu'un qui aimait faire ça, faire face aux gens et aux institutions. [...] C'est pour ça que je suis contente parce que j'ai gagné leur confiance, leur respect et leur admiration, parce que je me suis sacrifiée pour ça.» (*Marta, 33 ans, séparée, ancienne bénéficiaire, ex-vice-présidente*)<sup>28</sup>.

Le ton de ce récit ainsi que le vocabulaire employé par Marta «grâce à toi», «j'ai gagné leur confiance, leur respect et leur admiration», «je me suis sacrifiée pour ça» dénotent un rapport particulier entre soi et les autres. Le sujet est «défini par sa surface sociale, il dépend du monde qui l'entoure autant qu'il l'influence. Des forces sociales et symboliques ont agi pour en faire ce qu'il est et, en agissant sur la société, il met à son tour en mouvement des forces sociales, des valeurs morales et des formes symboliques» [Agier, 1999 : 32]. Par ce témoignage et tout au long de notre discussion, Marta met en avant la façon dont elle a agi pour les autres et comment ces autres l'ont élue vice-présidente de l'association. En effet, «nous devons notre intégrité à l'approbation ou la reconnaissance d'autres personnes» [Honneth, 2000 : 188]. Par le statut de vice-présidente qui lui a été conféré, Marta a développé une «compréhension positive d'elle-même, compréhension qui s'acquiert par le biais de l'inter-

28. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

subjectivité» [Honneth, 2000 : 189]. Dans ce cas, la reconnaissance individuelle passe par l'acquisition d'un statut au sein de l'association. Ce type d'expérience permet aux femmes de revoir la perception qu'elles avaient d'elles-mêmes en milieu rural. Le collectif est le miroir au travers duquel elles se perçoivent, se découvrent, se définissent. La réciprocité doit être entendue ici comme une « forme d'échange de biens et de services » au cœur de la relation sociale, laquelle persiste au-delà de la seule transaction et n'est pas soumise aux lois du marché [Charlier, 2006 ; Polanyi, 1983]. « La réciprocité exige une réponse adéquate mais pas nécessairement une égalité mathématique » [Charlier, 2006 : 100]. On retrouve ici cette logique du don/contre-don de M. Mauss [2007] car la réciprocité « correspond à la relation établie entre des groupes ou personnes grâce à des prestations qui ne prennent sens que dans la volonté de manifester un lien entre parties prenantes [...] » [Laville, 1994 : 100]. L'aide aux nouvelles arrivantes en échange de leur investissement futur au sein du collectif, l'entraide et le soutien réciproque parmi les membres de l'association sont un moyen d'assurer leur survie tant matérielle que psychologique, de créer une « niche écologique » leur permettant de résoudre leurs problèmes d'adaptation à un environnement urbain hostile [Lomnitz, 2003]. L'association est donc un réseau d'échange et d'interactions qui introduit l'idée d'humanité retrouvée à la suite du déplacement forcé. En effet, le déplacement forcé est associé à l'idée de perte d'humanité [Agiar, 2002 ; Mazo, 2001 ; Pécaut, 1999] car les individus sont atteints dans leur dignité [Pavia, 1999], contraints de faire face à l'expérience de *situations-limites* [Bataillon et Merklen, 2009], à vivre dans des conditions de précarité extrême qui les empêchent de « jouer à l'humain avec d'autres humains » [Furtos, 2009 : 9]. Or l'association de femmes en situation de déplacement forcé envisagée comme une « communauté de survie » [Ureña, 2004] peut également se concevoir comme un « espace de réalisation personnelle », un lieu de « récupération de sa dignité » au sein

duquel la condition de déplacé – associée à la destruction de ce qu'il y a d'humain dans l'homme – est laissée de côté.

«On se prend à rêver de pouvoir obtenir une aide économique, aussi petite soit-elle. On se maintient occupées à faire quelque chose, ce n'est pas parce qu'on est déplacées qu'on doit s'asseoir sur le trottoir, tendre la main et pleurer sur notre sort. Même si, au final, la situation n'évolue pas beaucoup, on se distrait, on s'occupe l'esprit, on sent qu'on n'est pas en train de vivre pour rien mais qu'on réalise quelque chose et qu'on peut peut-être apporter quelque chose à son foyer en tant qu'individu. On participe avec d'autres femmes, on parle, on partage avec les autres [...]. Par ces activités, on oublie pendant un moment qu'on est déplacées parce qu'on est occupées à faire autre chose [...], alors l'association nous sert à ça, à nous entraider, à apprendre des choses, à être en communauté et à oublier notre situation.» (*Ana Silvia, 43 ans, mariée, noyau fondateur*)<sup>29</sup>.

Le déracinement et la fragmentation familiale plongent les individus dans une «zone de vulnérabilité sociale» [Castel, 1995], conjuguant précarité économique et rupture des liens sociaux. Solidarité et échanges réciproques sont ainsi mis en œuvre par les femmes pour y faire face. La reconstruction individuelle puise sa source dans le collectif dont la force repose, d'une part, sur l'articulation d'une identité objective et d'expériences de vie partagées et, d'autre part, sur la rencontre et le partage d'expériences et de savoirs entre individus. L'association doit être perçue dans sa dimension transindividuelle et non comme un tout précédent l'individu [Simondon, 2005] car s'il est vrai que cette structure existe en tant que telle, les femmes en tant qu'individus en sont le carburant. Ce collectif ne pourrait subsister sans le renouvellement perpétuel de ses membres car la

29. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

majorité des membres sont des intermittentes, vont et viennent, participent en pointillé. L'organisation devient, en ce sens, une « zone de cohésion sociale » [Castel, 1995], un réseau de sociabilité « couvrant » les individus face aux aléas de l'existence et à la désaffiliation qu'implique le déplacement forcé. L'établissement de relations sociales de réciprocité peut s'analyser depuis la perspective des réseaux sociaux, concept entendu comme une structure d'interaction entre acteurs échangeant des ressources [Moreno, 2003; Ponthieux, 2006], comme un « ensemble de liens » (*set of linkage*) que l'on peut rencontrer à l'intérieur des limites de « n'importe quelle communauté ou organisation » [Barnes, 1969]. L'association *Yo Mujer*, ses alliés humanitaires et politiques et l'ensemble des femmes, membres et bénéficiaires composent, dans notre cas, ce réseau social. Chaque acteur détient des ressources – matérielles, informationnelles, humaines – qui sont, par ce réseau, mises à la disposition des autres et mobilisables par l'ensemble des individus en son sein. On parle alors de « capital social » permettant aux individus de faire face à la pauvreté, à la désintégration sociale et de se reconstruire un projet de vie [Moreno, 2003]. Le « capital social » peut se définir comme la capacité des individus à travailler collectivement pour atteindre des objectifs communs [Coleman, 1988]. Il s'agit alors de l'ensemble des relations dont dispose un individu et des ressources auxquelles il peut ainsi accéder [Bourdieu, 1980a; Coleman, 1988]. « Le capital social est l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance » [Bourdieu, 1980a: 2]. Bien qu'il ne soit pas réductible au capital économique et culturel, le capital social n'en est jamais complètement indépendant du fait que les échanges supposent un minimum d'homogénéité « objective » et qu'il exerce un effet multiplicateur sur le capital possédé en propre. C'est dans ce sens que l'on évoquait dans le premier chapitre les liens forts et les liens faibles

124

établissant des ponts entre les individus [Granovetter, 1973]. Le « capital social » se compose de facteurs tangibles et intangibles, ensemble de normes, de valeurs, d'attitudes et de réseaux qui se créent entre les différents types d'organisations [Coleman, 1988]. M. Flores et F. Rello [2002], s'intéressant à l'étude des populations rurales au Mexique mettent en valeur une capacité spécifique des populations rurales de créer du « capital social » au sein d'organisations fondées sur la coopération entre individus, la confiance, la solidarité et la réciprocité. Suivant cette idée, le « capital social » peut s'envisager comme « la réciprocité et la confiance qui régissent les relations sociales entre les membres d'une communauté » [Palacio et Abello, 2001 : 519; Putnam, 1995]. En effet, les échanges réciproques et les relations de confiance entre les personnes déplacées leur permettent, à court terme, de solutionner leurs problèmes d'existence matérielle. Cela favorise la recréation de réseaux de solidarité mécanique [Durkheim, 1930] à l'œuvre dans les villages d'origine, lien social entre individus ayant des valeurs communes, tout comme le développement d'un sentiment d'appartenance à une communauté. C'est ainsi qu'il faut analyser les relations entre les membres du réseau de l'association *Yo Mujer*, permettant aux nouvelles arrivantes de faire front à la précarisation des conditions de vie et à la difficulté de la situation. La mise en place d'interactions sociales horizontales, solidaires et dynamiques permet aux femmes de donner un « sens » à leur expérience.

### **Lien social: le sens des autres**

L'association, comme lieu de sociabilité, est une structure au sein de laquelle on crée du lien social à travers des interactions quotidiennes. Le lien social, souvent présenté comme perdu, désigne des « réalités multiples, depuis l'ensemble des relations concrètes que l'on entretient avec sa famille, ses amis, collègues, ou voisins jusqu'aux mécanismes collectifs de solidarité en

passant par les normes, les règles, les valeurs et les identités qui nous dotent d'un minimum de sens d'appartenance collective» [Cusset, 2007 : 5]. C'est par ce biais que les femmes assimilent le «sens des autres» [Augé, 1994]. Cette expression peut être entendue de deux manières différentes, comme un inné invariant au même titre que le «sens de la famille» ou le «sens de l'orientation» mais également en envisageant «les autres» non plus comme objet mais comme sujet du «sens». Les deux acceptions se conjuguent ici dans la mesure où le «sens des autres» traite avant tout du «sens social», c'est-à-dire de l'«ensemble des rapports symboliques institués et vécus entre les uns et les autres à l'intérieur d'une collectivité que cet ensemble permet d'identifier comme telle» [Augé, 1994 : 10]. Cette nouvelle forme de sociabilité permet aux femmes, à la suite du changement forcé de contexte de vie, de donner ensemble du sens à la *situation-limite* à laquelle elles sont confrontées. L'association *Yo Mujer* et ses membres incarnent donc la «communauté de référence» [Agier, 1999] des nouvelles arrivantes et s'instaure progressivement comme une «communauté de vie» au sein de laquelle s'établissent des codes, des valeurs et un langage prolongeant ainsi le type de relations à l'œuvre au sein de la sphère familiale. C'est au sein de cette communauté de référence que se conjuguent sentiment d'appartenance et altérité. Cette communauté de vie et ses institutions forment, en milieu urbain, ce que M. Agier [1999] appelle la «ville familière». En effet, ces lieux proches des nouvelles citadines permettent leur identification car il s'agit d'«espaces de chevauchement presque parfait entre un cadre physique et un sentiment d'appartenance à une collectivité aussi minime soit-elle» [Agier, 1999 : 33]. L'association, ses institutions et ses membres peuvent alors être envisagés comme le premier espace de socialisation de ces femmes déplacées en milieu urbain. Des liens de quasi-parenté entre les femmes viennent compenser les déficits de parenté réelle résultant des ruptures et fragmentations familiales.

Aussi peut-on également assimiler ce collectif à une « communauté émotionnelle ».

« Ici quand on arrive et qu'on est déprimée, les autres nous remontent le moral, nous apportent le soutien dont on a vraiment besoin et pour ça, je leur suis très reconnaissante, parce que quand on arrive ici c'est vraiment dur! Et Teresita... je ne sais pas mais cette femme pour moi, c'est ma seconde mère. Elle me conseillait, me disait "je sais par quoi vous êtes passée parce que moi aussi je l'ai vécu, je sais que c'est dur mais il faut aller de l'avant!" Et elle me remontait le moral. C'est pour ça que moi aussi, par l'association, je veux aider les autres, parce que je l'ai vécu et je sais à quel point c'est dur! Et quand une personne vous apporte ce soutien, on se sent comme protégée, on ne se sent plus seule, on retrouve une certaine joie de vivre. C'est pour ça que comme Teresa m'a aidée, moi aussi je veux aider les autres [...] J'aime tellement cette femme. C'est pour ça que je veux toujours rester près d'elle, que ma maison soit tout près, tout près d'elle! » (*Marisol, 30 ans, mariée, ancienne bénéficiaire*)<sup>30</sup>.

« Elles m'ont apporté beaucoup de soutien et c'est ma maison! Enfin, ça a été ma première maison quand je suis arrivée à Bogotá et ça le sera toujours! Moi, j'ai toujours aidé Doña Teresa dans les réunions, partout, parce que quand elle me voyait pleurer, elle me remontait le moral! C'est elle qui remonte le moral à tout le monde ici! (*Marta, 33 ans, séparée, ancienne bénéficiaire, ex-vice présidente*)<sup>31</sup>.

Une difficulté en sociologie est de traiter des émotions comme matériau d'enquête. Il est en effet assez délicat de

30. Marisol, en quittant le foyer, a loué la maison située face aux locaux de l'association. Extrait d'un entretien réalisé le 15 avril 2009, à son domicile.

31. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

définir les sentiments des individus d'un point de vue théorique. Nous envisagerons donc les sentiments des femmes, leurs émotions comme possédant un caractère social. C'est à partir de ce type de discours que nous pouvons interpréter l'univers de sens dans lequel se déroulent leurs interactions. Le déplacement forcé a provoqué pour nombre d'entre elles la perte de repères tant géographiques que sociaux. Au déracinement s'associe la fragmentation familiale et la rupture de l'ensemble des liens sociaux. Lorsqu'elles arrivent en ville, les femmes sont des individus anonymes, arrachées à leur communauté sociale d'origine. C'est ainsi qu'il faut comprendre les témoignages précédents. Pour les nouvelles arrivantes, le foyer d'accueil et la communauté de femmes se substituent à l'espace domestique et incarnent cette « nouvelle famille symbolique » dont fait état M. Agier [1999]. Le leader est associé dans le discours des femmes à une « seconde mère ». Les femmes parlent d'elle en usant d'adjectifs dénotant un profond sentiment d'amour. Ce qui souligne bien le statut que ce leader occupe au sein de l'association aux yeux des membres et des nouvelles arrivantes. Des liens émotionnels forts se tissent entre ces femmes. Ce transfert est à interpréter à partir de la souffrance sociale dans laquelle elles ont été plongées par l'épreuve du déplacement forcé. Le foyer et le microquartier auquel il appartient s'apparentent progressivement à des « lieux anthropologiques » [Augé, 1992]. Il s'agit, en effet, d'« espaces de relations, de mémoire, d'identification relativement stabilisées » [Agier, 1999 : 53]. Comme le souligne Marta : « C'est ma maison ! Enfin, ça a été ma première maison quand je suis arrivée à Bogotá et ça le sera toujours ». Face à cet espace ville inconnu et excluant et au dénuement découlant de l'épreuve du déplacement, le collectif se présente comme un espace identitaire. Son environnement géographique proche, ses institutions et ses membres deviennent pour la femme déplacée les nouveaux repères de la ville familière, les « supports » émotionnels de sa reconstruction. C'est de ce point de vue que la psycho-

logie sociale envisage le groupe. « Ce qui permet la création et la permanence des liens dans un groupe n'est autre que l'amour » [Freud, 1981]. Selon E. Enriquez [1983], « il ne peut y avoir de groupe sans père (hostile ou aimant), de groupe sans obligation de paiement infini de la dette du droit à l'existence et du droit au sens ». Ce sont les sentiments qui lient les individus entre eux car « un travail même communautaire ne suffit pas pour créer un groupe et le faire durer. S'il n'existe pas sous une forme ou une autre un lien libidinal entre un individu, son supérieur et ses pairs, il ne peut y avoir de groupe, celui-ci se dissoudrait de lui-même. Sans lien, les organisations ne peuvent que perdre leur force et disparaître ou subsister dans un état bureaucratique, incapables d'agir car sans vitalité » [Bernoux, 1985 : 175]. Dans le cas du collectif *Yo Mujer*, c'est bien à partir de ce lien que se mettent en place les rapports d'échange et de réciprocité, comme le mettent en évidence le témoignage précédent de Marisol et le récit suivant de Yeni Paola.

« Moi je me sens vraiment soutenue, les femmes cherchent vraiment à nous intégrer quand on arrive. C'est pour ça que j'ai très envie de les aider. Parce qu'il y a d'autres femmes qui arrivent et qui ont besoin d'aide comme on m'a aidée, qu'on leur explique, les oriente. Je ne sais pas comment expliquer ça, mais je me sens bien quand je vais là-bas. » (*Yeni Paula, 26 ans, mariée, ancienne bénéficiaire*)<sup>32</sup>.

La réciprocité naît au sein de cette association de l'identification aux autres, du « sens des autres » [Augé, 1994]. Se sentir reconnaissant c'est s'identifier à l'autre dans la mesure où une expérience est partagée par les individus, laquelle permet de créer du sens [Dubet, 1994 : 92]. Le fait d'être passé par les mêmes expériences biographiques renforce le partage entre les femmes du collectif et crée de l'auto-compréhension, de l'identification

32. Extrait d'un entretien réalisé le 22 avril 2009, à son domicile.

aux autres. En effet, « l'identité est pour l'individu à la source du sens et de l'expérience » [Castells, 1999 : 16].

« On vit toutes ça, cette même situation. C'est pour ça qu'on se sent accompagnées ici, soutenues. S'il y a à manger, on partage, si on nous offre des vêtements aussi, on partage tout ici, c'est pour ça qu'on ne se sent pas seules [...]. » (*Mercedes, 44 ans, séparée, engagée volontaire*)<sup>33</sup>.

« Quand on fait les assemblées, comme on se connaît, on discute avec les autres femmes, on se raconte nos expériences, comment on a été déplacées, comment on vivait avant, ce qu'on avait et on s'identifie à ce que les autres racontent [...] On sent qu'on fait partie de l'association et que l'association fait partie de nous. » (*Ana Silvia, 43 ans, mariée, noyau fondateur*)<sup>34</sup>

« Parce que nous aussi on est passées par là, parce qu'on l'a vécu, on partage beaucoup dans cette association, avec Doña Teresa et les autres femmes, on s'identifie à elles [...] Quelqu'un commence à raconter une histoire et je m'identifie à elle dès qu'elle commence à parler parce que je l'ai vécu! Et comme je m'identifie, alors moi aussi je leur raconte quelque chose que j'ai vécu. Je l'écoute et je me sens comme si c'était moi qui parlais, comme si j'étais cette personne parce que j'ai souffert comme elle! » (*Yeni Paula, 26 ans, mariée, ancienne bénéficiaire*)<sup>35</sup>.

De l'identification aux autres découle un sentiment d'appartenance à une communauté. Comme le fait ressortir Ana Silvia « on sent qu'on fait partie de l'association et que l'association fait partie de nous ». Les autres femmes permettent à l'individu

33. Extrait d'un entretien réalisé le 16 avril 2009, à son domicile.

34. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

35. Extrait d'un entretien réalisé le 22 avril 2009, à son domicile.

de devenir sujet, porteur de sens et d'expérience. L'association articule dans ce sens les deux types de lien social définis par M. Weber [1971], la communalisation et la sociation. La « communalisation » désigne des relations sociales fondées sur le sentiment subjectif (traditionnel ou émotionnel) d'appartenir à une même collectivité. La « sociation » caractérise les relations sociales fondées sur le compromis ou la coordination d'intérêts motivés rationnellement, la survie matérielle et la réinstallation en ville des femmes et de leurs familles. C'est à partir de ce processus d'identification à l'autre que s'opère la mise en sens et, de ce fait, la mise en récit de l'expérience vécue. En effet, « le passé n'a de sens que s'il est traduit en "champ d'expérience" » [De Singly, 2003 : 31].

130

### **Du discours collectif à la mise en récit individuelle**

Les ateliers et les mobilisations sont des espaces propices à la formation d'un discours collectif à partir duquel les femmes identifient et s'approprient une nouvelle réalité sociale.

#### **Les ateliers : la mise en mots**

Les ateliers, auxquels les femmes assistent, abordent des thématiques diverses leur permettant de prendre de la distance et d'adopter un regard critique face à leur expérience de vie.

« On nous explique nos droits, ce qu'il y a de nouveau pour les déplacés. On nous parle aussi des droits de la femme. Par exemple, moi je ne savais pas que les insultes c'était de la maltraitance verbale. On a beaucoup appris sur les droits de la femme ! » (*Doris, 35 ans, mariée, ancienne bénéficiaire*)<sup>36</sup>.

« Moi je dis que l'avantage c'est d'apprendre pour pouvoir se défendre. Maintenant on sait où aller demander de l'aide,

---

36. Extrait d'un entretien réalisé le 08 avril 2009, dans sa boutique.

on apprend à s'exprimer et à dire les choses, à se défendre. Maintenant on connaît nos droits et on ose les réclamer. Ce n'est pas comme aller mendier pour qu'on nous offre quelque chose mais c'est demander ce qui nous est dû! [...] Moi avant je ne savais rien de tout ça! C'est sûrement pour ça que j'ai tellement appris. Je me dis "Mon Dieu, je ne suis plus la même qu'avant!" Avant je ne sortais pas, je ne parlais à personne. Et maintenant je sors, je rencontre des gens, j'écoute ce qu'on m'explique, je discute! Avant jamais! Jamais on ne m'avait expliqué ces choses-là [...] par exemple j'ai appris que les femmes pouvaient choisir combien d'enfants elles voulaient... on nous explique beaucoup de choses là-bas.» (*Yeni Paula, 26 ans, mariée, ancienne bénéficiaire*)<sup>37</sup>.

131

Comme le soulignent les deux témoignages précédents, de nouvelles connaissances sont transmises au sein des ateliers. Les femmes prennent conscience des droits qui leur sont conférés à la suite du déplacement forcé. Comme l'évoque Yeni Paola « ce n'est pas comme aller mendier pour qu'on nous offre quelque chose mais c'est demander ce qui nous est dû! ». Elles redéfinissent par là leur perception de l'épreuve du déplacement et de leur statut de déplacé. Au-delà des informations sur les droits des déplacés, les thématiques de violence domestique, de sexualité et de procréation sont communément traitées au cours de ces réunions. Ces problématiques étant très peu abordées dans les villages d'origine, ces espaces favorisent la réflexion individuelle et la révision des représentations et modes de fonctionnement. Les ateliers sont également perçus par les femmes comme un espace de sociabilité et de partage au sein duquel elles se sentent reconnues, en confiance et partagent leurs expériences individuelles. « L'homme est lié aux autres et à la société non seule-

37. Extrait d'un entretien réalisé le 22 avril 2009, à son domicile.

ment pour assurer sa protection face aux aléas de la vie, mais aussi pour satisfaire son besoin vital de reconnaissance, source de son identité et de son besoin en tant qu'homme.» [Paugam, 2007 : 950].

«C'était super, on passait de bons moments là-bas, on arrivait et "tiens, voilà Paola, voilà Sandra, voilà Anita" et c'est là-bas que j'ai commencé à voir à quel point j'avais changé ici! J'adorais partager avec mes amies de là-bas, on faisait des activités super, j'aimais trop y aller [...]. Rencontrer des gens, écouter les histoires des autres, partager nos problèmes [...]. Alors c'est pour ça que je dis que je me suis vraiment sentie soutenue ici et écoutée. Avec la psychologue, on est en confiance pour parler de ce qu'on sent, de ce qu'on pense, de ce qu'on veut exprimer, avec elle on est en confiance, elle nous dit "parlez, soyez tranquille." » (*Yeni Paula, 26 ans, mariée, ancienne bénéficiaire*)<sup>38</sup>.

Le récit de Yeni Paola met clairement en évidence l'importance de la reconnaissance de l'individu par le groupe. Le partage d'expériences et de ressentis permet aux femmes d'instaurer un climat de confiance. Rappelons que l'épreuve du déplacement forcé et la guerre « sale » à l'œuvre dans les campagnes ont généré un sentiment de méfiance généralisée. Le groupe se présente comme un miroir pour l'individu comme le souligne Yeni Paola « c'est là-bas que j'ai commencé à voir à quel point j'avais changé ici ». Dans son témoignage précédent, elle nous faisait part des changements dans son quotidien et nous confiait alors « je ne suis plus la même qu'avant! ». On comprend donc comment s'opère ce processus de redéfinition identitaire en accord avec l'image véhiculée par les autres. En effet, comme J.-P. Sartre [1943] le soulignait, « nous ne sommes nous qu'aux yeux des autres et c'est à partir du regard des autres que nous nous assumons comme

38. Extrait d'un entretien réalisé le 22 avril 2009, à son domicile.

nous-mêmes». Dans ce sens, la reconnaissance est associée à l'estime sociale [Fraser, 2005 ; Honneth, 2000] se justifiant à la fois en termes de réalisation personnelle et de justice. Les ateliers favorisent ainsi le passage d'une identité négative – sentiment d'impuissance, de mal-être, de représentation négative de soi et de ses activités, le « nous » les déplacés – à une identité positive, « le sentiment d'avoir une qualité, de pouvoir influencer sur les êtres, les choses, de maîtriser l'environnement et une représentation de soi favorable en rapport aux autres » [Malewska, 2002 : 125]. Il nous semble intéressant de présenter quelques travaux réalisés par les femmes dans le cadre des ateliers de soutien psychologique. Les montages et collages suivants illustrent le discours véhiculé au sein de l'association.

133



« Association Yo Mujer. Les sourires, les accolades, les caresses, le travail, l'amour sont un mur de protection. Nous, le peuple colombien, soyons les briques de ce mur qui, non seulement fait front devant le déplacement, mais qui peut également rompre le fléau de l'indifférence. » (Photos des membres de l'association et de leur famille).

Ce poster et la déclaration qui l'accompagne sont chargés d'une signification forte. En effet, les photos disposées à l'intérieur de la carte de la Colombie représentent l'ensemble des familles reçues et des femmes volontaires. Un sentiment de solidarité en ressort, renforcé par la phrase accompagnant ce collage qui évoque « l'amour, les caresses, les accolades » et

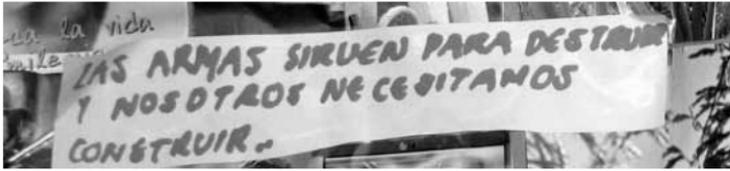
appelle à l'unisson contre « le fléau de l'indifférence ». Le travail communautaire et la solidarité viennent ici s'opposer à la rupture de lien social faisant suite au déplacement forcé et à « l'indifférence » des populations citadines non concernées ou encore des entités gouvernementales. La représentation par ce montage d'une Colombie unie et solidaire entre en contradiction avec la situation de guerre et l'éclatement régional caractérisant le pays. L'utilisation des couleurs du drapeau peut être entendue comme l'appropriation d'une citoyenneté par les femmes déplacées se reconnaissant par là membres d'une nation, d'une « communauté inventée » [Anderson, 2002]. Cette idée se retrouve dans la déclaration qui accompagne le collage « Nous, le peuple colombien, soyons les briques de ce mur ». Par cette affiche, les femmes de l'association appellent l'ensemble des citoyens colombiens à s'unir contre la situation de violence sociopolitique qui fragmente le pays. Les documents suivants s'inscrivent dans le même type de discours. Les femmes mettent en image et en récit l'épreuve du déplacement forcé, par les montages photos et les phrases qui les accompagnent.

134



« Notre bonheur,  
c'était notre campagne...  
Avant, on était heureuse  
parce qu'on avait tout...  
Quand j'étais à la campagne,  
j'étais la femme la plus heureuse... »

« Je me sens triste  
parce que j'ai tout perdu...  
La population déplacée n'a pas  
les moyens de s'en sortir.  
J'ai peur à cause de ce qui se passe  
et de la guerre... »



« Les armes servent à détruire et nous, on a besoin de construire... »



« Nous avons le droit à la libre expression, personne ne peut nous faire taire. »

« Nous devons sensibiliser notre pays autour de la problématique du déplacement... »



« Notre peuple a les yeux bandés, il ne veut pas voir la réalité. »

« Le gouvernement montre et fait voir ce qui lui convient en disant que tout va bien alors que c'est le contraire parce que chaque jour arrivent 50 familles déplacées. »

L'intérêt de ce corpus documentaire réalisé par les femmes dans le cadre des ateliers tient à la conjugaison de deux types de discours. Dans un premier temps, les femmes évoquent la nostalgie de la vie à la campagne et les pertes subies au cours du déplacement, « le bonheur » perdu, la peur et l'absence de recours des populations déplacées. C'est donc une image de victimes en deuil qui ressort des premiers documents. Les collages suivants viennent contrebalancer cette image de victime dans le sens où les femmes dénoncent la guerre et la violence et se présentent comme actrices de la reconstruction et de la sensibilisation du peuple colombien à la thématique du déplacement forcé. Elles dénoncent le discours gouvernemental qui rend invisible la problématique du déplacement forcé et appelle la population colombienne à ouvrir les yeux sur la situation. Les photos choisies, extraites de revues, sont fortement symboliques. L'exemple des deux femmes, l'une en train de s'exprimer et l'autre ayant son index devant la bouche, accompagnées de la phrase « nous avons le droit à la libre expression, personne ne peut nous faire taire » est plutôt éloigné de la représentation de ces femmes en victimes endeuillées sortant à nouveau des montages précédents. On note, de plus, que cette idée est illustrée par la photo de deux femmes qui réclament le droit à la libre expression. La « conscience de genre » est donc ici mise en parallèle avec l'idée de citoyenneté. Mettons en perspective le premier montage présenté où les femmes sont nostalgiques, déclarent qu'elles étaient plus heureuses à la campagne, soulignent leur statut de mère à travers les photos d'enfants avec cet autre collage où elles affirment qu'elles ont droit à la libre expression et se posent donc comme sujets de droits et citoyennes à part entière. Elles évoquent la nécessité d'informer le peuple colombien sur le déplacement forcé et intériorisent donc la portée nationale de ce phénomène. On s'aperçoit alors que les ateliers de soutien psychologique sont autant des espaces d'accompagnement au deuil que des lieux de circulation de discours politiques à travers

lesquelles les femmes apprennent à exprimer leurs demandes. Les ateliers transmettent donc aux femmes un bagage juridique et psychologique leur permettant d'analyser rétrospectivement leur expérience de vie en milieu rural et l'épreuve du déplacement qui les a menées vers la ville. Si l'on envisage ces espaces du point de vue de Paolo Freire [1979, 1988], on peut alors parler « d'espaces de conscientisation ». Les ateliers et les activités mises en place au sein du collectif prennent une connotation politique dans le sens où des sujets d'ordre domestique, voire intime, transcendent la sphère privée pour devenir des problématiques de discussions publiques. Le discours véhiculé au sein de l'association *Yo Mujer* s'inscrit ainsi dans la lignée de la *Théorie de la Libération* de P. Freire fondée sur le principe qu'il est « nécessaire de faire de cette conscientisation le premier objectif de toute éducation : avant tout provoquer une attitude critique, de réflexion, qui engage l'action » [1979 : 40].

« On parle avec les femmes, on cherche vraiment à comprendre leurs problèmes. On parle beaucoup avec elles, on les conscientise... C'est comme ça qu'elles se motivent le plus, qu'elles se sentent plus fortes. » (*Teresa, 56 ans, présidente de l'association*)<sup>39</sup>.

« Ça m'a permis de réagir, de me défaire de l'oppression à laquelle j'étais soumise. En plus j'ai appris à jouer et à partager des choses que je n'avais jamais faites enfant. Les ateliers, ça nous permet de réfléchir, de penser différemment, d'être autonome, de prendre ses propres décisions. » (*Mercedes, 44 ans, séparée, engagée volontaire*)<sup>40</sup>.

« C'est très important qu'elles apprennent à participer, à prendre la situation en main, qu'elles acquièrent un "pouvoir

39. Extrait d'un entretien réalisé le 23 avril 2009 dans un café du centre-ville de Bogotá.

40. Extrait d'un entretien réalisé le 16 avril 2009, à son domicile.

d'agir"<sup>41</sup>. Parce que, parfois, on voit qu'elles n'osent pas ou que ça ne les intéresse pas. Alors c'est ce dont on parle le plus, d'acquérir ce "pouvoir d'agir", de participer ici et là, qu'il faut être attentives à ce qui se passe. [...]

MGA: Où est-ce que vous avez appris ce terme?

Lequel? "pouvoir d'agir"? On travaille ça à la *Casa de la Mujer* quand on parle d'équité de la femme, parce que là-bas, on travaille beaucoup les thèmes de violence intrafamiliale, de "pouvoir d'agir", d'auto-estime, on travaille beaucoup là-dessus » (*Teresa, 56 ans, présidente de l'association*)<sup>42</sup>.

138

Les ateliers de la *Casa de la Mujer*, par les formations juridiques et psychologiques proposées, suivent en effet cette logique de conscientisation-réflexion-action [Freire, 1979, 1988]. Les femmes s'approprient, par ce biais, un langage spécifique, parlant d'*empoderamiento*<sup>43</sup>, « de pouvoir d'agir » [Cosio, Rozée, 1999], de libération de « l'oppression ». Le concept d'*empoderamiento* ou *empowerment* est entendu comme un « processus de transformation par lequel l'individu acquiert pouvoir et contrôle pour prendre ses propres décisions et atteindre ses objectifs propres » [San Pedro, 2006 : 2] grâce à sa participation au sein d'organisations et d'activités communautaires [Zimmerman, 2000 : 47]. Appliqué au contexte du féminisme, ce concept répond au désir de contribuer à ce que les transformations des relations de pouvoir, au sens large, entre hommes et femmes s'accompagnent de transformations dans le langage reflétant de nouvelles constructions et imaginaires sociaux. C'est dans ce sens qu'il

41. Traduit de l'espagnol « *Que aprendan a empoderarse de la situación* ».

42. *Ibid.*

43. Ce concept apparaît dans le *Oxford English Dictionary* dès la seconde moitié du xvii<sup>e</sup> siècle et n'est traduit en espagnol qu'à partir des années 1980. Il sera reconnu par le *Diccionario María Moliner* en 1986 et devient problématique d'intérêt public international à partir de la Conférence du Caire en 1994.

faut comprendre l'action du collectif *Yo Mujer* et de son réseau d'alliés politiques. Cherchant *a priori* à pallier les situations d'urgence faisant suite au déplacement forcé des femmes d'origine rurale et de leurs familles, l'association – son leader et son réseau – véhicule un discours politique à connotation féministe, allant au-delà de la survie matérielle quotidienne des individus. Ce collectif s'inscrit, par là, à la frontière entre un « mouvement des femmes » [Alvarez, 1990] et un « mouvement féministe » [Ferrée et Mueller, 2004]. Les « mouvements de femmes » sont « un ensemble de mouvements composés majoritairement, mais pas nécessairement exclusivement, de femmes, qui formulent des revendications vis-à-vis des systèmes culturels et politiques sur la base des rôles de genre historiquement attribués aux femmes » [Alvarez, 1990 : 23]. Il s'agit de « groupes organisés de femmes qui se sont unies pour générer un changement ou résister à une situation perçue comme injuste, indigne ou immorale » [Tóvar, 2001 : 349] mais ne cherchant pas nécessairement à renverser les systèmes de genre à l'œuvre et la division sexuée du travail. Les buts poursuivis par ces collectifs peuvent être variés et s'inscrivent fréquemment dans le prolongement des expériences des femmes dans la sphère privée [Bereni *et al.*, 2008 : 164 ; Tóvar, 2001 : 356]. C'est le cas, par exemple, de nombreux mouvements de femmes des quartiers populaires en Amérique latine. Les membres de l'association *Yo Mujer* répondent ainsi à cette dynamique, œuvrant collectivement pour faire face à la précarité des conditions de vie, leur statut de « mères » étant le moteur de la lutte pour la survie quotidienne. Les « mouvements féministes » sont, par opposition, des collectifs qui placent le féminisme au centre de leur agenda militant [Bereni *et al.*, 2008 : 165]. « Le féminisme désigne une perspective politique reposant sur la conviction que les femmes subissent une injustice spécifique et systématique en tant que femmes, et qu'il est possible et nécessaire de redresser cette injustice par des luttes individuelles ou collectives » [Bereni *et al.*, 2008 : 11]. Les auteurs préfèrent

souvent parler de «féminismes au pluriel» [Gubin *et al.*, 2004] dans la mesure où cette tendance s'exprime de façon diverse selon les origines géographiques, culturelles ou socioéconomiques des militantes.

### **Manifestations et mise en scène symbolique**

Alors qu'en milieu rural les femmes évoluent principalement au sein de la sphère privée, dès leur rencontre avec l'association, elles sont conviées et participent à diverses mobilisations collectives au cours desquelles elles investissent l'espace public.

«[...] J'ai toujours admiré ces femmes que je voyais à la télévision qui allaient pleurer là-bas, qui s'en allaient faire la révolution Place Bolívar mais je ne me serais jamais imaginée qu'un jour j'y serais moi aussi!» (*Marta, 33 ans, séparée, ancienne bénéficiaire, ex-vice-présidente*)<sup>44</sup>.

Tous les derniers mardis du mois, un rassemblement figé et silencieux est organisé Place Bolívar par la *Ruta Pacífica de Mujeres de Bogotá*, collectif membre de la corporation *Casa de la Mujer*, regroupant diverses associations de femmes dont *Yo Mujer*. La place Bolívar est la plus connue de la ville regroupant églises, palais du gouvernement et la Cour Constitutionnelle. Elle est le cœur de l'histoire politique, religieuse et architecturale de la ville. Investir ce lieu a donc une portée significative pour les femmes et l'ensemble des individus qui veulent manifester leurs revendications au gouvernement colombien et rendre publiquement visible une situation jugée injuste ou immorale.

«On reste debout pendant une heure avec des pancartes sur lesquelles sont dessinés des armes, des pistolets. C'est comme des panneaux de circulation. Tous ces symboles, comme la poupée Valentine vêtue de noir avec les couleurs de la Colombie dans les cheveux. [...] On encerle la

44. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

Cour Constitutionnelle et on la prend dans nos bras. On a le drapeau de la Colombie dans les cheveux.» (*Mercedes, 44 ans, séparée, engagée volontaire*)<sup>45</sup>.

Mercedes décrit par son témoignage l'ensemble des symboles utilisés lors de ces manifestations qui permettent aux individus de mettre en scène les expériences de vie traversées. Les mobilisations publiques comportent plusieurs significations. Elles permettent de prolonger les activités réalisées au sein des ateliers et de mettre en pratique les savoirs acquis. «Moi je dis aux femmes que l'organisation dispose d'espaces très importants, qu'il ne faut pas fermer les yeux, parce que c'est en leur sein qu'on apprend à vivre avec ça et qu'on apprend à comprendre ce qu'il se passe. Par exemple, pour les manifestations, quand on se rassemble silencieusement, moi je leur dis, si vous êtes d'accord avec la guerre, n'y allez pas! Si vous n'êtes pas d'accord, alors allez-y parce que c'est une façon de résister à la violence, de dénoncer les morts, et pourquoi en noir? Parce qu'on porte le deuil! Il y a trop de morts! Alors elles y vont. J'ai emmené jusqu'à 25 femmes à ces rassemblements figés. [...] Des fois, on emmène Valentine, c'est une poupée de chiffon. Valentine, elle a une signification importante pour nous, c'est une femme courageuse, une femme qui résiste, une femme qui va où elle veut! Alors Valentine, on l'emmené avec nous lors des rassemblements, des mobilisations.» (*Teresa, 56 ans, présidente de l'association Yo Mujer*)<sup>46</sup>.

C'est aussi un moyen pour l'association et ses membres de rendre visible et de mettre en récit collectivement l'épreuve vécue de façon individuelle. C'est par le biais de ces espaces que

45. Extrait d'un entretien réalisé le 16 avril 2009, à son domicile.

46. Extrait d'un entretien réalisé le 23 avril 2009 dans un café du centre-ville de Bogotá.

se matérialise une mémoire collective articulant les souvenirs individuels.

« On nous donnait un tee-shirt et on allait pleurer nos morts Place Bolívar! On allait là-bas et on emportait des grands sacs plastiques, et on faisait comme quand ils nous remettent les corps de nos morts dans des sacs. Et on allumait des bougies et on mettait des fleurs tout autour d'eux. Pour montrer toutes les vérités au Président! [...] Moi ça m'est arrivé, l'Armée a tué mon frère il y a six mois, ils ont dit que c'était un guérillero, ils me l'ont remis comme guérillero, j'ai dû aller le chercher à Florencia, Cáqueta. Ils l'avaient mis dans une fosse avec trois autres guérilleros. Ils m'ont remis son corps pourri, en décomposition. Ça, je l'ai vécu... Alors on portait ces t-shirts noirs, on s'habillait en noir et on allait pleurer nos morts » (*Marta, 33 ans, séparée, ancienne bénéficiaire, ex-vice présidente*)<sup>47</sup>.

C'est également un espace de soutien solidaire aux victimes des guerres et de dénonciation politique des différentes expressions de la violence au niveau mondial.

« Par exemple quand il y a eu l'attentat, quand ils ont fait sauter le métro en Espagne et bien nous, on a fait un train, on l'a fait en carton quand ils l'ont fait sauter, en réaction à la violence, en réaction à la guerre! C'est notre position, à nous les femmes! » (*Teresa, 56 ans, présidente de l'association Yo Mujer*)<sup>48</sup>.

« Les femmes, on ne met pas au monde des fils et des filles pour faire la guerre! » J'aime bien dire ça, aller là-bas, marcher et répéter des slogans de paix! Il y en a un autre aussi: « Ni une guerre qui nous tue, ni une paix qui nous

47. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

48. *Ibid.*

opprime.” Tout ça oui! C’est important! Et moi je suis ridicule mais j’aime bien garder les papiers qu’ils nous donnent avec ces phrases, en souvenir. [...]» (*Norita, 56 ans, séparée, noyau fondateur*)<sup>49</sup>.

On réalise, à travers ces témoignages, comment les femmes, lors des mobilisations, s’approprient un discours global – pour les droits de la femme ou pour la paix dans le monde – tout en l’adaptant à leur propre situation. La portée politique de ces événements semble donc inscrire ces femmes dans une logique tout autant globale que locale, contrebalançant ainsi les réflexions de M. Agier [200] autour du statut « local » des déplacés. L’anthropologue avançait en effet qu’« avant le déplacement, les populations sont plus des “locaux” que des “globaux” [...] », que les déplacés en ville « n’ont pas de compétences et ne peuvent être que spectateurs et dominés [économiquement ou culturellement] des globaux » [Agier, 2000]. Les femmes du collectif *Yò Mujer* investissent les espaces publics, défendant des problématiques mondiales, soutenant symboliquement les victimes des attentats des divers pays du monde ou dénonçant les assassinats de femmes leaders associatives et la violence générique. Ces espaces permettent une participation et un investissement personnel des femmes dans la vie publique, au-delà de la survie quotidienne. Elles composent, avec ce discours global et leurs expériences personnelles, la mélodie d’une nouvelle réalité sociale et donnent ainsi une signification aux divers éléments de leur trajectoire de vie. Les manifestations remettent alors également en cause la dichotomie de genre traditionnelle qui assigne la femme à l’espace privé et contribue à la redéfinition d’imaginaires sociaux de genre. L’ensemble des symboles utilisés lors de ces mobilisations permet aux femmes de garder en mémoire

49. Extrait d’un entretien réalisé le 14 avril 2009 à son domicile.

et d'illustrer les savoirs théoriques et les réflexions proposées au cours des ateliers.

«On avait des pancartes qui disaient “femme libre, état laïque, mon corps m'appartient et je décide!” On était là-bas place Bolívar! Et on nous donnait une feuille avec un texte à lire.» (*Yeni Paula, 26 ans, mariée, ancienne bénéficiaire*)<sup>50</sup>.

Les photos ci-dessous nous permettent de nous représenter en image ces mobilisations. On s'aperçoit de la façon dont les femmes de l'association investissent l'espace public, les trottoirs et les places du centre-ville. Elles utilisent divers outils symboliques comme le bandeau aux couleurs de la Colombie réaffirmant ainsi leur statut de citoyennes, le port de vêtements noirs symbolisant le deuil ou encore les signaux contenant des armes barrées en opposition aux guerres et à la violence. Cette incursion collective dans le centre de la capitale est un moyen de rendre visible la réalité nationale et mondiale, de créer de la communication et des interactions avec les citoyens de la ville générique.

144



---

50. Extrait d'un entretien réalisé le 22 avril 2009, à son domicile.



Ces photos illustrent la prise symbolique de la Cour Constitutionnelle du mardi 28 octobre 2008. En effet, depuis la réforme constitutionnelle de 1991, cette institution assure la mise en œuvre effective des droits des citoyens en Colombie. Les populations déplacées en bénéficient particulièrement dans le sens où c'est par cette institution que sont acheminées les « actions de tutelle »<sup>51</sup>. Cet événement a eu lieu à la suite de l'annonce gouvernementale de la restructuration des membres de la Cour Constitutionnelle. À cette occasion, les femmes ont rendu hommage au leader de la *Ruta Pacífica* du département d'Antioquia, torturé et assassiné par un groupe paramilitaire la semaine précédente. Cette manifestation était donc doublement symbolique dans la mesure où les femmes y défendaient à la fois leur place au sein de l'espace public, leur droit à l'engagement politique et associatif ainsi que le respect de leur citoyenneté à la suite du déplacement forcé. La photo ci-dessous illustre le

51. Ce mécanisme de démocratie directe mis en œuvre dans le cadre de la nouvelle Constitution de 1991 sera traité au cours du troisième chapitre de ce travail.

rassemblement figé et silencieux du mardi 25 novembre 2008. On aperçoit clairement les pancartes représentant des armes barrées d'un trait rouge, suivant l'exemple des panneaux de signalisation du code de la route. Ces pancartes symbolisent le rejet de la guerre et de la violence. Cette position est renforcée par la phrase inscrite sur la banderole «les femmes nous ne mettons pas au monde des fils et des filles pour faire la guerre!».



146

Les slogans, les objets utilisés et la mise en scène corporelle ainsi que les discussions collectives qui ont lieu après ces événements permettent aux femmes de développer une vision critique des expériences vécues. C'est l'ensemble de ce processus qui favorise la définition d'une mémoire collective dans le cadre de laquelle les femmes développent leur propre subjectivité, donnent un sens à leurs expériences de vie et mettent en récit le passé.

### **Du discours au récit : la reconstitution des souvenirs**

« Il faudrait que la femme dise d'abord,  
Qu'elle commence à dire,  
Et qu'elle ne se laisse pas dire,  
Qu'elle n'a rien à dire. »  
[Cixous, 1999]

Puisant dans le discours collectif une signification à leurs expériences personnelles, les femmes apprennent progressivement à l'exprimer. De par leur socialisation primaire et les épreuves traversées, prendre la parole se révèle être une difficulté supplémentaire.

« C'était vraiment difficile parce que [*rires*] si on me posait une question, je devenais rouge comme une tomate parce qu'on ne m'avait pas enseigné à répondre, rien ! Je mourais de honte ! Il me manque encore un peu de confiance mais j'arrive un peu mieux à m'exprimer quand même [...] Et je me suis rendu compte que je peux le faire ! Oui moi aussi je peux ! [...] Moi je n'étais pas capable de dire, de m'exprimer mais maintenant oui ! Maintenant je sais comment me défendre et je suis capable de le dire ! Et ça, ça donne du pouvoir de parler<sup>52</sup>... aller quelque part et parler, dire... c'est quelque chose d'important. » (*Luz Marina, 39 ans, mariée, noyau fondateur*)<sup>53</sup>.

La prise de parole amorce, comme le souligne Luz Marina, un processus de subjectivation [Dubet, 1994] impliquant une certaine réflexivité ou distance à soi et une certaine activité critique face à ses expériences biographiques. Pour Luz Marina, rompre avec la « loi du silence » est un facteur fondamental de

52. *Empodera a uno o sea hablar*, on retrouve une fois de plus l'emploi du terme *empoderar* dans le vocabulaire des femmes.

53. Extrait d'un entretien réalisé à son domicile le 18 avril 2009.

la redéfinition de soi. Comme elle en fait état, «ça donne du pouvoir de parler». Prendre la parole et être écoutées permettent aux femmes de redéfinir leur position dans le monde. En effet, la hiérarchie masculin/féminin en vigueur dans leurs villages d'origine a véhiculé un ensemble de représentations de la femme en lien exclusif avec la maternité et la condition d'épouse, soumise au mandat du chef de famille masculin. Ces dernières ne se pensaient donc pas dans leur individualité, elles ne se percevaient pas comme actrices mais comme agents passifs. L'ensemble des femmes nous communiquent qu'elles n'avaient «aucune estime» d'elles-mêmes. Elles ne se voyaient pas comme des individus ayant une quelconque importance, leurs espaces de décision quotidiens étant extrêmement limités. La nécessité de la survie quotidienne ainsi que le contexte associatif favorisent la redéfinition du rapport à soi pour ces femmes qui deviennent actrices de la reconstruction familiale [Meertens, 1999]. L'appropriation d'un discours collectif engagé renforce le développement de nouvelles représentations de genre et la redéfinition des expériences passées à partir du présent.

«*Mija*, on peut le faire! On peut! On ne peut pas se laisser aveugler! Je ne vais pas vous dire non plus qu'il faille passer par là pour grandir et évoluer ça non! Mais on a des droits qu'on doit faire respecter et des valeurs qui doivent être reconnues. On n'est pas des poupées qui sont seulement là pour attendre... s'occuper d'un homme, être à son service, lui faire à manger, lui laver son linge, faire ce qu'il a envie quand il a décidé! On est maître de soi-même! Depuis son lit, on est maître de soi-même! Mon mari m'a beaucoup violée! Et moi c'est ce que j'ai appris, que j'ai été beaucoup violée sexuellement! Moi, je ne voulais pas et il me forçait, il me frappait même pour que je me laisse faire et après je devais supporter les conséquences d'une grossesse! Je le remercie quand même de n'avoir jamais été vulgaire dans ses mots, mais du reste, dès que ma période se terminait il

ne me lâchait plus. Mais ça, par exemple c'est un droit. On a le droit d'avoir des relations sexuelles quand on le décide! La grossesse aussi c'est quand on le décide! [...] Ce qu'on a appris de mieux dans ces ateliers de la *Casa de la Mujer* c'est le respect de soi, l'estime de soi. On a appris ce mot *se respecter*<sup>54</sup>, *s'estimer* parce qu'avant on n'avait aucune estime de soi. En tant que femme, on ne s'estime pas, c'est-à-dire qu'on ne va pas méditer sur ce qu'on est et sur ce qu'on vaut. Je suis faite de chair et d'os, seulement pour élever des enfants, pour recevoir des coups, être à la maison à attendre que le mari arrive, être à sa disposition quand il veut du sexe, à manger, et c'est tout? [...] C'est pour ça que j'ai tellement appris, maintenant je me sens, comment vous dire... comme une petite colombe qui était prisonnière et à qui on a ouvert la porte. C'est tellement bon! Tellement bon! [...] Moi j'étais vraiment bête, je n'avais aucune estime de moi, je n'osais rien faire ni rien dire parce que je pensais que tout le monde allait rire de moi, je ne disais que ce que lui voulait entendre et je ne prenais aucune décision. Je savais comment je me sentais mais je ne savais pas comment l'exprimer! Ça a été difficile mais j'ai beaucoup appris, beaucoup! Et les autres me disent que j'ai vraiment progressé, que maintenant je parle et je me fais connaître! Mais j'ai dû apprendre et je pense que ça, c'est le côté positif du déplacement! Même si parfois j'ai un peu du mal à parler avec les gens, j'ai été à tant de réunions que j'ai pris la décision de m'exprimer et j'ai senti que les gens avec lesquels j'étais s'intéressaient vraiment à mes problèmes et à mes idées. Le soutien et les encouragements font qu'on exprime ce qu'on ressent et ce qu'on pense. S'exprimer c'est très difficile mais le groupe nous met en confiance et les autres aussi racontent leurs expériences, on s'ouvre toutes et

54. Insistant sur le terme *valorarnos*, se valoriser.

on s'identifie aux autres! Ça m'a vraiment donné des ailes pour pouvoir me défendre!» (*Norita, 56 ans, séparée, noyau fondateur*)<sup>55</sup>.

On voit bien à travers ce témoignage comment Norita donne un sens et met en récit son expérience conjugale à partir de ce discours collectif et des outils cognitifs dont elle dispose à présent. «Avec l'affaiblissement des autres espaces de socialisation et de construction de l'identité, l'organisation serait devenue le lieu où l'individu construit un sens à son action» [Bowles, 1990, cité in Bagla, 2003 : 94]. Selon cette perspective, le collectif devient un espace de «re-socialisation» [Berger et Luckman, 1996] au sein duquel «le passé est réinterprété de façon à se conformer à la réalité présente, avec la tendance à réinjecter dans le passé différents éléments qui étaient subjectivement indisponibles à ce moment-là» [Berger et Luckman, 1996 : 222]. On retrouve cette idée dans le récit de Norita qui utilise un vocabulaire spécifique pour caractériser ses expériences de vie, parlant par exemple de viol conjugal. Dans le premier chapitre de ce travail, nous mettions en évidence la contradiction entre le récit des femmes et la façon dont elles se décrivaient avant le déplacement. Nous comprenons à présent comment s'opère cette mise en récit. L'intégration de cette capacité à exprimer ce qu'elles ont à dire est fondamentale dans leur processus de redéfinition de soi. Le témoignage de cette femme souligne l'impact du discours collectif et les transformations des représentations de soi qu'il implique. G. Simondon [2005] parle dans ce sens du collectif comme condition de signification, naissant de l'interaction des individus entre eux. L'ensemble des membres de l'association représentent pour la femme des «Autres significatifs» auxquels elle s'identifie dans la mesure où sont partagées des expériences de vie communes et une identité objective de genre. L'association,

150

---

55. Extrait d'un entretien réalisé le 14 avril 2009 à son domicile.

en soi, se rapproche d'un « dispositif de médiation » entre l'ancien et le nouveau soi. Il s'agit là d'un « appareil de conversation » permettant la verbalisation, l'élaboration d'un nouveau langage mais surtout la rencontre d'« autres significatifs » capables de valider, de conforter, de reconnaître la nouvelle identité latente qui a pu commencer à se dire et qui devient « resocialisée », c'est-à-dire susceptible d'être reconnue par un autre soi-même. Dans ce sens, le collectif représente une « structure de plausibilité », un « laboratoire de transformation » qui permet de gérer la transition entre anciennes et nouvelles croyances, entre anciens et nouveaux savoirs et les identifications passées et présentes [Berger et Luckman, 1996 : 172-173]. La réalité subjective doit s'établir en relation à une réalité objective socialement définie dans l'interaction de l'individu à autrui. C'est par l'ensemble de ce processus que passent la mise en récit du passé et la révision des souvenirs individuels en accord avec le discours collectivement établi dans le présent [Halbawchs, 1950]. Qu'il s'agisse des relations de genre ou de l'épreuve du déplacement forcé, le groupe – par le discours véhiculé – est le support de la mémoire collective. Les autres constituent les « cadres sociaux de la mémoire » [Halbawchs, 1994] à partir desquels on réfléchit aux événements passés pour donner un sens et reconstituer ses souvenirs. En effet, « la mémoire [socialement établie] ne fait pas revivre le passé mais elle le reconstruit » [Halbawchs, 1994 : 27]. La mémoire de chacun n'est celle d'aucun autre mais cette mémoire individuelle n'en est pas moins une partie et un aspect de la mémoire du groupe. Les femmes repensent les événements passés en les rattachant au système d'idées et d'opinions de leur entourage présent, à savoir les autres femmes du collectif. C'est l'interaction entre les individus qui contribue à la création d'une pensée sociale conditionnant la réapparition de souvenirs individuels [Halbawchs, 1994].

Les femmes déplacées intègrent et s'identifient à un discours collectif qui semble faciliter leur intégration à ce nouveau

contexte de vie au sein duquel l'individu devient sujet tout autant local que global. C'est dans ce discours qu'elles puisent le sens donné à leur trajectoire biographique individuelle. Les divers événements auxquels elles participent favorisent la sortie des membres de l'association, de ses locaux et l'accès à des espaces de la ville générique comme la place Bolívar, dans le centre-ville, ou encore les universités. Lors de ces manifestations, les « non-lieux », comme les rues passantes, sont mis en symbole ce qui permet de rendre visible aux yeux des citadins de la ville générique, « l'existence d'une masse citadine socialement rendue invisible » [Agier, 1999]. Ces lieux et réseaux « forment le terreau où naissent les discours sur la citoyenneté » [Agier, 1999 : 127] des populations déplacées, l'engagement politique des femmes pour la défense de leurs droits et pour la paix dans le monde. Les femmes de l'association *Yo Mujer* mettent ainsi collectivement en œuvre une « forme très urbaine d'engagement autour de demandes élémentaires de citoyenneté »<sup>56</sup> [Agier, 1999 : 127]. Voyons, dans un dernier chapitre, où et comment ces demandes se manifestent dans les pratiques quotidiennes des individus.

152

---

56. L'anthropologue emploie ce concept dans son analyse de l'association carnavalesque Ilê Aiyê de Salvador de Bahia au Brésil.

### Le graffiti, un moyen d'expression sociale

L'ensemble des photos ci-dessous a été pris par mes soins dans le quartier du Tesoro, tant au centre de l'activité commerciale qu'au sein des espaces résidentiels, le 20 avril 2009.

Je ne connais pas avec exactitude les auteurs de ces peintures; cependant la qualité des représentations, la répétition du slogan «Femmes, vivez sans violence» et les numéros de téléphones proposés me laissent croire qu'il s'agit d'une institution spécialiste des thématiques de genre. La ville de Bogotá ayant entrepris depuis plusieurs années une campagne d'égalité des droits pour les femmes pourrait en être à l'origine mais il ne s'agit là que d'une supposition.

Nous avons évoqué précédemment la «culture du silence» [Del Valle, 1990] caractérisant la population féminine. Ces peintures se substituent à la parole des femmes. Les sujets abordés tels que la violence domestique, les rôles et comportements attendus des femmes, les espaces qui leur sont assignés mettent en valeur «cette culture du silence» tant au sein de l'espace domestique, traditionnellement associé au monde féminin, que de l'espace public. «Le lit», «la maison», «l'église» font partie de l'espace de mobilité dit «féminin» à savoir l'espace privé. Néanmoins, «la

rue» ou «la place» évoqués dans ces graffitis appartiennent au monde masculin, au domaine du public, selon la théorie du patriarcat [Delphy, 1998]. La formule «Démocratie au lit, à la maison, sur la place» à une portée symbolique forte dans le sens où la «démocratie» est habituellement un thème public qui est ici associé à l'espace privé, domestique et intime. Les messages véhiculés visent donc à sensibiliser les populations autour de thématiques du quotidien féminin et à dénoncer un système de domination patriarcale au sein duquel la femme n'existe pas en tant qu'individu, «ni princesse, ni esclave, simplement femme», n'est pas maître de son corps «ni de l'État, ni de l'Église, ni d'aucun Homme, ce corps est À MOI!» et n'est pas libre de s'exprimer «Ne te tais pas, Femme, Dénonce la violence». Ces graffitis sont subversifs dans le sens où ils sont apposés au sein de l'espace public, sphère traditionnellement «masculine». L'imposition de thématiques féminines, intimes et tabous, sur des murs de la ville surprend et dérange car ces sujets ne devraient pas s'échapper de l'espace privé. Ils sont, de plus, situés au centre de zones résidentielles ou commerciales d'un quartier d'habitations

populaires et précaires, à la vue de tous. Le choix de ces lieux est donc fondamental dans notre lecture et analyse des messages : des problématiques « intimes » deviennent objets de protestation publique. Cette situation nous rappelle un slogan connu des mouvements féministes, « ce qui est personnel est politique ». Ces graffitis sont un moyen de communication alternatif mais direct [Del Valle, 1990 : 55]. De par leur incursion au sein de l'espace public, personne ne peut les éviter. Hommes, femmes ou enfants, sachant ou non lire, ne peuvent passer dans la rue sans les voir. Certains s'y arrêteront afin d'en saisir le sens, d'autres préféreront ne pas y prêter attention mais personne ne pourra les

ignorer. En effet, le lieu stratégique, les couleurs utilisées, les symboles représentés s'imposent aux yeux de tous, même de ceux qui refusent de les voir. L'aspect principalement visuel de ces graffitis permet aux populations analphabètes d'avoir également accès aux messages transmis. L'ensemble de ces éléments souligne donc la force du graffiti comme moyen d'expression sociale [Del Valle, 1990 : 54]. Ces peintures font partie de l'environnement quotidien des femmes déplacées, réinstallées à Bogotá. Aussi leur présentation nous semble-t-elle pertinente pour comprendre l'ensemble du processus de transformation des imaginaires de genre de ces femmes.



« Ne te tais pas Femme, dénonce la violence ! »



« Ne te tais pas, ni à la maison, ni dans la rue. »



« Ne te tais pas, ni à la maison ni dans la rue. »



« Démocratie au lit, à la maison et sur la place. »



« Plus d'impunité ni de dissimulation de la violence sexuelle. »  
« Les femmes, nous ne sommes pas des jouets que l'on maltraite. »



« Ni de l'État, ni de l'Église, ni d'Aucun Homme, ce corps m'appartient. »



158

« Ni princesse, ni esclave, simplement Femme ! »

## **Démocratie à la maison et sur la place publique : une approche empirique de la reconnaissance**

Le déplacement forcé, le changement de contexte de vie et la rencontre avec le monde associatif propulsent les femmes déplacées dans un nouvel univers de sens au sein duquel elles se constituent comme sujets de droit. La reconstruction de projets de vie en milieu urbain passe pour elles par la reconnaissance juridique et sociale de leur citoyenneté. Nous chercherons donc à comprendre dans ce dernier chapitre comment s'opère ce processus de reconnaissance, au sein de l'environnement familial et de la sphère institutionnelle, environnements propices au développement d'un nouvel imaginaire citoyen.

### **Démocratie à la maison : vers une nouvelle expérience de la famille**

Au sein de la sphère familiale, l'exercice de la citoyenneté se traduit par la mise en pratique de droits élémentaires entre époux et vis-à-vis de ses enfants. L'expression d'opinions, la prise de parole et de décisions sont un moyen pour les femmes de

redéfinir à la fois leur rapport à soi et les systèmes de genre en vigueur lorsque ceux-ci se traduisent par des relations verticales entre les conjoints. L'expérimentation d'un schéma familial inédit leur permet progressivement de se poser et d'être reconues comme sujets de droit au sein de cet environnement.

### ***De la révision des systèmes de genre***

Par le biais de l'association, les femmes déplacées accèdent à de nouveaux espaces et savoirs. Les interactions entre les institutions et les membres du collectif favorisent la circulation de l'information autour des nouvelles mesures ou subventions disponibles pour les populations exilées. Alors que les études effectuées auprès de familles déplacées non organisées soulignaient une plus grande proximité des hommes au monde institutionnel [Meertens, 2000], dans le cadre de l'association *Yo Mujer*, les femmes deviennent les porte-parole de la famille auprès des structures étatiques et ONG diverses.

« Lui, il n'est pas au cœur du déplacement ! C'est moi qui y ai été, moi qui ai postulé pour le logement, moi qui ai déclaré, moi qui ai fait partie de l'association, pas lui ! Alors il me laisse faire et ne me dit pas que je ferais mieux de trouver du travail pour ramener de l'argent à la maison, au lieu de perdre mon temps là-bas, ça non ! Parce qu'il sait très bien par exemple pour la maison que si je ne postule pas, si je ne lutte pas, on n'aurait pas reçu les aides parce qu'il y a des gens qui attendent depuis longtemps et qui n'ont toujours rien reçu ! Par exemple, le rendez-vous pour les yeux, j'ai entendu ça et je lui ai dit allez on y va et là-bas ils nous ont donné des lunettes. Alors il m'a laissée devenir chef de famille ! [...] Il me dit "comme tu ne travailles pas,

---

1. Traduit de l'espagnol : « *Me ha dejado llevar el liderazgo* ».

vas-y, peut-être que tu seras au courant de quelque chose!" »  
 (*Ana Silvia, 43 ans, mariée*)<sup>2</sup>.

Le récit d'Ana Silvia met en évidence la modification des contrats de genre entre les conjoints, sachant que l'ensemble des subventions ainsi que la déclaration du déplacement sont effectuées au nom de l'épouse. Rappelons que, dès leur arrivée à Bogotá, les hommes ne détiennent plus le monopole de pourvoyeur économique exclusif de la famille mais partagent ce statut avec leur épouse<sup>3</sup>. Ces nouveaux rôles ont une incidence particulière dans la gestion économique du foyer. Alors qu'en milieu rural, les femmes avaient peu accès à l'argent, elles deviennent gestionnaires à Bogotá.

« Par exemple, quand il arrive, ce qu'il gagne il me le donne et le lendemain il me demande juste de lui donner pour les transports et je garde le reste, oui Madame! Même si je dépense tout le même jour, il sait que je pense à payer le gaz, l'électricité, tout ça. Parce qu'il a confiance en moi et il ne me demande que de lui donner l'argent des transports. Par exemple, si la facture d'électricité arrive, il sait que je vais la payer parce que c'est moi qui ai l'argent, alors il sait qu'en me l'apportant je verrais bien ce que j'en fais. » (*Ana Silvia, 43 ans, mariée*)<sup>4</sup>.

« Non, non, non! Ce qu'il gagne, il le gère et ce que je gagne, je le gère moi-même! Avant c'était lui qui gérait tout parce qu'avant il était le seul à travailler. Moi je m'achète mes choses mais si mes enfants ont besoin et bien le plus important d'abord! Par exemple, en décembre, je me disais

2. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

3. Parmi les 25 femmes de notre échantillon, 14 sont en couple. Dans trois couples, aucun des deux époux ne travaille. Dans deux cas, les deux époux travaillent. Dans six familles, l'homme seul travaille contre trois familles où la femme seule travaille.

4. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

«il y a une liquidation, je leur achète à eux ou je m'achète à moi?» J'ai dit non! Je m'achète mes chaussures! Et je me suis acheté mes deux paires de chaussures! [*rires*] mais je lui ai quand même demandé si je me les achetais ou pas. Comme quoi je garde toujours un peu de... [...] À la campagne c'est toujours comme ça. S'il dit que c'est noir, c'est noir et c'est pas autrement! Là-bas c'est comme ça! L'homme décide et personne d'autre! Maintenant il me dit que je ne le prends plus en compte pour rien, parce que moi aussi je prends des décisions, je sais ce que je dois faire, ce que je ne dois pas faire, ce qui est bon pour moi ou ce qui ne me convient pas! Moi aussi je peux le faire! Je peux décider que certaines choses se font comme ça ou comme ça même si ça ne lui plaît pas toujours mais ça m'est égal!» (*Luz Marina, 39 ans, mariée*)<sup>5</sup>.

L'accès à l'emploi rémunéré, aux subventions étatiques et à la gestion économique, tout comme la redéfinition de soi discutée précédemment, ont un impact sur les prises de décisions au sein du foyer, l'homme perdant son statut de chef de famille exclusif. Comme le soulignent les deux témoignages d'Ana Silvia, son époux «l'a laissée devenir chef de famille» et «a confiance» en elle, dans le bien-fondé de ses décisions quant à la gestion économique du foyer. D'un autre côté, Luz Marina nous fait part des reproches de son époux lequel l'accuse de ne «plus le prendre en compte pour rien». Cette femme, qui travaille à présent, gère et décide seule de ses dépenses. Néanmoins, comme le souligne l'anecdote de l'achat des chaussures de Noël, Luz Marina revient de temps en temps vers son époux pour lui demander conseil, preuve qu'il est difficile d'effacer de son quotidien des *habitus* intériorisés depuis l'enfance. Cette femme le remarque d'ailleurs lorsqu'elle observe «que je garde un peu de...». Les reproches

5. Extrait d'un entretien réalisé le 19 avril 2009 à son domicile.

de l'époux dénotent une crise de masculinité [Solano, 2006] de cet homme qui se sent diminué dans ses fonctions de chef de famille, preneur de décisions. Dans le cas d'Ana Silvia, l'époux semble au contraire profiter des nouveaux savoirs de son épouse. Notons que ce travail de recherche s'est exclusivement centré sur les femmes, leurs époux étant difficilement accessibles, d'où le manque d'informations directes quant aux réactions et stratégies de négociations masculines. Il nous semble néanmoins, au travers des récits de leurs épouses, que la crise de masculinité [Meertens, 2000; Solano, 2006] est atténuée dans certains cas par les bénéfices tangibles obtenus grâce à l'engagement des femmes – comme le souligne Ana Silvia – et par l'inclusion des hommes à certaines activités. Dans tous les cas, les femmes apprennent à dire ce qu'elles pensent et à imposer leurs décisions face à leurs maris. Rappelons que les divers ateliers de soutien psychologique auxquels elles ont assisté ont généré une analyse rétrospective de leur condition de femme en milieu rural.

«Maintenant un homme pour moi? Il a déjà essayé, on a parlé parce qu'il est revenu. Quand j'étais à Sierra Morena il est venu me demander pardon, me demander de lui pardonner, qu'il voulait revenir, je lui ai dit: "D'accord! Tu veux qu'on se remette ensemble mais moi je ne suis plus celle que j'étais avant! Si tu veux du sexe? C'est quand Moi je veux! Déjà ça commence par là! Je ne suis plus comme avant, je n'ai pas oublié comment tu m'as traitée. J'ai tellement de choses en tête, souviens-toi de ça et de ça! En commençant par là, moi je gère mon argent! Je fais ce que je veux avec mon argent! C'est plus ce que toi tu as envie, ce que toi tu veux m'acheter, les achats c'est moi qui les gère! Si je veux m'habiller avec des vêtements pires que ceux que tu me ramenas, c'est mes goûts, c'est mon problème! Je peux exiger et vivre! Commençant par là, je ne vais plus être assujettie à une maison, à ne faire que t'attendre, attendre que tu arrives, que tu me donnes, que... Non! Moi je fais

partie d'une association, je vais à beaucoup d'ateliers, je participe à plein d'événements, je ne suis plus à la maison, je me lève le matin et je pars, je rentre quand je rentre et tu n'as rien à me dire, pas à m'engueuler et me demander où est le repas, le linge, où j'étais, Non! Si tu es disposé à vivre cette vie avec moi, d'accord il n'y a pas de problèmes!" » (Norita, 56 ans, séparée)<sup>6</sup>.

Norita, face au retour de son époux, s'est imposée comme sujet, osant l'affronter. Elle a mis en avant ses nouvelles capacités à gérer seule sa vie tant sur le plan économique que social et a activé la connaissance de ses droits en tant que femme, en particulier sexuels. Face à sa « nouvelle » épouse, cet homme a refusé de reprendre la vie commune. Norita est également restée sur ses positions. Ce récit est intéressant car cette femme semble bien avoir identifié les « situations de genre » au fondement de la hiérarchie entre époux. Elle la remet clairement en cause en assumant des fonctions traditionnellement masculines. Yeni Paola, de son côté, a progressivement appris à prendre part aux décisions du foyer, soutenue par son époux.

« À la maison c'était seulement lui! Ça, c'est autre chose que j'ai appris c'est-à-dire que nous aussi on a les mêmes droits sur nos enfants. J'ai appris que moi aussi j'ai ce droit, je peux leur parler comme il le fait! Je peux aussi faire preuve d'autorité à la maison. [...] Maintenant les enfants lui demandent quelque chose et il leur dit de venir me demander à moi! Alors qu'avant on devait lui obéir à lui! Alors les enfants me demandent "Maman, est-ce que je peux faire ça?" [...] Il me dit "Mami, tu es leur mère, tu peux décider aussi." Maintenant si j'ai une idée, je peux donner mon opinion et ne pas me plier à ce qu'il dit! [...] J'avais tellement peur avant, qu'il s'énerve après moi mais

6. Extrait d'un entretien réalisé le 14 avril 2009 à son domicile.

plus maintenant! S'il doit s'énerver et bien qu'il s'énerve! Je n'ai plus peur de lui faire face! [...] Avant je ne sortais pas de la maison, ni de la ferme. S'il rentrait et que je n'étais pas là, il s'énervait mais plus maintenant. Je lui dis que je vais chez Teresita ou que je vais chez quelqu'un et voilà! Je peux même sortir et aller à une réunion et il n'y a pas de problèmes.» (*Yeni Paula, 26 ans, mariée*)<sup>7</sup>.

Ce dernier témoignage prouve que la révision des rôles de genre au sein de la famille n'est pas uniquement le fait des femmes. En effet nous évoquions, dans le paragraphe précédent, la crise de masculinité des hommes. Le récit de Yeni Paola est donc particulièrement révélateur dans la mesure où elle met en avant le rôle actif de son époux dans la révision des contrats de genre au sein de la famille. La suite de son témoignage nous permet de comprendre comment s'est opérée la mise en œuvre conjointe de ces nouvelles «situations de genre» [Turbay et Rico, 1994].

«Là-bas, je ne portais jamais de boucles d'oreilles ni rien, je ne m'épilais même pas les sourcils, rien, rien de tout ça! J'avais trop peur qu'il se mette en colère contre moi [*rires*] c'est ici que j'ai commencé. Parce qu'avant il s'énervait beaucoup! Mais ici j'ai perdu la peur et j'ai été me faire épiler. La première fois, il m'a demandé ce que j'avais fait et j'ai dit "non rien, je me suis juste un peu arrangée" et c'est comme ça que j'ai perdu la peur. Maintenant je lui dis "*papi* je voudrais un sac". Il me dit "un sac? Allons voir ce qu'on trouve!" Ici je lui demande, et il m'achète! Mais à la ferme, je n'osais pas, je n'osais rien lui demander, j'avais trop peur de lui parler [...] Moi avant je pensais qu'une femme devait être aux côtés de son mari, faire ce que son mari lui disait et c'est tout, c'est ce qu'on entend là-bas. Faire ce que dit

7. Extrait d'un entretien réalisé le 22 avril 2009, à son domicile.

le mari! Moi je pensais qu'une femme devait être l'esclave de son mari mais plus maintenant. Moi quand je travaillais, j'ai commencé à travailler avant lui quand on est arrivés ici, c'était lui qui me préparait à manger après qu'on soit partis de chez Teresita [du foyer], il me préparait à manger et je n'arrivais pas y croire! Il cuisinait et allait m'attendre à l'arrêt de bus et me disait "mami tu es fatiguée?" Et il me massait les pieds avec de la crème et me disait de me reposer et moi je me disais "Uy toutes ces attentions!" Même le repas était prêt [...] C'est comme ça que j'ai appris qu'on ne doit pas être esclave de son mari et encore moins de sa maison, qu'on peut sortir et partager des choses avec les gens à l'extérieur.» (*Yeni Paula, 26 ans, mariée*)<sup>8</sup>.

166

On comprend dans ce couple comment les conjoints ont mutuellement revu la hiérarchie de genre. Yeni Paola a commencé à «tester» son époux en allant se faire épiler les sourcils sans lui demander son avis. Pratique de coquetterie, l'épilation ne remet pas en question les rôles de genre au sein du foyer mais l'initiative de cette femme – sans la permission de son époux – dénote un certain gain d'autonomie dans la prise de décisions. En effet, elle répète à plusieurs reprises qu'elle n'osait pas parler à son mari avant le déplacement. Ce dernier ayant approuvé le résultat, elle met progressivement en œuvre de nouvelles stratégies de négociations comme le fait de lui exprimer ses envies, ses besoins et ses opinions. L'anecdote du sac à main nous semble intéressante dans le sens où Yeni Paola, demandant à son époux de lui acheter cet accessoire, met en avant une fonction traditionnellement masculine à savoir la gestion économique tout en apprenant à s'exprimer face à son mari. Les frontières deviennent floues entre fonctions masculines et féminines, Yeni Paola devenant pourvoyeur économique et son époux participant aux

8. Extrait d'un entretien réalisé le 22 avril 2009, à son domicile.

tâches domestiques. On perçoit clairement à travers ce récit l'importance d'inclure les hommes au processus de reconstruction psychologique à la suite du déplacement, même dans le cadre d'une association de femmes.

« On a participé à des ateliers avec lui et il a beaucoup changé par rapport à moi, beaucoup, beaucoup changé! Là-bas il se levait, prenait son café et partait travailler. Ici au moins, il se lève et m'aide à préparer le petit-déjeuner! Là-bas il n'a jamais fait un lit, ici il le fait et oui! J'ai vraiment vu le changement! [rires] Ça me fait même rire parfois [rires]! Il a vraiment changé parce que là-bas dans ces ateliers, on apprend vraiment à valoriser les femmes et c'est comme ça qu'il a changé. Il a commencé à vraiment me valoriser! Oui, ça, c'est sûr parce qu'avant il me voyait comme un objet! Ça a toujours été comme ça, depuis qu'on est sortis ensemble et que je suis partie de chez moi. Mais maintenant, j'exprime ce que je pense, ce que je ressens. Même ça avant je n'osais pas le faire, j'avais peur! Parfois je me demande "s'il ne nous était pas arrivé ça, je serai comme avant?" [rires] [...] Mais ça, c'est depuis les ateliers et parce qu'on a vu une psychologue et on a même été à des ateliers avec les enfants. On était réunis en famille et on partageait entre tous, avec les enfants aussi et c'est comme ça qu'on apprend à changer et lui aussi il a appris à dire les choses [...] on a fait une sortie, je ne me souviens plus trop où, mais ils nous ont emmenés faire une promenade dans un parc où il y avait une piscine et ce jour-là on était en couple [...] ils nous ont bandé les yeux et pour voir à quel point on se faisait confiance, on devait se laisser tomber et lui nous rattraper et vice-versa et moi je ne pouvais pas [rires], je n'arrivais pas à me laisser tomber [elle parle en riant]. On a vraiment passé une super-journée, on n'avait jamais partagé quelque chose comme ça,

on ne s'était jamais amusées tous les deux ! Avant c'était que le travail ! » (*Yeni Paula, 26 ans, mariée*)<sup>9</sup>.

On note que Yeni Paola et son époux sont passés par le foyer d'accueil de l'association, milieu de femmes au sein duquel son mari a pu observer les activités et s'imprégner de nouvelles représentations de genre. De plus, ce dernier a également participé à certains ateliers aux côtés de son épouse comme le souligne le témoignage précédent. Les anecdotes que nous rapporte cette dernière soulignent l'aplanissement de la hiérarchie tout autant que le changement de regard que les conjoints se portent l'un à l'autre. Lui la « valorise vraiment », ne la perçoit plus comme un objet dont il serait propriétaire. Elle l'envisage à présent comme un mari et non plus comme un père. Soulignons de plus que ce dernier l'encourage à prendre part aux décisions du foyer et à assumer sa part d'autorité parentale. Les relations hiérarchiques évoquées par E. Goffman [2004] font alors place à un nouveau type de relations horizontales entre conjoints. On retrouve ici l'idée développée par A. Meentzen et E. Gomariz [2003] à travers le concept de « démocratie de genre ». En effet, les auteurs envisagent la « démocratie de genre » comme à la fois une stratégie et une finalité permettant d'atteindre l'équité dans les relations de genre. Ainsi, ils estiment que les hommes ne peuvent pas être laissés de côté parce qu'ils font autant partie du problème que de la solution [Meentzen, Gomariz, 2003]. L'inclusion des hommes aux ateliers sur les droits de la femme et la violence intrafamiliale a un impact particulièrement bénéfique dans le sens où les hommes comme les femmes donnent une signification commune aux transformations des rôles de genre qui s'opèrent au sein de l'espace familial.

« Il me maltraitait physiquement et aussi avec les mots. Il me maltraitait beaucoup jusqu'au jour où je lui ai dit stop !

9. Extrait d'un entretien réalisé le 22 avril 2009, à son domicile.

[...] Parce qu'il allait aussi aux ateliers et qu'il s'est rendu compte de mes droits.» (*Doris, 35 ans, mariée*)<sup>10</sup>.

La participation commune aux ateliers a permis à Doris et à son époux de mettre fin aux situations de violences. Alors que certains auteurs évoquent l'exacerbation des violences domestiques dans les familles en situation de déplacement forcé [Solano, 2006] cette étude nous a, au contraire, permis d'observer la réduction de ces situations. La participation des hommes aux ateliers favorise l'atténuation de la crise de masculinité qui résulte, en général, de la révision des « situations de genre ». Dans le cas de Yeni Paola et de son époux, c'est une nouvelle forme de relation conjugale qui voit progressivement le jour.

« Ça aussi, ça a vraiment changé! Moi je me disais qu'est-ce qu'il m'ennuie ce mari [*rires*] mais je ne pouvais pas dire non parce que sinon il s'énervait beaucoup! [*rires*] Ici j'ai appris à dire non! Et maintenant non c'est non et c'est tout! Et il respecte! Il s'énerve un tout petit peu mais ça lui passe, je lui dis qu'il se retienne, parce que moi je me sentais pareil avant quand il m'obligeait [...] c'est dans les ateliers que j'ai appris ça, lors des discussions. Moi je pensais "*ay! [de peur]* comment je vais faire pour lui dire non? Je vais essayer et on verra bien" [*rires*] et ça a été vraiment dur d'apprendre, oui parce que, eux, ils se sentent repoussés mais non! Ce n'est pas ça! C'est juste que parfois on peut se faire un câlin, se caresser, se dire des mots doux sans aller plus loin! Mais ça, il le comprend maintenant! Et le lendemain là oui! Je lui dis maintenant oui. Ça, ça a vraiment changé et je me dis, merci mon Dieu, c'est quelque chose de plus que j'ai appris.

MGA : *le sujet de la pilule, de faire attention, c'est une décision de vous deux ou juste de toi?*

10. Extrait d'un entretien réalisé le 08 avril 2009, dans sa boutique.

Non, non, de nous deux! Même s'il dit qu'il voudrait un autre enfant mais non! Moi je veux me faire opérer. Dieu merci on a déjà trois enfants qu'on doit mener de l'avant! Il faut travailler et économiser pour le moment où les enfants termineront le lycée, pour qu'on puisse leur payer les études qu'ils voudront!» (*Yeni Paula, 26 ans, mariée*)<sup>11</sup>.

Les transformations des relations de genre s'étendent jusque dans la sphère intime. La suite du récit de Yeni Paula souligne le partage qui s'est mis en place dans le couple à tous les niveaux de la vie maritale, vie sexuelle et contraception incluses. D'homme chef de famille, autoritaire et preneur de décisions, il est devenu époux et amant aux yeux de sa femme. Tout comme cet homme a appris à respecter les décisions de son épouse, cette dernière a trouvé le courage de lui exprimer ses désirs jusque dans leur intimité conjugale. Les époux sont donc, dans ce cas, acteurs complices du changement. On perçoit bien là le mécanisme de redéfinition de relations de genre «démocratiques» au sein du foyer. Ce processus de transformations conjugales ne se traduit pas de façon analogue pour tous les couples. C'est pourquoi, il nous semble pertinent de mettre en parallèle l'exemple de Luz Marina et l'expérience de Yeni Paula.

«Moi j'ai dit j'en veux plus et c'est comme ça! Je lui ai dit que j'allais me faire opérer et que je ne voulais plus d'enfants! Alors il m'a dit que si je faisais ça et bien je devais quitter la maison parce qu'il ne voulait plus rien avoir à faire avec moi alors je l'ai fait! Je l'ai fait! [*rires*] J'y suis allée le jour où j'avais rendez-vous, j'ai demandé à une amie de m'accompagner. Je lui ai dit à lui "si tu veux venir me chercher, viens et sinon j'arriverais bien à rentrer d'une manière ou d'une autre" [...] et quand je suis sortie et bien oui! Quand on sort, on est dans les vapes et lui, il était à la porte! [*rires*]

11. Extrait d'un entretien réalisé le 22 avril 2009, à son domicile.

[...] si j'étais restée là-bas j'aurais certainement eu d'autres enfants parce qu'à la campagne, personne ne vous dit "allez vous renseigner là-bas" et en plus, économiquement là-bas, si le mari ne vous donne pas, vous n'avez même pas de quoi vous payer le bus... ici c'est différent!» (*Luz Marina, 39 ans, mariée*)<sup>12</sup>.

Dans ce second cas, Luz Marina impose sa décision à son époux lequel s'y oppose dans un premier temps puis l'accepte, contraint. On se souvient des reproches que cet homme adressait à son épouse parce qu'elle « ne le prend plus en compte pour rien ». Si l'on compare ces deux couples, on peut supposer que la différence d'interactions entre les conjoints tient, en partie, au fait que l'époux de Luz Marina n'a participé à aucun atelier et n'a jamais été inclus aux activités associatives. L'homme et sa femme ont donc du mal à donner un sens commun à ces changements. Ce dernier extrait souligne néanmoins le fait que des transformations ont bien lieu, que les hommes en soient complices ou non. Dans tous les cas, la révision des systèmes de genre est progressive et passe par l'acquisition individuelle du respect et de l'estime de soi. Les femmes se perçoivent et s'imposent comme actrices au sein de l'espace familial. La redéfinition des rôles de genre passe également par l'éducation des enfants qui permet de prévenir la reproduction de « situations de genre » hiérarchiques.

« Non, moi les deux je les éduque de la même façon. Parce que c'est un garçon il ne pourrait pas faire la vaisselle? Ça non! Je lui dis de faire les choses de la même façon!» (*Luz Marina, 39 ans, mariée*)<sup>13</sup>.

Le témoignage de Luz Marina est ici renforcé par la photo suivante. En effet, cette femme s'efforce de transmettre à ses

12. Extrait d'un entretien réalisé le 19 avril 2009 à son domicile.

13. *Ibid.*

enfants, un garçon et une fille, une éducation en accord avec son système de représentations de genre actuel. Il est intéressant de noter qu'au-delà de l'intégration d'un nouveau discours par les femmes, ces dernières le transmettent au sein de leur famille, aux générations suivantes. La photo ci-dessous est particulièrement significative. Alors que grand-mère Norita et mère Luz Marina ont connu un parcours de vie similaire, socialisées dans l'ignorance des droits élémentaires de la femme, Marisol qui porte ici ce t-shirt « sexe quand je le désire, grossesse quand je le décide » – distribué dans le cadre d'un atelier sur la violence domestique – a tout juste 15 ans. Cette adolescente acquiert donc par le biais de ses aînées la connaissance de ses droits en tant que femme et les réaffirme en portant ce vêtement. Cette anecdote laisse à penser que l'avenir conjugal de cette jeune fille sera différent de l'expérience des femmes de sa famille. Les mères de famille sont donc conscientes de l'importance de communiquer de nouvelles valeurs à leurs progénitures, qu'il s'agisse de garçons ou de filles.

172



« [Parlant de son époux] Parfois je lui demande qu'il m'aide mais il me dit que pour ça j'ai mes enfants. Celui de 17 ans prépare le repas de midi et fait le ménage, comme ça quand il sera marié, il pourra le faire! [...] Mais je n'aime pas trop qu'il [son époux] garde les enfants. Dès que je peux, j'emmène les deux petites avec moi. Quand ma fille aînée n'est pas là, je n'aime pas les laisser avec mon mari ni avec mon fils aîné. On ne sait jamais... Le diable est présent partout. Et on entend souvent qu'un frère a violé ses petites sœurs. Alors je n'aime pas les laisser ni avec mon fils ni avec mon mari parce qu'elles ne sont pas de lui. » (*Doris, 35 ans, mariée*)<sup>14</sup>.

Ces extraits traduisent les efforts quotidiens des femmes de transmettre des représentations de genre différentes de celles acquises lors de leur propre socialisation, à leurs enfants de sexe masculin et féminin. Le témoignage de Doris donne lieu à deux observations. D'une part, cette femme a intégré les risques d'abus sexuels auxquels sont exposées les petites filles et elle agit donc pour les prévenir, renforçant ainsi son rôle de protectrice du foyer. Elle réaffirme par là l'une des fonctions traditionnellement assignées à la femme. L'expression « je lui demande qu'il m'aide » lorsqu'elle parle de son époux souligne, d'autre part, une conception du travail domestique masculin comme contribution volontaire à la responsabilité féminine traditionnelle, bien qu'elle s'efforce de modifier ce schéma dans l'éducation de ses fils. Ce récit nous permet donc de noter que discours, pratiques et imaginaires ne coïncident pas toujours, comme nous l'observerons dans la sous-partie suivante.

14. Extrait d'un entretien réalisé le 08 avril 2009, dans sa boutique.

### Un changement résiduel

Bien que de nouvelles représentations des rôles de genre semblent avoir été intégrées, le tableau suivant souligne la permanence d'imaginaires en lien avec la division sexuée des tâches. Lors des divers entretiens et discussions, je demandais aux femmes de me conseiller sur le choix d'un conjoint et les interrogeais sur les caractéristiques que devait, à leur avis, posséder une femme dans le couple. Le tableau suivant résume leurs réponses.

**Tableau 2: Représentations de genre dans le couple**

Caractéristiques masculines	Caractéristiques féminines
<b>Responsabilité matérielle du foyer</b> Responsable par rapport au foyer/aux enfants Travailleur Pourvoyeur économique (logement, repas, futur) Actif/Battant/Ambitieux	<b>Prendre soin du foyer</b> « Bonne épouse »/« Bonne mère » Responsabilité du foyer Compréhensive avec son époux Compréhensive avec les enfants Affectueuse avec son époux Savoir cuisiner Faire le ménage/Ordonnée
<b>Attentions envers son épouse</b> Respectueux de la femme Solidaire Bons sentiments/affectueux Compréhensif	<b>Caractéristiques morales</b> Casanière/« de la maison »/« de la famille »/« bien à sa place » Sincère Noble/Simple Fidèle/Sérieuse Respectueuse
<b>Autres</b> « Pensant », ayant fait des études	<b>Autres</b> Travailleuse

Il apparaît clairement que même si elles s'efforcent de mettre en place un nouveau type de relations horizontales au sein de leur couple, ces femmes attribuent des caractéristiques différentes à l'homme et à la femme. Leurs représentations articulent rôles de genre traditionnellement intériorisés et nouveaux schémas des relations conjugales. Alors qu'elles assignent à l'homme la responsabilité matérielle du foyer, elles attendent également de lui des attentions affectives et du respect, valeur présente dans tous les témoignages. La femme, quant à elle, continue d'être perçue comme la gardienne du foyer, la

protectrice de laquelle on attend un comportement moral. Elles me parlent, par exemple, de fidélité, de sérieux, de noblesse et de sincérité alors que leur représentation masculine n'est associée à aucune caractéristique morale. De même, être «travailleuse» n'apparaît pas comme un trait féminin indispensable alors qu'il est à la base de la description du comportement masculin. Ce moment de la discussion a été très enrichissant car les femmes, pour la majorité, peinaient à répondre à la question sur les caractéristiques féminines. Puis, me donnant des «conseils», elles s'interrogeaient elles-mêmes quand à la «vérité absolue» de leur réponse, comme nous le montre l'intervention de Doris :

«La femme doit s'occuper de son mari et de ses enfants par rapport aux repas et à la maison. C'est comme ça que ça doit être, n'est-ce pas?» (*Doris, 35 ans, mariée*)<sup>15</sup>.

175

L'attente d'une confirmation de ma part, sous-entendue par le «n'est-ce pas?», marque clairement le processus de déconstruction au sein duquel sont plongées ces femmes. Face à un intervenant extérieur – qui plus est une étudiante européenne – leur certitude est ébranlée. On voit ici que le rôle du chercheur ne se borne pas à une simple observation analyse mais que l'interaction avec les femmes a également un impact sur leur propre introspection. Il me semble intéressant de conclure ces pages en présentant le témoignage d'Emiro, époux de Teresa, présidente de l'association.

«Eh ben le rôle d'une femme... vous savez que... [*toussotant et se raclant la gorge*]... soumettre les femmes à la maison ça, c'est macho, hein? Mais voyez où vous en arrivez en relâchant la corde. La femme participe. C'est comme ça qu'on a commencé, nous. Il s'est formé un comité de parents d'élèves et elle en a fait partie et après ça, il s'est formé un autre comité et elle en a aussi fait partie et c'est

15. Extrait d'un entretien réalisé le 8 avril 2009, dans sa boutique.

comme ça que ça a commencé! Après elles ont monté l'association ANMUCIC, de femmes paysannes et indigènes de Colombie, et elles étaient nombreuses dans cette association. Une nuit, il y avait une femme en train de mourir, de perdre beaucoup de sang. Et bien elle est partie avec une autre l'emmener à Cúcuta! Il était minuit et elle n'arrivait toujours pas! Elles sont arrivées à une heure! Elle aurait pu m'expliquer tout ça mais moi ça ne m'intéressait pas, vous comprenez? Moi mon idée c'était que... [*s'adressant à elle*] "tu es partie faire une œuvre sociale, une œuvre de charité mais tu nous a abandonnés pour faire ça, tu as abandonné ton mari et tu as abandonné tes enfants, tu ne t'es même pas rendue compte si on avait mangé avant d'aller se coucher! Si moi j'étais rentré pour manger ou pas!" Alors ça, c'est des facteurs qui causent le mal-être... »

*MGA: vous pensez que c'est le devoir d'une femme de s'occuper des enfants et de préparer à manger à son époux?*

« Et bien les femmes ne peuvent pas seulement être esclaves de ça, par exemple si elle a envie de sortir, moi je reste avec les enfants, je leur fais à manger et tout, d'accord? [*se raclant la gorge*] mais ça, ça a été au-delà de ce qui est normal, son comportement comme le mien. Ça, ça saute une barrière, ça sort de la réalité! Alors ça affecte! [...] Et puis voyez là en ce moment, moi je dis qu'elle ne renoncera pas à ça, parce que c'est sa vie. Même si je trouvais de l'argent, je ne pourrais pas la sortir de là, ça non... Si je n'ai pas pu l'en sortir après dix années de travail à la ferme, à semer du riz et à gagner de l'argent... Encore moins maintenant qu'elle a fondé ça, elle est là et elle mourra là parce qu'elle ne veut pas comprendre, ça, c'est son illusion. Mais cependant elle me demande des conseils à moi, de l'aide! Alors je l'aide un maximum, quand j'ai de l'argent et qu'il faut acheter

quelque chose, alors j'achète, je paie.» (*Emiro, 60 ans, époux de Teresa, présidente de l'association*)<sup>16</sup>.

On perçoit dans ce témoignage le malaise d'un époux dont les représentations de genre ne concordent plus avec la réalité vécue. En effet, comme il le souligne son comportement comme celui de son épouse « sortent de la réalité », d'une réalité en accord avec les représentations traditionnellement intégrées. Emiro associe les activités extérieures de son épouse à un « abandon du foyer » tout en étant impuissant face à cette situation. Son discours est contradictoire dans le sens où il a du mal à se situer entre ses représentations de genre passées et sa tentative de les dépasser. En effet, rappelons que cet homme est à l'origine des débuts de l'engagement associatif de son épouse. De plus, il est conscient que « soumettre les femmes à la maison c'est macho ». Le « hein ? » final marque néanmoins son incertitude. Cette contradiction quant à sa position se manifeste clairement lorsqu'il lance « mais voyez où vous en arrivez en relâchant la corde. La femme participe ». « En relâchant la corde » est une expression qui nous renvoie à l'image du maître face à un animal, soulignant ainsi une hiérarchie des relations de genre omniprésente dans l'imaginaire de cet homme. La phrase « même si je trouvais de l'argent, je ne pourrais pas la sortir de là » met en évidence la rupture au sein de ce couple de l'effectivité des rôles de genre traditionnels qui associaient l'homme à la gestion économique. Tout au long de son témoignage, Emiro fait référence à l'argent, à son impuissance face aux activités de son épouse même s'il avait de l'argent. Ce rapport à l'argent fait ressortir la tentative de cet époux de réaffirmer des fonctions traditionnellement masculines. Il insiste sur le fait que son épouse lui « demande des conseils, de l'aide » qu'il lui fournit volontiers via un soutien économique. Le lien entre activités

16. Extrait d'un entretien réalisé le 18 octobre 2008 dans les locaux de l'association *Yo Mujer*.

extérieures de la femme, abandon du foyer et « mauvaise mère » est récurrent pour les femmes militantes. La maternité devient un obstacle à la participation des femmes en dehors du foyer [Barreto, 1997]. Le témoignage de Luz Marina prolonge cette idée.

« Moi au début j'étais tout le temps fourrée là-bas! Mais j'ai beaucoup laissé de côté ma maison et mes enfants avaient des problèmes à l'école et mon mari aussi. Je partais à 7 heures du matin et je rentrais vers 6-8 heures du soir. Toute la journée là-bas! Et je rentrais avec une tête pas possible parce que c'était difficile d'obtenir quelque chose! Alors il me disait "mais tu rentres fatiguée et qu'est-ce que tu as fait? Rien! Tu ferais mieux de rester avec les enfants, t'occuper d'eux et laver le linge". J'ai tenu le coup deux ans! Et puis je me suis un peu calmée. Mais moi j'adorais aller là-bas, rencontrer des gens, discuter... j'aimais ça! Mais comme on dit, on ne peut pas servir deux maîtres<sup>17</sup>! Et si j'allais là-bas, je laissais de côté ici, alors [...] Plus que tout c'est les enfants parce que Teresa a ses enfants mais ils sont grands et donc elle peut se dédier à ça [à l'association] à temps complet! Et c'est peut-être pour ça que l'association a du mal à aller de l'avant parce la majorité des femmes, on est pleine d'enfants! C'est ce qui s'est passé! Et la pauvre Teresa en a vraiment sué parce que comme on dit une seule hirondelle ne fait pas le printemps... »  
(Luz Marina, 39 ans, mariée)<sup>18</sup>.

Ajoutons que Luz Marina avait entrepris de poursuivre des études à Bogotá ayant seulement conclu deux années de primaire avant le déplacement. Les conflits déclenchés par cette situation au sein de sa famille l'obligèrent à abandonner son idée une fois le primaire achevé. Le témoignage de cette femme est particulièrement représentatif des situations familiales découlant de la sortie des femmes de la sphère domestique. Par sa fonction biologique

17. Traduit de l'espagnol « *No puedes servir a dos señoras* ».

18. Extrait d'un entretien réalisé le 19 avril 2009 à son domicile.

de procréatrice, on attribue à la femme une série de devoirs en lien avec la maternité et le foyer. Tout ce qui a trait à la famille devient responsabilité féminine. C'est ce que certains auteurs qualifient « d'obstacle maternisant » [Barreto, 1997 ; Ramirez, 2003] auquel s'ajoute « l'obstacle culpabilisant » si la femme transgresse ces normes. C'est le cas de Luz Marina et de Teresa accusées par leurs époux de délaisser leurs devoirs, d'abandonner leur foyer. Luz Marina exprime d'ailleurs clairement sa culpabilité d'avoir « laissé de côté » ses enfants et sa maison. J. Barreto [1997 : 82] parle de « profonds sentiments de culpabilité que les femmes s'approprient et que la société leur assigne, en diffusant l'image négative de la femme "transgresseuse" pour celles qui s'éloignent des stéréotypes traditionnels de la féminité. C'est là que les désignations "d'abandonneuse" du foyer et des enfants trouvent leur assise quand leurs engagements dans un travail ou leurs aspirations à sortir de la sphère domestique les situent ouvertement dans la dynamique de la vie institutionnelle et de l'espace public ». Dans le cas de Luz Marina, son époux et ses enfants se présentent comme des freins à son avancement personnel. L'ensemble des femmes de l'association doit faire face et a intégré les représentations de la « bonne mère » ou de la « bonne épouse ». La stratégie unanimement à l'œuvre est d'emmener ses enfants lors des diverses activités extérieures et de s'assurer que les tâches domestiques sont effectuées avant de sortir. Nous avons particulièrement observé ce phénomène auprès des jeunes femmes, filles de militantes convaincues, qui préparaient toujours le repas de leur époux avant de se rendre à l'association et emmenaient les enfants car « lui, les enfants le désespèrent ». On peut penser que les époux utilisent d'une certaine façon leurs enfants comme stratégie de contrôle des activités publiques de leurs femmes, qui sont ainsi moins libres d'œuvrer à leurs occupations extra-domestiques. C'est une façon pour l'homme de rappeler à sa femme qu'elle est mère et que son rôle est d'être auprès de sa famille. Une anecdote de ce genre a d'ailleurs particulièrement attiré mon attention. J'étais en train de rédiger des

courriers électroniques avec Teresa quand son fils de 18 ans est arrivé et a déclaré qu'il avait faim. Immédiatement, Teresa m'a dit «il faut faire à manger parce que cet enfant meurt de faim. Il vaut mieux qu'on travaille plus tard». Une situation analogue s'est produite lorsque ce même jeune homme jouant sur internet refuse de céder le poste informatique à sa mère qui a besoin de travailler, lui donnant comme raison «non, parce que tu vas faire à manger». Alors que cette femme n'éprouve pas la moindre culpabilité à laisser son époux œuvrer aux cuisines, lorsqu'il s'agit de son fils, sa réaction est tout autre. Il nous semble donc justifié de faire ici le lien entre engagement associatif et «obstacle culpabilisant». Ce jeune homme, qui a bien intégré les rôles de genre, joue sur ce registre pour rappeler à ce leader qu'elle est avant tout mère. La tension est permanente entre responsabilités domestiques et activités publiques.

180

### **Démocratie sur la place publique : à la découverte de la citoyenneté**

Au-delà de relations familiales inédites, les trajectoires biographiques de ces femmes mettent en avant une approche nouvelle de la citoyenneté. L'articulation du déplacement forcé, de l'arrivée en ville et de l'engagement associatif projette les femmes déplacées dans la sphère publique. Elles acquièrent pendant les ateliers et mobilisations diverses connaissances juridiques qu'elles activent au cours de leur processus de reconstruction, devenant ainsi sujets de droit.

#### ***Quand le domestique devient juridique***

La reconnaissance de leur condition d'actrice au sein du foyer donne une force nouvelle à ces femmes dans l'exercice public de leur citoyenneté. Alors que leurs fonctions maternelles les assignaient au foyer en milieu rural, ce statut fait l'objet de politiques publiques particulières dans ce nouveau contexte de

vie. Ayant acquis de nouveaux savoirs quant à leurs droits en tant que femmes, elles n'hésitent pas à les mobiliser lorsqu'elles jugent que ces derniers ne sont pas respectés.

Comme nous l'avons évoqué précédemment, la population déplacée réinstallée à Ciudad Bolívar en 2007 est majoritairement féminine, à 51 %, et 52 % de ces femmes sont chefs de foyer. Au niveau national, sur les 750 881 foyers reconnus en situation de déplacement forcé, 362 384 auraient pour chef de famille une femme, soit 48 % des foyers d'après les statistiques de décembre 2009 émises par *Acción Social*. À l'échelle micro-sociale, dans le cadre de l'association, parmi les 25 femmes de notre échantillon, dix sont chefs de famille. Cette tendance s'inscrit ainsi dans les statistiques nationales. Cette modification de la structure familiale implique une redéfinition des rôles et des responsabilités assumés par les femmes après le déplacement forcé comme nous l'avons vu. Alors qu'en milieu rural, la maternité était une fonction domestique, en ville et en situation de déplacement forcé, le statut de mère – qui plus est chef de famille – conduit les femmes à investir de nouveaux espaces pour assurer la survie quotidienne de leur progéniture.

« Les hommes non ! Les hommes, comme on dit, ils sont de la rue ! Eux, ils s'en foutent ! Comme lui quand il a dit "Non ! Je ne peux pas, je m'en vais, je pars !" Si les papas s'en vont et nous abandonnent avec les enfants, nous on n'a pas le cœur de faire ça ! Une femme ne va pas dormir de la nuit si son enfant est malade, elle va se coucher avec une pierre dans l'estomac pour que son enfant puisse aller se coucher en ayant mangé une soupe ! [...] Quand on est mère, il n'y a plus de honte ou de gêne et si on en avait, on la perd ! Parce que le besoin fait qu'on supporte beaucoup de choses. » (*Marta, 33 ans, séparée, six enfants*)<sup>19</sup>.

19. Extrait d'une anecdote dans les locaux de l'association *Yo Mujer*, avril 2009.

« Je n'arrêtais pas de penser, de penser... et les enfants? [...] Je n'osais pas, j'avais honte! J'avais tellement honte! C'est que moi je n'étais pas habituée à faire ce genre de choses. »  
(*Marisol, 30 ans, mariée, quatre enfants*)<sup>20</sup>.

Comme le soulignent ces témoignages, avoir des enfants revêt une signification différente pour un homme et pour une femme. Dès leur arrivée à Bogotá, assurer la survie matérielle de leurs enfants devient la préoccupation principale des mères, quelle que soit l'activité qu'il leur faille réaliser, vendre des bonbons et des cigarettes aux feux rouges, des *arepas* ou du maïs au coin de la rue ou encore mendier. Les mères perdent la honte ou la gêne lorsqu'il s'agit de nourrir leurs enfants. Au sein de l'association, la maternité est un sujet omniprésent. Toutes les femmes de l'association sont mères, elles ont entre deux et 11 enfants. 12 femmes en ont plus de six et parmi elles, sept sont chefs de famille. Comme nous l'avons évoqué dans la sous-partie précédente, être mère et membre d'une association peut s'avérer difficile. Pour permettre aux femmes de se dédier pleinement à leurs occupations collectives, la *comparteca*, salle de jeux, est destinée à la mise en place d'activités, tant éducatives que ludiques, pour les enfants. Des étudiants de l'université du *Minuto de Dios* sont quotidiennement présents pour assurer ces animations. On observe que l'ensemble des actions individuelles ou collectivement menées visent l'amélioration des conditions de vie des enfants, depuis l'obtention de places au sein des écoles jusqu'à l'achat d'un logement ou la mise en place d'un projet productif. La maternité est donc une arme tant individuelle que collective pour exiger du gouvernement le versement des subventions dues. L'affiche ci-contre réalisée par les femmes dans le cadre d'un atelier de soutien psychologique illustre le souci permanent des enfants. En effet, les trois photos du montage, choisies par

182

20. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

les femmes, sont des photos d'enfants alors que les phrases les accompagnant ne traitent pas de la maternité, « Je me sens triste parce que j'ai tout perdu... la population déplacée n'a pas les moyens de s'en sortir... J'ai peur à cause de ce qui se passe et de la guerre... ». Les femmes, aussi militantes soient-elles, restent avant tout des mères. Lors des mobilisations publiques, la maternité est d'ailleurs mise en exergue par des slogans du type « les femmes, on ne met pas au monde des fils et des filles pour faire la guerre ». Moteur de survie ou de mobilisation contre la guerre, les enfants sont au centre de la reconstruction de projets de vie après le déplacement forcé. Les diverses entités gouvernementales ont progressivement mis en place des programmes d'attention spécifique aux femmes, chefs de famille. En effet, après l'observation de l'appauvrissement de ce type de foyer et de la vulnérabilité à laquelle sont exposés mères et enfants, d'autant plus lorsqu'il s'agit de familles déplacées, et avec l'importance prise par les thématiques de genre au niveau international, les pouvoirs publics, sur recommandation de la Cour Constitutionnelle, ont progressivement fait de la maternité une problématique d'ordre public. Par le biais du réseau associatif mais également sur des initiatives personnelles, les femmes s'imprègnent petit à petit de la portée politique de leur statut.

« Alors bon, moi on peut dire que je suis devenue chef de famille parce que je suis arrivée seule et qu'il n'apparaît dans aucune déclaration. On m'a dit de faire comme ça parce que je pourrais recevoir plus d'aides. » (*Luz Marina, 39 ans, mariée*)<sup>21</sup>.

Comme nous l'avons vu, même lorsqu'elles sont en couple, les femmes de l'association sont celles qui déclarent leur situation à cause du déplacement. Se déclarant chefs de famille, les femmes

21. Évoquant ses aventures à Corabastos. Extrait d'un entretien réalisé le 15 avril 2009, à son domicile.

utilisent de façon pragmatique leur statut de mère, comme le souligne Luz Marina. Elles jugent primordial de notifier leur statut de chefs de famille lorsqu'elles adressent aux institutions projets productifs et demandes de subventions. L'utilisation pragmatique de leur statut [Hoffman, 2000], leur permet d'avoir accès à un panel de soutiens économiques plus étendus. Des outils juridiques, par le biais de programmes gouvernementaux, sont également mis à la disposition des mères, reconnaissant ainsi publiquement une situation d'ordre domestique. L'article 4 de la Constitution de 1991 accorde des droits spécifiques aux femmes, chefs de famille.

«[...] Pendant la grossesse et après l'accouchement, elle [la mère] jouira d'une assistance particulière et de la protection de l'État, et elle recevra de ce dernier une allocation alimentaire si elle se trouvait au chômage ou désemployée. L'État apportera un soutien spécifique à la femme, chef de famille.»

Être mère véhicule, en effet, au-delà d'obligations domestiques et de valeurs morales, des droits que les femmes peuvent revendiquer et qui sont au fondement du développement d'une subjectivité spécifique.

«Au moins j'ai la liberté de pouvoir en parler à quelqu'un. Si on me viole mes droits et bien je sais que j'ai des droits en tant que mère, en tant que personne. Je sais où aller pour réclamer par exemple une demande d'aliments, il y a les Commissariats Familiaux, *Bienestar*, *la Fiscalia*, il y a les juges pour mineurs, il y a tellement de choses qu'on ne connaissait pas avant! [...] Par exemple un jour, le père de ma fille aînée l'a gardée et me l'a cachée. Et bien j'ai été moi-même à la *Fiscalia* et j'ai porté plainte pour enlèvement. Il me l'a rendue! [...] Après le déplacement on apprend à aller dans les institutions du gouvernement, à entendre parler de décrets, de lois, alors on se sent mieux

formée pour prendre une décision!» (*Ana Silvia, 43 ans, mariée*)<sup>22</sup>.

Des institutions sont à la disposition des mères pour rendre effectifs les articles constitutionnels comme le souligne Ana Silvia. Cette femme qui nous confiait n'avoir aucune connaissance juridique avant le déplacement nous explique ici comment elle a fait appel à la justice pour récupérer sa fille. On s'aperçoit dans ce cas dans quelle mesure le Droit peut légitimer un statut.

Tout comme le statut de mère, l'intériorisation de l'identité de genre est à la source d'une subjectivité nouvelle. Les femmes déplacées développent par le biais du réseau associatif et des mobilisations diverses une « conscience de genre » [Varikas, 2006], comme nous l'avons précédemment évoqué. La sexualité et la violence domestique deviennent des thématiques d'ordre public. On se souvient des graffitis présents sur les murs des quartiers d'habitations des femmes, lesquels contribuent à la formation d'un esprit critique face aux situations domestiques quotidiennes. Un communiqué de la Mairie de Bogotá, « Femmes diverses, pleines de droits » est présent de part et d'autre de la ville. L'image choisie est très intéressante : une femme y retire un masque, révélant ainsi son visage. Le masque, par la larme qui coule de l'œil gauche, met en image la souffrance des femmes face aux violences domestiques. Comme dans le cas des graffitis, même lorsque l'on refuse de la regarder, cette affiche investissant l'espace public s'impose à l'œil de tous les passants, hommes et femmes, parents et enfants. Le logo de la Mairie de Bogotá étant particulièrement visible, on s'aperçoit au premier coup d'œil qu'il s'agit d'un communiqué municipal. La mise en image publique de situations domestiques favorise la remise en question par les femmes des systèmes de genre à l'œuvre au sein de leur foyer car elles se sentent soutenues par

22. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

les autorités gouvernementales. Elles passent ainsi du silence à la juridicisation de situations domestiques, pouvant en théorie s'appuyer sur un socle juridique. En effet, l'article 42 de la Constitution de 1991 stipule que « [...] les relations familiales sont basées sur l'égalité des droits et des devoirs dans le couple et le respect réciproque entre tous ses intégrants. Toute forme de violence dans la famille est considérée comme destructrice de son harmonie et unité et sera sanctionnée par la Loi ». Il est renforcé par l'article 43, « l'homme et la femme ont les mêmes droits et opportunités. La femme ne pourra être soumise à aucune forme de discrimination [...] ». Les femmes, conscientes de leurs droits s'en emparent, donnant ainsi une légitimité nouvelle à la dénonciation des inégalités de genre.

186



« Moi je n'allais nulle part faire valoir mes droits parce qu'en tant que personne, celui-là [son conjoint] m'avait complètement dévalorisée! C'était ce que lui disait et rien d'autre. Alors il me maltraitait, me battait... c'est maintenant, après avoir suivi ces ateliers que je m'en suis rendu compte... qu'il me prenait par la force, m'obligeait à être avec lui et je pensais que c'était normal parce que c'était mon conjoint mais maintenant je sais que dans un couple aussi il peut y avoir des viols et que c'est puni par la loi. » (*Ana Silvia, 43 ans, mariée*)<sup>23</sup>.

23. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

Ana Silvia utilise ici un langage juridique pour caractériser les situations de violences conjugales qu'elle a traversées, vocabulaire qui aigüise son sens critique et lui permet d'identifier les injustices auxquelles elle a été soumise par le passé. Luz Marina, quant à elle, puise dans le juridique le droit légitime de mettre fin à des situations de violence quotidienne.

« J'ai porté plainte contre lui! Une fois, il m'a battue et j'ai porté plainte! Il était furieux! Je crois que ça, ça l'a vraiment touché. Il était hors de lui! Il me disait "pourquoi tu m'as fait ça, comment tu as pu porter plainte!" Moi je lui ai dit que s'il pouvait être touché et bien moi aussi! Eux, ils disent que les femmes on est comme leur propriété! Moi j'ai beaucoup changé! À la campagne, on est très... on n'a même pas la télévision... Alors là-bas on se laisse faire parce qu'on se sent seule et qu'on a toujours eu cette culture, toujours! À la campagne c'est comme si on était plus ignorant. [...] Bon il est toujours... mais c'est plus pareil qu'avant! Au sujet de... par exemple quand il me frappait, je ne pouvais rien faire parce que là-bas, on ne s'imaginait pas que quelqu'un puisse nous soutenir ou qu'on puisse porter plainte, qu'est-ce qu'on pouvait faire de toute façon? [...] Et maintenant il ne peut plus rien me dire parce que je lui réponds [*rires*] [*tout bas*] et maintenant il ne me frappe plus... » (*Luz Marina, 39 ans, mariée*)<sup>24</sup>.

Porter plainte contre son époux comporte plusieurs significations. Ce socle juridique lui permet, comme elle le souligne, de dénoncer légitimement les maltraitances endurées. Elle dispose ainsi d'outils pour se défendre. La réaction de son époux « il était furieux! Je crois que ça, ça l'a vraiment touché... il était hors de lui! » souligne le sentiment d'incompréhension et d'injustice qu'il expérimente face à la démarche de son épouse. Comme

24. Extrait d'un entretien réalisé le 19 avril 2009, à son domicile.

nous l'avons mis en valeur dans le premier chapitre la violence domestique est socialement acceptée dans les villages d'origine et n'est rien de plus pour l'homme que l'expression de son pouvoir domestique. La femme est considérée comme propriété de son époux comme l'évoquent Luz Marina ainsi que Yeni Paola lorsqu'elle nous confiait que son mari la voyait comme un objet. Porter plainte est ainsi un moyen de renvoyer l'injustice et l'atteinte à l'intégrité ressenties face à la violence. En effet, comme Luz Marina le fait remarquer, à la campagne l'homme est tout puissant et les femmes n'ont pas de recours face à la suprématie masculine. L'appel à la justice est donc une façon de remettre en cause les hiérarchies de genre et les inégalités qui en découlent. On comprend alors l'ampleur de la réaction du mari qui se sent directement atteint dans ce qu'il estime être son droit. Néanmoins, cet homme prend ainsi conscience de l'anormalité de la situation et met fin aux violences domestiques. Cela montre que les normes législatives s'imposent face aux normes socialement admises et facilitent ainsi la mise en sens commun pour les conjoints de la révision des systèmes de genre. Les problématiques domestiques acquièrent donc par leur juridiction une visibilité nouvelle tant dans l'espace public qu'au sein de la sphère privée.

### ***Quand l'épreuve devient juridique***

Depuis l'époque de la *Violencia* (1948-1964), le déplacement forcé est devenu une pratique de guerre courante. Ce n'est cependant qu'en 1997 que les populations déplacées acquièrent une visibilité institutionnelle et juridique. La Loi 387 de 1997, complétée par le décret 2569 de 2000, établit les différentes obligations du Gouvernement colombien en termes de prévention du déplacement forcé, d'attention, de protection, de consolidation et de stabilisation socioéconomique des victimes. Comme nous l'avons brièvement évoqué, lorsqu'ils arrivent en ville les déplacés doivent se rendre aux bureaux *d'Acción Social* ou

dans l'une des institutions qui lui sont rattachées afin de déclarer leur situation. Ils doivent ensuite patienter entre 15 jours et plusieurs mois afin de savoir si leur récit a été jugé plausible et s'ils seront ou non reconnus comme déplacés. Ce statut, depuis la Loi 387 de 1997, confère en effet des droits aux individus reconnus comme tels.

« Une chose c'est demander des aliments, des aides qui vont et qui viennent et autre chose c'est exiger mes droits parce que c'est mon droit d'avoir accès à la santé, à un endroit où vivre, à l'éducation et à un projet productif pour pouvoir m'en sortir! » (*Rosa Maria, 64 ans, séparée*)<sup>25</sup>.

L'article 15 de la loi 387 de 1997 stipule que le Gouvernement National doit, immédiatement après que le déplacement a eu lieu, garantir l'attention humanitaire d'urgence pour secourir, assister et protéger la population déplacée et répondre à ses besoins en alimentation, hygiène, ustensiles de cuisines, attention médicale et psychologique, transport d'urgence et logement transitoire dans des conditions dignes. Notons qu'un Kit Humanitaire d'Urgence composé de trois mois de loyers et de trois mois de bons alimentaires est dispensé aux familles déplacées une fois que leur situation est officiellement reconnue. Le concept « d'urgence » n'a donc pas la même signification pour les entités que pour les nouveaux arrivants. Il apparaît clairement que cette mesure ne permet pas de se projeter sur du long terme dans la mesure où elle n'accorde qu'une assistance de trois à six mois<sup>26</sup>, période après laquelle les déplacés ne sont plus considérés comme tels [Agier: 2002; Meertens: 2000]. Néanmoins, dans le cadre de cette législation, un « Plan National d'Attention Intégrale à la Population Déplacée par la Violence » est défini garantissant en théorie à cette population

25. Extrait d'un entretien réalisé le 14 avril 2009 à son domicile.

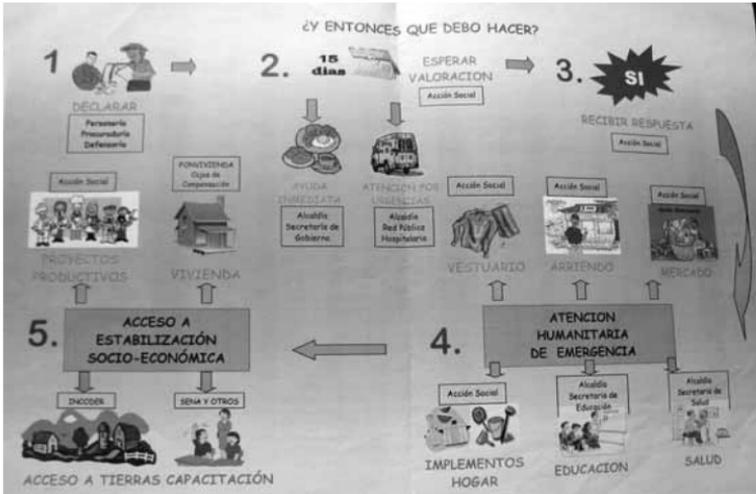
26. Le Kit Humanitaire d'Urgence est renouvelable une ou deux fois selon la situation des familles.

l'accès aux programmes et projets intégraux de développement urbain et rural, leur offrant les moyens nécessaires à la création de leurs propres formes de subsistance et leur permettant de se réincorporer à la vie sociale, économique et culturelle du pays en évitant les processus de ségrégation ou de stigmatisation sociale<sup>27</sup>. Cela se traduit concrètement par les « aides à la reconstruction ». Un chèque dont le montant varie autour de 8 millions de pesos (équivalent à 2 600 euros) permet en théorie aux familles de se reloger. Une aide financière à la « Génération de Revenus » ainsi que la subvention d'un « Projet Productif » favorisent, d'après la loi, la réinsertion économique des familles. Les individus déplacés ont gratuitement accès à la santé et leurs enfants à l'éducation, lorsqu'il y a des places vacantes dans les écoles. « Apparaître dans le système » permet donc en théorie aux déplacés l'accès à un panel élargi de subventions. Néanmoins, il existe un fossé entre cette législation et les soutiens effectivement reçus. Une formation juridique doit être dispensée aux nouveaux arrivants ainsi qu'un soutien psychologique. Aucune des femmes de l'association n'a bénéficié de telles attentions de la part des institutions gouvernementales puisque, comme nous l'avons vu précédemment, ce type d'atelier leur a été proposé dans le cadre du collectif *Yo Mujer*. Contrairement aux individus qui doivent, seuls, faire face au processus de reconstruction en ville, l'avantage des femmes de notre échantillon est donc de faire partie de ce type de collectif et par son biais, d'être tenues informées de l'ensemble des procédures juridiques à suivre pour obtenir réparation. Le dépliant suivant est en effet distribué aux nouvelles arrivantes par les membres du Comité. Cette notice informative a été réalisée par les femmes de l'association, aidées par les étudiants de l'Université Nationale de Colombie. On s'aperçoit que ce document est avant tout visuel, ce qui permet

---

27. Voir article 10 de la Loi 387 de 1997.

aux individus ne sachant pas lire de repérer facilement les différentes étapes à suivre lors de leur arrivée à Bogotá.



### La violence institutionnelle

Quand elles arrivent à Bogotá, les familles en situation de déplacement forcé sont orientées vers les Unités d'Attention et d'Orientation (UAO), bureaux d'Acción Social situés dans les quartiers sud de la ville. Acción Social est l'entité gouvernementale chargée de la thématique du déplacement forcé et de la reconstruction de projets de vie après le déplacement. C'est l'institution qui délivre les aides auxquelles les déplacés ont droit. La rencontre entre déplacés et fonctionnaires est généralement assez difficile. Venant de traverser une épreuve traumatique, en faire le récit aux fonctionnaires se révèle être particulièrement douloureux car cela projette les déclarants dans le passé. De plus, de nombreux individus originaires de milieux ruraux n'ont jamais été en contact avec les institutions gouvernementales. Ajoutons à cela la peur des représailles et la méfiance qu'expérimentent les individus à la suite de l'exil.

« Les gens ont peur d'aller déclarer [...]. Celui qui dit la vérité dans ce pays on le fait disparaître. C'est pour ça que les gens ont peur de parler. Quand on va déclarer à Acción Social, il y a toujours quelqu'un qui nous menace en nous disant que mentir est un délit, que celui qui ment est mis en prison. C'est pour ça que les gens

préfèrent ne pas parler, qu'ils ont peur. En plus si vous dites un mot de travers, on vous nie le statut de déplacé. Il ne faut pas arriver trop bien habillé non plus parce que sinon on ne vous croit pas. Il faut paraître victime, avoir le dos courbé, la tête baissée pour qu'on puisse dire "pauvre petit déplacé!" [...]. Au lieu d'aider les victimes, on les accuse dans ce pays. Après tout ce qu'on a vécu, il faut encore supplier pour être crus. » (Teresa, leader de Yo Mujer).

Après la déclaration, les individus apparaissent dans le registre national des déplacés ou sont rejetés dans les 15 jours ouvrables.

« Un jour je me suis mise en colère là-bas, je ne comprenais pas ce que la dame était en train de m'expliquer, elle utilisait des mots compliqués, elle parlait des lois. Enfin, je ne comprenais rien donc je lui ai demandé de me ré-expliquer tout ça de façon plus claire. Alors elle m'a regardée méchamment et m'a crié dessus. Pour qui elle se prend ! Moi je ne l'ouvre jamais mais là, je me suis énervée, j'ai pas supporté [...] Je lui ai demandé de me respecter parce que c'est grâce à nous, les déplacés qu'elle a à manger. Ces fonctionnaires d'Acción Social, ils nous méprisent, nous

parlent mal, nous traitent comme de la merde, comme des voleurs, ils nous disent que si on a été déplacés c'est parce qu'on l'a cherchés. [...] Je n'ai pas bien compris la raison qu'ils m'ont donnée mais en gros ils m'ont dit que mon cas n'était pas un cas de déplacement forcé. Je leur ai dit que mon village était contrôlé par les paracos, que le maire en était un ! Qu'un de ses hommes voulait être avec moi et que j'ai refusé, je l'ai repoussé. Lui, il m'attendait le soir quand je rentrais du travail, un jour il m'a insultée parce que je ne me laissais pas faire et m'a mis un pistolet sur la tempe ! [...] Quelques jours plus tard, en plein milieu de la nuit, ils ont défoncé ma porte et nous ont dit de partir. Ils ont dit qu'ils ne voulaient plus nous voir ici ni moi ni mes enfants sinon ils nous violeraient et nous tueraient. On est partis en moins d'une heure. Je voulais aller chez mon frère à Cali mais le camion qui nous a emmenés allait à Bogotá alors on n'a pas eu le choix. [...] Quand je suis arrivée à Bogotá j'ai été déclarée et ils m'ont dit de revenir 15 jours après. Mais 15 jours plus tard ils n'avaient pas de réponse à me donner. J'ai fait beaucoup d'allers-retours à la UAO mais ils n'avaient jamais de réponse ou alors le système était en panne. Un jour il était 15 heures et la fonctionnaire qui s'occupait de ça était partie parce que sa

mère était malade et il n'y avait personne d'autre pour s'occuper de moi... Au bout de trois mois ils m'ont dit que j'étais refusée. Que je n'étais pas considérée comme déplacée.»

Le cas de Maria Yali n'est pas un cas isolé. Les récits nous montrent que ces femmes se sentent victimes de divers types de violence, morale, verbale ou psychologique dans leurs interactions avec l'ensemble des entités étatiques chargées de la problématique. De par leur manque de connaissances juridiques, leur condition de femme, leur origine socioculturelle ou leur condition de déplacée, elles se trouvent en position de subordination face aux fonctionnaires des entités gouvernementales. J. Butler [2004] et P. Bourdieu [1998] parlent de statut d'expert des fonctionnaires qui sont familiarisés à l'environnement juridico-administratif et utilisent des références et un langage que les femmes ne peuvent pas comprendre. Les fonctionnaires et les femmes déplacées n'ont pas la même perception de la distribution et des pratiques de pouvoir [Passano, 1978 : 62]. Les premiers savent qu'ils jouissent d'un pouvoir de décision face aux femmes déplacées. Leur position d'expert renforce l'inégalité de cette relation. C'est ce que P. Bourdieu [1998] qualifie de « violence symbolique » qui,

à la différence de la violence physique, est plus inconsciente car directement associée à la domination linguistique. C'est une forme de domination qui s'exerce sur le corps et l'esprit sans besoin de faire appel à la coercition violente pour légitimer les structures de pouvoir. J. Butler [2004] parle également de « discours de haine » produit par l'État. Dans notre cas, le statut de déplacé est un stigmate duquel l'individu ne peut se défaire car les entités gouvernementales, garantes de leurs droits, véhiculent ce discours excluant. Les déplacés se convertissent alors en « personnes sans

État » [Butler, 2004]. En effet, ce langage offensif contribue à « dégrader, diminuer et affaiblir la capacité du récepteur d'exercer ses droits et libertés constitutionnellement garantis » [Butler, 2004 : 131]. Au-delà de la violence verbale, on peut également faire état de violence bureaucratique, personne n'étant responsable des temps d'attente d'attribution ou du retard de versement des aides. Ces observations mettent en valeur la difficulté pour les femmes déplacées de redéfinir leur identité de citoyenne colombienne, l'État étant supposé être le garant des droits constitutionnels.

194

À en croire les annonces médiatiques du gouvernement, les déplacés en Colombie ne seraient pas dans le besoin puisqu'ils bénéficieraient de toute une série d'aides à la reconstruction.

« Ça me met dans une rage quand je vois à la télé des publicités qui disent que les déplacés ont tout ce qu'il faut, si la seule chose que l'on a c'est faim ! » (*Rosa Maria, 64 ans, séparée*)<sup>28</sup>.

« La *Doctora* d'Acción Social a appelé pour dire qu'il fallait être là-bas à 9 heures parce que le ministre de l'Agriculture allait être là et qu'il pouvait peut-être nous donner quelque chose... Mal à la tête ! C'est tout ce qu'il nous aurait donné [rires] ! » (*Conversation entre Teresa et Norita*)<sup>29</sup>.

28. Extrait d'un entretien réalisé le 14 avril 2009, à son domicile.

29. Extrait d'une conversation informelle entre les femmes, dans les locaux de l'association, en mars 2009.

La désillusion est clairement perceptible, dans ces témoignages, quant aux opportunités offertes aux déplacés par les entités gouvernementales. Même si la reconnaissance institutionnelle du statut de déplacé ouvre une voie juridique non négligeable, obtenir les aides relève plus du combat que du droit.

« Moi j'ai lutté pour obtenir l'aide au logement, c'était ça le plus important. Mais du reste j'en ai ras-le-bol [de l'aide à la génération de revenu] ! Ils [les fonctionnaires] sont vraiment désagréables et c'est super-éprouvant, très éprouvant ! Et de toute façon ils vous disent toujours la même chose, toujours la même chose ! Alors du coup, chacun travaille de son côté, se débrouille, essaie de s'en sortir comme il le peut<sup>30</sup>. » (*Luz Marina, 39 ans, mariée*)<sup>31</sup>.

195

En effet, comme le souligne Luz Marina, obtenir les aides à la reconstruction économique est un processus particulièrement long et éprouvant. C'est ainsi que de nombreuses femmes de l'association, après avoir obtenu l'aide au logement, ne cherchent pas à exiger le reste de leurs droits. L'accès à un logement, à un lieu de vie digne, est en effet l'objectif principal des familles déplacées. La subvention gouvernementale, couvrant en principe l'achat d'un logement, permet aux femmes d'accéder à la propriété – fait doublement symbolique pour ces dernières. Dans un premier temps, la condition de propriétaire laisse entrevoir la possibilité de se reconstruire durablement en ville : le flottement dans lequel se trouvent ces populations depuis le moment de l'exil prend fin. C'est une certaine forme de stabilisation pour les familles qui ne doivent plus se préoccuper du loyer à payer mensuellement. Devenir propriétaire en ville leur permet de se projeter vers le futur. Nous avons observé que, quel que soit leur statut marital, les femmes de l'association ont

30. Traduit de l'expression colombienne « *Rebuscando por su cuenta* ».

31. Extrait d'un entretien réalisé le 19 avril 2009 à son domicile.

reçu le chèque du logement en leur nom. Elles, les femmes, sont devenues propriétaires et non leur époux, lorsqu'elles sont en couple. Cette nouvelle situation leur permet donc de renégocier leur statut au sein de la famille. Pour R. Castel [2001], l'individu pour exister comme tel doit avoir des supports. S'appuyant sur la théorie lockienne, il perçoit la propriété privée comme l'un de ces supports, laquelle permet en effet à l'individu de ne dépendre de personne dans le sens où « par propriété il faut entendre cette propriété que les hommes ont sur leurs personnes autant que celle qu'ils ont sur leurs biens » [Locke, 1994 : 173]. Pour les femmes qui dépendaient économiquement de leur époux en milieu rural, la condition de propriétaire leur permet de se percevoir comme sujets de droits.

La Loi 387 de 1997 assure donc des droits aux populations déplacées. Or le processus d'obtention des subventions est long et éprouvant comme nous venons de le présenter. Néanmoins, les déplacés ne sont pas sans recours face aux institutions gouvernementales. En effet, la Constitution de 1991 met à la disposition des citoyens un outil juridique leur permettant de se saisir directement du droit. Il s'agit là de l'Action de Tutelle. L'article 86 de la Constitution de 1991 stipule en effet que

« Toute personne pourra intenter une action de tutelle pour réclamer aux juges en tout lieu et moment, par une procédure privilégiée et sommaire, par elle-même ou par toute personne agissant en son nom, la protection de ses droits constitutionnels fondamentaux, lorsqu'elle estimera que ces derniers ont été atteints ou menacés par l'action ou l'inaction d'une quelconque autorité publique. La protection consistera en un ordre donné à cette autorité pour qu'elle agisse ou s'abstienne d'agir. Le jugement qui sera immédiatement exécutable pourra être contesté auprès du juge compétent et, dans tous les cas, celui-ci le remettra à la Cour constitutionnelle en vue de son éventuelle révision. Cette action ne sera recevable que dans le cas où l'individu concerné ne

dispose d'aucun autre moyen de défense judiciaire, excepté si cette action est utilisée comme un moyen transitoire pour éviter un préjudice irrémédiable. En aucun cas il ne pourra s'écouler plus de dix jours entre la demande de tutelle et la décision judiciaire. La loi déterminera le cas où l'action de tutelle sera recevable contre des personnes privées chargées de l'exécution d'un service public ou dont la conduite affecte gravement et directement l'intérêt collectif, ou contre ceux vis-à-vis de qui le demandeur se trouve sans défense ou en situation de subordination».

La tutelle est, selon M. Cepeda [1996], une révolution juridique permettant au citoyen de se saisir du droit consacré par la Constitution. Il s'agit là d'une « arme pacifique des citoyens contre l'arbitraire », « d'un véritable arsenal pour garantir les pouvoirs que la constitution confère aux individus » [Cepeda, 1996 : 107-108]. Notons qu'au cours des quatre premières années de son existence, les citoyens colombiens ont déposé 74 000 arrêts de tutelle contre 64 300 en Allemagne en 40 ans ou encore 14 200 en Espagne en 10 ans. Il s'agirait en effet d'une procédure simple, rapide et souple pouvant être saisie de façon spontanée par tous les citoyens, quelle que soit leur condition socioéconomique, leur lieu de résidence ou leur âge, sans avoir auparavant à épuiser toutes les voies juridiques. C'est selon M. Cepeda [1996 : 108] « ce qui confère tout son dynamisme à cette disposition ». « Avec la tutelle, les droits prennent vie » [Cepeda, 1996 : 111]. Il s'agit là d'un « instrument de changement social » favorisant la redistribution du pouvoir dans la société. C'est dans le cadre des ateliers de formation juridique que les femmes de l'association apprennent à activer cette disposition. Comme nous l'avons souligné tout au long de ce travail, les femmes d'origine rurale ne sont pas familières du monde juridique. Le déplacement forcé et le réseau associatif les propulsent dans un univers inconnu. L'utilité des outils juridiques

leur apparaît progressivement. Le droit de pétition et l'action de Tutelle sont deux dispositions permettant une réappropriation du droit par la société. J.-M. Blanquer [1996 : 88] parle de « société de droit » pour désigner l'« imprégnation du droit dans une société c'est-à-dire son utilisation diffuse par les acteurs sociaux dans un processus de réinterprétation permanente et donc de transformation ». Le réseau associatif du collectif *Yo Mujer* incarne donc cette « société de droit » au sein de laquelle les femmes apprennent à se saisir de leur citoyenneté.

« Une chose est de demander des aliments, des aides qui vont et viennent et autre chose est d'exiger mes droits parce que c'est mon droit d'avoir accès à la santé, à un endroit où vivre, à l'éducation et à un projet productif pour pouvoir m'en sortir ! C'est pour ça que j'ai passé un droit de pétition et que j'ai envoyé des lettres au Président, que je suis à toutes les manifestations et que je demande de l'aide à la *Casa de la Mujer* parce que moi je ne connais pas bien les articles et les lois. » (*Rosa Maria, 64 ans, séparée*)<sup>32</sup>.

L'appropriation de ces outils juridiques permet en effet aux femmes déplacées de faire valoir les droits qui leur sont conférés. Rosa Maria a ainsi envoyé de nombreuses lettres au ministère de l'Environnement, de l'Intérieur, au Président de la République ainsi qu'à la Mairie de Bogotá afin d'obtenir un complément d'aide au logement. Elle a également sollicité l'Ambassade de Suisse afin d'obtenir une bourse d'étude pour sa fille et a engagé de nombreuses démarches dans ce sens. Le cas de cette femme est très intéressant : au-delà de l'action de Tutelle ou de la pétition, elle mobilise de nombreux autres outils comme des lettres spontanées aux institutions diverses afin de faire valoir sa citoyenneté. Ces outils confèrent une nouvelle légitimité aux

32. Extrait d'un entretien réalisé le 14 avril 2009, à son domicile.

acteurs, lesquels disposent de mécanismes rendant effectifs leurs droits face à la lourdeur des démarches administratives.

« Moi je dis que si on ne passe pas un droit de pétition ou une action de tutelle on n'obtient rien! Moi par exemple, j'ai demandé une *proroga*<sup>33</sup> et j'ai eu rendez-vous avec la fonctionnaire de l'UAO et elle m'a dit: "Non! Pour obtenir quoi que ce soit, il faut revenir avec un droit de pétition parce que sinon c'est très difficile!" On doit se battre contre la Loi parce que sinon on n'obtient pas grand-chose. » (*Ana Silvia, 43 ans, mariée*)<sup>34</sup>.

On comprend alors la portée de cette pénétration du droit parmi la communauté de femmes déplacées qui ont la possibilité de se saisir progressivement du texte constitutionnel.

« Dans le quartier du Paraíso, une femme qui était amie de Marina savait comment passer une Action de Tutelle pour recevoir plus d'aides alors elle en a passé une à nos noms à toutes. [...] On a reçu une réponse favorable parce qu'on a obtenu l'aide au logement, alors bon... [...] C'est comme ça que j'ai commencé à savoir faire ça. J'ai rempli ce papier pour qu'il me donne ce projet productif mais ils ne m'ont pas répondu. C'est là qu'on a décidé de passer une action de Tutelle! » (*Norita, 56 ans, séparée*)<sup>35</sup>.

L'action de Tutelle est un outil particulièrement mobilisé par les femmes de l'association *Yo Mujer*. La Cour Constitutionnelle, devant la situation critique à laquelle sont confrontées les familles, « s'érige comme l'instance étatique faisant valoir les droits de la population déplacée » [Codhes, 2010 : 4], participant activement à la reformulation des politiques publiques afin de favoriser le plein accès des déplacés à la citoyenneté. On se souvient

33. Renouvellement du Kit Humanitaire d'Urgence.

34. Extrait d'un entretien réalisé le 21 avril 2009, à son domicile.

35. Extrait d'un entretien réalisé le 14 avril 2009 à son domicile.

d'ailleurs de la prise symbolique de la Cour Constitutionnelle par les femmes du réseau associatif, présentée dans le deuxième chapitre. Cette mobilisation a été mise en œuvre pour s'opposer aux restructurations des personnels de cette Cour qui menacent le soutien apporté aux populations déplacées.

«On s'interroge maintenant sur ce qui va se passer parce qu'ils sont en train de sortir ceux qui nous aidaient le plus, nos meilleurs défenseurs et ils sont en train de mettre à leur place des bureaucrates alors à quoi on doit s'attendre? C'est ça qui nous préoccupe le plus en ce moment! Parce qu'on a obtenu tellement grâce à la Cour! On leur envoyait des rapports mensuels et ils nous répondaient! C'est ça qui nous inquiète!» (*Teresa, 56 ans, présidente de l'association*)<sup>36</sup>.

200

Les individus reconnus déplacés mobilisent en effet de nouvelles logiques reposant sur le dialogue social et la juridicisation des relations entre état et citoyen, s'emparant et intégrant ainsi le droit à leur réalité sociale. La reconnaissance officielle de l'épreuve vécue permet donc aux déplacés de retourner le stigmate, institutionnalisant leur position de victime face aux soupçons des voisins et fonctionnaires qui les assimilent aux acteurs armés. Il est cependant nécessaire de relativiser nos réflexions précédentes, l'imprégnation du droit par la société colombienne coexistant avec la négation des droits les plus élémentaires comme l'attestent la poursuite des déplacements forcés et les violences sociopolitiques à l'encontre des populations civiles dans le cadre du conflit armé. Rappelons que déclarer l'expérience d'un déplacement forcé n'est pas toujours synonyme d'obtention du statut officiel. Nous partirons donc d'une étude de cas particulier pour nous interroger sur les conséquences du rejet institutionnel.

---

36. Extrait d'un entretien réalisé le 23 avril 2009 dans un café du centre-ville de Bogotá.

Alors que le Sipod<sup>37</sup> enregistre un total de 3 303 979 déplacés à la date du 31 décembre 2009, pour les 25 dernières années, l'ONG Codhes<sup>38</sup> en identifie pour sa part 4 915 579. On observe un écart de 1 600 000 individus qui n'apparaissent pas dans le système officiel et ne bénéficie donc pas de la reconnaissance institutionnelle du statut de déplacé. Alors que l'ensemble des situations de femmes présentées jusqu'alors laisse paraître une tendance plutôt optimiste de la réinsertion des déplacées soutenues par le collectif, le cas de Maria Yali est l'exception qui confirme la règle. Cette femme est arrivée à Bogotá au mois d'août 2008. Elle a immédiatement été dirigée vers le foyer d'accueil de l'association *Yo Mujer* par les fonctionnaires d'Acción Social. Sa déclaration a été rejetée par cette institution trois mois plus tard. Elle fait donc partie des exclus du système. Ce rejet institutionnel a de nombreuses conséquences tant d'un point de vue associatif que pour l'insertion urbaine de cette femme et de ses enfants. Chef de famille, âgée d'à peine 30 ans, elle a cinq enfants âgés de cinq à 14 ans. Exclue de tout lien institutionnel, cette femme est actuellement une « personne sans état » [Butler, 2004], dont l'identité est fluctuante [Jolivet, 2000]. Considérée comme migrante volontaire par les autorités, ce « déni de reconnaissance » [Fraser, 2005] la plonge dans une situation d'anomie. Sans droit, sa reconstruction tant sociale qu'économique s'avère particulièrement difficile dans cette ville hostile. C'est tout un processus psychologique qui entre alors en jeu car le rejet institutionnel la plonge dans une dépression profonde. Se sentant « moins déplacée que les autres », elle ne peut participer au récit commun qui se constitue au sein de l'association et permet aux

37. Sistema de Información de Población Desplazada, base de données de l'institution Acción Social systématisant les déclarations des individus en situation de déplacement forcé, [www.accionsocial.gov.co](http://www.accionsocial.gov.co).

38. Consultoría para los Derechos Humanos y el Desplazamiento, ONG nationale promouvant la paix en Colombie, l'application des Droits de l'Homme et accordant une attention spéciale aux populations directement affectées par le conflit armé colombien. Voir site internet : [www.codhes.org](http://www.codhes.org).

individus de donner un sens à leur situation et à leur position dans le monde. Maria Yali souhaitait devenir militante au sein de ce collectif. Néanmoins, son statut de non-déplacée l'a également écartée de cette possibilité car *Yo Mujer* étant une association de femmes en situation de déplacement forcé, ne peut admettre officiellement – inscrire dans ses registres – des femmes non reconnues comme telles, risquant de perdre son statut juridique. Se sentant mise à l'écart Maria Yali s'est coupée du monde associatif. Les femmes de l'association ne comprennent pas sa réaction car elles lui ont proposé de l'aider à faire appel pour que son dossier soit revu. Ainsi, l'impossibilité de s'inscrire officiellement comme membre de l'organisation et de se constituer, par là, en tant que sujet de droit, se traduit dans ce cas par le repli sur soi, le *rebusque*<sup>39</sup> individuel et anonyme. L'accumulation d'expériences jugées injustes lui a fait baisser les bras. Racisme – cette femme est afro-colombienne –, travail d'esclave, violences domestiques et sexuelles, rejet familial, menaces et déplacement forcé ont marqué la trajectoire sociale de cette femme avant son arrivée à Bogotá. Ajoutons à cela le rejet institutionnel qui s'articule à l'(auto-)exclusion associative, Maria Yali dispose de peu de recours. Alors que les autres ont pu se reconstruire un réseau de sociabilité, elle illustre les réflexions de M. Agier [1999] sur la difficile insertion des déplacés en ville. Sans lien institutionnel, sans lien social, elle vit dans l'anonymat, l'informalité et tente au jour le jour de se reconstruire. Sa conscience politique est totalement anéantie face à l'expérience de cette *situation limite* [Bataillon et Merklen, 2009] qui s'accompagne de discriminations quotidiennes. Incapable de donner socialement un sens à sa situation, il lui est extrêmement difficile de stabiliser son quotidien. Cet état d'anomie annule sa condition de sujet et rend particulièrement complexe sa reconstruction économique

202

39. Expression colombienne que l'on peut traduire en français comme « la débrouille », la recherche d'issues de survie.

et sociale et son insertion urbaine. Ses enfants n'ont, de plus, pas accès à l'éducation gratuite ni aux services de santé. Elle vit actuellement dans un quartier d'invasions dans des conditions de misère extrêmes. Territoire d'affrontements entre représentants des divers groupes armés, son quartier de résidence est la scène de pratiques de violences quotidiennes. Ses quatre filles se trouvent dans une situation de vulnérabilité particulière étant donné qu'elle travaille la journée, la charge des trois plus jeunes est transférée à la fille aînée, âgée de 14 ans, enfant parentalisée. Effrayées par les violences extérieures, ces enfants ne sortent jamais de leur « maison », une pièce d'environ 12 mètres carrés faite de tôle ondulée et de vieilles parois en bois poreux. Son fils âgé de dix ans a disparu depuis maintenant deux mois<sup>40</sup>. Il ne s'agit malheureusement pas d'un cas isolé mais de celui de milliers d'individus déplacés non reconnus comme tels. L'intérêt d'évoquer un tel cas n'est pas d'en dresser un portrait misérabiliste mais de mettre en évidence deux réflexions. Tout d'abord, cet exemple nous rappelle que les expériences des déplacés sont diverses. Les trajectoires des femmes présentées dans cet essai ne représentent pas l'ensemble des femmes déplacées. Il s'agit bien là d'un échantillon réduit qui met quotidiennement en œuvre de nombreuses stratégies collectives et, par là, individuelles, de reconstruction de projets de vie. Mais cette étude du cas des femmes de *Yo Mujer* n'est pas généralisable à l'ensemble des individus en situation de déplacement forcé. D'autre part la présentation de la situation de Maria Yali met en évidence les limites d'une association comme *Yo Mujer*. Alors que ce collectif semble à première vue être présent là où l'État fait défaut, cet exemple souligne la reproduction dans le cadre du collectif d'un système institutionnel excluant. Cette organisation s'inscrit en

---

40. Porté disparu de mars à septembre 2010, cet enfant avait été placé dans un centre par les services sociaux car il avait été surpris en train de travailler comme aide-chauffeur dans un bus. Sa mère n'a jamais été prévenue de la décision des services sociaux et a cru son fils disparu pendant six mois.

effet et ce, en dépit de ses membres, dans le prolongement des institutions étatiques, ne pouvant officiellement inscrire dans ses registres des femmes non reconnues comme déplacées sous peine de perdre son statut juridique. On perçoit alors clairement comment le sentiment d'appartenance à une communauté nationale et l'intégration d'un socle juridique venant légitimer cette identité favorisent la mise en récit et la redéfinition du quotidien.

## Conclusion

---

### L'invention de la ville... réinstallation et projections, le temps du futur

205

Se reconstruire après l'expérience du déplacement forcé... difficile labeur pour ces milliers d'individus réinstallés « au bord du monde », aux périphéries des périphéries des villes colombiennes. Nous avons tenté par cet écrit de mettre en évidence une dynamique particulière, celle d'une communauté de femmes déplacées cherchant collectivement, à partir de leurs expériences passées, les moyens de stabiliser leur quotidien et de se projeter vers un avenir différent.

Les populations déplacées n'acquérant de visibilité juridique qu'à partir de 1997, c'est au tournant du nouveau millénaire que les associations de déplacés voient le jour et éveillent de nouvelles interrogations au sein de l'académie. Notre sujet, mêlant études de genre, déplacement forcé et dimension collective, éveille l'intérêt d'une communauté de chercheurs féministes privilégiant l'approche du phénomène en termes d'*empowerment*. Cette dimension est séduisante pour le chercheur dont l'engagement idéologique, l'identité de genre et l'empathie favorisent l'identification à l'objet d'étude. Néanmoins, nous avons cherché à faire ressortir d'autres aspects de la question en nous intéressant

précisément à une association de femmes en situation de déplacement forcé, *Yo Mujer*.

## **Le collectif comme moteur de projections**

Ce travail a souligné que la conjugaison du déplacement forcé, du changement de contexte de vie et de la rencontre avec le réseau associatif facilitent le renversement des stigmates associés à la condition de déplacé alors que l'exil articulé à l'identité de genre est, dans un premier temps, vécu comme un « obstacle » à l'insertion en ville, porteur de vulnérabilités particulières.

Au sein du collectif s'opère tout un processus de mise en récit des expériences de vie. Le partage de réalités similaires, tant autour du déplacement forcé que des relations de genre vécues, permet à cette communauté de femmes de « socialiser l'expérience » [Agier, 2002]. M. Agier [2002 : 56] parle de « retour à la vie pour ceux qui ont perdu leur ancrage dans le monde ». S'apercevoir qu'elles ne sont pas seules à traverser cette épreuve et que leurs histoires de vie coïncident est un bagage fondamental pour ces femmes lors de la réinstallation en milieu urbain. Les membres de l'association et des organisations alliées constituent alors un nouveau réseau de sociabilité pour ces individus déracinés. La reconstitution de liens sociaux est à la base de la définition de nouveaux repères dans cet espace ville inconnu et excluant.

Le discours collectif véhiculé au sein de ces espaces est au fondement de la reconstitution des souvenirs individuels. Par les ateliers, mobilisations collectives et manifestations publiques, ces femmes modifient leur perception de la réalité passée et présente. Cela favorise l'inscription de leur problématique dans une dimension globale, transcendant ainsi les frontières du monde local au sein duquel elles ont évolué jusqu'alors. La conjugaison de l'identité féminine et de l'expérience de l'exil est en effet porteuse d'une signification politique particulière

à l'époque où la communauté internationale appelle au respect des droits humains. Le socle juridique nationalement à leur disposition permet aux femmes de se positionner collectivement et individuellement comme sujets de plein droit. L'élaboration d'un discours collectif, s'inscrivant dans le global, génère la formation d'un contexte social propice à la ré-humanisation. La tension entre trajectoires individuelles et intégration collective implique une transformation de l'individu de l'intérieur à partir de valeurs autour desquelles le sujet structure son identité et donne un sens à ses actions [Arango et Meza, 2002 : 22]. C'est ainsi que les femmes peuvent commencer à se reconstruire et s'installer dans la durée en définissant de nouveaux repères identitaires à partir d'un récit commun [Agier, 2002].

207

Le collectif est à envisager comme un cadre de re-socialisation [Berger et Luckman, 1996] au sein duquel la population civile a la possibilité de s'imposer face aux acteurs armés, qui monopolisent les commentaires de la guerre. La constitution d'une mémoire collective forme un environnement propice à la redéfinition de projets de vie individuels et familiaux. Ainsi, la reconnaissance institutionnelle de l'épreuve s'articule à la reconnaissance sociale d'une condition de genre amenuisée, pour permettre à ces femmes déplacées de se poser comme actrices de la reconstruction.

Pour M. Agier [1999], les déplacés colombiens illustrent une forme nouvelle d'urbanisation et une difficulté également nouvelle à trouver un mode d'insertion dans les villes d'arrivée. Or, dans notre cas, les pratiques collectives véhiculent un discours politique permettant aux femmes de se positionner individuellement et de façon critique face aux événements de leur quotidien et à leurs expériences passées. Elles formulent collectivement des demandes élémentaires de citoyenneté, qui se manifestent individuellement au sein de l'univers familial et institutionnel. Ce processus s'insère ainsi dans une idéologie globale, se calquant sur le discours des citoyens du « centre ». L'incursion dans l'espace

public de femmes d'origine rurale – traditionnellement assignées à la sphère domestique – révèle aux citadins de la ville générique l'existence d'une masse citadine socialement rendue invisible. De sphère privée à espace public, de stratégies locales à discours global, cette étude nous permet de prolonger les réflexions de l'anthropologue et de parler d'une forme inédite d'insertion des femmes déplacées en milieu urbain. C'est ainsi qu'elles mettent progressivement fin à l'état de « flottement liminaire » [Agiar, 2002] dans lequel les a plongées l'exil, qu'elles inventent leur ville et se réinstallent dans le temps du futur.

### **Expérience sociale et temporalités : vers la reconstruction du futur**

La reconstruction de « projets de vie » passe pour ces femmes par l'articulation des trois logiques d'action pure reconnue par F. Dubet à savoir l'intégration sociale, la stratégie et la subjectivation à partir desquelles elles se constituent comme actrices et sujets de leur propre vie. C'est de l'ensemble de ce processus que naît l'expérience sociale conçue comme la « manière dont les acteurs articulent des logiques d'action afin d'en avoir la plus grande maîtrise possible » [Dubet, 2005 : 103].

La reconstruction de projets de vie pour les femmes de l'association *Yo Mujer* met en parallèle trois temporalités, le présent, le passé et le futur. Dans le présent, « celui qui est capable de définir son projet de vie fait appel à son autonomie et à sa liberté, se compromet envers lui-même pour que son idéal devienne réalité se constituant comme ouvrier de sa propre vie sans oublier que c'est un être relationnel » [Arango et Meza, 2002 : 23]. Les expériences du passé apportent des réponses à l'image, à la perception et à l'estime de soi qu'ont les individus. La dialectique présent-passé se constitue comme une condition pour se reconnaître soi-même et refermer des blessures. Résultats du passé, ces dernières ne s'envisagent pas avec peur mais comme

faisant partie d'une histoire propre qui aide à s'accepter tel que l'on est [Arango, Meza, 2002]. Le futur se présente comme une temporalité qui se construit depuis le présent, la vie future étant le résultat de ce qui est alors en train de se vivre. L'individu devient responsable de son existence, se projetant dans l'avenir. La définition d'un projet de vie intègre l'identité réelle et l'identité idéale, ce que nous sommes actuellement et ce que nous voudrions être, moteur des objectifs que l'on se pose pour le futur. Les femmes déplacées peuvent ainsi mettre fin à l'étape de transition de l'arrivée à Bogotá dans le sens où elles se redéfinissent un mode de vie par la consécration d'activités et de relations, dans un espace physique et social particulier [Meertens, Segura, 1999]. Cela suppose une certaine tension entre passé et futur car l'individu doit avoir dépassé la temporalité du passé envisageant ainsi le futur comme référence existentielle. Le projet de vie est donc un « processus qui implique des capacités et des objectifs, qui requiert des conditions matérielles et présuppose un certain degré d'autonomie, d'auto-estime, de lien social développés par les individus à partir d'un tissu de relations et de ressources extérieures » [Meertens, Segura, 1999 : 17]. L'idée de *capacités* [Sen, 1985] va au-delà des simples conditions matérielles, mettant en œuvre un ensemble de caractéristiques personnelles, d'expériences biographiques et d'opportunités pour l'individu concerné. La reconnaissance sociale est ainsi un facteur indéniable de cette *capacité*.

Notre étude de cas a mis en évidence le processus de reconnaissance de l'expérience sociale des femmes de l'association *Yo Mujer*. Au-delà de l'épreuve du déplacement forcé, c'est l'ensemble des trajectoires biographiques de ces femmes qui est mis en exergue. Éducation, maternité, sexualité, violence domestique, caractéristiques familiales, expulsion violente, magnitude des pertes, situation socio-économique sont autant d'expériences qui font de ces femmes réinstallées en milieu urbain ce que N. Fraser [2005] qualifie de « groupe mixte », associant les

caractéristiques d'une « classe exploitée » à celles d'une « sexualité méprisée ». Nous ajouterons à ces caractéristiques socioéconomique et générique, le choc biographique vécu à savoir le déplacement forcé, les « destins déplacés ». La conjonction de ces trois éléments semble être la source d'une citoyenneté en péril. Néanmoins, notre analyse a clairement souligné un processus de réinscription des femmes déplacées dans une communauté de droits, un accès inédit à la citoyenneté. Ces trois ingrédients constituent ainsi « l'équipage » [Meertens, Segura, 1999] à partir duquel elles posent les fondations de nouveaux projets de vie en milieu urbain.

Nous proposerons enfin quelques réflexions autour de thématiques sous-jacentes à l'ensemble de ce travail. Le processus observé laisse place à une dimension de l'identité de genre articulant représentations passées et imaginaires présents. Nous envisageons les transformations individuelles, conséquences du déplacement forcé et des interactions collectives, comme un processus d'*individuation* des femmes. La problématique de la reconstruction de projets de vie des femmes déplacées organisées en milieu urbain se présente ainsi comme sujet de recherche privilégié des sciences sociales.

### **Identité de genre en milieu urbain : tension entre rôles traditionnels et discours global**

Nous sommes donc face à des individus qui disposent de cette *capacité* de penser l'avenir. Stimulées par leurs enfants, ces mères de famille perçoivent la possibilité d'un avenir ouvert, avec une vulnérabilité assumée qui leur permet d'accepter les défis. La maternité est en effet une caractéristique intrinsèque de l'identité – tant biologique que sociale – de ces femmes. Nous avons évoqué dans notre essai comment les rôles de genre s'établissent à partir des différences sexuelles anatomiques [Héritier, 1996; Luna, 2003] c'est-à-dire de la capacité des femmes

d'enfanter. La maternité consacrerait ainsi la différence entre rôles masculins et féminins dans le sens où elle a historiquement été définie et reconnue au-dessus de tout autre fonction sociale. L. Luna [2003] parlait de «maternalisme» ou d'«hypervalorisation de la maternité» au fondement d'une construction sociale naturalisée faisant apparaître les «genres» en tant qu'*habitus* sexués [Bourdieu, 1998 : 15]. Rappelons que le genre est une catégorie analytique relationnelle, historique et hiérarchique définie de façon plus complexe comme «un élément constitutif des rapports sociaux fondés sur des différences perçues entre les sexes» et comme «une façon première de signifier les rapports de pouvoirs» [Scott, 1996 : 281]. Les rôles masculins et féminins et les identités sexuées se construisant de façon dynamique, les femmes sont à envisager comme un groupe social défini à partir du sexe biologique et de la construction socioculturelle du féminin en relation avec celle du masculin [Maruani, 2005 ; Meertens, 2006 ; Scott, 1996]. Le «genre» est donc à entendre comme un «processus socioculturel de construction de la différence sociale» [Cosío, Rozée, 2009].

En milieu rural, les femmes ont intégré une dichotomie des rôles de genre et leur position dans le monde n'avait de sens qu'à partir de leurs fonctions maternelles et conjugales. Le déplacement et l'arrivée en ville propulsant les femmes vers de nouvelles responsabilités, les enfants restent au fondement de leurs orientations quotidiennes et deviennent les «supports concrets de l'avenir» [Furtos, 2009] à partir desquels elles se projettent et envisagent un futur différent. Mais au-delà de leur condition de mère, le changement de contexte de vie associé à la participation associative les introduit dans un nouvel univers de sens au sein duquel elles se reconnaissent, s'identifient et se constituent également en tant que sujets [Agier, 1999]. Les témoignages révèlent des représentations de la ville comme espace d'opportunités. La métropole offre en effet la possibilité pour les enfants de faire des études mais il s'agit également d'un lieu d'ascension sociale

pour les femmes. Elles reprennent leurs études et s'intègrent au marché du travail. Elles pénètrent au sein de l'espace public et de la sphère juridique. Alors que la ville – point de chute des mobilités – apparaît tout d'abord comme un ensemble de petits mondes disjoints, comme un espace caractérisé par des cadres sociaux et territoriaux imposés par le développement fragmentaire de la *non-ville*, il s'agit d'un lieu de prédilection pour la rencontre et la mise en relation des héritages culturels de tous les citoyens. C'est un « jeu de miroirs où de multiples identités sont sans cesse mises à l'épreuve du regard de l'autre » [Agier, 1999 : 57]. La ville est ainsi le foyer d'émission de discours globaux que chaque citoyen s'approprie en fonction de son histoire passée et présente. « Être femme » n'a donc pas la même signification aujourd'hui qu'hier, à Bogotá ou en milieu rural, dans sa communauté d'origine à la suite d'un déplacement forcé.

Les femmes auxquelles nous nous intéressons font partie d'un réseau associatif, véhiculant un imaginaire de genre qui rompt avec leurs représentations traditionnelles. Ajoutons à cela que les recommandations internationales dans ce domaine ont des retombées fondamentales au niveau national. En effet, les autorités colombiennes tentent progressivement d'accorder une attention spécifique aux femmes. À cause du déplacement forcé, elles acquièrent donc une visibilité institutionnelle jamais encore expérimentée, encore plus marquée lorsqu'elles sont chefs de famille. Cette reconnaissance a un impact fondamental sur la redéfinition de leur statut au sein de l'espace familial et génère une tension entre rôles de genre traditionnellement intériorisés et nouvelles représentations. La réinstallation en milieu urbain s'accompagne d'une re-signification complexe de l'identité de genre, les frontières entre rôles masculins et féminins devenant floues. Les femmes s'imposent progressivement comme les égales de leurs époux au sein du foyer, remettant ainsi en cause toute une construction d'imaginaires hérités de leur socialisation primaire. Face à la possibilité du retour, les femmes se

positionnent. La majorité d'entre elles, particulièrement les plus jeunes, choisissent la ville parce qu'à la campagne « il n'y a que l'homme ». La maternité – marqueur traditionnel de l'identité de femme – devient, en ville, un instrument de revendication à partir duquel elles se posent comme actrices de leur reconstruction et se projettent en tant que sujet. Cette redéfinition identitaire est cependant complexe car elle allie les fonctions maternelles et conjugales traditionnelles à un nouveau rapport à soi. Les femmes ont des rêves, des projets d'avenir – professionnels et affectifs – qui sont un carburant supplémentaire à leur avancement personnel.

« *Doris*: Moi j'aimerais avoir un grand salon de beauté avec des employées...

*Liliana*: Paresseuse! Et ne pas travailler?

*Doris*: Mais non! Je serai là-bas en permanence!»  
(*Conversation entre Doris et Liliana*)<sup>1</sup>.

« Bon, moi quand je suis seule et que je me prends à penser, je me mets à rêver! Je voudrais avoir une belle maison, voir mes enfants s'en sortir, qu'ils deviennent quelqu'un dans la vie. Je voudrais voyager aussi! J'adore voyager, j'aimerais tellement voyager! [*elle sourit en parlant, comme si elle était en train de rêver*]... j'aimerais aussi rencontrer quelqu'un qui m'aime... moi je rêve à ces rêves! [*grand sourire*]. » (*Luz Marina, 39 ans, mariée, mère de deux enfants*)<sup>2</sup>.

Nous – Viviana et moi – avons rendez-vous pour un entretien avec Luz Marina, le jour de son anniversaire et lui avons apporté une part de gâteau. Le lendemain, la croissant, nous lui demandons si le gâteau était bon.

1. Extrait d'une conversation informelle, dans la boutique de Doris, le 8 avril 2009.

2. Extrait d'un entretien réalisé le 19 avril 2009 à son domicile.

« Il était trop bon, quand vous êtes parties je l'ai vite mangé pour ne pas avoir à leur en donner ! [aux enfants]. »

Penser à soi est donc un concept nouveau dans la vie de ces femmes qui apprennent à exister en tant que sujet, au-delà de leurs fonctions maternelles et matrimoniales. L'amour conjugal devient également, pour certaines, l'aube d'une vie nouvelle comme c'est le cas de Yeni Paola ou de Luz Marina qui « rêve de rencontrer quelqu'un qui l'aime ».

### **De la subjectivation à l'individuation : la construction du sujet à partir de l'épreuve du déplacement et de l'engagement associatif**

L'intérêt est de mettre en relief l'ensemble des trajectoires individuelles de ces femmes et de souligner le processus de reconstruction de projets de vie qui s'enclenche. La rencontre avec les autres femmes du collectif permet à chacune de donner un sens à son expérience. Nous voudrions ici souligner l'aspect transindividuel de cette communauté. En effet, ce qui importe pour le collectif est, selon G. Simondon [2005], le passé individuel. L'accord entre l'individu et le collectif passe par l'articulation du passé et des projections futures. L'individu se projette dans l'avenir à partir du présent, à travers un réseau social déjà établi lui proposant des buts et des rôles à choisir. G. Simondon parle de groupe d'intériorité lorsque la relation entre les individus se fait de manière analogique c'est-à-dire lorsque le passé et l'avenir de chacun coïncident avec le passé et l'avenir des autres [2005 : 293-295]. C'est ici le cas du collectif *Yo Mujer*, communauté de croyances à partir de laquelle les femmes donnent une signification à leurs expériences [Simondon, 2005 : 299]. Le collectif est alors une condition de signification et de formation de la subjectivité individuelle. Le philosophe défend le caractère transindividuel de la signification, l'existence du collectif étant nécessaire

pour qu'une information devienne significative. Néanmoins la signification n'est pas véhiculée du groupe vers l'individu mais naît à travers l'interaction des individus entre eux. Même si le collectif existe déjà lorsque les femmes arrivent à Bogotá, la rencontre entre les individus et le partage d'expériences qui en découle sont l'essence même du groupe. Ainsi, « recevoir une information, c'est en fait pour le sujet opérer en lui-même une individuation qui crée le rapport collectif avec l'être dont provient le signal » [Simondon, 2005 : 307]. La rencontre de ces femmes au passé commun dans le cadre associatif implique l'intériorisation d'un nouveau discours véhiculant la redéfinition de leur rapport à elles-mêmes, aux autres/aux hommes et à l'État. Aussi peut-on parler de processus d'individuation mettant en relation l'individuel et le social et signalant les médiations visibles et invisibles entre la vie de chacun et les principes d'un collectif en acte, passé ou présent [Agier, 1999 : 31]. Les interactions transindividuelles, le partage d'expérience et l'acquisition de connaissances juridiques donnent lieu à la reconnaissance institutionnelle de la situation. Ces éléments sont au fondement de la construction d'une mémoire collective qui s'effectue « dans une dialectique entre intérêts individuels et stratégies collectives pour répondre à des besoins qui sont autant d'ordre pratique que politique ou existentiel » [Hoffman, 2000]. Cette mémoire collective favorise l'inversion des stigmates associés à l'identité de déplacé, la reconnaissance officielle du statut de victime institutionnalisant la non-culpabilité des déplacés aux yeux des autres citoyens. Cela favorise le passage d'une *identité négative* à une *identité positive*, à une représentation de soi favorable [Malewska, 2002]. Les femmes déplacées sont, néanmoins, soumises à un double jeu. Elles ont, d'une part, besoin de se présenter comme telles afin de devenir « victimes officielles » et d'obtenir les aides escomptées. Mais les discriminations et la persécution les poussent, d'autre part, à vivre dans la clandestinité, en cachant leur condition de déplacés aux voisins ou aux employeurs. La

tension entre le rejet de l'épreuve traversée et l'identification à la condition de « déplacé » est donc bien présente lors de la reconstruction de projets de vie.

Le processus de redéfinition identitaire coïncide clairement avec l'image véhiculée par les autres. La reconnaissance est associée à l'estime sociale [Fraser, 2005 ; Honneth, 2000] se justifiant à la fois en termes de réalisation personnelle et de justice. On peut donc parler de mobilisations identitaires pour ces femmes déplacées [Hoffman, 2000] lesquelles donnent lieu à des stratégies pragmatiques de la part des acteurs qui instrumentalisent, dans certaines circonstances, un aspect ou une dimension particulière de leur identité. En effet, les acteurs légitiment leur position actuelle en la fondant sur une expérience partagée. « La mémoire collective reconstruite devient ainsi à la fois recours et ressource, fin et moyen des élaborations identitaires » [Hoffman, 2000 : 35]. « La mise en discours des expériences passées n'est qu'une reformulation des événements ou de récits dans laquelle les opérations de sélection, d'oubli ou d'invention dépendent des destinataires, des besoins du moment et de l'auteur [individuel ou collectif] de la reformulation qui reproduit et/ou innove en fonction de ses propres stratégies » [Hoffman, 2000 : 35]. Les femmes se posent donc à travers le collectif comme des sujets de l'expérience et de la parole [Jelin, Kaufmann, 2006] qui se souviennent, relatent, créent du sens, s'appropriant l'histoire de manière singulière à partir du processus de subjectivation [Dubet, 2005]. Celui-ci implique une certaine réflexivité ou distance à soi et une certaine activité critique face à ses expériences biographiques, réinterprétant ainsi les expériences passées. Le défi est pour ces femmes de transformer des expériences passées, aussi douloureuses et traumatiques soient-elles, en projets de futurs désirés [Jelin, Kaufmann, 2006]. C'est ainsi que le discours collectif se construit et se transmet, articulant illusions passées et mondes imaginaires possibles. Par cette dynamique elles historicisent leur trajectoire. Elles puisent cette autonomie et cette

faculté de mise en récit dans le lien social qui les rattache aux autres femmes de l'association tandis que le déplacement et la violence ont rompu leurs projets vitaux. La mémoire est une façon de distinguer et de relier le passé avec le présent et le futur, l'importance n'étant pas ici la chronologie des faits restés figés dans le passé mais leur signification au moment présent [Jelin, Kaufmann, 2006 : 18 ; Joly, 2009]. Il faut alors entendre la mémoire comme un acte du présent, s'alimentant de l'imagination et de la rationalisation des acteurs. La vérité de la mémoire ne tient, en effet, pas tant à l'exactitude des faits qu'à leur récit et à leur interprétation.

La reconnaissance institutionnelle est au fondement de la légitimation identitaire des individus, l'identité étant une « mémoire en acte » qui associe la mémoire forte et la mémoire faible [Jolivet, 2000]. On entend par mémoire forte une « mémoire organisatrice en ce sens qu'elle est une dimension importante de la structuration d'un groupe et, par exemple, de la représentation qu'il va se faire de sa propre identité » [Jolivet, 2000 : 40]. La mémoire faible nous renvoie au cas de Maria Yali, non reconnue comme déplacée et indirectement écartée du collectif, pour qui la mémoire est une donnée « diffuse et superficielle [...] et] difficilement partagée par un ensemble d'individus dont l'identité collective est, par ce fait même, relativement insaisissable » [Jolivet, 2000 : 40]. Les femmes se présentent donc comme des « passeuses de mémoire » [Joly, 2009 : 118] exigeant la reconnaissance sociale de l'épreuve traversée. La mise en récit et la prise de parole revêtent ici une fonction sociale dans le sens où elles éditent la mémoire et l'identité au présent. Le « témoignage suppose une continuité entre passé et présent, entre espace social de l'événement et espace social de l'inscription du témoignage » [Joly, 2009 : 119] assurée dans notre cas par le collectif. La reconnaissance de la signification de leur histoire par la mémoire collective permet aux femmes déplacées de recouvrer un véritable statut social et symbolique [Joly, 2009 : 120].

C. Prochasson [2008 : 104] met ainsi en évidence la fonction historiquement utile de la victimisation, fondatrice de droits.

Selon les termes de N. Fraser [2005] on peut envisager ce collectif comme un contre public ou public faible, un lieu de formation de l'opinion par un groupe en position de subordination. L'espace public est un espace de lutte pour l'interprétation des besoins, *struggle over needs* [Fraser, 2005], un lieu d'expression et de formation de l'identité sociale, un espace de confrontation avec l'altérité et de retour sur soi de cette confrontation. C'est par l'espace public que se reconstruisent réflexivement les identités collectives. Le collectif fournit dans ce sens les bases sociales du respect de soi comme bien premier qui doit être équitablement distribué [Fraser, 2005; Sen, 1985]. C'est par là que la justice doit assurer à chacun les moyens égaux de fonctionner, le sens de soi étant une capacité à fonctionner. Reprenant C. Taylor [1997], la philosophe ajoute que « l'absence de reconnaissance ou la reconnaissance inadéquate [...] peuvent constituer une forme d'oppression ou emprisonner certains dans une manière d'être fausse, déformée et réduite. [...] Le défaut de reconnaissance ne traduit pas seulement un oubli du respect normalement dû. Il peut infliger une cruelle blessure en accablant les victimes d'une haine de soi paralysante. La reconnaissance n'est pas seulement une politesse qu'on fait aux gens: c'est un besoin vital » [Taylor, 1997 : 42] comme le souligne le cas de Maria Yali. Pour N. Fraser [2005], le « déni de reconnaissance » est aussi important que la reconnaissance elle-même en ce qu'il « consiste en une dévalorisation de [...] l'identité par la culture dominante qui s'accompagne d'une détérioration du sentiment d'identité chez les membres du groupe [minoritaire] » [Fraser, 2005 : 23]. La reconnaissance n'est pas une question d'incorporation politique, mais de statut social. Les écrits de Charles Taylor portant sur la reconnaissance démontrent l'importance actuelle du thème de l'identité collective. L'analyse du processus d'acquisition de l'identité collective comporte deux aspects

complémentaires. L'effet de la transformation de la définition des groupes sociaux, du sens donné aux différentes catégories par les groupes qui leur sont extérieurs et l'effet de la transformation de l'identification, c'est-à-dire de la signification donnée par les membres d'un groupe au groupe lui-même. Progressivement, les femmes s'ancrent dans un nouveau réseau social, intègrent de nouvelles pratiques leur permettant depuis l'échelle micro-locale et le quotidien d'avancer vers la reconstruction de liens ayant une signification profonde tant d'un point de vue collectif qu'individuel.

Nous avons envisagé, du point de vue des femmes, un processus de subjectivation de leurs expériences biographiques ou processus d'individuation par lequel elles aspirent à la fois à maîtriser le cours de leur existence et à être elles-mêmes [Veith, 2005 : 53]. Deux dernières dimensions semblent intéressantes à explorer : le rapport au collectif qui résulte de la réinstallation définitive à Bogotá ainsi que le rapport au statut de déplacé.

L'obtention des aides à la reconstruction et l'acquisition d'un logement à Bogotá sont souvent synonymes d'éloignement du monde associatif. Cette structure peut alors s'envisager comme un tremplin vers l'insertion urbaine via la mise en sens de l'expérience, l'acquisition de connaissances et la reconstruction d'un réseau de sociabilité. En effet, il est commun d'observer que les femmes cessent d'assister aux réunions dès qu'elles obtiennent un logement. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cela. Premièrement, la précarité économique rend difficile le paiement des transports surtout lorsque le nouveau logement est assez éloigné des locaux de l'association. Cette instabilité financière se retrouve au sein de l'association : jusqu'à présent aucun projet productif communautaire n'a pu y voir le jour. Les organismes financeurs convient régulièrement les femmes à différents ateliers, leur promettant de leur procurer les fonds nécessaires mais les projets n'aboutissent pas. Les femmes en ont tiré un slogan qui revient dans chaque conversation, « on

ressemble à de vieilles voitures, toujours d'ateliers en ateliers<sup>3</sup> ». Aussi préfèrent-elles mobiliser des stratégies économiques individuelles, rendant ainsi difficile leur participation aux rencontres collectives. Pour les femmes actives au sein de l'association, l'éloignement de certaines est interprété comme le développement d'une forme d'individualisme après l'obtention des aides à la reconstruction. Ces dernières se convertissent à leurs yeux en passagers clandestins ou *free-rider*, suivant une logique d'action rationnelle [Olson, 1965], n'assistant aux réunions que lorsqu'il y a un financement ou un projet à la clé. L'intérêt individuel semble alors prédominer sur les logiques d'actions collectives.

L'acquisition d'un logement peut également s'envisager comme la consécration de l'insertion en milieu urbain. De ce fait, l'éloignement du collectif ne revêt pas un caractère d'action rationnelle au sens olsonien du terme mais marque la fin d'une épreuve, d'une période de flottement et le début d'une nouvelle vie. S'éloigner du collectif peut coïncider avec le sentiment subjectif de ne plus être « déplacé ». Rompre avec le monde associatif signifie alors se défaire des stigmates associés à la condition de déplacé et s'insérer de façon plus ou moins neutre en milieu urbain. Les femmes qui prennent de la distance face au monde associatif justifient leur choix par le besoin de rompre avec le passé.

On perçoit ici la tension entre individualisme et individuation laquelle coïncide avec une tension entre *être* et *se sentir* déplacé.

« [...] leur proposer des ateliers, des formations pour qu'elles puissent aller de l'avant, qu'elles ne restent pas toute leur vie déplacée. Au contraire l'idée est que la femme puisse se dépasser, que la femme aille de l'avant et qu'elle se défasse du signe du déplacement. » (*Teresa, 56 ans, présidente de l'association*)<sup>4</sup>.

3. Traduit de l'espagnol « *parecemos carros viejos, siempre de taller en taller* ».

4. Extrait d'un entretien réalisé le 23 avril 2009 dans un café du centre-ville de Bogotá.

«[...] que le Gouvernement me donne ce à quoi j'ai droit et je ne demande plus rien, j'arrête d'être déplacée quand je sentirai que j'ai récupéré ce que m'a enlevé le déplacement.»  
(*Rosa Maria, 64 ans, noyau fondateur*)<sup>5</sup>.

Le besoin de mettre fin à la condition de «déplacé», de se défaire «du signe du déplacement» est fondamental pour la projection future des individus. L'épreuve de l'exil se présente comme un stigmate, une «identité méprisée» qui rendrait complexe l'insertion totale en milieu urbain. La réinstallation «définitive» qui résulte de l'obtention des subventions à la reconstruction semble donc faire cesser cette condition. Le discours institutionnel de l'association n'est, en ce sens, pas très clair. Si le témoignage de Teresa met clairement en évidence cette nécessité de rompre avec le déplacement, néanmoins la présidente accepte difficilement que certaines femmes s'éloignent du collectif. Le militantisme devient, à l'inverse, le projet de vie de certaines d'entre elles qui puisent dans l'action collective l'essence de leur existence et envisagent la mobilisation comme un lieu de redéfinition identitaire. Les militantes perçoivent alors le déplacement comme une thématique politique véhiculant des droits. La précarité économique est pour ces dernières le moteur des luttes. Elles exigent du gouvernement emploi et projets productifs, individuels et collectifs. Les militantes n'agissent donc plus seulement en fonction de leur subjectivité mais activent des droits, exigent l'effectivité de la justice.

221

### **Destins déplacés, futurs éclairés : quelques réflexions finales**

Quelle que soit leur position, les femmes déplacées faisant ou ayant fait partie de l'association *Yo Mujer* connaissent un

5. Extrait d'un entretien réalisé le 14 avril à son domicile.

processus d'insertion urbaine singulier. Le développement d'une conscience citoyenne s'observe dans la pratique quotidienne des femmes au plan juridique comme dans leur vie de famille. Elles rendent publiques des thématiques d'ordre privé et s'inscrivent dans un discours global. L'ensemble de ces valeurs acquises et intériorisées sont autant de critères d'identité, d'altérité et de localisation urbaine. Lors des manifestations, les rôles sociaux sont commentés, interprétés, ritualisés [Agier, 1999]. Les femmes deviennent actrices politiques pleurant publiquement leurs morts. Elles sont représentées en victimes apeurées tout en exigeant haut et fort le respect de leurs droits. Elles sont tantôt victimes, tantôt actrices, tantôt femmes, tantôt déplacées mais elles sont incontestablement sujets de leur vie.

222

L'ensemble de ces pratiques aide chaque individu cible à donner un sens immédiat à sa position dans le monde et aux événements de sa vie quotidienne. Par l'intermédiaire du collectif et de ses réseaux, les femmes déplacées mettent en œuvre diverses stratégies d'insertion dans la ville générique. Elles rendent ainsi visible leur existence en communiquant avec les autres mondes de l'urbain, réinventant « de proche en proche un espace ville fait d'échanges et de respect » [Agier, 1999 : 10]. L'expérience du déplacement est à envisager au-delà de la migration forcée car « personne » dotée de mémoire, de valeurs sociales et morales transmises dans la socialisation, perdue dans le chaos apparent de la vie urbaine, devient « sujet » aspirant à la fois à maîtriser le cours de sa vie et à être soi [Veith, 2005 : 53]. Les « destins déplacés » le sont donc au-delà de la dimension géographique du terme, laissant place à de nouvelles perspectives, à des « futurs éclairés » fondés sur la (re)connaissance de soi, des autres, de ses droits.

L'analyse de ce collectif demande à être mise en parallèle avec l'étude d'organisations analogues dans la mesure où il s'agit là d'une étude de cas spécifique. D'un point de vue épistémologique, ce travail ouvre de nouvelles voies de recherche. Il est ainsi possible de prolonger les avancées actuelles des études articulant

genre et déplacement forcé dans la lignée de D. Meertens. Il met également en évidence une forme d'insertion urbaine [Agier, 1999] et citoyenne singulière demandant à être approfondie. L'intérêt serait de poursuivre cette recherche en y incluant les acteurs « non accessibles » lors du travail de terrain initial à savoir les hommes et les institutions alliées et étatiques. Le chercheur disposerait ainsi du discours de l'ensemble des acteurs ce qui lui permettrait de se détacher de la parole des femmes.



## Bibliographie

- ABELLA GALINDO** Andrea, **RANGEL AGUIRRE** Carolina, «La guerra también saca lo mejor de nosotros», *Revista Psiké*, n° 1, 2008/6, p. 28-34.
- AGIER** Michel, *L'invention de la ville: banlieues, townships, invasions et favelas*, Paris, Édition des Archives Contemporaines, 1999.
- AGIER** Michel, «Perte de lieux, dénuement et urbanisation: los *desplazados* de Colombie», *Autrepart*, n° 14, 2000, p. 91-105.
- AGIER** Michel, *Aux bords du monde, les réfugiés*, Paris, Flammarion, 2002.
- AGIER** Michel, «Violence et déplacements forcés en Colombie. Apprendre à vivre dans la guerre», in Gilles BATAILLON, Denis MERKLEN, *L'expérience des situations-limites*, Paris, Karthala, 2009, p. 97-112.
- ALVAREZ** Sonia, *Engendering Democracy in Brazil: Women's Movements in Transition Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1990.
- ANDERSON** Benedict, *L'imaginaire national: réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 2002.
- ARANGO ALZATE** Oscar, **MEZA RUEDA** José Luis, *El discernimiento y el proyecto de vida. Dinamismos para la construcción de sentido*, Bogotá, Universidad Javeriana, 2002.
- ARDILA** Gerardo, *Colombia: migraciones, transnacionalismo y desplazamiento*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 2006.
- ARENDET** Hannah, *L'impérialisme*, Paris, Fayard, 1984.

**ARENDT** Hannah, *Cuadernos de Crítica de la Cultura. Problemas de Género*, n° 30, 1997 [1943], p. 100-107.

**AUGÉ** Marc, *Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Seuil, 1992.

**AUGÉ** Marc, *Le sens des autres. Actualité de l'anthropologie*, Paris, Fayard, 1994.

**BAGLA** Lusin, *Sociologie des organisations*, Paris, La Découverte, 2003.

**BARNES** John, «Networks and political process», in James Clyde MITCHELL, *Social Networks in Urban Situations. Analyses of Personal Relationships in Central African Towns*, Manchester, Manchester University Press, 1969, p. 51-76.

**BATAILLON** Gilles, **MERKLEN** Denis, «Introduction», *L'expérience des situations-limites*, Paris, Karthala, 2009, p. 7-14.

**BARRETO** Juanita, «Develando algunos obstáculos para la participación de las mujeres», *En Otras Palabras. Mujeres, ética, política y participación*, n° 2, 1997.

**BERENI** Laure et al., *Introduction aux Gender Studies. Manuel des études sur le genre*, Paris, De Boeck, 2008.

**BERGER** Peter, **LUCKMANN** Thomas, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1996.

**BERNOUX** Philippe, *La Sociologie des Organisations*, Paris, Éditions du Seuil, 1985.

**BLANQUER** Jean-Michel, «Les institutions à l'épreuve de la pratique», in Christian GROS, Jean-Michel BLANQUER, *La Colombie à l'aube du troisième millénaire*, Paris, IHEAL, 1996, p. 87-106.

**BOURDIEU** Pierre, «Le capital social. Notes provisoires», *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 31, 1980a, p. 2-3.

**BOURDIEU** Pierre, «L'identité et la représentation», *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 35, 1980b, p. 63-72.

**BOURDIEU** Pierre, *La domination masculine*, Paris, Éditions du Seuil, 1998.

**BOWLES** Martin, «Recognizing Deep Structures in Organizations», *Organizations Studies*, n° 3, 1990/11, p. 395-412.

**BRUBAKER** Rogers, «Au-delà de l'identité», *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 139, 2001, p. 66-85.

- BUTLER** Judith, *Lenguaje, poder e identidad*, Madrid, Editorial Síntesis, 2004.
- CABEZAS RINCÓN** Lina María, *La organización de mujeres en situación de desplazamiento como posibilidad de acción política: el caso de las mujeres de la asociación afrocolombiana de desplazado – AFRODES –*, Universidad Nacional de Colombia, 2004.
- CASTEL** Robert, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.
- CASTEL** Robert, **HAROCHE** Claudine, *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretiens sur la construction de l'individu moderne*, Paris, Fayard, 2001.
- CASTELLS** Manuel, *L'ère de l'information II. Le pouvoir de l'identité*, Paris, Fayard, 1999.
- CASTILLO** Olga, «Jefatura de hogar femenina, sector informal y estrategias de supervivencia», *Revista Javeriana*, n° 66, 1998, p. 199-206.
- CEPEDA** Manuel, «L'action de tutelle, arme du citoyen contre l'arbitraire» in Christian **GROS**, Jean-Michel **BLANQUER**, *La Colombie à l'aube du troisième millénaire*, Paris, IHEAL, 1996, p. 107-123.
- CHARLIER** Sophie, *L'économie solidaire au féminin: quel apport spécifique pour l'empoderamiento des femmes? Une étude de cas dans les Andes boliviennes*, Université de Louvain la Neuve, 2006.
- CHÁVEZ PLAZAS** Yuri, **FALLA RAMÍREZ** Uva, «Realidades y falacias de la reconstrucción del tejido social en población desplazada», *Tabula Rasa*, n° 2, 2004, p. 169-187.
- CIXOUS** Hélène, *Paroles de Femmes. Un homme sur deux est une femme*, Paris, Albin Michel, 1999.
- COLEMAN** James, «Social Capital in the Creation of Human Capital», *American Journal of Sociology*, 1988/94, p. 95-120.
- COMISIÓN INTERAMERICANA DE DERECHOS HUMANOS**, *Las Mujeres frente a la violencia y la discriminación derivadas del conflicto armado en Colombia*, Washington, OEA/Ser.L/V/II, Doc. 67, 2006.
- CONSULTORIA PARA LOS DERECHOS HUMANOS Y EL DESPLAZAMIENTO**, «¿ Salto estratégico o salto al vacío? El desplazamiento forzado en

los tiempos de la seguridad democrática. Resumen del Informe 2009», *Codhes Informa*, n° 76, 2010, disponible sur <[http://www.codhes.org/index.php?option=com\\_docman&task=cat\\_view&gid=62&Itemid=50](http://www.codhes.org/index.php?option=com_docman&task=cat_view&gid=62&Itemid=50)> (dernière consultation : 20.04.10).

**COSIO-ZAVALA** Maria Eugenia, **ROZÉE** Virginie, « Changements dans les systèmes de genre: le cas de l'Amérique latine », in Georges **COUFFIGNAL**, *Amérique latine. La nouvelle donne politique et économique*, Paris, IHEAL, p. 119-129.

**CUSSET** Pierre-Yves, *Le lien social*, Paris, Armand Colin, 2007.

**DE BARBIERI** Teresita, « Sobre la categoría genero. Una introducción teórico-metodológica », *Debates en Sociología*, n° 18, 1993, p. 2-19.

228 **DE BARBIERI** Teresita, « Los ámbitos de acción de las mujeres », *Revista Mexicana de Sociología*, n° 1, 1991/53, disponible sur <<http://www.jstor.org/stable/3540834>> (dernière consultation : 4.09.08).

**DE SINGLY** François, *Les uns avec les autres. Quand l'individualisme crée du lien*, Paris, Armand Colin, 2003.

**DE SUREMAIN** Marie-Dominique, « Quiénes son y cómo viven las mujeres jefas de hogar?: Aspectos socio-económicos y culturales », *Revista Javeriana*, n° 66, 1998, p. 207-215.

**DEL VALLE** Teresa, « La violencia de las mujeres en la ciudad. Lecturas desde la marginalidad » in Virginia **MAQUIEIRA**, Cristina **SÁNCHEZ**, *Violencia y Sociedad Patriarcal*, Madrid, Editorial Pablo Iglesias, 1990, p. 47-65.

**DELPHY** Christine, *L'ennemi principal. Tome 1: Économie politique du patriarcat*, Paris, Syllepse, 1998.

**DEMERA** Juan Diego, « Ciudad, Migración y Religión. Etnografía de los recursos identitarios y de la religiosidad del desplazado en Altos de Cazuca », *Teológica Xaveriana*, n° 162, 2007/57, p. 303-320.

**DUBAR** Claude, *La Socialisation. Constructions des identités sociales et professionnelles*, Paris, Armand Colin, 1991.

**DUBET** François, *Sociologie de l'expérience*, Paris, Éditions du Seuil, 1994.

**DUBET** François, « Pour une conception dialogique de l'individu »,

- EspacesTemps.net*, 2005, disponible sur <http://espacestemp.net/document1438.html> (dernière consultation : 15.02.10).
- DURKHEIM** Émile, *De la Division du Travail Social*, Paris, PUF, 1930 [1893].
- ELIAS** Norbert, **SCOTSON** John, *Logiques de l'exclusion*, Paris, Fayard, 1997 [1965].
- ENRIQUEZ** Eugène, *De la horde à l'État: essai de psychanalyse du lien social*, Paris, Gallimard, 1983.
- FERREE** Myra, **MUELLER** Carol, «Feminism and the Women's Movement: A Global Perspective», in **David SNOW et al.**, *The Blackwell Companion to Social Movements*, Oxford, Blackwell, 2004, p. 576-607.
- FLORES** Margarita, **RELO** Fernando, *Capital social rural: Experiencia de México y Centroamérica*, México, Plaza y Valdés (CEPALC), 2002.
- FRASER** Nancy, *Qu'est-ce que la justice sociale? Reconnaissance et Redistribution*, Paris, La Découverte, 2005.
- FREIRE** Paulo, *Conscientização. Teoria e Prática da Libertação*, São Paulo, Cortez & Moraes, 1979.
- FREIRE** Paulo, *Pedagogía del oprimido*, Madrid, Siglo XXI Editores, 1988 [1970].
- FREUD** Sigmund, «Psychologie des foules et analyse du Moi», in *Essais de psychanalyse*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1981, p. 83-176.
- FURTOS** Jean, «Demande d'asile et parentalité, un paradigme de la précarité», *Les Cahiers de Rizhome. De l'exil à la précarité contemporaine, difficile parentalité*, n° 37, 2009, p. 9-11.
- GOFFMAN** Erving, *Stigmaté*, Paris, Éditions de Minuit, 1975.
- GOFFMAN** Erving, «Le déploiement du genre», *Terrain. Homme/Femme*, n° 42, 2004, p. 109-128.
- GOMEZ** Constanza, «Conceptos sobre la Solidaridad», in *Derecho a solidarizarse*, Medellín, Coordinación Educación e Investigación DanSocial, 2005, p. 173-175.
- GRANOVETTER** Mark, «The strength of weak ties», *American Journal of Sociology*, 1973/78, p. 1360-1380.
- GREGORIO GIL** Carmen, *Migración femenina: su impacto en las relaciones de género*, Madrid, Narcea, 1998, p. 257-267.

**GROS** Christian, **BLANQUER** Jean-Michel, *La Colombie à l'aube du troisième millénaire*, Paris, IHEAL, 1996.

**GUBIN** Elianne *et al.*, *Le siècle des féminismes*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2004.

**HALBWACHS** Maurice, *La mémoire collective*, Paris, PUF, 1950.

**HALBWACHS** Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994 [1925].

**HÉRITIER** Françoise, *Masculin/féminin : la pensée de la différence*, Paris, Odile Jacob, 1996.

**HIMELDA RAMIREZ** Maria, « El impacto del desplazamiento forzado sobre las mujeres en Colombia » in *Migrations en Colombie, Cahiers (les) ALHIM*, n° 3, 2001, p. 93-104.

230 **HOFFMANN** Odile, « Jeux de paroles et de mémoire autour des mobilisations identitaires (Colombie) », *Autrepart*, n° 14, 2000, p. 33-51.

**HONNETH** Axel, *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Éditions du Cerf, 2000.

**JELIN** Elizabeth, **KAUFMAN** Susana, *Subjectividad y figuras de la memoria*, Madrid, Siglo XXI Editores, 2006.

**JIMÉNEZ OCAMPO** Sandro *et al.*, « Identidad social y restablecimiento urbano de población exiliada internamente en Colombia », *Investigación y Desarrollo*, n° 2, 2003/11, p. 326-347.

**JOLIVET** Marie-José, « Espace, mémoire et identité », *Autrepart*, n° 14, 2000, p. 165-175.

**JOLY** Maud, « Guerre civile, violences et mémoires : retour des victimes et des émotions collectives dans la société espagnole contemporaine », in Luc **CAPDEVILA** et Frédérique **LANGUE**, *Entre mémoire collective et histoire officielle. L'histoire du temps présent en Amérique latine*, Rennes, PUR, 2009, p. 113-125.

**LAVILLE** Jean-Louis, *L'économie solidaire : une perspective internationale*, Paris, Desclée de Brouwer, 1994.

**LEON** Magdalena, *Poder y empoderamiento de las mujeres*, Bogotá, Tercer Mundo Editores, 1997.

**LOCKE** John, *Le second Traité du gouvernement : essai sur la véritable origine, l'étendue et la fin du gouvernement civil*, Paris, PUF, 1994.

- LOMNITZ** Larissa, *Cómo sobreviven los marginados*, México, Siglo XXI Editores, 2003.
- LUNA** Lola, *Género, clase y raza en América Latina. Algunas aportaciones*, Universitat de Barcelona, Seminario Interdisciplinar Mujeres y Sociedad, 1991.
- LUNA** Lola, *Los Movimientos de Mujeres en América Latina y la Renovación de la Historia Política*, Cali, La Manzana de la Discordia, 2003.
- MALEWSKA-PEYRE** Hanna, « Le processus de dévalorisation de l'identité et les stratégies identitaires », in Marc **LIPIANSKY**, Isabelle **TABOADA-LEONETTI**, Ana **VASQUEZ et al.**, *Stratégies Identitaires*, Paris, PUF, 2002, p. 111-141.
- MALKKI** Lisa, « National Geographic: The Rooting of People and the Territorialization of National Identity among Scholars and Refugees », *Cultural Anthropology*, n° 1, 1992/7, p. 24-44.
- MARUANI** Margaret, *Femmes, genre et sociétés: l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 2005.
- MAUSS** Marcel, « Essai sur le don », in *Sociologie et Anthropologie*, Paris, PUF, 1950, p. 263-264.
- MAUSS** Marcel, *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés primitives*, Paris, PUF, 2007.
- MAZO LÓPEZ** Clara, « Una mirada al conflicto armado colombiano desde la palabra, las acciones, las propuestas y los símbolos construidos por las mujeres », in Fenneke **REYSOO**, *Hommes armés, femmes aguerries: rapports de genre en situations de conflits armés*, Genève, IUED, 2001, p. 183-221.
- MC CLINTOCK** Anne, « Family Feuds: Gender, Nationalism and the Family », *Feminist Review*, n° 44, 1993, p. 61-80.
- MEENTZEN** Angela, **GOMÁRIZ** Enrique, *Democracia de género, una propuesta inclusiva: Contribuciones desde América Latina y Europa*, El Salvador, Fundación Heinrich Böll, 2003.
- MEERTENS** Donny, « Víctimas y sobrevivientes de la guerra: tres miradas de género », *Revista Foro*, n° 34, 1998, p. 19-35.
- MEERTENS** Donny, « El futuro nostálgico: desplazamiento, terror y género », *Revista Colombiana de Antropología*, 2000/36, p. 113-135.

**MEERTENS** Donny, «Populations déplacées en Colombie et insertion urbaine», *Les annales de la recherche urbaine*, n° 91, 2001, p. 118-127.

**MEERTENS** Donny, «Desplazamiento e Identidad Social», *Estudios Sociales*, 2002/11, p. 101-102.

**MEERTENS** Donny, «Género, desplazamiento forzado y migración. Un ejercicio comparativo en movilidad y proyectos de vida», in **ARDILA** Gerardo, *Colombia: migraciones, transnacionalismo y desplazamiento*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 2006, p. 427-443.

**MEERTENS** Donny, **SEGURA ESCOBAR** Nora, «Las rutas del genero en el desplazamiento forzoso», *Revista Jeveriana*, n° 65, 1997, p. 361-369.

**MEERTENS** Donny, **SEGURA ESCOBAR** Nora, *Exodo, Violencia y Proyectos de vida. La reconstrucción de la vida cotidiana de hombres, mujeres y jóvenes desplazados por la violencia: tres estudios de caso*, Bogotá, Colciencias-Universidad Nacional de Colombia, n° 372, 1999.

**MENDOZA BALCÁZAR** Úrsula, *Tras el velo de las violencias contra las mujeres en el conflicto armado colombiano: una reflexión sobre sus posibles causas*, Universidad Nacional de Colombia, 2002.

**MORENO RODRÍGUEZ** Alexy, *Análisis de redes sociales en la construcción de procesos de empoderamiento. Caso Red Mujer y Participación Política (Bogotá D.C.)*, Universidad Nacional de Colombia, 2003.

**ODGERS** Olga, *Identités frontalières. Immigrés mexicains aux États-Unis*, Paris, L'Harmattan, 2001.

**OLSON** Mancur, *Logic of Collective Action: Public Goods and the Theory of Groups*, Harvard University Press, 1965.

**OSORIO** Flor, «Entre la supervivencia y la resistencia. Acciones colectivas de población rural en medio del conflicto armado colombiano», *Cuadernos de Desarrollo Rural*, n° 47, 2001, p. 55-80.

**PALACIO** Jorge, **SABATIER** Colette, **ABELLO** Raimundo *et al.*, «El capital social como apoyo a la superación de problemas en la población desplazada por la violencia en Colombia», *Investigación y Desarrollo*, n° 2, 2001/9, p. 514-535.

**PALACIO** Jorge, **MADARIAGA** Camilo, «Lazos predominantes en las redes sociales personales de desplazados por la violencia política», *Investigación y Desarrollo*, n° 1, 2006/14, p. 86-119.

- PASSANO** Antonio, *Sociología del poder*, Buenos Aires, Centro Editor de América Latina, 1978.
- PATRÓN** Pepi, «Democracia y nueva articulación entre privado y público. El problema de los “espacios públicos”», in Raúl **URZÚA**, Felipe **AGÜERO**, *Fracturas en la Gobernabilidad Democrática*, Santiago de Chile, Centro de Análisis de Políticas Públicas, 1998, p. 65-98.
- PAUGAM** Serge, *Repenser la solidarité: l'apport des sciences sociales*, Paris, PUF, 2007.
- PAVIA** Marie-Luce, «La découverte de la dignité de la personne humaine», in Marie-Luce **PAVIA**, Thierry **REVEL**, *La dignité de la personne humaine*, Paris, Economica, 1999, p. 3-23.
- PECAUT** Daniel, «La pérdida de los derechos, del significado de la experiencia y de la inserción social. A propósito de los desplazados en Colombia», *Estudios Políticos*, n° 14, 1999, p. 12-28.
- PECAUT** Daniel, *Guerra contra la sociedad*, Bogotá, Planeta Colombiana, 2001.
- POLANYI** Karl, *La grande transformation*, Paris, Gallimard, 1983.
- PONTHIEUX** Sophie, *Le Capital Social*, Paris, La Découverte, 2006.
- PROCHASSON** Christophe, *L'empire des émotions. Les historiens dans la mêlée*, Paris, Demopolis, 2008.
- PUTNAM** Robert, «Bowling Alone: America's Declining Social Capital», *Journal of Democracy*, n° 6, 1995/1, p. 65-78.
- RAMÍREZ CORREDOR** María Fernanda, *Los procesos asociativos como aporte al empoderamiento de las mujeres rurales. Análisis sobre la organización y la participación en la Asociación de Mujeres jefas de hogar de Sácamá, Casanare, 2001*, Universidad Nacional de Colombia, 2003.
- REA** Andrea, **TRIPPIER** Maryse, *Sociologie de l'immigration*, Paris, La Découverte, 2008.
- REYSOO** Fenneke, *Hommes armés, femmes aguerries: rapports de genre en situations de conflits armés*, Genève, IUED, 2001.
- RIAÑO BARRERA** Eliana, «De “emprendedores” a “pobrecito”. Reestructuración del rol comunitario de familias campesinas desplazadas asentadas en los Altos de Cazuca Bogotá», *Umbral Científico*, n° 9, 2006, p. 126-140.

**ROJAS Cristina**, «Género, Identidad y Conflicto en Colombia», *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, n° 2, 2003/9, p. 65-89.

**ROJAS RODRÍGUEZ Jorge**, «Violencia y desplazamiento: el drama continúa», *Revista Foro*, n° 34, 1998, p. 36-40.

**ROLLAND Stellio**, «De l'individuel au collectif: des stratégies de survie des déplacés colombiens aux regroupements communautaires», *Revue Asylon*, n° 2, 2007.

**SÁNCHEZ Luisa**, *Les fils du tabac à Bogotá. Migrations indiennes et reconstructions identitaires*, Paris, IHEAL, 2007.

**SAN PEDRO Paula**, «El Individuo como agente del cambio: El proceso de empoderamiento», *Desarrollo en Perspectiva*, n° 1, 2006, p. 1-8.

**SARTRE Jean-Paul**, *L'être et le néant*, Paris, Gallimard, 1943.

234 **SCOTT Joan**, «El género: una categoría útil para el análisis histórico», in Marta **LAMAS**, *El género: la construcción cultural de la diferencia sexual*, México, PUEG, 1996, p. 265-302.

**SEGURA ESCOBAR Nora**, «Desplazamiento en Colombia: perspectivas de género», *Revista Foro*, n° 34, 1998, p. 5-11.

**SEN Amartya**, *Comodities and Capabilities*, Amsterdam, North-Holland, 1985.

**SIMONDON Gilbert**, *L'individuation, à la lumière des notions de forme et d'information*, Grenoble, Éditions Millon, 2005.

**SOLANO SUÁREZ Yusmida**, «Procesos de resistencia y reconstrucción colectiva emprendidos por mujeres desplazadas por la violencia en Colombia», *Polis*, n° 9, 2004/3, disponible sur <http://www.revistapolis.cl/polis%20final/9/proce.htm>, (dernière consultation 20.03.08).

**SUAREZ Natalia**, «Le travail de résistance des femmes persécutées dans des situations de guerre: le cas de la Colombie», *Revue Asylon*, n° 2, 2007.

**TAJFEL Henri**, *Human Groups and Social Categories: Studies in Social Psychology*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.

**TARRÉS Maria Luisa**, «Más allá de lo público y lo privado. Reflexiones sobre la participación social y política de las mujeres de clase media en Ciudad Satélite», in Orlandina DE OLIVEIRA, *Trabajo, poder y sexualidad*, México, El Colegio de México, 1989.

- TAYLOR** Charles, *Multiculturalisme: différence et démocratie*, Paris, Flammarion, 1997.
- TILLY** Charles, *From Mobilization to Revolution*, Indianapolis, Addison-Wesley, 1978.
- TURBAY** Catalina, **RICO DE ALONSO** Ana, *Construyendo identidades: niñas, jóvenes y mujeres en Colombia. Reflexiones sobre socialización de roles de género*, Bogotá, Fundación Friedrich-Naumann-Stiftung/Consejería Presidencial para la Juventud, la Mujer y la Familia/UNICEF, 1994.
- URIBE DE HINCAPIÉ** María Teresa, «Notas para la conceptualización del desplazamiento forzado en Colombia», *Estudios Políticos*, n° 17, 2000, p. 47-71.
- URUEÑA MARIÑO** Diana, *Desplazadas por el corazón. Asociación de Mujeres del Río: contribuciones de un trabajo comunitario a la organización de la vida de mujeres desplazadas*, Universidad de los Andes, 2007.
- VALENCIA** Luis, «Cultura Solidaria», in *Derecho a solidarizarse*, Medellín, Coordinación Educación e Investigación DanSocial, 2005, p. 187-201.
- VARIKAS** Eleni, «Subjectivité et identité de genre. L'univers de l'éducation féminine dans la Grèce du XIX<sup>e</sup> siècle», *Genèses*, n° 1, 1991/6, p. 29-51.
- VARIKAS** Eleni, *Penser le sexe et le genre*, Paris, PUF, 2006.
- VEITH** Blandine, «Engagement associatif et individuation de femmes migrantes», *Revue européenne des migrations internationales*, n° 3, 2005/21, p. 53-67.
- VERDIER** Yvonne, *Façons de dire, façons de faire. La laveuse, la couturière, la cuisinière*, Paris, Gallimard, 1979.
- WEBER** Max, *Économie et Société*, Paris, Plon, 1971.
- WHITE** Harrison, «Notes on the Constituents of Social Structure», *Sociológica*, n° 1, 2008, disponible sur <http://www.sociologica.mulino.it/journal/articlefulltext/index/Article/Journal:ARTICLE:200>, (dernière consultation : 28.05.10).
- ZIMMERMAN** Marc, «Empowerment theory», in Julian **RAPPAPORT**, Edward **SEIDMAN**, *Handbook of Community Psychology*, New York, Kluwer, 2000, p. 43-63.



## Dans la même collection

1

*De la parole avant le discours. Communication pré et post-natale  
dans une comunidad campesina d'Amazonie péruvienne*

Émilie MASSOT

Préface de Pierre-Yves JACOPIN

2

*Les fils du tabac à Bogotá.  
Migrations indiennes et reconstructions identitaires*

Luisa Fernanda SÁNCHEZ

Préface de Christian GROS

3

*Représentations de l'Europe et identité au Mexique.  
Le Juan Panadero, un journal de Guadalajara (1877-1910)*

Guillemette MARTIN

Préface d'Olivier COMPAGNON

4

*L'Institut international de Coopération intellectuelle et le Brésil (1924-1946).  
Le pari de la diplomatie culturelle*

Juliette DUMONT

Préface d'Olivier COMPAGNON

5

*Le rôle politique de la presse au Brésil.  
De l'élection à la réélection de Lula*

Giancarlo SUMMA

Préface de Georges COUFFIGNAL

6

*Le lien migratoire.  
Migrations clandestines de paysans guatémaltèques vers les États-Unis*

Argán ARAGÓN

Préface de María Eugenia COSÍO ZAVALA

7

*Le transfert d'un modèle de démocratie participative  
Paradiplomatie entre Porto Alegre et Saint-Denis*

**Osmany PORTO DE OLIVEIRA**

Préface de **David DUMOULIN KERVRAN**

8

*S'affirmer Lacandon, devenir patrimoine.  
Les guides mayas de Bonampak (Chiapas, Mexique)*

**Julie LIARD**

Préface de **David DUMOULIN KERVRAN**

9

*Chávez et l'Afrique.  
Dix ans de politique extérieure vénézuélienne*

**Camille FORITE**

Préface d'**Olivier Compagnon**

10

*Solidarité et inégalités  
Le centre de détention de femmes Santa Mónica à Lima*

**Chloé CONSTANT**

Préface de **Polymnia ZAGEFKA**